Roumiana Ougartchinska
Rosario Priore

POUR LA PEAU DE KADHAFI

GUERRES SECRETS MENSONGES
L'AUTRE HISTOIRE

(1969-2011)

fayard

Pour la peau de Kadhafi: Guerres, secrets, mensonges : l'autre histoire (1969-2011)

Roumiana Ougartchinska Rosario Priore

Fayard (2013)

Etiquettes: Historique

En quarante-deux ans de règne, Kadhafi a résisté à une vingtaine de tentatives d’assassinat et de coups d’État. Des snipers aux bombes téléguidées, des opérations commandos aux bombardements aériens, tout a été tenté. Sur fond de guerres non déclarées, de secrets inavouables et de mensonges diplomatiques, la longue traque pour la peau de Kadhafi a pourtant fait naître l’opposition libyenne, aujourd’hui au pouvoir.La lutte contre le « fou du désert » n’a cependant empêché ni les négociations parallèles, ni les ventes d’armes, ni les contrats juteux. Comment la France a-t-elle réalisé avec la Libye la grande vente de Mirage F-5 en 1970 avant de chercher à se débarrasser de celui qui venait chatouiller les intérêts de la Françafrique ? Qui veut occulter la vérité sur le vol Alitavia, pulvérisé par un missile égaré en 1980, dans l’un des épisodes cachés de la guerre contre la Libye ? Quelles

tractations ont conduit à la libération des infirmières bulgares ? Quel rôle a joué le Qatar dans la chute de Kadhafi ? Comment en est-on arrivé à la révolution du 17 février 2011, et qui sont les nouveaux maîtres de Tripoli ?S’appuyant sur des documents inédits et des témoignages exclusifs des acteurs des services de renseignement et des leaders de l’opposition libyenne, notamment du Front national du Salut et du Groupe islamique combattant, cette enquête implacable lève enfin le voile sur l’autre histoire de la Libye.Journaliste d’investigation, Roumiana Ougartchinska est l’auteur de KGB Cie à l’assaut de l’Europe (Anne Carrière, 2005), de La Vérité sur l’attentat contre Jean-Paul II (Presses de la Renaissance, 2007), et de La Guerre du gaz. La menace russe (avec Jean-Michel Carré, Le Rocher, 2008).Magistrat connu en Italie comme le plus grand expert du terrorisme politique, Rosario Priore a instruit de nombreuses affaires, dont celles portant sur les Brigades rouges, la tentative d’homicide contre le pape Jean Paul II et l’affaire Ustica. Il est l’auteur de plusieurs livres en italien, dont Intrigue internationale, paru en 2010.

Roumiana Ougartchinska
Rosario Priore

Pour la peau de Kadhafi

Guerres, secrets, mensonges
L'autre histoire
1969-2011

Fayard

Couverture : Off, Paris.
Photographie : Kadhafi donne une conférence à Rome le 30 août 2010.
© Reuters/Max Rossi.

© Librairie Arthème Fayard, 2013.
ISBN : 978-2-213-67980-8

Des mêmes auteurs

Roumiana Ougartchinska
KGB & Cie à l'assaut de l'Europe, Anne Carrière, 2005.
La Vérité sur l'attentat contre Jean-Paul II, Presses de la Renaissance, 2007.
Guerre du gaz. La menace russe, avec la collaboration de Jean-Michel Carré, Le Rocher, 2008.

Rosario Priore
Attentato al papa, Kaos, 2002.
Intrigo internazionale, avec Giovanni Fasanella, Chiarelettere, 2010.
Chi manovra le Brigate rosse ?, avec Silvano de Prospo, Ponte alle Grazie, 2011.

« Donne un cheval à celui qui dit la vérité ;

il en aura besoin pour s’enfuir. »
Proverbe arabe.

Table des matières

Couverture

Page de titre

Page de Copyright

Des mêmes auteurs

En guise d’introduction

1. « *Zenga zenga* »

2. Nom de code : « Jérusalem »

3. Opération « Hilton »

4. Le rebelle de Misrata

5. Sur les rives du Nil

6. Tuez les « chiens errants »

7. Vol « Zombie »

8. « Zakaria » et ses frères

9. Pour un cargo d’oranges

10. Les Contras du désert

11. Le coup des Warfallah

12. La traque de l’Émir

13. La « thérapie de choc »

14. Le prix du sang

15. *Khalas !*

16. « Mort ou vif »

Et depuis…

Annexes

Notes

Sources

Remerciements

En guise d’introduction

Tout a commencé piazza della Rotonda, à Rome, dans un café en face du Panthéon. Le juge Rosario Priore venait de terminer un sorbet sicilien, « les meilleurs au monde ! », en m’expliquant qu’en réalité c’étaient les Arabes qui avaient importé le secret de fabrication du sorbet, ou *şerbat*, comme beaucoup d’autres raffinements dont les Italiens s’étaient emparés avant de les introduire dans les cours royales européennes. L’exemple concluait une longue démonstration de la sensibilité que l’Italie peut éprouver à l’égard du monde arabe et de la Libye en particulier. D’ailleurs, Rome est l’une des rares, sinon l’unique capitale européenne où l’on trouve une viale Libia – avenue de Libye. Vieille histoire que ces liens entre les deux rives de la Méditerranée, quand les flamboyantes cités romaines de Leptis Magna, Oea et Sabratha, sur les côtes libyennes, formaient la « province d’Afrique » de l’Empire romain.

Nous étions début mars 2011 et le Printemps arabe venait de s’engouffrer en Libye. Grand juge du terrorisme politique italien, Rosario Priore, qui a instruit les dossiers des Brigades rouges, l’assassinat d’Aldo Moro, l’attentat contre Jean Paul II, a conclu sa carrière par un dossier qui lui a laissé un goût amer : Ustica. Nous en avions parlé à de multiples reprises quand j’enquêtais sur Ali Agça et sa tentative de tuer le pape en 1981. En 1980, dans le drame d’Ustica, où avaient péri les quatre-vingt-un passagers et membres d’équipage du vol Itavia, Priore avait pointé des responsabilités que personne ne voulait reconnaître ni assumer. Nœud de cette affaire dont les Français n’ont guère entendu parler, un nom qui résonnait jour et nuit, en ce printemps 2011, dans les médias du monde entier : Mouammar Kadhafi. La *Sentenza* de 5 000 pages que le juge Priore avait déposée en août 1999 avait révélé bien des faits et des vérités inavouables qui dépassaient les seules frontières italiennes, interrogeaient les consciences des gouvernants alliés, dérangeaient les stratégies internationales officielles, sans parvenir toutefois à faire admettre la vérité… La catastrophe d’Ustica n’était pas un banal accident aérien. Qui avait sacrifié, un soir de juin 1980, quatre-vingt une vies, et pourquoi ? Pour avoir la peau de Kadhafi.

Ce jour-là de mars 2011, à Rome, alors que le Conseil de sécurité de l’ONU venait de statuer sur le cas libyen et autorisait le recours à la force, les mêmes

questions obsédaient le juge Priore. Son enquête avait été officiellement interrompue en 1999, il y avait consacré huit années. Il avait visité le passé du régime, depuis les premières heures du colonel Mouammar Kadhafi au pouvoir, en 1969, jusqu'à cette date terrible du 27 juin 1980, quand le vol Itavia avait sombré au large de l'île d'Ustica, engloutissant avec lui ses secrets. Que s'était-il passé ? Qui dans les années 1970 avait voulu éliminer le leader libyen ? L'avion avait-il été pris pour un autre, transportant le Guide ? Quels avaient été leurs mobiles ? Qui, au contraire, avait œuvré à lui sauver la vie ? Quel lien existait-il entre toutes ces histoires anciennes, jamais révélées, et la situation insurrectionnelle du moment en Cyrénaïque ? Comment prenaient-elles place dans le sablier libyen ? Quelles étaient les mains invisibles qui avaient tourné et retourné ce sablier, encore et encore, plus de quarante ans durant ? Dans ce perpétuel va-et-vient, on avait, sciemment ou non, piégé l'histoire d'un peuple par toute une cohorte d'intrigues, de coups tordus, d'intérêts financiers et pétroliers. Alors que l'opinion internationale s'interrogeait sur le bien-fondé d'une intervention en Libye, il était grand temps de raconter l'autre histoire du régime de Kadhafi, le secret des conjurations et des alliances internationales contre lui, et des retournements de pactes dont il avait bénéficié… À de nombreuses reprises, des plans avaient été échafaudés pour en finir avec le dictateur. Le moment était venu d'en apprendre plus. La chute de Kadhafi semblait proche, mais nous ne pouvions savoir qu'elle interviendrait six mois plus tard.

Rosario Priore me confia alors ses 5 000 pages d'enquête qui avaient pour objet les seules années 1970. À moi de retrouver les témoins clés et de compléter l'histoire de la longue traque de Kadhafi qui, en ce printemps 2011, prenait une nouvelle tournure, officielle et proclamée.

Rome, Paris, Sofia, Genève, Tunis, Tripoli, Misrata, Benghazi… Les voyages se sont enchaînés, en quête de contacts et d'entretiens avec les acteurs majeurs du drame libyen : ministres, patrons et hauts gradés de services de renseignement, diplomates, hommes d'affaires, intermédiaires… La Libye n'a pas été le pays fermé, ostracisé, dont l'opinion publique a gardé l'image, après les crises majeures qu'ont été le bombardement en 1986 du quartier général du Guide, banquier du terrorisme international, puis le blocus commercial contre le pays. Elle a eu une position très particulière, complexe à analyser, dans la géopolitique mondiale, évoluant au fil des décennies. On soupçonne peu les formes qu'a prises la guerre froide en Libye, et pourquoi les Bulgares ont été aux premières loges, au-delà même de la chute du mur de

Berlin, pour observer les menées occidentales tout en se défiant de l'incontrôlable Kadhafi qui irritait le Kremlin.

Pour reconstituer l'énorme puzzle de quarante ans de secrets et de mensonges, il fallait fouiller les documents déclassifiés de la CIA et en dénicher bien d'autres, à l'Est et à l'Ouest. Remplir des demandes à la Commission de déclassification des services secrets bulgares, mais aussi persuader des anciens de la CIA et de la DGSE de parler. Et surtout trouver le chemin jusqu'aux opposants de Kadhafi. Retrouver ceux qui l'avaient sans relâche combattu depuis le tout début. Tous ceux qui avaient été mis en marge de l'histoire. Ces destins malmenés et sacrifiés sur l'autel de la realpolitik méritaient mieux en tout cas que la chasse au scoop et les ragots parisiens.

En deux ans d'enquête, j'ai appris à quel point la recommandation d'un ancien diplomate à propos de ce fascinant pays était pertinente : « La clé de la Libye, c'est la patience », m'avait-il dit. Alors, il a fallu patienter. Pour obtenir les visas, pour se frayer un chemin jusqu'aux interlocuteurs de choix, pour avoir des rendez-vous multiples avec l'islamiste Abdelhakim Belhadj ou l'opposant devenu en 2012 le président du Congrès élu, Mohamed Megarief. Effarée, lors d'une de mes visites, je constatai que le compteur de mes appels au « secrétaire particulier » de l'une de ces personnalités affichait « 38 » en une petite semaine. « Demain » ou « tout à l'heure », assortis d'un *Inch'Allah*, n'ont rien, mais rien du tout, de précis ni de certain quand il s'agit d'obtenir un entretien en Libye. Vous pouvez repartir bredouille ou attendre, oublié dans une chambre d'hôtel comme une grenouille au fond d'un puits. Sans compter les « promesses » de révélations qu'agitent d'anciens « kadhafistes » planqués aux quatre coins du monde, vous assurant détenir les preuves du « complot » contre la Libye. Un tel détient 350 pages écrites, un autre des carnets, un troisième des transcriptions, des enregistrements d'entretiens… Dès lors, comment résister au polar lancé le 16 mars 2011, quand le fils aîné de Kadhafi, Saïf al-Islam, sommait « le clown » (Nicolas Sarkozy) de « rendre l'argent » que la Libye lui aurait donné ? Comment écarter le document qu'un membre de l'équipe média de Saïf al-Islam m'avait glissé en partant de Tripoli en avril 2011pour « preuve » de l'intérêt de la France à faire la guerre en Libye, puisque l'organe représentant le mouvement de la rébellion, le Conseil national de transition (CNT), appelé à devenir le futur gouvernement, promettait « 35 % des contrats pétroliers » à la France[*1] ? Un document daté du 3 avril 2011 à en-tête du « Front populaire de la Libération de la Libye »,

organisation qui n’a jamais existé. Un faux, donc, qui s’est pourtant frayé un chemin jusqu’aux pages des grands journaux. Son contenu est depuis colporté comme l’une des explications de l’implication de Paris dans le conflit libyen…

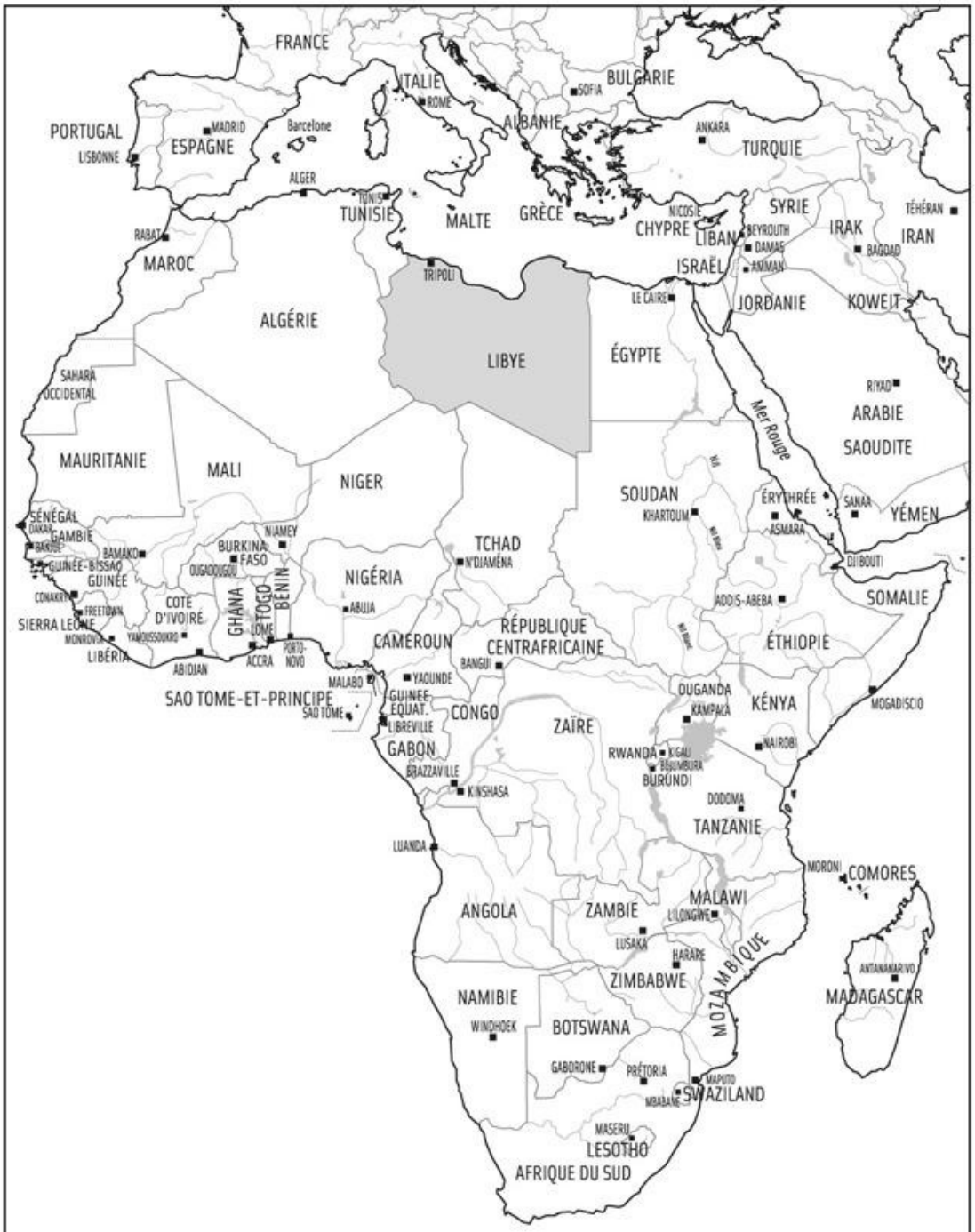
Autant être clair. À part les quelques centaines de millions d’euros dépensés et la démonstration de l’excellence des chasseurs Rafale, depuis la fin de la campagne de bombardements aériens et la chute de Kadhafi lors de la prise de Tripoli en octobre 2011, la France n’a obtenu aucun avantage. Au point que Mohamed Ali Abdallah, l’un des jeunes leaders politiques libyens, recueillait fin 2012 les reproches de l’ambassadeur de France qui se sentait « frustré » quant au peu d’empressement du nouveau pouvoir d’examiner les propositions françaises de participation au vaste secteur des hydrocarbures libyen.

Mais pourquoi donc les nouveaux maîtres de Tripoli seraient-ils si ingrats ?

Et au fait, qui sont-ils ? Qu’ont-ils vécu ou sacrifié pour arriver là ? Que pensaient ces opposants quand on déroulait le tapis rouge pour Mouammar Kadhafi dans les capitales européennes alors qu’eux, tentaient parfois simplement de retrouver les corps des leurs proches ou frères d’armes que le dictateur exécutait et faisait disparaître dans les sables du désert ou derrière les portes d’une chambre froide d’hôpital, verrouillée à jamais ?

Certes, il y a loin des morgues de Tripoli aux intrigues de Paris. Ramener le drame libyen à des considérations de politique franco-française, c’est non seulement faire un ultime affront à ceux qui ont combattu leur vie durant pour avoir la peau de Kadhafi, mais aussi réduire son champ de vision à plus étroit que le petit bout de la lorgnette. Incrédules, ils ont vu les grands de ce monde replier vite fait les tapis rouges.

Devenus les nouveaux maîtres de Tripoli, ils ont accepté dans ces quelques pages de raconter l’histoire d’une bien longue hypocrisie, du début à la fin de l’ère Kadhafi. Cette histoire n’a jamais été écrite. Elle aura duré le temps du régime du colonel Kadhafi.


FRANCE
ITALIE
ROME
SOFIA
BULGARIE
ALBANIE
PORTUGAL
LISBONNE
ESPAGNE
MADRID
Barcelone
ANKARA
TURQUIE
ALGER
TUNIS
TUNISIE
MALTE
GRÈCE
NICOSIE
CHYPRE
SYRIE
LIBAN
BEYROUTH
DAMAS
IRAK
BAGDAD
TÉHÉRAN
IRAN
RABAT
MAROC
TRIPOLI
ISRAËL
AMMAN
LE CAIRE
JORDANIE
KOWEIT
ALGÉRIE
LIBYE
ÉGYPTE
SAHARA OCCIDENTAL
RIYAD
ARABIE SAOUDITE
Mer Rouge
MAURITANIE
MALI
NIGER
SOUDAN
KHARTOUM
ÉRYTHRÉE
ASMARA
SANAA
YÉMEN
SÉNÉGAL
DAKAR
GAMBIE
BANJUL
BAMAKO
GUINÉE-BISSAO
GUINÉE
CONAKRY
FREETOWN
SIERRA LEONE
MONROVIA
LIBÉRIA
ABIDJAN
COTE D'IVOIRE
BURKINA FASO
OUAGADOUGOU
NIAMEY
GHANA
ACCRA
TOGO
LOME
BENIN
PORTO-NOVO
NIGÉRIA
ABUJA
TCHAD
N'DJAMÉNA
DJIBOUTI
ADDIS-ABEBA
SOMALIE
ÉTHIOPIE
CAMEROUN
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
BANGUI
YAOUNDE
MALABO
GUINEE EQUAT.
SAO TOME-ET-PRINCIPE
SAO TOME
LIBREVILLE
CONGO
GABON
BRAZZAVILLE
ZAÏRE
KINSHASA
OUGANDA
KAMPALA
KÉNYA
MOGADISCIO
RWANDA
KIGALI
BUJUMBURA
BURUNDI
NAIROBI
DODOMA
TANZANIE
LUANDA
MORONI
COMORES
ANGOLA
ZAMBIE
LUSAKA
MALAWI
LILONGWE
HARARE
ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
ANTANANARIVO
MADAGASCAR
NAMIBIE
WINDHOEK
BOTSWANA
GABORONE
PRÉTORIA
MAPUTO
SWAZILAND
MBABANE
MASERU
LESOTHO
AFRIQUE DU SUD

AFRIQUE

FRANCE
Toulon
ITALIE
Corse
Solenzara
Rome
Naples
Gioia del Colle
Sardaigne
Decimomannu
Ustica
Trapani
Palerme
Sicile
TUNIS
Malte
TUNISIE
Mer
Méditerranée
La Sude (Souda)
Crète
Djerba
Gabès
Zarzis
Zaouïa
Zouara
TRIPOLI
Khoms (Al-Khums)
Leptis Magna
Zlitan
Misrata
Bab al-Azizia
Gharyan
Nalout
Yefren
Mizdah
Bani Wâlid
Golfe de Syrte
Syrte
Benghazi
Al-Marj
Al-Baïda
Apollonia
Derna
Tobrouk
Al-Burdi
Bassin de El-Salloum
Cyrénaïque
Bayda
Ras Lanouf
Ajdabiya
Brega
ÉGYPTE
Tripolitaine
Hamada el-Homra
Darj
Ghadamès
Dahra
ALGÉRIE
Hun
Zilla
Marada
Zliten
Jalu
Waha
Désert de Libye
LIBYE
Idri
Brak
Erg d'Awbari
Awbari
Sebha
Mourzouk
Fezzan
Ghat
Al-Qatrun
Erg de Mourzouk
Tazurbu
Koufra
Tropique du Cancer
Toumma
Sarir Tibesti
NIGER
Tibesti
Bande d'Aouzou
Borkou
TCHAD
Ennedi
SOUDAN
Route principale
Limite de baladiyat (district)
Principaux gisements d'hydrocarbures
N
0
200 km
Réalisation cartographique : Études et Cartographie - Lille

La Libye

*1. Voir annexe 21.

1

« *Zenga zenga* »

31 mars 2011. Au passage frontière de Ras Jdir, entre la Tunisie et la Libye, quelques voyageurs taciturnes traînent leurs valises trolleys. D'autres, un sac nylon en guise de bagages, errent sans but autour de l'unique café. Ali, un médecin du Mali, attend depuis une semaine des autorités libyennes les papiers nécessaires pour rejoindre sa femme à Tripoli. « Je n'ai pas peur, les combats sont loin. Pourquoi me refuse-t-on le passage ? » s'insurge-t-il. Autour de lui, une foule de réfugiés désemparés, anciens travailleurs immigrés en Libye, détenteurs de passeports du Tchad, du Niger, du Soudan, discutent avec les bénévoles de diverses ONG. « Ce type doit être jugé devant la Cour pénale internationale, s'exclame un employé local du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) en parlant de Kadhafi. Il a sciemment refoulé des dizaines de milliers de travailleurs immigrés. Il les a jetés comme des animaux. Il y a aussi beaucoup de réfugiés libyens. J'en ai assez d'entendre des histoires tragiques. Mais qu'attendez-vous, en Europe ? Pourquoi n'envoyez-vous pas une véritable armée, qu'on en finisse une bonne fois pour toutes ? Il n'y a pas suffisamment de victimes à votre goût ? »

Cela fait près d'un mois et demi que le mouvement d'insurrection s'est levé contre Kadhafi, du côté de Benghazi, à l'extrême est du pays, en Cynénaïque. De l'autre côté du passage frontière, une immense affiche du Guide de la Jamahiriya (l'« État des masses », littéralement) accueille les rares visiteurs autorisés. Le contrôle des passeports est interminable. Le jour s'estompe, c'est l'heure des infos. Au fond de la salle d'attente, les employés des douanes s'entassent dans une pièce minuscule autour de l'unique poste de télé. En guise d'introduction au journal télévisé, des clips vidéo accompagnés de chants patriotiques exhibent les prouesses de l'armée libyenne. Galvanisés, les quelques spectateurs frappent dans leurs mains et chantent à l'unisson. Suivent les news en arabe. Avec force gesticulations et quelques mots d'anglais, ils expliquent, l'air convaincu, que la victoire est proche. Et s'il

venait à l'idée des Occidentaux d'envoyer leurs hommes au sol ? « *Come on !* » s'exclame le plus jeune d'entre eux, un sourire étincelant aux lèvres, tout en passant sa gorge au fil de son index. Son téléphone portable se met à vociférer en arabe : « Résistance, résistance ! La Libye vaincra ! » Depuis son discours fleuve à la télévision d'État, le 22 février 2011, la voix du Guide a remplacé les sonneries traditionnelles.

Les passeports sont prêts. On peut franchir la frontière. Il reste cent soixante-dix kilomètres jusqu'à Tripoli.

« Ce qui est en train de se passer ici n'a rien à voir avec les récentes révoltes en Tunisie et en Égypte, m'affirme mon interlocuteur, compagnon improvisé de voyage. On ne peut pas dire que le pays connaisse une crise sociale ou économique. La Libye est riche, le territoire est immense, le nombre d'habitants modeste. Rendez-vous compte, c'est le 17e pays le plus vaste du monde, pour une population d'à peine 6 millions d'habitants. Ça ressemble plus à une guerre civile qu'à une révolution. » Allen[*1] est un entrepreneur hollandais. Il travaille depuis une dizaine d'années avec des partenaires libyens. Il est l'un de ceux qui prennent le chemin inverse de l'exode, depuis que les *chebab* (les jeunes) de Benghazi ont déclenché l'insurrection, le 17 février, et que les avions de la coalition multinationale sont autorisés par la résolution 1973 de l'ONU à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour protéger les civils. Alors que les travailleurs des chantiers et raffineries fuient vers la Tunisie, les hommes d'affaires, eux, prennent la route de Tripoli dans l'espoir de sécuriser *in extremis* quelques contrats et lettres de créances. D'ailleurs, selon Allen, les réussites du régime de Kadhafi sont indéniables : une excellente infrastructure, des salaires décents, des crédits sans intérêts, des logements pour tous, des voitures, des bourses pour les étudiants à l'étranger, des soins médicaux gratuits, des aides pour les mères isolées, du travail pour tous et même pour 6 millions de migrants d'Afrique noire résidant dans le pays… Bref, un excellent terrain pour les investissements. Bien sûr, selon l'homme d'affaires, la dictature, la répression et l'extermination des opposants politiques, l'usage de la torture dans les prisons et l'absence de liberté d'expression sont blâmables, mais d'un intérêt secondaire d'un point de vue « géostratégique ».

« Vraiment, je ne comprends pas du tout le sens réel de ce qui se passe, pas plus que l'activisme militaire de la soi-disant coalition de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis. Kadhafi vient en aide aux États pauvres

d’Afrique : il leur consacre un budget de 2 milliards [de dollars] par an. Et maintenant, qu’en sera-t-il ? Va-t-on payer à sa place ? Ou peut-être faudra-t-il accueillir les millions de migrants qui étaient employés ici ? In-com-pré-hen-sible ! Si l’Occident était si préoccupé par le sort des civils, pourquoi n’a-t-on pas protégé ceux du Bahreïn ou de la Syrie ? » martèle le businessman en désignant une torchère qui embrase au loin la nuit tripolitaine.

Nous sommes en vue de la raffinerie de Zaouïa, ville située à quarante kilomètres à l’ouest de la capitale. « Vous voyez ? C’est ça, l’enjeu. Du moins, c’est ce que me répètent sans cesse mes amis libyens », insiste Allen.

Zaouïa est l’une des cinq raffineries du pays et l’objet d’une lutte acharnée depuis le début du mois de mars 2011 entre insurgés et loyalistes. La cité voisine vient à peine de retomber entre les mains de l’armée régulière et ses rues mal éclairées portent les stigmates des affrontements. Depuis, privée de ses 2 000 employés immigrés, dont une majorité de Coréens, la raffinerie tourne au ralenti, entre 30 et 40 % de sa capacité. En principe, le site de Zaouïa est alimenté par les gisements pétrolifères du Sud et envoie sa production à la société distributrice basée à Brega, tout à fait à l’est du golfe de Syrte, qui couvre les besoins en essence de Tripoli et ses environs. Zaouïa, Ras Lanouf, Tobrouk, Brega… Les noms des villes connues désormais du monde entier par les combats qui y font rage sont autant de points pétroliers névralgiques. En temps ordinaire, les installations de ces raffineries déversent respectivement 120 000, 220 000, 20 000 et 8 000 barils par jour. Depuis le début du conflit, la production de brut journalière totale a chuté à 600 000 barils, contre 1,6 million habituellement, dont 80 % sont destinés à l’exportation, principalement en Europe. Résultat, les prix du pétrole flambent. Si, en Libye, le litre d’essence continue à coûter moins qu’un litre d’eau minérale embouteillée, la pénurie sème déjà le chaos. Le long des routes, près des stations d’essence, d’interminables queues s’étirent, souvent encadrées par des policiers.

À l’approche de la capitale, les check-points qui barrent la route sont de plus en plus nombreux. Des hommes en armes aux mines renfrognées, affublés d’uniformes dépareillés, inspectent avec méfiance les véhicules et leurs passagers. Parfois, des pourparlers agités s’engagent. Allen tient à m’expliquer la situation : « Les check-points sont assurés aussi bien par l’armée régulière que par les brigades des différentes tribus et les combattants des comités populaires. De plus, les fils de Kadhafi, Moatassam et Khamis,

disposent de leurs propres bataillons. Mais ne vous inquiétez pas, tout est sous le contrôle centralisé du Quartier général de Tripoli. Au pire, on va perdre une heure ou deux, le temps qu'ils établissent les communications par téléphone… » Des communications parfois dignes du téléphone arabe ! Quelques confrères journalistes ont déjà fait le récit de plusieurs heures passées aux arrêts après ce genre de « conversation agitée » avec des représentants des entités tribales et autres *katiba*[*2].

Une réalité difficile à intégrer par les Européens, mais profondément ancrée dans le royaume de Kadhafi. Le nom même de Libye vient de la tribu berbère des Libou, appellation que les Grecs de l'Antiquité utilisaient pour désigner tout le continent africain. Le Guide, quant à lui, est membre de celle des Kadhafa, implantée dans le centre du pays, qui entretient des relations délicates avec la plus nombreuse, celle des Warfallah. Constituée de plus de cinquante clans, forte, dit-on, de près d'un million de membres, elle est présente aussi bien à Bani Walid qu'à Syrte. Dans l'est, le légendaire pays de Cyrène et sa ville rebelle de Benghazi abritent plusieurs tribus, dont l'influente Barassa. Toutes réunies sous la coupe de la puritaine confrérie Senoussi, à laquelle appartenait l'ancien roi Idris, d'inspiration soufie. Quant aux Meghara, installés dans le sud-ouest de la Libye, du côté de la Tripolitaine, ils comptent dans leurs rangs Abdel Salem Jalloud, celui qui fut le bras droit du Guide dès les premières heures de la révolution, en 1969, avant de finir assigné à résidence dans une villa de Tripoli. À cette carte il convient encore d'ajouter les tribus berbères, touarègues, toubous, sans oublier les intrépides Amazighs des contrées de l'Ouest et les redoutables Zwaïs, qui, jadis, surveillaient les routes caravanières et avaient donné des sueurs froides aux explorateurs du XIXe siècle qui s'aventuraient dans le désert de Libye, en route vers l'Égypte ou le Tchad.

Jusque-là, Kadhafi avait su maintenir un subtil équilibre, distribuant les postes ministériels, diplomatiques, administratifs entre les différentes tribus, dans un jeu incessant de chaises musicales. Argent et ruse ont fait merveille plus de quarante ans. Mais, avec la révolte de Benghazi, qui menace de faire tache d'huile, les vieilles rancœurs et tensions éclatent à nouveau au grand jour.

« Les choses ne sont pas aussi simples… » Allen vient d'interrompre mes pensées, comme s'il avait deviné l'équation que je tentais de résoudre. « N'essayez pas de décoder tout cela avec votre logique d'Occidentale. Ici,

vous êtes aux portes du désert et les mirages ne sont jamais là où vous pensez les apercevoir. Vous verrez… »

Tripoli n'a presque pas les allures d'une cité en état de guerre. Des passants se promènent le long de la corniche, la circulation est fluide, mais la vie semble comme ralentie. Les raids de l'aviation française sont loin. Ici, sous l'œil bienveillant de Kadhafi, placardé à la mode stalinienne sur d'immenses panneaux, tout semble encore figé. Les boutiques ont baissé leurs rideaux, le marché est désert, les chantiers des gratte-ciels – préfiguration d'une nouvelle Doha –, sont à l'arrêt. Mis à part la base militaire navale, entièrement carbonisée, tout est intact, même le quartier Fachloum que la télévision qatari Al-Jazira a présenté comme détruit par les bombes du dictateur fou, prêt à en découdre avec son propre peuple. La guerre médiatique semble faire, dans le cas de la Libye, une percée notable.

Le soir, la place Verte, aux pieds de la forteresse qu'on appelle ici Assaray al-Hamra (le Sérail rouge), s'anime. D'abord un rodéo de voitures fait le tour de l'esplanade dans un étourdissant vacarme de klaxons, alors que quelques activistes pro-Kadhafi se massent au pied des murs séculaires pour scander, à s'en arracher le gosier : « *Allah, Mouammar, ou Libya, ou bes !* », « Allah, Mouammar, la Libye et c'est tout ! ». La présence d'étrangers fait grimper de quelques décibels la clameur, agrémentée de quelques « *Down, down, Sarkozy !* ». Plus tard, la foule se dirige vers Bab al-Azizia (la Sublime Porte), la résidence bétonnée du Guide.

« Ici, il y a des centaines de gens en permanence. Ils viennent spontanément », déclare Ahmed, un interprète qui vient bénévolement me proposer ses services. Il est l'un de ces « *minders* », ou faiseurs d'opinion, qui ne lâchent pas d'une semelle tout journaliste venu s'aventurer en ces lieux, en dehors du cadre strictement réglementé. Ils disent accompagner les étrangers « pour des raisons de sécurité ». À l'intérieur, des grappes de jeunes, l'œil exalté, errent sur les pelouses, dans une ambiance de kermesse improbable. Devant la « ruine-souvenir » de l'ancienne demeure de Kadhafi, détruite en 1986 par un bombardement américain, la foule boit les paroles de quelques agitateurs qui se succèdent au micro. Deux cents mètres plus loin, d'immenses projecteurs illuminent le bâtiment administratif fraîchement détruit par des bombes occidentales. « Vous voyez, on nous bombarde », me dit Ahmed. « C'est pour cela que les Libyens viennent ici, pour protéger leur Guide. Tant qu'il y a du monde ici ils n'oseront plus recommencer », poursuit mon

accompagnateur, avant de m'entraîner vers un immense barnum un peu à l'écart. Alors que, à nouveau, la clameur monte : « *Allah, Mouammar, ou Libya, ou bes* ! »

Sur des tapis posés à même le sol, plusieurs femmes accompagnées de leurs enfants s'apprêtent à passer la nuit et à « défendre la Jamahiriya ». Ahmed est catégorique : personne ne les force à faire ça. Il me propose d'avoir une conversation improvisée avec l'interlocutrice de mon choix, il s'en fera le traducteur. Je prends place à côté d'un petit groupe sagement assis sur un tapis berbère. L'une des femmes tient un bébé dans ses bras. Non, elle n'a pas peur. Oui, son mari est au courant et approuve. Elle passe ici toutes les nuits, avec son bébé, et se dit prête à sacrifier leurs vies, s'il le faut, pour protéger son pays. À côté d'elle, une jeune fille de dix-huit ans hoche la tête en signe d'approbation. Elle aussi sait ce qui se passe : l'Occident attaque la Jamahiriya. Lorsque je lui demande quel avenir elle envisage, l'adolescente n'hésite pas une seconde : « Je veux la paix et devenir interprète. » Souhaite-t-elle la démocratie, participer à des élections ? La jeune Libyenne cligne confusément des yeux. Ahmed m'interrompt : « Veuillez reformuler votre question. Elle ne peut pas vous comprendre. Ici, les élections sont une notion qui n'existe pas. »

À l'hôtel Rixos, à l'autre bout de la ville, Moussa Ibrahim, porte-parole des kadhafistes, s'abîme dans un étonnant *mea culpa* : « Nous avons échoué. Nous avons trop tardé à mettre en place des réformes. Nous avions même un projet de constitution, élaboré par d'éminents experts occidentaux. Nous devions mettre tout cela en place à partir de cette année, mais voilà, on ne nous a pas laissé le temps[1]. » Moussa est l'exemple type de la nouvelle équipe engagée depuis un mois par Saïf al-Islam, le plus européanisé des fils de Kadhafi. Sous ses ordres, et avec des fonds débloqués à sa demande, l'hôtel six étoiles a été transformé depuis le début du conflit en centre de presse de grand luxe. Ici, les journalistes sont des invités : ils peuvent profiter des chambres, services, salons et restaurants gratuitement les quinze premiers jours. Les interprètes, les transports et les « *minders* » en prime sont tout autant à l'œil. Des largesses qui n'empêchent nullement les correspondants étrangers de publier leurs virulentes critiques et de tenter d'échapper aux safaris journalistiques organisés, jusqu'à ce que leurs hôtes les « invitent » à quitter le pays.

« L'Occident connaissait parfaitement notre point faible en matière d'information et de communication, analyse le porte-parole du régime,

fraîchement doté d'un diplôme de communicant obtenu à Londres. Voyez, la vraie guerre, elle est bel et bien médiatique. Nous avons constaté des tas de manipulations et de mensonges colportés par des médias dans le monde entier. Mais nous ne disposons ni des moyens, ni des connaissances, ni de la puissance nécessaires pour répondre à cette campagne. À l'intérieur du pays, je dirais que nous avons plutôt réussi : la télévision, les radios, les journaux, toute notre propagande fonctionne bien. Mais à l'extérieur, c'est un échec total. »

Une soudaine agitation dans les couloirs du Rixos fait détaler Moussa Ibrahim. L'éventuelle apparition de Saïf al-Islam vide en quelques secondes les salons où les journalistes ont pris leurs quartiers, ordinateurs portables sur les genoux. Depuis son discours à la télévision d'État le 20 février annonçant des « rivières de sang », ses interventions sont scrutées et commentées au mot près. L'héritier policé, architecte de formation, diplômé d'un MBA en Autriche, a-t-il caché son jeu ? Seule une correspondante de la télévision française s'attarde. Le thé vert qu'on vient de lui servir n'est pas un « vrai » thé vert ! Confus, le jeune serveur essaie de calmer la dame pendue au téléphone avec un ami de N'Djaména. « Ah, j'aurais aimé être avec toi, là-bas, lui dit-elle. Ici, ça fait une semaine que la piscine est fermée… »

Dans le *lobby* soudain désert, entouré de deux ou trois intellectuels locaux fidèles et bienveillants, le Dr Youssef Chakir a une toute autre interprétation des événements. Pour lui, tout a commencé depuis très, très longtemps. Analyste politique, auteur de livres et animateur à la télévision d'État pour les besoins de la communication de guerre de Kadhafi, il se présente comme un « ex ex-opposant » au régime et pour l'heure le pourfendeur de la « duplicité occidentale ». À force d'entendre la théorie du complot fomenté par les barbus d'Al-Qaida, thème préféré de la propagande kadhafiste, on serait presque tenté de passer son chemin. Pourtant, notre homme insiste : « J'ai des preuves, j'en étais. » Et le Dr Chakir de dérouler une drôle d'histoire, faite de dissidents manipulés, d'agents secrets et d'islamistes fanatiques venus s'en prendre au Guide depuis plus de quarante ans.

« Il y a eu de multiples tentatives contre Kadhafi depuis le tout début de sa prise de pouvoir, dès décembre 1969. Les hommes du roi Idris ont tout fait pour parvenir à leurs fins. Dans les années 1970, plusieurs officiers libres qui avaient aidé Kadhafi ont pris leurs distances avec lui. Certains, comme Omar al-Meheichi, ont même essayé de monter un coup d'État, sans succès. Moi-

même, j'ai quitté le pays au début des années 1980 pour rejoindre le Front national de Salut de la Libye (FNSL). C'était une organisation fondée à Khartoum, au Soudan, et dirigée par Mohamed Youssef al-Megarief. J'ai été avec eux pendant cinq, six ans, mais quand ils ont commencé à travailler avec la CIA, je les ai quittés et me suis mis à l'écriture d'un livre pour dénoncer ce que j'avais vu. Entre 1986 et 1990, j'ai travaillé aux États-Unis pour l'IPN Strategic Center[2]. »

Selon l'« ex ex-opposant » de Kadhafi, le FNSL recevait le soutien de Saddam Hussein, mais aussi de l'Arabie Saoudite et du gouvernement algérien. Le tout sous le contrôle de la CIA, qui avait pour cible Kadhafi depuis des années déjà. « Même quand ils [les États-Unis et les pays européens] ont fait semblant de devenir amis avec la Libye, à compter du début des années 2000, cette guerre secrète contre Kadhafi s'est poursuivie. L'ambassadeur américain, ici, continuait à avoir des contacts avec les opposants à travers une organisation qui s'appelle le NED [National Endowment for Democracy]. Une fondation[*3], dont le premier président, un Juif [*sic*] nommé Allen Weinstein, a déclaré dans le *Washington Post* que son personnel effectuait le travail que "faisait la CIA vingt-cinq ans auparavant[*4]". Le NED apporte de l'aide à des ONG… »

Sans aucune hésitation, le Dr Chakir cite les noms des organisations et de leurs responsables : Ali Ramadan Abouzaakouk, exilé aux États-Unis et fondateur de l'association de défense des droits de l'homme Libya Forum ; Abdel Majid Biuk, fondateur de Transparency Libya ; Ashour al-Shamis, réfugié à Londres, ancien Frère musulman et animateur du site Akhbar Libya… Il semble très bien renseigné. Autant que les fichiers constitués par les redoutables *moukhabarat*, les services de renseignement libyens, qui ont fait usage du système de surveillance des communications électroniques et numériques Eagle, vendu en 2008 à Mouammar Kadhafi par la société française Amesys.

Pour résumer, tandis que les États-Unis finançaient les opposants exilés, la France fournissait à la Jamahiriya le moyen de les espionner… Pas étonnant que le « politologue » affirme détenir des preuves de ce qu'il avance. Il aurait même les bordereaux de versements effectués à plusieurs d'entre eux par le NED.

« Cela fait bien cinq ans que tout cela se tramait », lance-t-il. Pour achever sa démonstration, le Dr Chakir enfonce le clou en évoquant le cas de Khalifa

Haftar, ancien commandant en chef de l'armée libyenne lors de la guerre du Tchad, au début des années 1970, passé à l'opposition à la fin des années 1980. « En ce moment même, me déclare Chakir, il est à Benghazi, et la presse étrangère parle de lui comme étant le gars de la CIA. Tous ces gens ont organisé une série de tentatives de coups d'État. En 1984, à partir de Khartoum, en 1985, depuis l'Algérie. En 1993, ils ont recruté des officiers de la tribu des Warfallah, et dans les années 1990, c'était au tour d'Al-Qaida de servir de vivier parmi les Libyens qui s'entraînaient en Afghanistan et en Irak. Maintenant, ces groupes ont pris la place des manifestants pacifiques et ils ont imposé le conflit armé. De toute façon, tout cela est documenté et connu. Le CNT [Conseil national de transition] est une plaisanterie, du pur *show*. Entre eux, ils ne savent pas qui est qui. Ils sont incapables de maîtriser la situation. Tout était préparé depuis des mois. Même vos médias en ont parlé », conclut triomphalement l'« ex ex-opposant ».

Les mobiles ? Simples. Les Américains traquent Kadhafi depuis des décennies, pour mettre fin à ses dérives terroristes et l'éloigner définitivement de l'arme nucléaire, qu'il a cherché à acquérir. Le Qatar souhaite imposer le contrôle sur l'or bleu, *via* l'Opep du gaz. D'autres dirigeants tremblent face à son panarabisme et panafricanisme. Les islamistes veulent créer un grand califat. En outre, les motifs personnels ne manquent pas : le Guide a des relations houleuses avec plusieurs chefs d'État arabes et africains ; il a par le passé copieusement insulté et humilié plusieurs d'entre eux. Tous, en tout cas – opposants compris – veulent la peau de Kadhafi. Quant à la France… « Si vous croisez Sarkozy, me lance le Dr Chakir, posez-lui la question ! »

Bien entendu, le Guide est au courant. Depuis plus de quarante ans, il se sait traqué et déploie tous les moyens pour déjouer ces plans et contrer ses ennemis, qu'il désigne tour à tour comme les « chiens errants » ou les « rats ». Durant des années, il a lancé à leur poursuite des commandos pour les éliminer ou les kidnapper, sur tous les continents. Ses services ont accumulé des centaines de pages de renseignements, ont fait pression sur leurs familles, infiltré certains groupes, manipulé les plus faibles et soudoyé les indécis.

Quelques jours à peine après le début de la révolte, le 22 février 2011, c'est à eux encore que fait référence le créateur de la Jamahiriya dans son discours enragé : « Je suis Mouammar Kadhafi, un dirigeant que des millions défendront. Nous marcherons sur eux par millions pour purger la Libye *bit bit* (“pouce par pouce”), *dar dar* (“maison par maison”) et *zenga zenga* (“allée

par allée”). »

La formule fait mouche. Le soir même, le rap « *Zenga, zenga* » envahit les réseaux sociaux. Monté et mixé par un jeune Israélien, qui ne comprend pas l’arabe, il reçoit un accueil enthousiaste parmi les *chebab*. En quelques heures, « *Zenga zenga* » est devenu le symbole de la traque que Kadhafi avait lui-même voulue depuis le début.

Dans cette lutte longue de quarante-deux années, des personnages avaient gagné leurs galons, des intrigues internationales s’étaient nouées, des coups tordus s’étaient succédé, dans une histoire parallèle qu’il faut enfin commencer à découvrir pour cerner le sort de la nouvelle Libye.

*1. Le nom a été modifié pour garantir l’anonymat du personnage, à sa demande.

*2. Littéralement, « camps de combattants ». S’emploie plus généralement pour désigner les groupes armés.

*3. Le National Endowment for Democracy (NED) est une fondation privée, à but non lucratif. Créée en 1983, elle reçoit chaque année une subvention du Congrès américain. La fondation appuie et finance environ 1 000 projets et initiatives d’ONG dans environ 90 pays.

*4. Allen Weinstein, « A lot of what we [NED] do was done 25 years ago covertly by the CIA », *in* David Ignatius, « Innocence Abroad : The New World or Spyless Coups », *The Washington Post*, 22 septembre 1991.

2

Nom de code : « Jérusalem »

La visite s’impose. Voir cet immense champ de ruines et les tonnes de béton amassées en vrac de Bab al-Azizia est peut-être le meilleur moyen de se persuader que la Libye est libre. L’épicentre du pouvoir, le quartier général de la Jamahiriya, où tous les chefs d’État étrangers ont défilé, a littéralement été pulvérisé. À l’entrée de l’ancienne citadelle du Guide, deux *chebab* en armes veillent. Pourtant, il n’y a plus rien à piller ni à chercher. Dans les premières heures de la chute de Tripoli, le 23 août 2011, les révolutionnaires ont pris possession des lieux en même temps que les caméras du monde entier. On découvrit alors des pièces dans des sous-sols dérobés, des salons aux meubles kitch, des albums de photos et des archives jonchant le sol… Bien des secrets demeurent pourtant ensevelis. Des décennies de manœuvres, de négociations confidentielles… La visite est un interminable dédale, d’une ruine à l’autre, d’un non-dit à une vérité inavouable. Sur l’un des rares murs encore à peu près entiers, une main a soigneusement écrit en arabe : « La Libye est plus belle sans Kadhafi. »

Direction le quartier de Gharghour, autre centre du pouvoir déchu. Les huiles du régime y avaient construit de somptueuses villas agrémentées de jardins, où lauriers roses et bougainvilliers éclaboussent de leurs couleurs vives les hauts murs de protection. L’immense maison d’Abdallah al-Abid al-Senoussi, ancien chef des services secrets libyens, a été détruite par les bombes de l’OTAN en même temps que ses cinq luxueuses voitures. Blottie un peu plus loin, la demeure d’Awad Hamza est plus modeste, mais toutefois spacieuse. C’est son fils Mohamed qui accueille les visiteurs. « Soyez les bienvenus. Nous sommes heureux de vous recevoir, même si notre maison n’est pas encore tout à fait en état. Voyez, on vient juste de refaire la porte d’entrée. Elle était criblée de balles. » Le soir du 19 février 2011, des gens sont venus leur dire que leurs vies étaient en danger. Qu’il fallait partir sur-le-champ. « Nous étions en train de dîner. Nous avons tout laissé tel quel et nous

sommes partis d’abord vers Benghazi, puis vers l’Égypte. On n’a pu rentrer qu’après la chute de Tripoli. »

Nous faisons le tour du propriétaire pour constater les impacts de rafales sur les murs, la bibliothèque familiale est dévastée. À soixante-dix ans, Awad Hamza, ancien officier libre, compagnon d’armes de la première heure de Mouammar Kadhafi, n’en revient toujours pas d’être encore en vie. Originaire de Misrata, appartenant à la tribu des Romla (les Sables), il a connu le jeune colonel à l’école militaire de Benghazi et n’a pas hésité, après sa prise du pouvoir et le renversement du roi Idris, à lui dire non. Pourtant, la grande idée de l’union arabe, celle qu’avait initiée Gamal Abdel Nasser dans l’Égypte voisine, il y croyait, tout comme Kadhafi. Installé dans l’un des grands canapés qui ornent la salle principale fraîchement repeinte, Awad, témoin privilégié de ces quarante-deux ans d’histoire libyenne, distille ses souvenirs, à commencer par ceux liés au coup d’État de septembre 1969, dont le succès fulgurant avait surpris bien des observateurs avertis.

« Nous avions créé une organisation exclusivement militaire, rappelle-t-il. Avant 1969, nous étions influencés par Nasser. La défaite de 1967, à l’issue de la guerre des Six Jours contre Israël, a eu des conséquences lourdes dans le monde arabe et musulman. Nous avions cru en Gamal Abdel Nasser, qui incarnait la grandeur arabe. C’était une déception terrible qu’il ait perdu. En même temps, la Libye était occupée par les Britanniques et par les Américains. Il y avait cinq bases militaires étrangères en Libye[3]. »

Occupé des siècles durant par les Turcs de l’Empire ottoman, puis colonisé par l’Italie, le Royaume de Libye accède pour la première fois à l’indépendance en décembre 1951. Il demeure en fait sous étroite tutelle militaire. Les Anglo-Saxons se sont taillé la part du lion. *Exit* Staline, qui avait tenté de négocier à l’issue de la Seconde Guerre mondiale une base soviétique à Tripoli. Les Français, présents depuis 1941 dans l’immense étendue désertique autour de Sebha (quart sud-ouest du pays), évacuent leurs 400 militaires encore stationnés dans la région du Fezzan en 1955. À l’ouest, près de Tripoli, l’immense base aérienne américaine de Wheelus Field abrite un contingent de 4 600 soldats. On y voit décoller aussi bien les gros porteurs Hercules C-130 que des chasseurs et bombardiers, et même le très sophistiqué F-4 Phantom. Totalement autonome, jouissant de l’extraterritorialité, Wheelus Field accueille aussi les familles des soldats. C’est une petite ville, avec sa station de télévision, ses deux salles de cinéma, ses terrains de sport, ses villas

et ses quelque 2 000 véhicules, vivant coupée du voisinage libyen : la totalité de son ravitaillement en nourriture et boissons est *made in USA*. Au point qu'elle est surnommée Little America. Officiellement, le site de Wheelus Field est loué au prix de 4 millions de dollars par an, à l'échéance de l'année 1970. Pilier du dispositif militaire américain en Méditerranée, c'est la plus grande base expatriée des États-Unis sur l'échiquier de la guerre froide.

À l'est, la base aérienne d'El-Adem et la garnison de Tobrouk, fortes d'environ 2 000 hommes, sont entièrement sous le contrôle du Royaume-Uni, qui a signé en 1953 un traité militaire avec la Libye autorisant la libre circulation de ses troupes militaires sur son territoire national, dans ses eaux territoriales et son espace aérien, contre une rente annuelle de 3 750 millions de livres sterling. La base de la Royal Air Force est directement liée à celle de l'OTAN, située sur l'île de Crète, tout près des côtes de la Cyrénaïque. Deux unités libyennes encadrées par les Britanniques sont par ailleurs disposées dans les deux principales villes du pays : la TRIDEF (Tripoli Defense Force) et la CYDEF (Cyrenaica Defense Force), qui assure en particulier la sécurité du roi Idris.

Dans l'Égypte voisine, Nasser a ouvert les bras aux Soviétiques, ce qui ne l'a pas empêché de perdre cruellement la face contre Israël lors de la guerre des Six Jours, à la suite du blocus du détroit de Tiran qu'il avait imposé aux navires israéliens. En quelques heures, le 5 juin 1967, l'aviation égyptienne est détruite par la flotte aérienne israélienne. L'armée égyptienne est réduite à néant. En une semaine, la Cisjordanie, la péninsule du Sinaï, la bande de Gaza et le plateau du Golan passent sous contrôle israélien. L'humiliation est ressentie d'autant plus cruellement en Libye qu'on veut croire les forces aériennes étrangères présentes dans le pays impliquées dans le conflit. Awad l'affirme : des avions ont décollé des bases d'El-Adem et de Wheelus Field. Plus que jamais, cette présence étrangère consentie par le roi vieillissant est honnie.

« À l'époque, poursuit Awad Hamza, le roi Idris était épuisé, âgé, il ne maîtrisait rien, il n'avait pas de vision politique. C'était la précarité pour le plus grand nombre. Les gens vivaient dans des taudis, alors que les Italiens possédaient de grands domaines et cultivaient la vigne. Nous, les Libyens, on n'était rien. Toutes les richesses de la Libye étaient possédées par les Italiens ou les Américains. Cette injustice a créé une génération frustrée qui n'avait qu'une idée en tête : en découdre avec les occupants. »

Depuis la découverte en 1958, par Esso, du premier grand gisement pétrolier à Zliten, à environ cent soixante-dix kilomètres au sud de Brega et du golfe de Syrte, les compagnies américaines et leurs personnels ont déferlé sur la Libye. En 1967, les investissements américains s'élèvent à 456 millions de dollars. Après la capitale de l'Afrique du Sud, Pretoria, Tripoli est devenu le point d'expansion le plus important en Afrique aux yeux de Washington. Quant aux Italiens, ils sont installés depuis un demi-siècle dans leurs belles propriétés, et n'ont pas vraiment abandonné leurs habitudes et réflexes de colons d'antan, quand l'Italie mussolinienne avait décidé de faire de la Libye un « prolongement » de la Péninsule. Forte de 20 000 personnes, la communauté ne s'est jamais vraiment intégrée au pays. Bercés par les émissions de la radio du Caire, les jeunes officiers libyens ne peuvent que nourrir une forte motivation anticoloniale. « C'est à cette époque que l'idée de révolution est née parmi nous, confirme Awad Hamza. Nous avons d'abord pensé à des manifestations, mais notre nombre était limité. Pourtant, nous étions persuadés d'être les seuls à pouvoir apporter les changements. » Awad a dans le regard cette étincelle des premiers jours qui ne l'a jamais abandonné. Les trente-huit années qu'il a passées assigné à résidence, les interrogatoires et les humiliations qu'il a subis n'ont rien changé. Il était un officier libre, il rêvait d'union arabe et de liberté. « J'avais moins de trente ans. J'avais une étoile. Nous étions de jeunes étudiants officiers et nous avons décidé de prendre les choses en mains. »

Au petit matin du 1er septembre 1969, le bruit de tirs d'armes, dans Tripoli, réveille en sursaut le second secrétaire en charge des affaires politiques à l'ambassade des États-Unis. À vingt-neuf ans, David Mack a le sommeil léger. Souvent employé comme interprète lors des rencontres officielles, son appartement est adjacent à l'ambassade, elle-même située à proximité du palais royal. « Je suis sorti voir ce qu'il en était et j'ai vu des blindés autour du palais. Je me suis immédiatement précipité pour appeler l'ambassade et la base de Wheelus Field[4]. » Rapidement, Mack rejoint la mission diplomatique où d'autres personnels affluent en même temps que le chargé d'affaires James Blake. L'ambassadeur est absent, ou plutôt, il n'y en a pas. David Newsom, resté en poste jusqu'à fin juillet, n'a pas encore été remplacé. Et son excellence Joseph Palmer, annoncé, n'a pas encore pris ses fonctions. Mack et ses collègues sont collés au transistor pour écouter les communiqués du Conseil de commandement révolutionnaire (CCR) qui vient de prendre le pouvoir. Ils essaient de deviner qui peuvent bien être les auteurs de ce putsch

éclair. « Nous avions déjà accepté l'idée qu'il y aurait probablement un coup d'État militaire dirigé par des colonels, et, à mon avis alors, par un ou deux brigadiers en haut de la hiérarchie. Ces officiers supérieurs étaient très bien connectés, bien sûr, avec des gens comme le prince héritier, et nous avions le sentiment qu'il y aurait une continuité. »

Seulement voilà, les membres du CCR gardent l'anonymat dans leurs premiers communiqués. Les spéculations autour du poste de radio vont bon train, quand finalement un petit convoi de Land Rover s'arrête devant l'ambassade. Un certain sergent Mohamed demande poliment au chargé d'affaires de le suivre au siège de la radio et télévision où le CCR s'apprête à déclarer ses intentions. Les Land Rover font la tournée des grandes ambassades. Les chargés d'affaires britannique et français ont déjà été embarqués. L'Américain, accompagné de David Mack en guise d'interprète, rejoint le convoi à son tour. Ensardinés dans les véhicules, ils se dirigent vers l'ambassade d'URSS, où le représentant soviétique s'énerve : « Qui sont ces gens ? Et pourquoi je devrais les suivre, moi ? » Cet équipage, flanqué de diplomates occidentaux, le rend sceptique. La situation s'envenime quand le chargé d'affaires français décide d'intervenir pour débloquer la situation. « *Why alors* ? explique-t-il à son homologue avec le plus pur accent français. *Because they have zee guns*[5] [*sic*]. » Le Russe monte à son tour dans l'un des véhicules.

Au siège de la radio et télévision, des représentants du CCR, dont le jeune Mouammar Kadhafi, rassurent la délégation de diplomates : ils protégeront la vie des étrangers et leurs biens. La sécurité sera assurée pour tous. Mais ils se gardent bien de dévoiler leurs identités. Moyennement confiants, les « invités » regagnent leurs ambassades pour informer au plus vite leurs capitales respectives. « Il y a eu beaucoup de malentendus et de fausses idées sur ce qui se passait, affirme David Mack. Je me souviens que la CIA n'a pas tardé à sortir une liste de personnes qui étaient "très probablement" dans ce Conseil de commandement de la révolution. Pourtant, aucun d'eux n'avait la moindre chose à voir avec le CCR. Le gouvernement américain était très bien préparé à un coup d'État militaire, mais ce qui s'est passé était une révolution, un changement fondamental dans la politique libyenne[6]. »

Fort de ces « informations », dès le 2 septembre 1969, à Washington, Harold Saunders, du Conseil de sécurité (NSC), adresse un mémorandum à Henry Kissinger, qui vient d'être nommé conseiller à la Défense nationale

dans l'administration du président Richard Nixon : « Le chef du Conseil [CCR] est la seule personne nommée publiquement en association avec le coup d'État. Il s'agit d'un ancien officier de trente-quatre ans, apparemment rappelé de sa "retraite", le colonel Saad al-Din Abou-Shuawayrib. Il a reçu sa formation militaire de base au sein du collège des cadets de la République arabe unifiée[*1], mais a depuis fréquenté les écoles militaires américaines, y compris le cours d'officier d'état-major du Commandement général, en 1964-65. Sa bio dans les fichiers de renseignement le décrit comme proaméricain, mais, bien sûr, personne ne devrait trop s'attacher à cette description dans les circonstances actuelles. »

Bien entendu, l'officier en question n'appartient pas au groupe des officiers libres qui viennent de renverser le roi Idris. Les Américains ne sont pas les seuls à être « surpris ». Dépêché sur place immédiatement par Nasser pour voir de près ces révolutionnaires qui se proclament ses disciples, le rédacteur en chef du grand journal égyptien *Al-Ahram*, par ailleurs proche conseiller du chef de l'État égyptien, Mohamed Hassanein Heikal, s'attend lui aussi à être accueilli par d'autres officiers. Dès son arrivée à Benghazi, il demande à voir Abdelaziz Shelhi, le chef d'état-major de l'armée. Frère d'Omar Shelhi, le plus proche conseiller du roi Idris, c'est en lui que, au Caire, aussi bien qu'à Washington et même, dit-on, à Moscou, on avait tout de suite vu l'auteur du coup d'État auquel tout le monde s'attendait.

« D'autres officiers s'apprêtaient à prendre le pouvoir au même moment, précise Awad Hamza. Nous les avons devancés. Nasser était en relation avec un groupe important proche de Shelhi. »

Les deux clans de conjurés surveillent visiblement leurs intentions respectives. Kadhafi avait d'ailleurs dû annuler une première tentative de putsch, planifiée pour le 12 mars. Il l'avait reportée… pour cause de concert d'Oum Kalthoum, la diva du monde arabe. Leur agitation avait d'ailleurs alerté leurs rivaux qui se préparaient à passer à l'action en septembre.

« Une liste des officiers libres a alors été constituée. Idris et ses services secrets l'avaient, et elle avait aussi été envoyée aux Égyptiens. J'en faisais partie : on m'a éloigné dans la région de Sebha. D'autres ont été envoyés à l'étranger. »

Finalement, Kadhafi et ses hommes décident d'agir dans la nuit du 31 août au 1er septembre. Nom de code de leur opération : « Jérusalem ». Le roi Idris est en vacances en Turquie, les garnisons viennent enfin de faire relâche après

plusieurs jours d'alerte, à la suite de la tentative d'incendie de la mosquée al-Aqsa à Jérusalem, justement, le 21 août. Il fallait passer à l'action sans tarder pour ne pas risquer de se faire doubler. On dit que, lors de son arrestation, le chef de l'état-major du roi, Abdelaziz Shelhi, aurait reçu vertement les hommes en armes. « Allez-vous en, imbéciles ! Ce n'est pas pour aujourd'hui, c'est pour le 4 ! »

« Nous avons accueilli l'émissaire de Nasser, monsieur Heikal, poursuit Awad. Il était venu chercher Shelhi, mais nous lui avons répondu qu'il était en prison. Dès le début de la révolution, nous avons tendu la main à Nasser, qui n'a pas tardé à nous envoyer deux officiers du renseignement, mais aussi des militaires pour nous appuyer et sécuriser le pays. »

Le besoin est d'autant plus pressant que des bâtiments militaires font d'étranges manœuvres en Méditerranée. Officiellement, la marine soviétique effectue des exercices. Des dizaines de navires de guerre forment une sorte de cordon sanitaire entre le bassin d'El-Salloum, au large de Tobrouk et d'El-Adem, coupant la route à d'éventuels renforts britanniques en provenance de la base de l'OTAN en Crète. Le 4 septembre, le porte-avions américain *John F. Kennedy* quitte le port de Cannes pour traverser la mer Tyrrhénienne en direction des côtes libyennes. Le 5, c'est au tour du croiseur *Little Rock* et de son escorte de mettre le cap sur Tripoli. À Washington, Harold Saunders étudie déjà un nouveau plan pour « faire pression » sur le nouveau régime, n'excluant pas l'option militaire. Officiellement, le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Italie et une série de pays importants ont reconnu le nouveau régime qui vient de proclamer l'avènement de la République arabe libyenne. Officieusement, la méfiance est de mise.

Pour calmer les esprits, le 8 septembre, le colonel Kadhafi sort de l'ombre et annonce la nomination d'un cabinet pour gouverner le pays. Mahmoud Soleiman al-Maghrebi, ingénieur diplômé de l'université George-Washington, emprisonné depuis 1967 pour ses activités politiques, est nommé Premier ministre. Le conseil des ministres est composé de six civils, comme Maghrebi, et de deux militaires : Adam Saïd el-Hawaz et Moussa Ahmed, hommes respectés et bien connus des milieux militaires britanniques et américains. Pourtant, aucun d'entre n'est membre du mystérieux Commandement révolutionnaire.

Le CCR, dont la composition n'a toujours pas été rendue publique, et qui regroupe onze officiers libres autour du colonel Kadhafi, est inquiet. Il faut

d’urgence sécuriser de nouvelles alliances. Le fameux sergent Mohamed, l’homme poli qui avait invité les chargés d’affaires des ambassades à une première entrevue, est dépêché dans le plus grand secret par le CCR à Paris. Sec, la mine austère, le cheveu noir et dru, l’homme est en réalité le bras droit de Kadhafi, son plus fidèle compagnon depuis le début. C’est à son domicile de Tripoli que les conjurés se sont le plus souvent réunis pour peaufiner leurs plans. Abdel Salem Jalloud sait garder les secrets.

À l’aéroport de Paris-Orly, il est accueilli par Éric Desmarest et Serge Boidevaix, deux jeunes énarques respectivement employés au Quai d’Orsay et au ministère de la Défense. « Je m’occupais des affaires d’armement. Je suis allé chercher à de nombreuses reprises Jalloud, qui venait en catimini pour négocier avec nous, explique Éric Desmarest. J’y allais avec Serge Boidevaix, qui, à l’époque, était conseiller diplomatique de Michel Debré, à la Défense. Nous allions tous les deux avec nos cartes officielles à Orly pour passer les contrôles. Nous prenions en charge Jalloud et repartions avec lui. C’est comme ça que ça se passait. Il n’y avait pas cinquante motards à droite et à gauche, pas de cortège officiel. On voulait que ça reste secret pour ne pas faire de jaloux à Washington, à Londres ou à Rome. Ce genre d’affaires n’a pas à être mise sur la place publique. Comme ça, on est sûr de ne pas avoir… d’interférences[7]. »

Affecté depuis quelques mois à peine à la direction des Affaires économiques et financières du ministère des Affaires étrangères, Éric Desmarest s’était vu confier un portefeuille tout juste constitué : « Je représentais le Quai d’Orsay à la commission des investissement à l’étranger et en France et des Français à l’étranger, la Coface[*2]… Et puis on m’avait dit : vous savez, il y a aussi des affaires là, ça ne vous prendra pas beaucoup de temps. C’était les affaires d’armement. Effectivement, les archives de ce micro-dossier, tel qu’il était considéré à l’époque, tenaient dans deux petits tiroirs qu’on tire et qu’on ouvre avec un trombone. »

Justement, c’est bien d’armement que le commandant Jalloud est venu parler à Paris ; plus précisément, des avions de combat Mirage, qui ont fait leurs preuves durant la guerre des Six Jours. Depuis qu’un embargo sur les ventes d’armement, décrété par le général de Gaulle, qui a dénoncé l’« agression israélienne », frappe les exportations à destination d’Israël, le groupe Dassault fait grise mine. La nouvelle République de Libye veut donc des Mirage. Beaucoup de Mirage. « Kadhafi et Jalloud ont voulu très tôt se

tourner vers la France pour échapper à l'influence anglo-saxonne qu'ils jugeaient totalement abusive. La première commande a été de 110 Mirage, d'un coup. Michel Debré était ministre de la Défense à ce moment-là et, en bon gaulliste, il a trouvé ça très bien. Aider un pays du tiers monde qui a un potentiel financier et économique important à se rendre indépendant des Anglo-Saxons, sans [qu'il] tombe dans les bras soviétiques, pourquoi pas ? Il n'était pas du tout question de faire de la place aux Italiens. Tout est allé très vite et dans le plus grand secret. »

Rapidement, le commandant Jalloud révèle de redoutables talents de négociateur. Les Mirage qu'il souhaite acquérir pour le compte de la Libye sont en fait des Mirage 5, un prototype qui a fait son vol inaugural le 19 mai 1967 et dont Israël avait commandé 50 exemplaires sans jamais les recevoir, à cause de l'embargo décrété en janvier 1969. Jalloud a l'œil sur tout : les commandes, les spécifications techniques, les pièces de rechange, les prix. Un jour, triomphant, il entre dans le bureau de Desmarest et pose un lourd carton sur la table. « Jalloud est arrivé une fois avec une caisse d'outils en disant : "Ça, je viens de l'acheter au Bazar de l'Hôtel de Ville. Cette pièce m'a coûté tant, Dassault me la facture dix fois le prix." Les industriels du secteur ont une mauvaise habitude, ils serrent les prix pour avoir la commande et se rattrapent sur le service après-vente. Là, ils l'avaient fait de façon un peu excessive. Jalloud essayait de défendre au mieux les intérêts de son pays. C'était un personnage. Il n'avait pas le charisme de Kadhafi, qui à l'époque était un beau garçon avec de l'allure et volontiers souriant. » Moins charismatique, le numéro deux du régime se révèle diablement efficace. Le 21 janvier 1970, Michel Debré annonce officiellement que la France livrera cent-dix Mirage à la Libye. Une embellie qui en entraîne d'autres. Les carnets de commandes de Dassault vont à partir de ce moment-là se remplir confortablement. Suivent des ventes en Amérique latine, au Qatar, aux Émirats arabes unis…

« Bien sûr, la décision a été prise par Georges Pompidou, en tant que chef de l'État, en accord, évidemment, avec le Premier ministre, et les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, précise Éric Desmarest. On a fait le pari que les Libyens seraient un certain temps sans pouvoir véritablement utiliser cette flotte, puisqu'il fallait former des pilotes, des mécaniciens… Il faut aussi le temps que les matériels soient fabriqués et livrés. On considérait à l'époque qu'il fallait bien deux ans et demi avant de commencer les premières livraisons. Le raisonnement était donc celui-ci, un peu cyniquement. On s'est dit : après tout, si ce n'est pas nous, ils iront chez d'autres, et il y aurait les

mêmes risques potentiels, sans que nous ayons pu participer à quoi que ce soit et sans que nous ayons la possibilité de contrôler dans une certaine mesure les choses. »

Alors que Jalloud examine commandes de Mirage et pièces de rechange à Paris, à Tripoli, le jeune colonel Kadhafi entame déjà les négociations pour l'évacuation des bases militaires de Wheelus Field, El-Adem et Tobrouk. L'équilibre en Méditerranée est bel et bien en train de basculer. « Nous estimons le nombre de conseillers militaires soviétiques à 5 000 dans la région – 1 300 en Égypte, 1 200 en Algérie, 500 en Syrie… », énumère la CIA dans un rapport détaillé datant du début de 1970. Selon les experts de l'Agence, l'importance de la force navale soviétique a doublé en Méditerranée quant au nombre de navires et sous-marins. C'est désormais la plus importante flotte en dehors des eaux territoriales soviétiques. Ses bâtiments accostent librement aux ports égyptiens. Désormais, les 1 770 kilomètres de côtes libyennes supplémentaires sont en jeu. La situation est d'autant plus inquiétante pour les stratèges de Washington que le jeune colonel Kadhafi a sollicité et reçu l'aide militaire égyptienne. Nasser a aussitôt dépêché en Libye 1 500 conseillers et techniciens. La CIA a fait ses calculs : « L'avion de reconnaissance égypto-soviétique TU-16 pourra, en utilisant Wheelus Field, étendre sa zone de surveillance au-delà de Gibraltar […]. Moscou pourrait faire pression sur Nasser pour que celui-ci use de son influence sur la junte libyenne, afin qu'elle mette ses équipements à la disposition des Soviétiques. Nasser pourrait être réticent, mais il est grandement redevable aux Soviétiques… » Les opérations de charme du jeune colonel, qui déclare lors de sa première intervention télévisée rejeter le marxisme, ne sont visiblement pas de taille à rassurer Washington. D'autant plus que, dans le même temps, dès le 8 novembre 1969, Kadhafi accorde une interview à la *Pravda*, dans laquelle il affirme que « l'URSS est la meilleure amie des Arabes ».

Si elle observe avec le plus grand intérêt les premières manœuvres du jeune colonel, Moscou met, de l'aveu même du KGB, un certain temps à cerner la personnalité de Kadhafi. « Ce mélange d'excentrisme, de socialisme, d'islamisme et d'égocentrisme laissait perplexe le Centre », affirme le transfuge Oleg Gordievski[8]. Et ses tentatives précoces de négocier l'achat de l'arme atomique auprès de la Chine inquiètent le Kremlin. Kadhafi a dépêché à Pékin le fidèle Jalloud dès le début de l'année 1970. Bref, on trouve le nouveau leader anticolonialiste un tantinet insolite, au goût austère du

Kremlin, voire « psychiquement instable », selon les *profilers* du KGB. Seul point « positif » à leurs yeux : l'idée fixe de Kadhafi qu'il existe un « complot sioniste ».

L'intérêt des Soviétiques est moins sur le terrain politique que sur celui des richesses du sous-sol libyen. Très vite, le « grand frère » entrevoit la perspective d'un troc d'intérêts mutuels : armes contre pétrole. C'est le très pragmatique Abdel Salem Jalloud qui est chargé de négocier l'accord. Avec un certain retard au démarrage par rapport au dossier français, Kadhafi achètera aux Soviétiques pour 20 milliards de dollars d'armement sur une période de dix années.

Côté affaires donc, Jalloud est l'envoyé spécial de Kadhafi. Côté politique, le colonel compte sur des émissaires égyptiens que le KGB tient bien en main. Nasser est encore le chouchou de Moscou. Sa décision de nationaliser en 1961 la plus grande partie de l'industrie égyptienne avait soulevé l'enthousiasme. Entre 1954 et 1971, l'Égypte a reçu 43 % de toute l'aide soviétique octroyée aux pays « frères » du tiers monde. Pour sécuriser ces investissements, le KGB a son réseau de renseignement. Certes, sur place, à Tripoli, la discrète présence depuis le début des années 1960 de sociétés de construction bulgares a permis de garnir plusieurs bâtiments officiels d'« équipements spéciaux ». En fidèles alliés, les agents bulgares, d'esprit plus oriental, sont un relais précieux pour informer Moscou. Mais surtout, dans la région, un agent, et pas des moindres, a laissé des traces : le légendaire Kim Philby. La double taupe soviéto-britannique a rendu d'incommensurables services avant de devoir passer tout à fait à l'Est, en catastrophe, en 1960. Depuis, les guébistes ont recruté quelques agents locaux importants, dont une prise de choix : Sami Charaf.

Le moustachu et un peu bedonnant collaborateur secret, portant le nom de code « Assad » (le lion), est depuis 1959 le chef du renseignement égyptien. Une courroie idéale pour placer sous l'influence nécessaire l'esprit des jeunes officiers libres de la Libye voisine, et ce, dès les premiers jours : la présence égyptienne se fait déjà sentir.

« Nous avons appris assez vite que l'Égypte et les services secrets égyptiens jouaient un rôle destructeur, affirme Awad Hamza. Ils ont infiltré toute l'administration, les ministères… Des militaires sont arrivés. Des rapports réguliers étaient envoyés à Nasser et de là-bas arrivaient les ordres, mentionnant qui il fallait écarter ou exécuter. Kadhafi a pris peur. Il nous a

réunis un jour et nous a dit : j'ai reçu de Nasser, par l'intermédiaire de Heikal, un message me dictant qui écarter. Un tel, un tel… » L'attitude égyptienne sème les premiers désaccords parmi le groupe des officiers libres. Les uns commencent à remettre en cause l'alliance avec Nasser, les autres restent d'inconditionnels unionistes : la fusion des trois États, la Libye, l'Égypte et le Soudan[*3], est d'ailleurs d'ores et déjà prévue. La « charte de Tripoli » formalisant l'Union doit même être ratifiée à la fin du mois de décembre 1969 par les trois chefs d'État. D'autres, à l'instar d'Awad Hamza, voient dans cette forte ingérence égyptienne des visées peu idéalistes et très éloignées du panarabisme.

« Au fil du temps, nous avons compris que l'aide des Égyptiens était une sorte d'occupation. L'idée d'unification de Nasser de la Libye et de l'Égypte n'était qu'une manœuvre. Le but était d'exploiter la richesse libyenne. Dès le mois de décembre, deux figures en vue du gouvernement, Adam Hawaz et Moussa Ahmed, se sont révoltés contre la façon dont les Égyptiens s'immisçaient dans les affaires libyennes et ils ont voulu renverser Kadhafi. Ils ont été arrêtés. »

Selon Awad Hamza, la mise à l'écart des ministres de la Défense et de l'Intérieur, qui avaient pourtant joué un rôle déterminant lors de la destitution d'Idris et faisaient partie du tout premier gouvernement, était aussi une manœuvre égyptienne. Il en désigne même l'auteur : un certain Fathi Dib. Responsable du département Afrique du Nord des *moukhabarat* égyptiens, l'homme s'était illustré au début des années 1960 en Algérie. On le soupçonnait d'avoir comploté dans des cercles proches de Ben Bella et du FLN. « Il était tout le temps avec Kadhafi, me dit Awad. C'est lui qui a conspiré contre ces deux ministres. On s'est rendu compte que les Égyptiens nous exploitaient et qu'on ne maîtrisait rien. Ces deux-là, Hawaz et Ahmed, n'ont pas voulu patienter. Et ils l'ont payé. Le fait de voir les services égyptiens aussi impliqués a mis Kadahfi dans une totale paranoïa. Il voulait être protégé en permanence. Il avait l'impression d'être tout le temps et partout une cible… »

Awad avale une gorgée de thé brûlant en fronçant les sourcils. Le *tchaï* libyen est d'une amertume revigorante. Après plusieurs heures de conversation, il nous ramène au temps présent. L'ancien officier plisse les yeux, comme dans un effort de mémoire. « Vous savez, il y a eu plusieurs tentatives menées contre Kadhafi pour le renverser. J'y ai pris part, plus tard,

avec Omar Meheichi, qui lui aussi était membre du CCR. Mais il y en a eu d'autres, dans les tout premiers temps. Il y a des gens que vous devriez voir… »

Suit un aparté intense en arabe entre Awad Hamza, son fils Mohamed et mon interprète amazigh, qui s'est pris au jeu de piste de l'histoire non écrite. Le ton monte, comme fréquemment dans les discussions, non pas parce qu'il y a conflit ou désaccord, mais parce que souvent les Libyens mettent beaucoup d'émotion dans leurs conversations. Serviable, Mohamed est déjà en train d'appeler les fils d'Omar Meheichi, mystérieusement disparu au début des années 1980. C'est convenu, nous nous verrons.

Les coups de fils se succèdent. « *Aïwa* [allô]… » Un tel connaît un tel, qui… Patient, Mohamed entreprend d'épeler les noms de ceux qu'il me faudra contacter. L'exercice est fastidieux, la transcription des noms arabes perturberait la meilleure des volontés. Soudain, un sourire illumine le visage du fils d'Awad. « Samedi ? Vous êtes là samedi ? Venez à 13 heures à l'entrée de l'hôtel Waddan. *Inch' Allah*, vous y rencontrerez des gens intéressants. »

Il me reste trois jours à attendre mais, à l'échelle orientale, ce n'est rien.

*1. Union entre l'Égypte et la Syrie, 1958-1961.

*2. Agence nationale créée en 1946 rattachée au ministère des Affaires étrangères, destinée à sécuriser les exportations de l'industrie française.

*3. Le projet d'union, tel qu'imaginé, aurait recréé un vaste ensemble régional, comme il existait avant la colonisation britannique de l'Égypte, au XIX^{e} siècle, du temps de l'Empire ottoman, et avant la scission forcée du Soudan, détaché de l'Égypte et resté dans le giron britannique jusqu'en 1956. Il s'inspire de l'expérience ratée de la République arabe unie (RAU), menée à l'initiative de Nasser, qui a fédéré l'Égypte et la Syrie de 1958 à 1961, et un temps le Yémen. Cette ébauche d'unification des pays était au cœur du projet panarabe du nassérisme.

3

Opération « Hilton »

« Pas d’enregistrement ! » Le nouveau chef du renseignement extérieur de la Libye libre, en poste depuis le 16 février 2012, veut bien s’exprimer, mais en respectant certaines règles de sécurité. Son ton ferme jure avec sa bonhomie apparente. Barbe poivre et sel, lunettes fines, l’homme parle d’une voix douce et affiche de temps en temps un sourire bienveillant. Installé devant l’immense table de conférence dans l’un des salons de l’hôtel Corinthia, là où se sont succédé quelque temps auparavant les négociations entre les envoyés spéciaux du président Sarkozy et les séides du régime de Kadhafi, Salem al-Hassi accepte de fouiller dans ses souvenirs. À Tripoli, l’élite post-Kadhafi a pris ses quartiers dans les palaces. Les députés se réunissent au Rixos, l’islamiste Abdelhakim Belhadj a installé son QG au Radisson et Al-Hassi reçoit au Corinthia, à deux pas du Sérail rouge et de la médina. En bout de salle, l’œil sombre, son chef de cabinet surveille l’entrevue, scrutant chaque geste et chaque mot.

C’est que Salem al-Hassi est un personnage clé de la nouvelle Libye. Nommé par le Conseil national de transition d’Abdel Jalil, il a traversé tous les soubresauts des élections de juillet 2012 et des gouvernements successifs censurés par le Congrès général nouvellement élu. Au point que tout le monde chuchote à Tripoli que voici là un « intouchable » dont on ignore les véritables appuis.

« Je haïssais le régime. Je suis antikadhafiste depuis mon enfance », déclare d’emblée le chef du renseignement. Salem a sept ans quand les officiers libres prennent le pouvoir. Sa famille n’est pas dans le camp des insurgés. « Mon grand-père était membre du Parlement, du temps du roi, Idris al-Senoussi. Sous son règne, mon oncle a été vice-ministre du Plan. Trois mois après le putsch du 1er septembre 1969, un membre de ma famille a été impliqué dans la première tentative de coup d’État contre Kadhafi[9]. »

Le 10 décembre 1969, vers 18 h 15, la radio libyenne livre dans un communiqué une information aussi vague que brève : « Des réactionnaires et des opportunistes, agissant en faveur de l'impérialisme, ont échoué dans leur complot. » Le speaker précise que cette tentative de coup d'État survient au moment même où la République arabe de Libye purge le pays des bases militaires étrangères et fait référence aux « mains cachées de l'étranger » qui tirent les ficelles dans cette affaire[*1]. Suit la lecture de messages de soutien envoyés depuis l'ensemble du pays, signés par d'illustres inconnus.

Vers 22 heures, la radio précise que deux ministres, celui de la Défense et celui de l'Intérieur, Adam Hawaz et Moussa Ahmed, sont impliqués dans le complot. Tous deux avaient joué un rôle essentiel à Benghazi lors de la prise du pouvoir, dans la nuit du 1er septembre 1969. Respecté, cultivé, le colonel Hawaz, l'homme de contact de l'ambassade britannique, avait fait le tour des consulats étrangers de Benghazi pour rassurer tout le monde. Quant au lieutenant-colonel Moussa Ahmed, c'est à lui qu'on devait l'interception de la CYDEF, la garde prétorienne du roi Idris. Il avait en l'occurrence profité d'une alliance tribale, puisque l'un des commandants de l'unité était, comme lui, membre de la tribu des Al-Hassi (ou Al-Hassa). Sans son coup d'éclat, l'entreprise des officiers libres aurait été fortement compromise. Est-ce leur proximité passée avec l'occupant qu'on leur reprochait désormais ?

Alors que des forces lourdement armées sont postées à proximité des ambassades américaine, britannique, italienne et libanaise, le colonel Kadhafi donne, dans une allocution sur les ondes, une première version des faits, qui pointe la proximité de Hawaz avec certaines entreprises américaines. Il souligne insidieusement la coïncidence dans le temps entre la tentative de coup d'État et la négociation en cours, en vue de la fermeture du camp militaire américain de Wheelus Field.

Le jeune leader libyen n'a pas à faire beaucoup d'efforts pour persuader l'opinion des mauvaises intentions des Yankees. Les médias arabes bruissent des révélations les plus incroyables. Un officier supérieur de la Royal Air Force aurait, dit-on, organisé le transfert des bijoux de la couronne en Europe pour le compte de la famille royale… Des membres de la cour auraient utilisé le même canal pour quitter le pays. Un employé civil de Wheelus Field aurait été intercepté alors qu'il tentait de faire transiter des Juifs libyens sur un vol US en tant qu'« instruments de musique ». Kadhafi n'a aucun mal à convaincre de la culpabilité de Hawaz et de Moussa. Les deux officiers et

quinze de leurs complices sont arrêtés. Jugés par un tribunal militaire, ils sont condamnés à mort, peine commuée plus tard en prison à perpétuité.

Profondément marqué par cet épisode de son enfance, Salem al-Hassi décide d'émigrer dès l'âge de dix-neuf ans. « J'ai quitté le pays avec 700 livres libyennes en poche. Je suis parti voir des cousins en Allemagne et, de là-bas, j'ai appelé mes parents pour leur dire que je ne reviendrai jamais. » Salem décide de s'engager dans l'opposition avec une conviction : « Le seul moyen de faire partir Kadhafi, c'est d'employer la force. »

C'est à ce même constat qu'arrivent très vite d'autres détracteurs du nouveau régime de Tripoli. À commencer par Omar Shelhi, ancien proche conseiller du roi Idris, dont le frère Abdelaziz avait été soupçonné de préparer un coup d'État en même temps que les officiers libres et qui croupissait en prison depuis le 1er septembre 1969. « Impossible ! tranche Omar de sa villa dans les environs de Genève, où il a passé sa vie, en exil. Mon frère était fidèle à Senoussi, nous étions parmi ses plus proches. Abdelaziz était quelqu'un de juste. Il est vrai qu'il avait été l'un des premiers Libyens diplômés de l'académie militaire du Caire, et son nom était connu des Égyptiens. D'ailleurs, il savait parfaitement ce que trafiquaient ces jeunes officiers, mais, au lieu de les faire arrêter, vous savez ce qu'il faisait ? Il les envoyait en stage à l'étranger[10]. » Omar Shelhi se rappelle parfaitement l'année de la prise du pouvoir par Kadhafi, et surtout ce mois de septembre, quand la nouvelle de sa destitution parvient au roi, alors en Turquie. « Son Altesse m'a donné une lettre destinée au Premier ministre du Royaume-Uni. Je suis parti la lui porter illico. Arrivé à Londres, on a commencé par me faire patienter. J'ai bien dit que j'avais un message personnel pour le PM, Harold Wilson. En lieu et place, ils m'ont proposé d'être reçu au Foreign Office. J'ai répondu que le message ne pouvait être confié à quelqu'un d'autre, mais ils n'ont rien voulu savoir. Je suis reparti et j'ai rapporté sa lettre au roi. »

Manifestement les Britanniques, qui avaient pourtant signé un traité avec le Royaume de Libye prévoyant une intervention en cas d'agression, avaient décidé de faire la sourde oreille. D'ailleurs, selon les stratèges de Londres, le traité ne pouvait s'appliquer qu'en cas d'agression étrangère, ce qui n'était pas le cas des officiers libres, issus de l'armée même de Son Altesse Idris Ier. Même laisser-faire du côté des États-Unis où, après avoir passé en revue plusieurs options au sein d'un groupe spécialement constitué pour l'occasion autour de Henry Kissinger, on décide de « sécuriser les intérêts pétroliers ».

Alors qu'il voit avec désespoir s'évanouir les chances du roi de revenir au pouvoir, Omar Shelhi reçoit un message inattendu. « Un émissaire du président du Tchad François Tombalbaye est venu me trouver et m'a signifié que celui-ci désirait me voir. » Cela fait déjà plus d'un an que le chef de l'État tchadien doit affronter une révolte dans l'est et le nord du pays, majoritairement musulman et opposé au Sud chrétien, dont est originaire Tombalbaye. L'ethnie nomade des Toubous, qui peuple le massif du Tibesti, à cheval entre le nord du Tchad et le sud de la Libye, vient en effet de rejoindre le FROLINAT. Or le Front de Libération nationale du Tchad est fermement décidé à combattre les « sudistes ». À peine arrivé au pouvoir, Kadhafi a ouvertement déclaré sa sympathie aux rebelles. Résultat, Tombalbaye a aussitôt accordé l'asile politique à Gaïth Saïf al-Nasr, ex-ambassadeur du Royaume de Libye au Tchad et membre de la puissante famille des Saïf al-Nasr de la ville de Sebha, ainsi qu'à Abdallah al-Abid al-Senoussi, neveu d'Idris, qu'on surnomme aussi le « Prince noir », du fait de la couleur de sa peau, héritée de sa mère d'origine soudanaise.

Arrivé à Fort-Lamy, la capitale, qui sera bientôt rebaptisée N'Djaména, Omar Shelhi comprend vite qu'il aura le soutien du Tchad s'il souhaite organiser le retour au pouvoir des Senoussi. L'ancien conseiller du roi va consacrer à ce projet une bonne partie de sa fortune et même faire le sacrifice de sa Ferrari 400 Superamerica coupé, de sa Maserati Quattroporte I et de sa superbe Bentley S2, habituellement garées à l'hôtel Intercontinental de Genève. Son plan est ambitieux et demande du temps et des moyens. D'abord, des armes, ce qui ne semble pas être un problème. « À cette époque, au Tchad, on pouvait en acheter comme des chocolats », s'amuse le dissident. Deuxième étape, engager des Libyens exilés et les entraîner au combat. « Il y en avait beaucoup sur place, j'ai pu constituer une véritable armée. » Pour les besoins de la cause, c'est le roi Hassan II du Maroc qui ouvre les bras à Shelhi et accueille ses hommes sur son territoire. Le transfert est même assuré par les avions de Sa Majesté. Pendant que les recrues s'entraînent au combat et au maniement du bazooka, l'infatigable Omar repart en Europe recruter des experts. Il a besoin de mercenaires capables de mener une opération commando afin de débarquer par la mer, près de Tripoli, et de libérer tous les officiers et soldats du roi détenus dans la plus grande prison à proximité de la capitale. Les conjurés ont surnommé, par dérision, cette geôle « l'hôtel Hilton », en référence aux importantes personnalités qui y séjournent. C'est ainsi que le contre-coup d'État imaginé par Shelhi prend le nom de code

« opération Hilton ». « C'était futé et très commode, dit l'intéressé. On pouvait sans problème appeler à tel ou tel endroit et laisser un message disant : la réservation Hilton est confirmée. On n'y voyait que du feu. » Quelques intermédiaires aidant, Shelhi finit par frapper à la porte de Watchguard International Ltd, une officine dirigée par un ancien du SAS, la fameuse unité du Special Air Service de sa Gracieuse Majesté, sir Archibald David Stirling. Nichée dans le très sélect quartier londonien de Knightsbridge, la société recrute des mercenaires sous la couverture de Television International Enterprise Ltd. Les « *killer-elites* » de Stirling font partie des meilleurs au monde et ont déjà fait leurs preuves en vendant leurs services en Afrique et dans les États du Golfe. « C'étaient des gars vraiment très bien. Organisés, professionnels, gentils. Vraiment rien à dire ! »

Si, en cet été 1970, Omar Shelhi sollicite les services de professionnels, c'est qu'une autre tentative, elle aussi organisée depuis le Tchad, vient d'échouer, celle du Prince noir, Abdallah al-Abid al-Senoussi. Le plan avait été conçu lors d'une réunion à Rome et prévoyait d'enrôler une force armée qui, à partir du Tchad, aurait rallié par avion la ville de Sebha, dans la province désertique du Fezzan, armé les tribus locales, puis marché sur le Nord. Un *remake* en quelque sorte de la conquête du Sud libyen par les Forces françaises libres emmenées par le colonel Leclerc de Hauteclocque durant la Seconde Guerre mondiale. L'opération devait reposer sur le clan des Saïf al-Nasr, les maîtres des lieux depuis toujours. L'un d'entre eux, Ahmed Bey Saïf al-Nasr, avait jadis été choisi par le général Leclerc pour être le gouverneur du Fezzan. En 1951, les Postes françaises avaient édité un timbre à son effigie sous l'intitulé « Territoire du Fezzan, Bey Ahmed ». C'était là un appui important, puisque le clan Saïf al-Nasr domine la tribu des Ouled Slimane, en cheville avec tous ceux qui comptent aux portes du Sahel, des Toubous aux Touaregs.

Les Saïf al-Nasr n'avaient pas remis les armes après le 1er septembre 1969. Avant même que le plan du Prince noir ne soit lancé, ils étaient déjà en chasse de recrues à travers le pays. « C'était un groupe à Sebha constitué d'Omar Abdel Rahim, Saadi Saïf al-Nasr, un cousin, le colonel Mohamed al-Qadi[*2]… », précise Mansour Saïf al-Nasr, premier ambassadeur de la Libye libre à Paris et représentant du CNT dès février 2011 en France[11]. « Ils étaient allés recruter des gens jusqu'à Benghazi et Tripoli. Mais il y a eu des fuites. Mon frère, Gaïth[*3], déjà exilé au Tchad, me l'a dit : on a été trahis. Les

premières arrestations ont eu lieu dès le mois de mai [1970]. » Kadhafi en a profité pour dire que c'était une conspiration. Mohamed, Saadi et les autres ont été mis en prison. Moi, j'avais dû quitter la Libye dès novembre 1969. Pourtant, c'est mon oncle, Mohamed Saïf al-Nasr, le père de Saadi, qui s'était autrefois occupé d'envoyer Mouammar Kadhafi à l'école. Je me souviens de ses parents, qui venaient voir mon oncle pour solliciter son aide. Les Kadhafa et nous, c'est une vieille histoire. Leur tribu n'avait pas de leader et s'était mise sous la protection des Saïf al-Nasr. C'est pour cela qu'ils venaient à Sebha, pour qu'on leur donne de l'aide, une position dans la police ou ailleurs… »

Le 26 juillet 1970, le journal américain *Sunday Examiner & Chronicle* se fait l'écho des informations diffusées par Tripoli et relayées par les agences de presse égyptiennes. Les confessions de « 11 comploteurs interpellés » y sont dûment relatées. Il y est question d'une conspiration financée par la CIA et conçue par le neveu du roi Idris, Abdallah al-Abid al-Senoussi. Une force de 5 000 hommes, constituée de mercenaires américains et européens, serait positionnée dans le Tchad voisin, prête à envahir la Libye sous l'égide du Prince noir. Ils disposent d'avions, de blindés, de pièces d'artillerie… le tout « acheté par la CIA en Suisse », précise la publication. « Pure propagande kadhafiste », affirme Mansour Saïf al-Nasr, qui rejoint par la suite l'opposition en exil, comme Salem al-Hassi.

Pourtant, de l'autre côté de l'Atlantique, les démentis se font plus discrets. Les premiers câbles de l'ambassadeur en Libye, Joseph Palmer, qui se voulaient rassurants et présentaient Kadhafi comme un homme avec qui on « pouvait facilement travailler », n'ont visiblement pas levé toutes les suspicions. Entre les vœux pieux diplomatiques et la réalité des décisions et des déclarations antiaméricaines de Kadhafi, pour certains, les comptes sont faits. Quelque temps avant la révélation du complot dans les journaux, Tom Twetten, responsable du bureau Libye à la CIA, est convoqué au 7e étage de l'agence à Langley. En poste de 1966 à 1967 sous la couverture d'employé consulaire à Benghazi, Twetten est appelé par le directeur des Opérations pour donner son avis. « C'était comme un coup de téléphone de Dieu », se souvient-il. Car le directeur des Opérations supervise toutes les activités secrètes à travers le monde pour le compte de la CIA. Pour les employés de l'Agence, il incarne la maîtrise du travail clandestin mis au point par Allen Dulles et Frank Wisner, les pères fondateurs de l'OSS-CIA. « Que savez-vous

sur le Prince noir ? » demande de but en blanc Thomas Karamessines, qui occupe le poste depuis 1967. Hélas, au vu de ses souvenirs et des informations pêchées sur le terrain, Twetten ne peut rien en dire de flatteur. Il avait même eu vent d'une affaire de prostituées grecques « importées » pour les divertissements de week-ends du Prince et de ses invités, sans compter d'autres abus et dossiers de corruption…

« Eh bien, demande Karamessines, que pensez-vous de lui à la tête d'un coup d'État contre Kadhafi ?

– Je ne pourrais songer à quelqu'un qui pourrait être pire, rétorque Twetten.

– Merci beaucoup, clôt la conversation le directeur des Opérations[12]. »

Un an après cette conversation, Twetten apprend que l'idée de placer à la tête de cette opération le Prince noir avait germé du côté du Mossad. Les Israéliens avaient proposé d'armer Abdallah al-Abid al-Senoussi et ses hommes et d'organiser les tribus dans le Sud pour renverser le dirigeant libyen. Rien de plus facile : ils entretenaient d'excellentes relations au Tchad avec Tombalbaye, ce qui faisait beaucoup râler les jeunes officiers libres en Libye. La vente des Mirage à Kadhafi et l'embargo sur les armes décrété par De Gaulle avaient fait naître bien des inquiétudes à Tel Aviv. Israël était en passe de perdre sa suprématie aérienne sur ses voisins arabes. Il fallait agir, mais pas sans l'avis de son nouvel et principal allié, les États-Unis. À Langley, le verdict avait été assez clair : « Ce n'est pas une bonne idée. »

Rien de tel ne semble obscurcir les plans d'Omar Shelhi et son « opération Hilton ». David Stirling, dont la société Watchguard est un sous-traitant régulier du MI6, a pris le soin d'avertir en haut lieu. Il n'est pas question de mettre en difficulté le gouvernement du Royaume-Uni, ni les alliés outre-Atlantique. Pas de désaveu. Rassurée à l'idée que les services secrets, SIS et CIA confondus, allaient fermer les yeux et laisser faire[*4], l'équipe de Watchguard commence à recruter des mercenaires quand une alerte parvient à Stirling. C'est Antony Royle, lui aussi ancien SAS, alors sous-secrétaire aux Foreign Affairs qui signifie le refus : « *No, no, no* », il n'est pas question d'enrôler des citoyens britanniques dans la mission. Pas question non plus d'exposer une personnalité comme David Stirling. Pour le reste, Watchguard n'a qu'à en faire son affaire. Désormais, c'est James Kent, un associé et expert ès mercenariat qui prend l'opération en mains et va recruter à Paris, histoire de brouiller les pistes. Le plan est fin prêt. Vingt-cinq hommes de main seront engagés en France, des armes seront achetées à la société tchécoslovaque

Omnipol, un bateau sera loué à Malte…

Le 9 septembre 1970, Kent se rend à Paris pour un rendez-vous avec Marcel Klein, son intermédiaire, à l'hôtel George-V. Il doit le mettre en contact avec le chef du commando français, un certain « Léon », un ancien de la Légion étrangère, proche de l'OAS qui a fait l'Indochine, puis a combattu en Algérie au sein du 1er REP, avant de se consacrer au mercenariat. Tout est prévu. Les gages pour les soldats de fortune, 5 000 dollars par personne, sont déposés sur un compte en Suisse. Une partie du commando se rendra à Tanger, au Maroc, et attendra le signal pour embarquer. Les armes achetées à Omnipol sont en attente dans le port yougoslave de Ploče. Léon s'est occupé d'acquérir un autre bateau à Toulon, le *Conquistador XIII*. Il doit, avec l'autre partie des mercenaires, partir de Trieste, en Italie, pour aller chercher les armes avant de rejoindre en mer le bateau transportant les hommes en provenance de Tanger, ainsi qu'une embarcation avec des soldats arabes, en partance des côtes algériennes. Le montage a demandé plusieurs mois de préparation minutieuse et a coûté bien des sueurs froides aux organisateurs, qui ont dû à plusieurs reprises revoir leur copie et reculer la date d'exécution du plan. Finalement, le jour J est fixé au 31 mars 1971.

« Je me disais naïvement que les services occidentaux avaient vraiment dû décider de nous laisser faire, confie Omar Shelhi. Ils étaient forcément au courant depuis le début. Leur calcul était : on ne se mouille pas, mais s'ils réussissent, finalement, c'est tant mieux. S'ils échouent, on ignore le tout. Dans les deux cas, ils étaient gagnants. »

L'heure d'embarquer pour les différentes équipes est proche quand Kent et « Léon » commencent à percevoir des signes inquiétants. Le SIS prend contact avec Kent pour lui signifier que finalement, pour les Britanniques, Omar Shelhi n'est pas leur « Libyen préféré ». À Paris, les amis du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) de « Léon » lui font comprendre que la CIA est sur le coup et surveille de près tous leurs faits et gestes. Le rendez-vous en mer est prévu le 28 mars et, surveillance ou pas, Shelhi donne le feu vert. Des avions en provenance du Maroc doivent aussi rejoindre Tripoli à la date convenue. Grâce aux relais à l'intérieur de la Libye dont l'ancien conseiller du roi dispose toujours, les « occupants de l'hôtel Hilton » sont prévenus. Ils connaissent exactement le nombre de surveillants, leurs tours de garde, le nombre de véhicules à proximité… Plus question de reculer. Le 21 mars, le *Conquistador XIII* s'apprête à quitter le port de Trieste

à midi pile, quand un détachement de *carabinieri*, sous le commandement du colonel Roberto Jucci, intercepte le bateau et arrête le capitaine et son équipage. Interrogés, ils seront gardés à vue juste le temps nécessaire… pour faire échouer toute l'opération. De Libye, on fait désormais savoir à Omar Shelhi que tout atterrissage devient trop dangereux. Il n'y a plus aucune issue.

« J'étais à Naples. J'avais rendez-vous avec certains des participants quand on nous a fait savoir que le bateau avait été confisqué. De Naples, j'ai appelé Genève et là, on m'a dit qu'un télégramme était arrivé pour moi. Il disait : "*Please*, annulez la réservation Hilton." On avait tout, on était vraiment bien préparés, mais je pense que Kadhafi a été prévenu par les services occidentaux. Cette éventualité ne m'avait pas traversé l'esprit. J'avais fait un mauvais calcul. Tout ça, c'était du business. Celui qui l'aidait pouvait obtenir des prix intéressants pour le pétrole, signer des contrats… » constate Omar Shelhi, amer.

« Nous avons en effet informé les Italiens de ce qui se préparait et ils ont pris les mesures nécessaires », confirme, sibyllin, Duane Clarridge, directeur adjoint des opérations arabes à la CIA à la fin des années 1970, puis chef de station à Rome. « Au moment de cet événement, il y avait l'espoir qu'il serait possible de "dealer" avec Kadhafi et c'est pour cela que nous avons fait ce que nous avons fait. »

La centrale de renseignement américaine est en effet très bien informée. Le 17 mai 1971, Harold, l'assistant au NSC en charge du Moyen-Orient, récapitule l'affaire « Hilton » dans une note confidentielle, intitulée « Un complot contre le gouvernement libyen[*5] ». Toute l'opération y est décrite par le menu. Les agents de Langley sont au courant aussi bien de la nationalité des mercenaires que de la localisation des armes, des bateaux, du *timing*… « La CIA, en coordination étroite avec l'État, a estimé que, de toute évidence, le complot ne pouvait réussir à renverser le gouvernement libyen et que nous serions blâmés, ce qui pouvait mettre en péril les négociations pétrolières en cours », se justifie Saunders. Dans une autre analyse, quelques mois auparavant, il avait très précisément fait les comptes : les investissement privés pétroliers en Libye représentaient quelque 5 milliards de dollars et les compagnies américaines en tiraient un bénéfice annuel de 500 millions de dollars. La production libyenne assurait 25 % de la consommation de brut de l'Europe occidentale et 8 % de celle des États-Unis.

Après une bonne décennie de parfaite quiétude dans l'exploitation du sous-

sol libyen, les pétroliers américains étaient en train de découvrir une nouvelle façon de négocier à Tripoli. Du temps d'Idris, les choses étaient assez simples. D'ailleurs, quand les responsables des grandes compagnies américaines voyaient le ministre du Pétrole, à l'issue de l'entretien, ils concluaient immanquablement par la phrase : « Bientôt, je vois Sa Majesté. Souhaitez-vous lui transmettre quelque chose[13] ? » La donne avait changé. Les bases militaires étrangères éliminées, les achats d'armes négociés, les nouveaux maîtres de la Libye ont décidé de régler le dossier pétrolier avec tout le talent du négociateur local. Hommes d'affaires, diplomates, intermédiaires…, tous le confirment, le négociateur libyen est difficile, rusé, retors, même. Il conjugue la tradition orientale du marchandage à l'héritage phénicien et maghrébin, auxquels s'ajoute, bien entendu, le savoir-faire commercial du Kapali Çarşi, le plus grand marché de négoce à Istanbul, acquis du temps où la Libye faisait partie du califat ottoman, sans oublier la rouerie saharienne des caravaniers du désert.

En somme, on allait avoir affaire à forte partie depuis que les négociations sur le prix du pétrole avaient été ouvertes en janvier 1970 avec les vingt et une compagnies exploitantes dans le pays. En juillet, les réseaux de distribution des produits pétroliers ont été nationalisés, en guise de mise en garde. Esso, Occidental, Shell, BP, Petrolibya et les autres n'ont qu'à bien se tenir. Un an plus tard, en janvier 1971, alors que les hommes de Shelhi peaufinent leurs plans, le commandant Jalloud, devenu ministre de l'Industrie, signifie aux compagnies pétrolières qu'il entend procéder à un relèvement substantiel des prix affichés du baril (2 dollars du temps d'Idris), auxquels doit s'ajouter une prime de fret, dite « prime de Suez », qui prend un effet rétroactif, fixé à la date de fermeture du canal par Nasser en 1967. Il est fortement question de dépasser les 3 dollars le baril de brut et les pays membres de l'OPEP ont très envie de s'aligner sur ce prix. Le départ, le 21 mars 1971, du *Conquistador XIII* du port de Trieste ne pouvait pas plus mal tomber.

« C'était un navire de mercenaires qui s'apprêtait à partir des côtes italiennes et nous l'avons intercepté, ni plus ni moins. Nous avons agi dans la légalité. » Bon, pied, bon œil, à quatre-vingt six ans, le général Jucci, qui a mené l'assaut du *Conquistador XIII*, se souvient parfaitement des circonstances de cet arraisonnement. Il avait fait de lui l'une des personnalités les plus appréciées en Libye, où Kadhafi ne manquait jamais de remercier son « ami » de lui avoir sauvé la vie. « Il n'était pas question de laisser quiconque

se jouer des intérêts nationaux de l'Italie. Soit on s'en occupait, soit on laissait cela à d'autres et on perdait toutes les concessions pétrolières. Tout le monde voulait à l'époque payer l'essence au prix le plus bas. Le canal de Suez était fermé et le pétrole de l'Arabie Saoudite devait faire le tour de l'Afrique pour arriver ici, en Europe. La Libye relevait donc de notre intérêt national. Tous les gouvernements italiens y ont travaillé : Andreotti, Moro, Cossiga… Tout le monde voulait sécuriser l'accès aux puits, l'Amérique aussi bien que le Royaume-Uni et la France, ou l'Italie[14]… »

L'Italie, justement, est dans une situation d'autant plus délicate que le colonel Kadhafi a ordonné le 21 juillet 1970 l'expulsion de 15 000 de ses ressortissants, ainsi que la confiscation de leurs biens. La diplomatie italienne déploie tous ses talents pour essayer de tirer quelques bénéfices de ce qui, à première vue, est un échec. L'habile Roberto Gaja, ancien diplomate, alors secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, qui avait autrefois, à la fin des années 1940, négocié avec les Libyens, fait la navette entre Rome et Tripoli. Certes, l'expulsion, c'est malencontreux, et cela amène des pertes, que la Libye aura certainement à cœur de compenser. D'ailleurs, l'Italie compte bien se rendre utile. Le 5 mai 1971, la visite du ministre des Affaires étrangères Aldo Moro à Tripoli se déroule sous les meilleures auspices. À l'issue des rencontres, Moro se dit confiant et déclare, non sans fierté : « L'Italie a déjoué un coup d'État contre la Libye. » En toile de fond, il a été question de négociations pétrolières, bien sûr. ENI s'apprête à construire une raffinerie à Zaouïa ; les Libyens espèrent quelques livraisons d'armes supplémentaires de la société Oto Melara et des hélicoptères Augusta.

Finalement Kadhafi a-t-il expressément reçu l'aide de l'Italie ?

« *Sì, certo* ! *Come no ?* » Mais, bien entendu ! s'exclame Benito Livigni, l'ancien assistant personnel d'Enrico Mattei, l'homme des hydrocarbures qui avait réorganisé le secteur et donné toute sa puissance à ENI, le trust national pétrolier désormais appelé en Italie l'« État dans l'État ». « Bien entendu que nous avons aidé Kadhafi. Nos services l'ont beaucoup soutenu, et nous l'avons préparé quand il avait vingt-sept ans et qu'il est venu dans la petite ville balnéaire de Forte dei Marmi, en Toscane. Nous l'avons aidé à prendre la place d'Idris, comme nous avions assisté auparavant Bourguiba en Tunisie. Avec Kadhafi au pouvoir, nous avons signé le plus important accord de tous ceux jamais conclus par des pays européens. Le roi Idris nous avait donné une seule concession pétrolière en 1958, pour ensuite nous la reprendre et la

donner à British Petroleum et Royal Dutch Shell. Nous avons dit non ! La Libye avait été italienne tout de même ! Je me souviens que j'y suis allé avec un autre jeune expert d'ENI, à l'été 1959. Nous avons fait un rapport à Mattei et il était très en colère. Il a rencontré les services, le SIFAR[*6] : il n'était pas tolérable que ça se passe comme ça en face de la côte italienne, dans l'ancien empire italien. Nous avions aussi un projet pour le golfe de Syrte, pour le forage en mer[15]. »

Enrico Mattei n'a toutefois pas eu le temps de voir son plan d'implantation d'ENI en Libye mené à bien au début des années 1970. Celui qui a inventé l'expression des « sept sœurs[*7] » et avait annoncé la mort de leur monopole, celui qui finançait le FLN contre la France durant la guerre d'Algérie, qui signait des contrats sans complexe avec Moscou en pleine guerre froide, était mort dans un « accident » d'avion en 1962. Mais le dossier libyen arrivait huit années après sa mort, avec l'esprit d'ENI, exactement là où il avait souhaité l'amener.

En 1972, avec l'arrivée au pouvoir du démocrate chrétien Julio Andreotti, et dans un consensus rare pour l'Italie entre libéraux et socialistes, le gouvernement signe un accord avec la Libye, approuvé par Raffaele Girotti, le nouveau président d'ENI. « Ce pacte n'était pas connu du public, il était *riservato* [confidentiel] », révèle Rino Formica, plusieurs fois ministre, membre éminent du PSI et fin connaisseur des mystères de la politique transalpine. « Le référent n'était d'ailleurs pas Kadhafi, mais Jalloud. C'était un homme très romain et français, qui aimait la vie de Rome comme celle de Paris. Il avait fait une affaire. La rumeur dit 50 %. Cinquante pour cent du produit pétrolier extrait par l'Italie était payé par des approvisionnements en armements et par une assistance militaire extérieure à l'Alliance atlantique. C'est l'un des grands secrets entre le gouvernement et ENI. La gestion de cette affaire était entre les mains d'un homme de confiance, également lié à Andreotti : Roberto Jucci[16]. »

L'accord avait été mis au point dans le plus grand secret dès 1970 dans le bureau romain d'un étrange exilé libyen, Omar Yahia, introduit par les américains, et qui se disait en mesure de transférer de grosses sommes d'argent à l'étranger. C'est en tous cas ce que raconte le colonel Sasso, du centre de contre-espionnage de Rome, aux juges, quelques années après les faits. Il se souvient avoir croisé à ces rendez-vous le chef des services de renseignement Vito Miceli, mais aussi Andreotti et même un cardinal.

« L’objectif de ces contacts était d’obtenir, au moyen de Yehia, le placement d’armes italiennes en Libye en échange d’un prix du pétrole brut avantageux. À cet égard, des réunions ont eu lieu au bureau de Yehia, situé via Massimi[17] », affirme Aldo Sasso.

L’Italie peut d’autant mieux savourer sa victoire que, le 2 avril 1970, toutes les compagnies pétrolières présentes en Libye, après plusieurs mois de menaces réciproques de boycott, de nationalisations et divers embargos, avaient abdiqué. À bout de nerfs, elles ont accepté les clauses de Tripoli fixant le prix du baril à 3,45 dollars et une augmentation des taux d’imposition sur les bénéfices de 50 à 55 %, avec paiement des arriérés pour la période 1965-1970. Pour l’heure, elles conservent néanmoins la possibilité d’exploiter leurs concessions et d’extraire le pétrole le plus pur de toute la région, soit 155 millions de tonnes par an. Jusqu’alors, cette manne assurait à la Libye un revenu annuel de 1 300 millions de dollars, avec des réserves monétaires déposées principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis.

De fait, Omar Shelhi et les autres dissidents avaient fait « un très mauvais calcul ». Échaudé, l’ancien conseiller d’Idris n’entreprendra plus d’organiser des opérations de l’envergure de « Hilton ». Quant à Salem al-Hassi et Mansour Saïf al-Nasr, l’heure d’agir allait venir pour eux quelques années plus tard.

*1. Voir annexe 1.

*2. Le fils de Mohamed al-Qadi, Abdou Salem al-Qadi, a été nommé vice-Premier ministre du gouvernemet d’Ali Zeidan en novembre 2012.

*3. Le fils de Gaïth Saïf al-Nasr, Abdelmajid Saïf al-Nasr, a été le responsable du Comité de sécurité du CNT jusqu’à la dissolution de celui-ci. À ce titre, il était en charge de la traque des anciens proches de Kadhafi dans les premiers mois qui ont suivi la chute du régime.

*4. Voir annexe 2.

*5. Voir annexe 3.

*6. Ancienne dénomination du renseignement extérieur italien, devenu SID en 1965, puis SISMI en 1977.

*7. Désigne le cartel des sociétés américaines et britanniques qui imposent leur hégémonie dans le domaine des hydrocarbures.

4

Le rebelle de Misrata

Le samedi, à l'heure convenue, Mohamed est bien au rendez-vous. Devant l'entrée de l'hôtel Waddan, une foule compacte patiente sous un soleil torride. Des hommes endimanchés font la queue devant l'entrée de la superbe bâtisse. Construit en 1935 par Florestano Di Fausto, l'hôtel est le plus ancien établissement de luxe de la capitale. Les murs rouges, flanqués d'arcs, viennent clore sur l'extrême partie est de la corniche de Tripoli l'ancien quartier italien qui donnait des allures de station balnéaire à la ville, avec ses avenues à colonnades blanches et ses squares fleuris. Avant, l'établissement était un hôtel-casino. Aujourd'hui, il n'offre plus que des services d'hébergement de luxe. Quelques salons de réception remplacent la salle des jeux du « casino municipal » qui accueillait bals masqués et danseurs de twist dans les années 1960. Seul vestige intact, l'appellation Waddan, du nom de l'ancienne petite cité du centre de la Libye où se croisent les routes du Fezzan et de Syrte et qui a vu naître Ali Zeidan, l'homme qui occupe le poste de Premier ministre depuis novembre 2012.

Toujours aussi souriant, le fils aîné d'Awad Hamza m'aide à accéder à l'entrée. Nous nous frayons un chemin tant bien que mal parmi la foule qui se presse pour participer à un événement d'importance. Dans le hall, un homme grisonnant et élégant, un sourire de circonstance aux lèvres, accueille les invités, avec à ses côtés un garçon un peu mal à l'aise dans son costume tout neuf qui est entouré d'une brochette de notables. Ce jour-là, Abdoul Rahman Swehli reçoit pour le mariage de son fils. Une cérémonie qui, selon les traditions libyennes, va durer plusieurs jours. Les femmes auront leur propre réception au Radisson. Rideaux tirés, elles pourront exhiber des tenues extravagantes et leurs lourds bijoux en or. Selon le critère local, plus ils sont gros et voyants, plus le statut social est affirmé. La partie masculine est plus sobre et, dans ce cas précis, l'occasion de retrouvailles assez surprenantes.

Abdoul Rahman Swehli est l'un des hommes les plus commentés de la

nouvelle vie politique libyenne. Originaire de Misrata, il est le descendant de Ramadan al-Swehli, intrépide résistant à l'occupant italien au début du xx^{e} siècle qui a nourri les légendes de l'héroïsme libyen au même titre qu'Omar el-Mokhtar. Alors que Ramadan menait la lutte à Misrata et en Tripolitaine, Omar résistait dans le djebel Akhdar (la montagne Verte), en Cyrénaïque. Aujourd'hui, élu haut la main par ses concitoyens de Misrata pour les représenter au Conseil général national (CGN), Abdoul Rahman est le plus fervent propagandiste de la toute nouvelle loi dite de l'« isolement », qui bannit de la vie politique tout ancien cadre du régime de Kadhafi. Une loi qui agite bien plus la société libyenne que la rédaction de la Constitution. Le Congrès général national, la plus haute autorité du pays, issu des élections du 7 juillet 2012, a pour mission de conduire la Libye en dix-huit mois à des élections générales, une fois la rédaction de la constitution achevée, qui établira la nature du régime politique. Après douze mois de fonctionnement, le CGN est encore loin d'avoir rempli sa mission première. Le régime se cherche toujours et la politique se perd dans des arabesques indéchiffrables. Pour Abdoul Rahman et son Union pour la patrie, purger la Libye est la tâche la plus urgente. Candidat malheureux au poste de Premier ministre en 2012 avec le soutien des Frères musulmans, il a reçu en lot de consolation la commission de la Défense et compte bien imposer ses conceptions, quitte à faire appel à l'Union des révolutionnaires de Misrata, qui regroupe quelque 236 brigades et 40 000 combattants.

En ce printemps 2013, on lui reproche notamment d'avoir fait venir les groupes armés qui avaient assiégé les ministères de la Défense et des Affaires étrangères le temps de convaincre les députés du CGN d'adopter la fameuse loi. Autant dire que la plupart de ses invités sont convaincus du bien-fondé de son initiative, à commencer par Salah al-Baccouche, membre du parti de Swehli : « La Libye a besoin de sang neuf », affirme cet ancien exilé aux États-Unis, en rappelant que, en 1945, personne n'aurait suggéré que les officiels nazis conservent leurs places dans l'Allemagne libérée. Il est l'un des deux-cents convives de la fête, où tout le monde se congratule. On tombe dans les bras les uns des autres. La noce est aussi un immense rassemblement d'anciens opposants à Kadhafi. Certains ne se sont pas vu depuis…

Gentiment, Mohamed Hamza me rappelle que nous avons rendez-vous avec des gens qu'il doit me présenter et m'entraîne au fond d'un salon. Assis devant une tasse de café turc à la cardamome, un homme jovial, moustache

blanche et regard pétillant, contemple l'assemblée avec un plaisir non dissimulé. À plus de soixante-dix ans, Salahiden Swehli, l'ancien opposant et exilé, se fait bien plus discret que son cousin Abdoul Rahman, et c'est bien par devoir de mémoire pour son pays qu'il se dit prêt à livrer ses souvenirs de la première grande tentative d'écarter Kadhafi du pouvoir, ourdie par l'un de ses plus proches compagnons : Omar Meheichi. Il était à ses côtés depuis le début, depuis que Kadhafi était venu à Misrata pour suivre ses études, après son expulsion de Sebha pour cause d'activisme nassériste.

« Je l'ai connu en 1961, me dit Salahiden Swehli. Lui [Mouammar Kadhafi], Omar [Meheichi] et moi étions dans le même lycée et, déjà, ils parlaient de renverser Idris. Tout le monde était au courant. Quand ils allaient chez le coiffeur où pendait au mur le portrait du roi, ils disaient au barbier : "Plus tard, on prendra sa place." On croyait que c'était une plaisanterie[18]. » Le jeune Kadhafi est à Misrata sous la protection de la famille Meheichi. Avec Omar, les deux jeunes hommes fondent la première cellule de l'Union des officiers libres en 1965. Ils partagent les mêmes idées, le même enthousiasme, les mêmes projets.

Personnage fin, exalté et nerveux, Omar Meheichi s'engage avec conviction dans la révolution. Au lendemain du putsch, dans la République instaurée, il assure les fonctions importantes de ministre du Plan et procureur. Comme Awad Hamza, il est l'un des membres du CCR. Toutefois, très vite, il manifeste son désaccord quant à la façon d'investir le produit de la manne pétrolière. Meheichi s'oppose aux dépenses folles pour l'armement et aux subventions versées aux groupuscules rebelles, il désapprouve les largesses faites un peu partout en Afrique et au Moyen-Orient. Pour lui, la priorité est claire : investir dans l'agriculture et l'industrie pour rapidement hausser le niveau de vie. Le projet du complexe métallurgique de Misrata lui tient particulièrement à cœur. Au sein du CCR, il est soutenu par plusieurs membres, dont Awad Hamza, qui occupe les fonctions de contrôleur général, mais aussi par Bechir Hawadi, ministre de l'Éducation et de l'Orientation générale, par Mohamed Aboubaker Megarief, ministre du Logement et de l'Urbanisme, et par Mohamed Nejm, qui avait démissionné du gouvernement dès décembre 1969 en signe de désaccord avec le colonel en matière de politique du Maghreb. À cette fronde interne s'était joint également Abdel Moneim al-Houni, ministre de l'Intérieur, qui avait fait la navette entre Tripoli et Rome au moment de l'affaire « Hilton » et s'était beaucoup fait apprécier

de ses nouveaux amis italiens : « Un homme intelligent et équilibré, avec qui il est agréable de travailler », disait de lui le général Jucci.

Au fil des mois, les accrochages à l'intérieur du CCR se déroulent dans une atmosphère de plus en plus tendue, parfois violente. Les officiers libres agitent même leurs armes en plein milieu de réunions stratégiques. Certains, Omar Meheichi en tête, piquent des vrais coups de sang. De la fin de 1969 au début de 1972, il y aura pas moins de huit remaniements ministériels. Le changement de postes et les nominations deviendront, à partir de cette période, la méthode préférée de gestion de crise de Kadhafi. Ainsi, un ministre passera tour à tour de l'Intérieur à la Justice, puis ira aux Affaires étrangères, à l'Industrie, etc. Un véritable tourniquet politique, qui s'emballe si bien en cette année 1972 que le gouvernement finit par démissionner en bloc au mois d'avril.

Alors que, au début de juillet 1972, le nouveau cabinet n'est toujours pas constitué, la presse arabe relaie des bruits de coups d'État et évoque même une probable destitution du colonel Kadhafi. En réalité, le pays va mal et Meheichi n'est pas le seul à s'en apercevoir. Le 10 avril, le droit de grève a été aboli. Le 30 mai, le multipartisme a été interdit : toute activité politique est prohibée, voire assimilée à un crime. Dans les universités, la fronde se met en place, portée par de jeunes agitateurs tels qu'Abdoul Rahman Swehli, envoyé à l'étranger pour poursuivre ses études. Seule a droit de cité l'Union socialiste arabe, parti unique dont tout Libyen est tenu d'être membre, ce qui ne soulève pas l'enthousiasme populaire, loin s'en faut. Une blague appropriée ne tarde pas d'ailleurs à se répandre. Un policier arrête de nuit à Tripoli un homme transportant du whisky sur son âne. Il appelle le raïs et lui demande :

« Raïs, que dois-je faire ?

– Simple, répond Kadhafi. Tu mets l'homme en prison, tu donnes les bouteilles de whisky à Jalloud et tu inscris l'âne à l'Union socialiste arabe. »

Jalloud, justement, chargé de former un nouveau gouvernement, se fait visiblement prier. La version officielle veut que ce soit par modestie qu'il ait tardé à accepter le poste de président du Conseil. Un étrange « accident de la route » met hors circuit au même moment le capitaine Megarief, qui décède. Il a droit à une semaine de deuil national.

« Il y avait des dissonances depuis 1970 au sein du CCR », confie Salahiden Swehli, très au fait de ce qui se tramait puisqu'il voyait régulièrement Omar Meheichi, dont il avait épousé la sœur. « Les officiers ont

commencé à vraiment bouger en 1972-73. L'élément déclencheur a été le discours qu'a prononcé Kadhafi à Zouara en avril 1973. C'est à partir de ce moment qu'on a voulu vraiment changer le régime. Les officiers tenaient toutes les casernes. On se disait que ce serait facile. Omar parlait ouvertement du mouvement et du désaccord. »

Meheichi demande d'ailleurs à son beau-frère de persuader plusieurs personnes de sa famille et de son entourage de s'engager avec lui dans l'opposition à Kadhafi. La scission est de plus en plus évidente pour tous. Il est temps de prendre parti.

« Après son discours de Zouara, quand il a créé les comités révolutionnaires, j'ai commencé à prendre mes distances », m'avait aussi confié Awad Hamza. Le nouveau programme de Kadhafi, qu'il n'a pas pris la peine de soumettre à ses amis du CCR, est un subtil mélange de révolution culturelle à la Mao et de recul de la démocratie. Il tient en cinq points : abrogation des lois en vigueur en faveur de la charia islamique, élimination des opposants « malades et dépravés », armement des masses, instauration de la révolution administrative et culturelle avec arabisation complète. Plus question de constitution ni d'élections et encore moins de pouvoir collégial avec les autres membres du CCR. Les comités populaires décideront de tout. D'ailleurs, il leur cède le pouvoir. En réalité, le colonel se garantit de rester seul maître à bord en demeurant à vie, très modestement, le « Guide de la Révolution ». Cette doctrine lancée en 1973 sera peaufinée jusqu'à l'instauration officielle de la Jamahiriya, l'« État des masses », quatre ans plus tard.

« Nous étions abasourdis, affirme Awad. En tant qu'officiers libres, nous étions convenus d'agir d'une manière démocratique et de rendre après deux ans le pouvoir aux civils, d'organiser des élections. Son discours nous a tous surpris. Il a commencé à prendre des décisions unilatérales, sans se concerter avec nous, sans que nous sachions ce qu'il était en train de faire, ni à l'intérieur ni à l'extérieur du pays. Nous nous sommes mis à le défier et lui, quand nous voulions discuter, il mettait le pistolet sur la table. C'était le roi des rois. Il rejetait tout débat. »

Grisé par son succès dans les négociations avec les grandes puissances, courtisé par Paris, Rome et Moscou, Kadhafi se refuse à considérer avec sérieux les mises en garde de ses compagnons. Tout lui réussit, du moins en apparence. Les revenus de la manne pétrolière ont doublé. Fin 1971, les

recettes de la Libye dépassent déjà les 2,3 milliards de dollars. Le colonel signe à tour de bras des traités de coopération et d'amitié : Nigeria, Somalie, Mauritanie, Haute-Volta… Jean-Bedel Bokassa, futur empereur de la monarchie centrafricaine, adopte même l'islam, séance tenante, contre la promesse d'ouverture à Bangui d'une branche de la banque de Libye, garnie de 7 millions de francs CFA. Tous les chefs d'État africains viennent se présenter et faire allégeance : Ahmadou Ahidjo du Cameroun, Albert Bongo du Gabon, les présidents du Togo, de Madagascar, du Kenya, de Tanzanie se succèdent à Tripoli. Les repas officiels se déroulent justement à l'hôtel Waddan, en présence du corps diplomatique.

Ambassadeur de France à Tripoli de 1969 à 1975, Guy Georgy en livre dans ses Mémoires une description sans concessions. « Personne ne parlait à son voisin, faute d'en connaître la langue. L'eau minérale et le Coca-Cola, la *chorba* libyenne et le ragoût de mouton n'excitaient ni la bonne humeur ni les appétits. […] Certains, moyennant un chèque rondelet et le don d'une automobile de luxe ou quelques courses au souk des bijoutiers pour leurs épouses, n'hésitaient pas à changer de religion. » Tout ce qui est attendu en retour de la part de ces visiteurs, c'est la rupture de leurs relations diplomatiques avec Israël. « Effectivement, il n'en manqua pas une entre le 21 septembre et le 8 novembre 1973, quand la guerre du Kippour éclata[19] », relève monsieur l'ambassadeur.

En attendant, les relations entre Paris et Tripoli sont au beau fixe. Après la première fournée de cent-dix Mirage, le colonel veut poursuivre ses emplettes. Une nouvelle liste de commandes est en cours, comportant 38 Mirage F1 (de la dernière génération), 12 patrouilleurs Combattante, des équipements de Thomson-CSF… Pour finaliser le contrat, Kadhafi se rend en visite officielle à Paris où il doit s'entretenir avec le président Georges Pompidou et le Premier ministre Pierre Messmer.

Jeune diplômé de Sciences Po et d'Assas, Jean-François Probst effectue en cette fin de l'année 1973 son service militaire au service de presse de Matignon juste avant de devenir chargé de mission auprès de Jacques Chirac. Un observatoire idéal. « Il y avait ce voyage annoncé à coups de fanfares par la grande presse, se souvient-il. Pompidou, qui était l'homme des banques de Rothschild, mais aussi des grandes entreprises comme la CGE [Compagnie générale d'électricité] et Dassault, se disait : on va mettre le tapis rouge à ce jeune colonel et on va voir. Ce jeune type avait l'air d'un dictateur, mais, après

tout, on avait bien placé Bongo à Libreville. À cette époque, le “gros pétrole”, on le voit plutôt du côté de l’Iran, de l’Irak, de l’Arabie Saoudite et du Koweit. La Libye, si vous reprenez les journaux de l’époque, ça a l’air plutôt réservé aux archéologues et aux sables de Mourzouk et Tobrouk. Messmer, qui est un ancien de la Légion et connaît les sables du désert, pense qu’il va arriver à parler au colonel. Si on veut vendre des avions, avoir du pétrole… On va voir ce petit colonel, on va le faire venir. On la joue “Plaza Athénée et avenue Montaigne”[20]… »

Fringant, souriant, entouré d’une garde pléthorique, Kadhafi prend ses quartiers dans le palace parisien, alors que sur la place de l’Opéra des manifestants protestent contre la vente d’armes à un pays violemment hostile à l’État hébreu. L’Égypte et Israël viennent tout juste de signer un cessez-le feu, dénoncé par Kadhafi, et le premier choc pétrolier annonce un baril de brut à plus de 12 dollars. Ce sera tapis rouge, et tant pis pour les critiques ! Pour sa part, Kadhafi compte bien profiter de ces honneurs pour redorer son aura passablement abîmée depuis le début de cette année. Confronté aux critiques des membres du CCR en interne, il a aussi échoué dans ses projets d’union panarabe. Anouar el-Sadate, qui a succédé à Nasser après sa mort en octobre 1970, a envoyé au colonel une fin de non-recevoir quant à la fusion des deux États. Kadhafi avait mis sa démission dans la balance, s’était isolé dans le désert, avait même boudé les cérémonies d’anniversaire du 1er septembre. Il était temps de regagner du terrain.

Son entrevue avec le président Pompidou est prévue le lendemain de son arrivée. Il doit d’abord rencontrer le Premier ministre pour discuter contrats. Jean-François Probst est là, avec toute l’équipe, témoin de ces coulisses qu’on ne veut jamais trop exposer.

« C’est l’après-midi, tout le monde est sur le pont, à Matignon. On attendait le cortège. Toute la filière économique du cabinet du Premier ministre était là. Pour moi, c’était une super formation… On attend donc le colonel qui doit arriver. 16 h 01, 05, 07, 10… Rien ! Tout d’un coup, le téléphone sonne en bas de l’escalier qui monte au bureau du Premier ministre. On dit, voilà, quelqu’un veut parler au conseiller diplomatique. C’était le Plazza Athénée. On nous annonce que le colonel ne veut pas venir. Ça commence un peu à bouillonner. Est-ce qu’il fait un caprice ? Messmer, ancien légionnaire qui avait été ministre de la Défense de De Gaulle, avec sa tronche de baroudeur, dit : “Ça ne va pas se passer comme ça ! Mais qu’est-ce qu’il veut ?” Martial

de la Fournière, qui était son conseiller diplomatique, arrive, tremblant et transpirant, avec sa face rougeaude et ses cheveux blancs coiffés à la Francis Blanche : “Monsieur le Premier ministre…

– Dépêchez-vous, qu’est-ce qu’il veut ?

– … que vous veniez au Plazza Athénée.” Dans le hall, dans l’antichambre du Premier ministre, les portes étaient ouvertes… “Il veut pas venir ? Ramenez-le au Bourget et dites-lui que ça va pas se passer comme ça !” L’heure tourne. Communications entre le Plazza, avenue Montaigne, et le protocole du Quai [d’Orsay]… Finalement on a plié. On est tous partis dans des bagnoles, trois ou quatre DS, et les journalistes en mobylettes qui suivaient… Et voilà Pierre Auguste Messmer, compagnon de la Libération, qui se rend au Plazza ! Matignon se transportant pour voir le colonel ! »

Les contrats sont paraphés. Le lendemain, le colonel Kadhafi s’entretient avec le président Pompidou. Communiqués, photos, conférence de presse… et pas un mot de l’incident.

« À l’époque, poursuit Probst, les journaux satiriques n’en diront pas tant que ça. Même à gauche, il y a une sorte d’omerta. On vend des avions, donc ça fait du travail et des rétrocommissions qui n’allaient pas que dans les caisses de l’UNR-UDR[*1]. Dassault filait à tout le monde, peut-être même aux syndicats. Seul Guy Georgy, ayant passé des heures et des heures avec Kadhafi, avait compris qu’on n’était pas dans la même logique. Il était probablement fou, mais guère plus que Pol Pot, Staline ou Mao. Pour Georgy, la diplomatie, ce n’était pas seulement vendre plus d’avions Dassault, de chars Leclerc, de missiles Matra. Il essayait de comprendre le peuple de la Libye. Il essayait de respirer les odeurs des sables du désert. »

Or, en cette année 1973, les sables libyens sont en surchauffe et il devient difficile d’en détourner délicatement les yeux. En représailles au vol 114 de la Libyan Arab Airlines, abattu en février par des avions de combat israéliens, un avion militaire américain est attaqué par deux chasseurs Mirage libyens à la limite du golfe de Syrte. Suite à une défaillance technique, l’avion de ligne de la LAA effectuant un vol Benghazi-Le Caire s’était égaré dans le Sinaï occupé par Tsahal. Des F-4 Phantom l’ont pulvérisé, avec ses cent-treize passagers à bord, sans plus de cérémonie ni d’excuses. En fait, les radars égyptiens, depuis le retrait des troupes soviétiques d’Égypte, à la demande de Sadate, connaissent des dysfonctionnements dans le guidage des appareils. En avril 1973, Kadhafi projette de couler le *Queen Elisabeth*, prestigieux

paquebot qui emmenait alors des banquiers et négociants juifs à Tel Aviv pour les commémorations de la fondation de l'État d'Israël. En septembre, il fait arraisonner cinq chalutiers italiens et fait mitrailler par un Mirage une corvette de La Spezia, le port de la Ligurie.

La mission française d'entraînement des pilotes de Mirage en Libye fait part de ses « préoccupations » à l'ambassadeur de France, Guy Georgy, qui n'est pas rappelé à Paris pour assister à la visite de Kadhafi. C'était pourtant lui qui était au courant de tout et discutait régulièrement avec le Guide, y compris des sujets qui fâchent, comme la bande d'Aouzou que Kadhafi venait d'annexer durant l'été 1973, faisant fi des frontières et des accords de défense signés entre la France et le Tchad.

Le président du Tchad Tombalbaye, après plusieurs pirouettes, avait passé un accord secret avec le colonel, cédant cette bande de 1 000 kilomètres de long et 100 de large, à cheval entre la Libye et le Tchad et dotée, dit-on, de réserves d'uranium. « Le nord du Tchad est une province historiquement liée au Fezzan, avait déclaré Kadhafi à l'ambassadeur de France, venu s'inquiéter du dossier. Les populations de cette région sont musulmanes, alors je veux que vous me laissiez au moins jusqu'au 12^{e} parallèle. Au-delà, je vous laisse vos Nègres ! Faites cette proposition à Paris. »

Lors de la visite officielle du colonel à Paris, en novembre de la même année, pas un mot ne filtrera à propos de cette affaire. À Paris, on vend des Mirage.

Jean-François Probst, Éric Desmarest, comme beaucoup d'autres personnalités impliquées en politique et en diplomatie, avaient bu les paroles de Guy Georgy. Nul autre ne connaissait mieux le Maghreb et la Libye, en particulier. Ses câbles et ses notes étaient des petits chefs-d'œuvre littéraires, lus et relus. Georgy avait pris son poste à Tripoli au moment de la « révolution » du 1er septembre 1969. Il avait suivi toutes les évolutions du jeune régime, ses soubresauts. Il connaissait chacun des acteurs du drame qu'il a vu se nouer sous ses yeux. Dans son rapport confidentiel de fin de mission, en 1975, il consigne soigneusement les difficultés qu'on feint d'ignorer à Paris : « L'agitation larvée qui se dessine dans l'opinion publique et dans l'armée un peu lasse de tant de remue-ménage, la torpeur de la jeunesse, l'agacement des bourgeois devant les prurits socialistes… » Rien n'a, semble-t-il, échappé à cet observateur averti, pas même les états d'âmes du colonel : « Il sait, par l'expérience du monde qui l'entoure, que le destin de

ses semblables se clôt le plus souvent au petit matin dans le cliquètement des chars et les proclamations historiques à la radio[21]. »

La première alerte sérieuse survient le 5 avril 1974. Ce samedi après-midi, une agence du Moyen-Orient annonce que le colonel Kadhafi est déchargé de certaines de ses fonctions. La nouvelle se réfère à un décret signé par le CCR le 2 avril et transmis verbalement par des estafettes à toutes les missions diplomatiques de Tripoli dans la nuit de vendredi à samedi. On parle d'un coup d'état organisé par Jalloud, mais celui-ci est à Paris pour les obsèques de Pompidou. Finalement, un communiqué à la radio clarifie la situation. Le décret est réel, mais son interprétation mauvaise. Le colonel est « fatigué du protocole ». Il a demandé à être déchargé de certaines fonctions. Il s'agirait juste d'un partage des taches. « L'objectif était de le distancer et d'organiser rapidement des élections, confirme Awad. Au début il était d'accord, mais il a changé d'avis[22]. »

D'un peu partout, en Libye comme à l'international, la position de Kadhafi semble donc se fragiliser. En a-t-il trop fait ? C'est en tout cas ce qu'affirme outre-Atlantique le très influent et parfaitement informé *Washington Post*, qui prévient ses lecteurs d'une possible intervention militaire américaine fin 1974 dans la région, afin de régler le problème du choc pétrolier. Réunis au Koweït, tandis que l'Égypte et la Syrie venaient, dix jours plus tôt, de déclencher contre Israël la guerre du Kippour, le 6 octobre 1973, les pays membres de l'OPEP avaient déclaré que le prix du baril serait désormais « une arme de guerre » : hausse du prix unilatérale, contrôle absolu des niveaux de production, embargo sur les livraisons à destination des États-Unis, de l'Europe, et de tout pays soutenant Israël. Il était donc logique de répliquer. Selon le journal, la cible la plus probable est la Libye. « Mouammar al-Kadhafi, le radical homme fort de la Libye, n'est pas populaire dans les pays arabes voisins, pas plus qu'en Russie. Ce serait moins perturbant d'attaquer la Libye que n'importe quel autre pays pétrolier arabe », écrit l'auteur de l'article, Jack Andersen, avant d'énumérer les scénarios probables, à commencer par l'organisation d'un coup d'État pour remplacer Kadhafi par un leader plus « amical avec l'Occident ». Une autre version envisagerait la mise à prix de la tête de Kadhafi à 50 millions de dollars. « Des conversation de comptoirs », auraient démenti quelques officiels, alors que le journal parle d'un rapport secret concernant une conversation entre un agent de la CIA et un

« Occidental », sans plus de précisions. Plus sérieusement, le Pentagone estime que les puits libyens étant assez isolés et accessibles, ils pourraient être « saisis, bouclés et sécurisés » relativement facilement, avec « guère plus de deux divisions de la Marine ».

Le 8 août 1975, une violente altercation oppose Omar Meheichi au commandant Jalloud à propos de l'attribution de crédits budgétaires. Le ministre du Plan réclame une enveloppe de 80 millions de dollars pour des projets agricoles. Le Premier ministre, tout aux ordres du colonel Kadhafi, a déjà affecté cette somme à des opérations de sabotage dans les pays arabes. Le 10 août, Meheichi prend contact avec Awad Hamza, Bechir Hawadi, Abdel Moneim al-Houni, Mohamed Nejm et une trentaine d'officiers. « L'une des stratégies que nous avions mises au point, détaille Awad Hamza, était d'utiliser ses gardes du corps qui étaient de Misrata. Ils devaient le maîtriser chez lui, l'isoler, lui couper le téléphone et le mettre en résidence surveillée. Quelqu'un a trahi. »

En effet, dès le début de juillet 1975, la presse égyptienne fait déjà état d'une tentative de coup d'État avortée. On parle de vingt-neuf arrestations d'officiers libyens qui auraient demandé à Kadhafi de changer de politique. Le 26 juillet, *Al-Joumhourya* confirme l'information. Les casernes seraient bouclées et un cordon de police encerclerait Tripoli.

« Les arrestations ont commencé le 12 août, précise Salahiden Swehli. C'était un vendredi. Il n'a pas interpellé immédiatement l'entourage de Meheichi. Il a commencé par les petits militaires pour finir par les plus importants. Le 15, Omar était déjà à Tunis. L'information avait filtré dans les médias. »

Bien vite, Salahiden rejoint son beau-frère pour essayer d'organiser une conférence de presse. Il faut agir. Kadhafi a fait arrêter tous les conjurés. On les interroge, on les menace. On veut leur faire avouer qui, de l'étranger, les a aidés. « J'ai rejoint Omar à Tunis fin janvier 1976, poursuit Salahiden Swehli. J'avais un cousin là-bas qui m'a conseillé de contacter Éric Rouleau, le correspondant du *Monde* en Égypte pour tout le Proche-Orient. Je l'ai trouvé et il a accepté de passer par Tunis, alors qu'il était en route pour Beyrouth. On a contacté le gouvernement [tunisien] : le mardi, ils étaient d'accord, le vendredi ils ne voulaient plus. Ils ont dit que Rouleau avait mal parlé de Bourguiba et ne pouvait pas entrer en Tunisie. Nous étions en colère. Sadate a fait savoir à Omar [Meheichi] qu'il pouvait aller au Caire. Nous avons

contacté l’ambassade d’Égypte pour confirmer que nous attendions l’avion que devait nous envoyer le président. Hassen Belkhodja, qui est devenu ensuite ministre des Affaires étrangères tunisiennes, a alors essayé de nous faire changer d’avis. Il m’a demandé : “Pourquoi laisses-tu partir Omar en Égypte ? Est-ce que tu tiens à lui ? Oui ? Alors, il ne faut pas le laisser partir, en Égypte, ils vont le tuer.

– Oui, mais vous refusez la conférence de presse… Nous avons besoin de nous exprimer.”

Je suis parti à Londres, Omar, en Égypte. Puis je l’ai rejoint au Caire. »

Omar Meheichi et Salahiden Swehli s’installent donc à Tahra, un palais royal construit au début du xx^{e} siècle pour la princesse Amina, la mère de Mohamed Taher Pacha. La demeure de style palazzo italien, avec escaliers en marbre et plafonds d’albâtre, a servi de quartier général pour les opérations de la guerre du Kippour. Depuis, il accueille des personnalités en exil. « C’est ainsi que j’ai quitté la Libye. J’ai passé des années et des années à l’étranger. Quand j’ai pu revenir, mon fils, que j’avais laissé bébé, avait quinze ans. » La voix de Salahiden s’enraille, l’émotion brouille son regard. Il essaie de se reprendre tant bien que mal, quand un convive du fond de la salle se dirige vers lui.

– Tu te souviens, c’est moi, Moustapha. Moustapha ben Daga !

Salahiden écarquille les yeux comme s’il venait de voir un revenant avant de se jeter dans les bras de Moustapha pour échapper à son trop-plein de souvenirs. Les deux hommes s’étreignent longuement, se tâtent comme pour s’assurer qu’ils sont bien l’un en face de l’autre. « Vous vous rendez compte, ce gars, je ne l’ai pas vu depuis 1978 ! Depuis que nous avions organisé une manif’ devant l’ambassade de Libye à Londres. Il faisait partie du commando parti après pour s’entraîner au Maroc. » Un commando au Maroc ? Comme les hommes de Shelhi, dix ans auparavant ? Mais pour quoi faire ? « Mais, pour organiser un coup d’État contre Kadhafi au début des années 1980 ! »

Plusieurs hommes en tenue traditionnelle se sont joints à nous. Tous sont des anciens opposants. Mais oui, des tentatives, il y en a eu d’autres. « Qu’est-ce que vous croyez ? On n’a jamais laissé tomber. »

Il y a là Ali, qui avait rejoint un autre groupe d’opposition, comme Zaniti et aussi Nejm, qui a passé seize années en prison et n’a jamais pu se marier. La joie des ces hommes de se retrouver libres et réunis leur ferait presque oublier

tant de déconvenues et de malheurs. Ils font la fête. D'ailleurs, des musiciens s'annoncent, munis de la *zorka*, la cornemuse locale, et de *darbuka*. Le rythme est entraînant, le vacarme assourdissant. « Venez à Misrata, hurle presque Salahiden. Je vous raconterai le reste. J'ai là-bas des documents », insiste l'ancien dissident.

*1. UDR, parti ancêtre du RPR, résultant de la fusion avec l'ancien parti gaulliste, l'UNR.

5

Sur les rives du Nil

La route littorale qui relie Tripoli à Misrata ne laisse apercevoir la mer qu'avec parcimonie. Plus bédouins que marins, les Libyens ne sont pas vraiment attirés par la Grande Bleue. Construite en 1937 par les Italiens, la via Balbia longe des fermes et villas cossues. Ici et là, des exploitations d'oliviers et d'amandiers, et, de temps en temps, à distance respectable, on entrevoit quelques morceaux de Méditerranée et de plages. Le tout est totalement désert. Y compris les rares aménagements qui laissent supposer des réjouissances familiales avec balançoires et toboggans. Quelquefois, les Tripolitains viennent passer le dimanche sur le littoral, mais guère plus. D'ailleurs, la seule plage, dans la conception commune du tourisme, a été aménagée par des étrangers. Dans les années 1990, une entreprise polonaise avait délimité une parcelle pour ses employés où l'on pouvait s'exhiber en maillot de bain. Aussitôt créé, le lieu eut un succès démesuré, contenant à grand-peine les visiteurs qui venaient, entre autres, se rincer l'œil à la « plage des communistes ».

Les 210 kilomètres qui séparent la capitale de la troisième ville du pays sont avalés en moins de deux heures. En Libye, on conduit vite, trop vite. Salahiden a envoyé « un gars de chez eux » pour assurer le trajet – une précaution pas tout à fait inutile. L'entrée de la ville est bouclée par des hommes en armes. Au milieu de la route, deux pick-up surmontés de mitrailleuses lourdes sont entourés par des miliciens, kalachnikov au poing. C'est le contrôle des passeports. Plusieurs hommes, affublés de seyants treillis noirs parsemés de minuscules croissants musulmans blancs, feuillettent les papiers des véhicules et vérifient l'identité de leurs passagers. Voitures et chauffeurs patientent sur le bas-côté. Visiblement, le mot de passe « visiteurs de Swehli » est efficace. L'attente ne dure guère plus de dix minutes.

Passé le check-point, de part et d'autre des quatre voies qui mènent au centre-ville, s'étire le « musée » en plein air de la bataille de Misrata. Des

amas de tanks, voitures et blindés incendiés sont entassés là, à rouiller au soleil, pour ne surtout pas oublier. 400, 800, 2 000 ? Nul ne connaît le nombre exact des victimes des combats qui ont dévasté la cité. Dès le mois de mars 2011, les chars de l'armée de Kadhafi ont déferlé dans les rues pour nettoyer maisons et quartiers des tireurs embusqués. Puis il y a eu les obus, les mortiers, et même des Scuds tirés de Syrte pour déloger les rebelles. Les façades sont éventrées, les murs calcinés, certains immeubles à demi effondrés.

Un peu à l'écart du centre-ville et des grandes avenues, la maison de Salahiden Swehli, abritée derrière un gros portail et des murs d'une hauteur respectable, a été plutôt épargnée. Dans le petit salon de réception trône le portrait de l'ancêtre, Ramadan al-Swehli. « J'ai réussi à trouver des traces de notre famille ici qui remontent à plus de trois cent cinquante ans », annonce, pas peu fier, notre hôte.

Sur la table, à côté d'un ouvrage rédigé par Salahiden lui-même sur l'histoire de son aïeul, des coupures du *Guardian*, des exemplaires de *Sawt Libya* (La Voix de la Libye), journal édité à Londres à partir de la fin des années 1970. « Meheichi voulait que le mouvement soit élargi au-delà des militaires qui avaient envisagé le coup en Libye. Il voulait réunir aussi des civils, des intellectuels. On a pris contact avec des gens comme Mahmoud Maghrebi, l'ancien Premier ministre, à la fin de 1969, devenu ambassadeur à Londres, ou Mahmoud Nafah, qui avait un bureau d'avocat là-bas, mais aussi avec Jumaa Ferjani, diplomate à Moscou[23]. »

En Égypte, où Omar Meheichi a trouvé refuge, plusieurs exilés sont déjà installés, comme Idris al-Senoussi, le roi déchu, mais aussi d'autres dissidents autour de l'ancien Premier ministre du roi, Moustapha ben Halim. Le cercle des Libyens en exil n'est pas vraiment organisé ni très actif depuis l'échec de l'opération « Hilton ». Au Caire, on est donc ravi d'accueillir une nouvelle recrue, plutôt remuante. Afin d'assurer sa sécurité, les services de Sadate ont envoyé trois avions différents pour rapatrier Omar Meheichi de Tunis, *via* l'Europe, afin de décourager une éventuelle tentative de Kadhafi de le faire assassiner en route.

« Il tremble dans ses bottes », confie, satisfait, le ministre des Affaires étrangères égyptien, Ismaïl Fahmi à Hermann Eilts, ambassadeur des États-Unis sur les bords du Nil. Fahmi est d'autant plus enchanté que Meheichi a été rejoint au Caire par Abdel Moneim al-Houni, l'ancien ministre de l'Intérieur,

souvent présenté comme le numéro trois du régime libyen. « Ces deux anciens leaders du CCR connaissent toutes les activités secrètes de Kadhafi, y compris comment et où l'argent libyen est dépensé, quelles activités subversives il sponsorise », se réjouit le ministre égyptien. Propos dûment relayés à Washington par l'ambassadeur sous le sceau du secret[24].

À Langley, on commence à avoir une idée assez précise des manigances du raïs. Kadhafi envisage de donner 3 millions de dollars à l'organisation sectaire Nation of Islam[*1], il a déjà fourni un cargo bourré d'armes à l'IRA ; et, à l'issue de l'opération terroriste contre les athlètes israéliens et leur prise d'otages aux Jeux olympiques de Munich en 1973, quand il faut trouver un endroit où expédier les corps des membres du commando de Septembre noir tués lors de l'assaut, c'est Tripoli qui organise les funérailles. La nouvelle amitié de Kadhafi avec le président ougandais Idi Amin Dada fait ironiser le *Washington Post* sur « le couple de fous à lier ». À Paris, on prend aussi les choses bien plus au sérieux depuis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, qui amorce un rapprochement avec les États-Unis.

Alexandre de Marenches, le patron du SDECE, les services de renseignement français, est de plus en plus convaincu que Kadhafi est une menace. Dès 1974, il en a d'ailleurs touché un mot à son homologue Bill Colby, sans grand succès – Washington est en plein Watergate. Alors qu'en mars 1976, le nouveau Premier ministre Jacques Chirac se rend en Libye, les services peaufinent déjà une stratégie. Dans le milieu du renseignement, on dit d'ailleurs le SDECE en contact avec Bechir Hawadi, l'un des compagnons de Meheichi dans le coup d'État manqué. Al-Houni, le préféré du général Jucci, aurait aussi été approché. Plus sûrement, le comte de Marenches, qui, par ses origines nobles, entretient des relations privilégiées avec les têtes couronnées et connaît tout le monde en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, décide de se doter d'une structure lui permettant de défendre les intérêts français dans la région. Avantage : ses hommes n'auront pas à se mouiller directement. Le 1er septembre 1976, un pacte secret institue le Safari Club, visant à regrouper au Caire les services français avec ceux d'Égypte, du Maroc, de l'Iran et de l'Arabie Saoudite. But ? Stopper l'expansion soviétique en Afrique et au Moyen-Orient. « Les Soviétiques sont des gens qui agissent par intermédiaire, ils font rarement les choses eux-mêmes. Ils ont une tringlerie adaptée, parfois très sophistiquée, qu'ils contrôlent au centimètre près, explique monsieur le comte dans ses Mémoires. Leur agent pour ce type d'actions en Afrique, y

compris l'Afrique du Nord, c'est toujours le colonel Kadhafi[25]. » Copiant cette tactique, les services français se dissimuleront derrière Sadate.

La visite d'Alexeï Kossyguine, président du Conseil des ministre d'URSS, et les préparatifs du premier voyage officiel du colonel Kadhafi à Moscou, prévu au début de décembre 1976, n'ont échappé à personne. Plus préoccupant est l'arsenal du Pacte de Varsovie qui se déverse en Libye. Les cargos soviétiques débarquent par centaines des chars, des blindés, des missiles sol-air SAM S-25 et S-200, accompagnés de cinq cents « spécialistes », afin de mettre au point la défense antiaérienne libyenne. Les MIG-21 se posent à Tobrouk et à Tripoli. Les dépôts de munitions débordent. Le Politburo est ravi de ce nouvel eldorado stratégique qui vient opportunément remplacer la base-arrière égyptienne dont Sadate a privé les Russes en 1972. Les arrivages soviétiques n'étant pas suffisants à son goût, le raïs fait sa tournée en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Pologne, pour compléter les stocks. Avec la DIA, les services secrets roumains, il met au point un échange de passeports confisqués à des Tunisiens contre des passeports « vierges » européens, et négocie l'achat de l'arme bactériologique sous le nom de code « Brutus ». Du côté des Bulgares, il passe une grosse commande de « fournitures spéciales » pour équiper l'armée, des kalachnikov aux gamelles, en passant par les uniformes et, surtout, il se lie d'amitié avec le président Todor Jivkov, qui lui servira de courroie de transmission avec Moscou et bien d'autres capitales de l'Est, où les excentricités du colonel ont de plus en plus de mal à passer.

Un document des archives secrètes bulgares, transcrit à la main, livre les détails d'une conversation pour le moins « stratégique » entre les deux chefs d'État. En cette fin décembre 1976, le colonel Kadhafi explique à son nouvel ami ses visions, avec, semble-t-il, des éléments venant conforter les craintes du comte de Marenches, qui songe sérieusement à éliminer d'une manière ou d'une autre Kadhafi : « Un mégalomane, à un stade assez avancé de la maladie[26] », dit-il. En attendant, Kadhafi déploie toute sa ruse de bédouin pour convaincre Jivkov.

« Je souhaite m'arrêter sur certains aspects de la situation dans le monde arabe. Maintenant, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la contre-révolution. La République arabe de Libye est la seule à résister.

L'Arabie Saoudite se livre à des actions subversives dangereuses. Elle essaie d'acheter des consciences. En 1972, c'est ce qui s'est passé avec l'Égypte, maintenant c'est au tour de la Syrie.

L'aide dont a besoin la Libye est militaire. Nous n'avons besoin de rien d'autre car nous disposons de suffisamment de moyens financiers. Nous vous demandons surtout votre aide pour persuader l'Union soviétique de nous livrer l'armement que nous demandons. Vous avez de bonnes relations avec l'URSS et vous y avez de l'autorité. Nous voudrions que la Bulgarie utilise son influence aussi auprès des autres pays socialistes. »

Suit une liste détaillée des besoins pays par pays.

Le Tchad et le FROLINAT, que la Libye ne peut être « seule à soutenir » : il faut de l'aide des pays socialistes et l'arrêt de livraison d'armes soviétiques au régime.

Le Maroc et la Mauritanie, qui « refusent l'indépendance à la République populaire démocratique du Sahara » : là encore, on demande l'aide des pays socialistes au Polisario, « que la Libye a créé en 1972 et qui dispose de milliers de combattants armés ».

Autre soutien apporté par la Libye aux « forces révolutionnaires » : le Front de Libération de l'Oman dans le Dhofar. « Nous avons armé et entraîné 5 000 hommes, mais la Libye ne peut affronter seule l'Iran et l'Arabie Saoudite », plaide le dirigeant libyen.

Le colonel se montre particulièrement inquiet quant aux achats d'armements par l'Iran du Chah, qui s'équipe en avions et sous-marins. « Il y a là-bas 24 000 conseillers américains », précise-t-il avant de bifurquer sur le projet de centrale atomique et d'usines chimiques, pour lesquels l'URSS demande « des délais trop longs »…

Curieusement, le contentieux qui oppose l'Égypte et la Libye n'est guère évoqué durant l'entretien. Pourtant, en cette année 1976, l'affaire Meheichi aidant, la tension est montée de plusieurs crans. Dès le 12 février, le journal égyptien *Al-Ahram* a promis de livrer en plusieurs éditions les révélations du transfuge. La publication, plusieurs fois annoncée et retardée, est considérée par les chancelleries occidentales comme une véritable « bombe à retardement » pour le régime du colonel, qui ne compte pas se laisser faire.

Le 6 mars, la police italienne intercepte à l'aéroport de Fiumicino trois Libyens qui s'apprêtent à détourner le vol Rome-Le Caire vers Tripoli. Abdel Moneim al-Houni, qui fait alors un aller-retour entre Tripoli et la capitale italienne, devait se trouver à bord.

Le 8 mars, Le Caire annonce avoir neutralisé un commando venu kidnapper Omar Meheichi. Les services égyptiens procèdent à 27 interpellations et donnent la publicité nécessaire à l'événement. Furieux, Kadhafi expulse plusieurs milliers de travailleurs égyptiens, basés principalement dans l'est, entre Benghazi et la frontière. Le 12 mars, alors que les propos de Meheichi commencent à être publiés par *Al-Ahram*, Kadhafi dénonce à la radio les « régimes fantoches manipulés par les Américains » et les « réseaux d'espionnage et de subversion » dirigés par des officiers égyptiens. Au bord des rives du Nil, on pointe la « collusion soviéto-libyenne ». Il est désormais question de masser des troupes le long de la frontière, alors qu'à Benghazi une grève d'étudiants est violemment réprimée. L'escalade se poursuit ainsi plusieurs mois durant, tandis que Meheichi devient la vedette d'un programme radiophonique antilibyen. Il dénonce les mensonges, le financement de groupes terroristes et, comble de tout, dévoile les « origines juives de Kadhafi », citant un courrier qu'il aurait reçu d'un prêtre… Une révélation qui sera longtemps prise au sérieux et étudiée par nombre de biographes du Guide libyen. Vraies ou fausses, les accusations d'Omar Meheichi sont dévastatrices pour son ancien camarade de classe.

« L'image du joyeux bédouin aux pieds nus est ternie à jamais[27] », analyse l'ambassade américaine de Tripoli dans une note confidentielle. La polémique bat son plein jusqu'à la fermeture des frontières libyennes en mars 1977. Début avril, Kadhafi procède à l'exécution de plusieurs officiers ayant « comploté » avec Meheichi. Cinq pendaisons ont lieu dans les jours qui suivent sur la place publique à Benghazi. Il s'agit de punir les fauteurs de troubles qui auraient incendié la cathédrale de la ville. En réalité, l'ancien temple, devenu le siège du parti unique de l'Union arabe socialiste, a subi un assaut au moment des manifestations des étudiants. Les exécutions sont retransmises à la télévision. La radio du Caire se déchaîne un peu plus. Les fausses nouvelles, arrestations, expulsions et déclarations de transfuges dégénèrent en juillet en incidents frontaliers.

Transférés en bloc pour déployer la défense antiaérienne libyenne sur la base Gamal Abdel Nasser à Tobrouk, l'ancienne El-Adem, les conseillers

militaires soviétiques sont aux premières loges. Le lieutenant-colonel Vladimir Markov, spécialiste en missiles sol-air SAM S-125, y est en mission depuis plusieurs mois. « Depuis mai 1977, se souvient-il, le conflit égypto-libyen avait atteint un point critique. Des deux côtés de la frontière étaient massées des forces terrestres et aériennes. Il était évident qu'il y avait des préparatifs intensifs pour des opérations de combat[28]. » Sur les pistes de Tobrouk, les gros porteurs Hercules côtoient les chasseurs Mirage et MIG-21, les bombardiers SU-22. Dans les baraquements et les *cottages* aménagés pour le personnel, à côté des Soviétiques séjournent des pilotes pakistanais, des techniciens français pour l'entretien des Mirage, des Allemands, des Tchèques, des Polonais, des Bulgares… Tous engagés pour l'entretien et le bon fonctionnement des divers matériels militaires. Le 22 juillet 1977 au matin, alors que Markov part prendre son tour de garde, il remarque que la voiture de son voisin français n'est plus là. La porte de son *cottage* est verrouillée. Plus personne. Visiblement avertis, en quelques heures, les experts étrangers avaient plié bagages. Ne restent plus sur la base que les Russes et les Bulgares. Le soir, juste après 18 heures, quand Markov et ses amis ont terminé leur service et qu'ils s'apprêtent à déguster, faute de mieux, quelques Coca-Cola, ils aperçoivent à l'horizon plusieurs formations en approche. « C'étaient des Mirage et des MIG-21. Ils volaient par paires, en provenance de trois directions, à intervalles de 20 à 40 secondes, à basse altitude, entre 30 et 50 mètres du sol. Tout d'abord, nous avons cru que c'étaient les Libyens, mais quand on a vu sur l'aérodrome des descentes de parachutes, suivies d'explosions, on s'est rendu compte que c'était un raid égyptien[29]. » Personne n'aura le temps de répliquer. Les militaires libyens ne sont pas à leurs postes, c'est l'heure du thé.

Le lendemain, alors que les familles des soldats sont évacuées en urgence, les experts soviétiques prennent les choses en mains. Par groupes de deux ou de trois, ils sont postés derrières les missiles SAM, aux côtés des militaires libyens. En cas d'attaque, les Soviétiques feront les calculs, les Libyens appuieront sur les boutons. Le 24 juillet au matin, seize chasseurs égyptiens reviennent à la charge. Neuf seront abattus, les autres feront illico demi-tour. Le conflit en restera là. Les deux parties se replient et on s'empresse de mettre fin à cette guerre éclair.

À Moscou, on est assez satisfait d'avoir donné une bonne leçon à celui qu'on surnomme les « Ténèbres » d'Égypte, du nom de l'une des dix plaies

que le Seigneur avait infligées aux pharaons pour qu'ils laissent partir le peuple d'Israël. Dans le monde arabe, où Sadate est le fer de lance du soutien aux Palestiniens dans le conflit arabo-israélien, c'est la consternation. Voyant les dangers pour la cause palestinienne d'un tel conflit, Yasser Arafat se dépense sans compter pour faire entendre raison aux belligérants. Un cessez-le-feu est vite signé ; un mois plus tard, on échange les prisonniers. La guerre peut reprendre sur les ondes.

Les émissions de Meheichi et son activisme ont déclenché une véritable hémorragie. Mahmoud Maghrebi, l'ambassadeur de Libye à Londres, a quitté son poste et rejoint le nouveau groupe d'opposition. L'Union générale des étudiants libyens du jeune Abdoul Rahman Swehli, constituée à l'issue de la répression dans l'université de Benghazi et qui organise des *sit-in* devant l'ambassade londonienne, a essaimé aux États-Unis, en Allemagne, en Italie, au Maroc et, bien sûr, en Égypte. Le Rassemblement national libyen, fraîchement fondé au Caire par Meheichi, dispose donc de relais supplémentaires. Il est même question de constituer un gouvernement en exil, avec, dit-on, les conseils avisés des experts du SDECE, qui ont pris la couleur locale au Caire. Tout semble s'articuler pour le mieux quand, le 15 novembre 1977, survient une annonce qui trouble les locataires du palais Tahra : Anouar el-Sadate va se rendre à Jérusalem.

« La relation entre Sadate et Omar [Meheichi] était bonne, jusqu'au jour où Sadate s'est rendu en visite [officielle] à Tel Aviv », se souvient Salahiden. Les négociations en vue des accords de paix de Camp David sont en cours. L'initiative du président égyptien est un coup de tonnerre. Quand, le 20 novembre, à sa descente d'avion, il passe en revue les troupes israéliennes venues l'accueillir à l'aéroport, dans une mise en scène théâtrale, on ose à peine y croire. Sarcastique devant le spectacle de la rencontre entre Anouar el-Sadate et Menahem Begin, alors Premier ministre, Golda Meir s'exclame : « Qu'on en finisse avec ces prix Nobel de la Paix. Donnez-leur à tous les deux un Oscar ! »

« Omar a accusé Sadate d'être contre l'union arabe, de trahir l'idée, se rappelle Salahiden Swehli. Dans le palais, il y avait un portrait du président égyptien. Il a demandé aux gardes de le décrocher. Trois jours après, comme il était toujours au mur, il a pris une kalachnikov et lui a tiré dessus. Sadate l'a pourtant laissé tranquille, il était très tolérant avec lui. Omar Meheichi est resté en Égypte jusqu'en 1978, mais il n'y tenait plus. »

En 1978, Meheichi part en pèlerinage à La Mecque avec ses deux gardes du corps. Ils reviendront sans lui. « Les Saoudiens lui ont fait un vrai faux passeport et lui ont donné 100 000 dollars. D'Arabie Saoudite il a gagné Londres au début de l'année 1979. Il est resté un an à étudier l'anglais. Il ne se cachait même pas, alors qu'on savait que Kadhafi voulait le faire assassiner. Il y avait eu une tentative contre Maghrebi à Londres l'année précédente. En mars 1980, il est reparti en Arabie Saoudite, mais il a eu un problème avec le prince et de là, direction le Koweït. »

Meheichi s'accommode mal du soutien des monarchies du Golfe. Plutôt de gauche, fervent partisan de l'union arabe, il cherche un nouveau point de chute. Ce sera le Maroc. « On l'a installé dans un petit hôtel minable avec un vieux chauffeur. Ça faisait une différence avec le palais royal au Caire. Il n'était plus le même. Il s'est replié, ne voulait voir personne. » Salahiden et les autres membres du groupe d'opposition, réformé sous le nom de Mouvement national démocratique de Libye (MNDL), poursuivent l'action.

« En 1981, on a ramené une vingtaine d'étudiants de Londres pour une formation militaire au Maroc, afin de monter un coup d'État en Libye. Le chef du groupe était Ahmed Tulti. L'idée était d'assassiner Kadhafi. Une fois l'entraînement terminé, le commando devait entrer en Libye. Chacun des vingt membres avait pour mission de constituer un groupe dans une ville différente. Tulti, on l'avait surnommé le "Saddam de la Libye". Il était fort et courageux. Il a même réussi à s'introduire dans la police et à se rapprocher de Moussa Koussa, le responsable des services de renseignement. Il pouvait tout faire, s'infiltrer, garder des secrets. Il a été arrêté en 1983, en même temps que huit autres membres du commando. Même en détention, il a continué à faire de l'agitation. Il est mort dans la prison d'Abou Salim. »

Salahiden est à Londres quand on l'informe que son beau-frère Omar Meheichi aurait été livré par le Maroc à Kadhafi. Hassan II et le Guide de la Jamahiriya ont fini par régler leur contentieux à propos du front Polisario. La nouvelle entente vaut bien un « cadeau ».

« J'ai posé la question au gouvernement marocain, mais ils ont démenti. J'ai demandé à aller voir. Ils ont d'abord donné leur accord et j'ai réservé un vol. Puis ils ont appelé Abdoul Rahman pour nous demander de patienter. Je suis quand même parti. J'ai attendu à l'aéroport. J'ai appelé… Personne. »

Salahiden n'aura plus jamais de nouvelles d'Omar Meheichi, pas plus que ses deux fils, Mohamed et Ghazi, qui ont remué ciel et terre depuis la chute de

Kadhafi. Ils se sont même rendus à Jouffra, dans le Sud, où les *thowar* les ont laissé accéder aux archives secrètes militaires. Ils en sont revenus avec une liste de cent-vingt inculpés pour le coup d'État organisé par leur père en 1975[*2], mais pas de trace de son lieu de détention ou d'exécution. Seule certitude, Omar Meheichi a bien été livré par le Maroc à la Libye à la fin de 1983, à l'aéroport de Syrte, en présence de Jalloud et de Sayyid Kadhafadam, gouverneur militaire de la région et cousin de Kadhafi. Arrêté par les rebelles lors de la prise de Syrte en octobre 2011, le parent de Kadhafi est désormais en détention à Misrata. « Si vous voulez, quand vous irez là-bas voir notre oncle, vous pouvez le rencontrer. » Le rendez-vous avec la *katiba* qui en a la garde est arrangé.

À l'heure convenue, après mon entretien avec Salahiden Swehli, une grosse voiture noire s'arrête devant le restaurant turc sur l'avenue principale de Misrata. Le lieu du rendez-vous a été convenu par téléphone au dernier moment. Direction, la prison. Le bâtiment de quatre étages, cerné de murs, est copieusement garni de linge qui sèche aux fenêtres. Au-dessus du portail, une immense inscription. Ce n'est ni une maison d'arrêt, ni un centre de détention. Non, nous pénétrons dans la Huda Foundation for Personal Development. Une institution pour le « développement personnel ». L'entrée est gardée par des hommes équipés du même treillis noir orné de petits croissants blancs. « Ce sont des islamistes », me chuchote à l'oreille mon interprète, au cas où je n'aurais pas remarqué qu'ils étaient tous barbus. Un jeune homme à l'allure occidentale, flanqué d'un énorme gaillard en jean et rangers, nous conduit à l'intérieur du bâtiment d'une propreté irréprochable. Au milieu du couloir, à droite, c'est la cellule de Sayyid Kadhafadam. L'endroit a des allures d'hôpital militaire. Les « locataires » sont par deux. La pièce est étonnamment spacieuse et claire. Le codétenu est invité à aller faire un tour.

Trônant dans un immense lit en fer, barbu et d'un poids respectable, le cousin de Kadhafi reçoit couché. Handicapé depuis un accident dans les années 1980, il est là, échoué sur son grand lit comme un éléphant de mer au milieu du désert. Rien à voir avec le flamboyant jeune premier envoyé par la Jamahiriya à Londres dans les années 1970, qui savourait les fastes de la vie britannique et contrôlait pour le compte de la Libye les marchés avec les pays qui ne faisaient pas partie du bloc soviétique. Érudit, bon débatteur, le jeune homme est apprécié par la société londonienne pour son franc-parler et ses

penchants pour la civilisation occidentale, whisky compris. Journaliste à ses heures, il défend l'idée que les millions de pétro-dollars ne serviraient à rien si la Libye ne s'attache pas à obtenir auprès des pays développés la technologie qui lui permettra de sortir du féodalisme. Des prises de positions qui ne plaisent nullement aux hommes forts de Tripoli, à commencer par les responsables des services Ali Hijazi et Abdallah Senoussi… Kadhafi a donc préféré consigner son cousin à Londres avec le titre d'attaché militaire, afin que celui-ci mette au point la sécurité de l'ambassade.

Accompagné de son indissociable garde du corps Moustapha, un gars au visage scarifié de cent-vingt kilos pour deux mètres de hauteur, Sayyid Kadhafadam prend vite ses habitudes dans les soirées londoniennes et devient un familier des clubs de May Fair et de West End. Pour ceux qui veulent faire de l'argent, et surtout les marchands de canons, Sayyid est l'homme qu'il faut connaître. C'est ainsi qu'il croise, un jour de printemps 1976, Frank Terpil, un ancien de la CIA reconverti en marchand d'armes, qui a installé ses bureaux à Londres.

« J'ai rencontré Frank pour discuter du contrat de sécurité de l'ambassade. Il était très pro, pour lui ce n'était pas un problème[30] », raconte Kadhafadam. Fort de cette introduction, Frank Terpil et son associé, Edwin Wilson, lui aussi un ancien de l'Agence, trouvent rapidement leur chemin jusqu'aux hommes forts du régime pour s'imposer comme des fournisseurs en armes, explosifs et entraînements divers, dont des cours intensifs de six mois pour enseigner l'art de l'« exfiltration, la surveillance, l'évasion, les communications clandestines et les écoutes ». Les premiers contrats sont prometteurs. Des armes, des équipements de visée nocturne et surtout du C-4. Un explosif militaire : 118 % plus puissant que le TNT, produit aux États-Unis et considéré comme l'équivalent du Semtex tchécoslovaque. Adaptable à tous les usages, il ressemble à s'y méprendre à de la pâte à modeler et se révèle fort utile pour les activités terroristes en tous genres. Terpil et Wilson mettent au point un plan pour en livrer 20 tonnes à la Jamahiriya. Rapidement, la confiance étant de mise, on demande aux Américains quelques « extras », notamment, dans un premier temps, des pistolets sans numéros de série pour des « opérations spéciales » au Caire, puis plus directement un commando d'assassins pour liquider Omar Meheichi et Abdel Moneim al-Houni, qui ont échappé aux tentatives maison. Pour l'occasion, Terpil et Wilson cherchent à former un commando de Cubains. Appâtés par la récompense de 1 million de dollars,

hors frais, les tueurs à gages se rendront jusqu'en Europe pour recevoir les instructions, mais une fois la cible dévoilée, ils déchantent et laissent tomber.

Sayyid Kadhafadam n'est pas mis au parfum des « extras » commandés à ses nouveaux amis. D'ailleurs, en 1979, il est rapatrié au pays et consigné à Syrte en tant que gouverneur militaire. En revanche, il se souvient fort bien du jour où Omar Meheichi a été livré par les Marocains. « On lui avait fait croire qu'on l'emmenait à un pèlerinage à La Mecque. Quand il est arrivé, il était vraiment en très mauvais état, il vomissait et ne tenait pas debout. On a dû lui faire prendre quelque chose pour le mettre dans l'avion. Ensuite, ils l'ont emmené à Tripoli. *Wallah* [je le jure par Allah], je ne sais rien de ce qui s'est passé après », assure Kadhafadam.

Un an plus tard, à la fin de l'année 1984, il est victime d'un étrange accident. « Les Italiens avaient livré une Lamborghini. C'était un véhicule militaire très spécial destiné à Kadhafi. Évidemment, avant de le donner au Guide, il me fallait le tester. Je l'ai démarré et j'ai roulé avec jusqu'au quartier général. Je venais juste de couper le moteur. La voiture était à l'arrêt et… boum. Vous vous rendez compte ? Elle a explosé à l'arrêt. »

Mal soigné, Sayyid Kadhafadam est expédié à Rome pour des opérations, mais il ne pourra plus jamais remarcher normalement. « J'étais sur la liste… » ajoute-t-il, mystérieux. La liste ? Cela avait-il quelque chose à voir avec une autre grande tentative de coup d'État préparée par l'opposition en exil ? Suit un très long moment de silence. « Ça se pourrait bien… »

*1. Voir annexe 4.

*2. Voir annexe 5.

6

Tuez les « chiens errants »

« Kadhafi a voulu me faire assassiner plusieurs fois, dès la création du Front national de Salut de la Libye. » Mohamed Youssef Megarief, figure historique de l'opposition, est certainement un miraculé. Il est au Maroc pour lancer les activités de cette nouvelle formation d'exilés quand Omar Meheichi est livré à ses bourreaux. Il était destiné à subir le même sort. Récemment, en janvier 2013, il a encore été la cible d'un tireur embusqué à Sebha, dans le sud du pays, cette fois pour d'autres raisons. Le Dr Megarief, comme l'appellent ses disciples en Libye, est depuis le 6 août 2012 président du Congrès national général, ce qui lui confère le statut de chef de l'État. Il a remporté le poste face aux candidatures d'Abdoul Rahman Swehli et d'Ali Zeidan. De vieilles connaissances. Pourtant, son parti du Front national n'a réuni que 3,5 % des voix au scrutin de listes. L'aura du personnage et l'affrontement entre les factions politiques de Swehli et de Mahmoud Jibril, l'homme qui a mené les négociations dans les chancelleries occidentales pour le compte du Conseil national de transition, ont fait le reste.

En cette fin de printemps 2013, tandis que les assauts pour la « loi de l'isolement » se font de plus en plus pressants, Megarief sait qu'il n'occupera pas longtemps la résidence des hôtes étrangers à Tripoli, qui abrite aujourd'hui la présidence de l'« État de Libye ». Il vient de rentrer de Turquie, après une intervention chirurgicale. Il a l'air fatigué et un peu seul dans ces immenses salons. Il passe d'une pièce à l'autre, muni de sa sonnette portative pour appeler son majordome, qui s'annonce à chaque passage avec des bruits de semelles caoutchoutées sur le sol marbré. Après trois mois d'efforts, des dizaines de mails, d'appels téléphoniques et d'innombrables *Inch' Allah* de la part de mes interlocuteurs, le rendez-vous a enfin lieu. Nous sommes installés devant une *chorba* au bout de la table servant aux dîners officiels. Le majordome vient discrètement de s'effacer. Nous pouvons discuter.

« Je rêvais d'enseigner, confie le Président. J'étais l'aîné d'une famille nombreuse et le seul à pouvoir faire de grandes études. J'ai travaillé dur avec la volonté de prendre soin des miens[31]. » Après un long séjour à Londres, diplômes en poche, il rentre en Libye en 1971 pour devenir vice-recteur de l'université de Benghazi. Rapidement, son cousin et homonyme, Mohamed Aboubaker Megarief, membre du CCR et ministre du Logement, lui propose de prendre un poste important à Tripoli. Devant ses réticences, on lui fait comprendre que sa présence dans les universités bouillonnantes n'est pas souhaitable. Il sera « auditeur général » de la Libye, l'équivalent de président de la Cour des comptes. Dès sa prise de fonctions, il aligne dans ses rapports tous les reproches de la mauvaise gestion du pays. « J'étais sans concessions, mais au début personne n'osait rien dire puisque, après tout, c'était mon rôle de dénoncer ce qui ne vas pas. Jadallah Azouz, qui était ministre de l'Industrie à l'époque, m'avait même dit : "Mohamed, tu as une chance inouïe. – Pourquoi ? – Parce qu'ils ne lisent pas tes rapports. S'ils voyaient ce qu'il y a dedans, tu serais pendu sur le champ." »

Megarief prend d'autant plus conscience du malaise dans lequel plonge rapidement le pays quand il apprend la mort « accidentelle » de son cousin en août 1972. « Je l'avais vu dix jours auparavant et il m'avait clairement dit ce qu'il pensait de la situation. J'ai bien compris qu'il envisageait quelque chose. Je me suis dit : ce sera lui ou eux. Ils l'ont liquidé et ont déguisé sa mort en accident. »

Megarief sait désormais que son sort sera lié à cette affaire. Omar Meheichi, ministre du Plan, considère d'ailleurs les rapports de l'auditeur général comme de véritables réquisitoires dressés contre le régime. Il s'en servira dans ses émissions à la radio du Caire dès le printemps 1976, quand il dénoncera les exactions et crimes de Kadhafi. Un an plus tard, alors que le Guide de la Révolution vient de proclamer la création de la Jamahiriya, on fait gentiment comprendre à Mohamed Megarief que désormais, le peuple prenant la responsabilité de la gestion du pays, on n'a « plus besoin de quelqu'un de son calibre » au poste qu'il occupe. Une ambassade lui est proposée. Ce sera loin, Tokyo ou New Delhi. Il accepte avec l'idée qu'il lui faudra trouver une issue le plus vite possible. « Les exécutions publiques d'étudiants en avril 1977 avaient fini de me persuader que je ne pouvais plus accepter les dérives et les exactions de ce régime. » À New Delhi, en 1978, il est rejoint

par un jeune diplomate, Ali Zeidan, avec qui il partage ses projets et réflexions. Monsieur l'ambassadeur ne cache pas vraiment sa dissidence. Dans le bâtiment de la représentation libyenne en Inde, point de portrait de Kadhafi, le nom du chef de l'État libyen est absent de ses discours et quand il se rend à Bombay pour une rencontre internationale en présence de tout le corps diplomatique, il déclare inopinément devant ses homologues : « Je suis ici le représentant d'un assassin. » Le lendemain, le correspondant des services secrets à l'ambassade est dans son bureau : « Vous avez vraiment dit ça ? » Dans tous les cas, monsieur l'ambassadeur sait que ses jours à New Delhi sont comptés. En septembre 1979, les comités révolutionnaires ont décidé d'étendre leurs activités à l'extérieur des frontières libyennes et commencent, à l'appel du colonel Kadhafi, à prendre le contrôle des ambassades, qui sont transformées en « bureaux populaires ». Les diplomates, soupçonnés de tiédeur révolutionnaire, sont bientôt évincés et remplacés par des inconditionnels, partisans d'un « nouveau style de travail plus percutant ».

« Je suis allé voir ma famille à Benghazi. C'était à la fin du mois de février 1980. J'ai réuni mon père et mes frères, et je leur ai dit : "J'ai mieux à faire pour servir mon pays. – Qu'as-tu en tête ? a demandé mon père. – Je vais quitter la Libye et ne plus revenir tant que Kadhafi sera là. Je vais consacrer ma vie à le combattre. – Puisse Allah guider tes pas, mon fils, nous sommes prêts à payer le prix." Et ils l'ont payé. Six de mes frères ont été emprisonnés, trois exilés. »

Avant de partir, Megarief donne à son père un code secret. Au cas où quelqu'un se présenterait à l'avenir de sa part, il devra prononcer le mot : *Inqhad* (le salut). Un salut qu'il inscrit dans le nom de la nouvelle formation en gestation, le Front national de Salut de la Libye. Avant d'annoncer officiellement sa démission, sous couvert de visites amicales, l'ambassadeur se rend à Londres pour demander l'aide d'un ami, Khamis Kelali. L'homme d'affaires prospère adhère immédiatement à son idée. « Tout ce que j'ai, je le partage avec toi », m'a-t-il dit. Le beau-frère de Megarief, Ibrahim Sahad, en poste en Argentine, est enthousiaste. D'autres amis, d'Europe, d'Afrique, du Japon même, mais aussi Ali Zeidan de New Delhi, le rejoignent. Le chargé d'affaires du Maroc en Inde a déjà négocié son asile auprès du roi Hassan II.

« Je savais que mon choix était le bon. Qu'il n'y avait pas de retour en arrière possible. Aujourd'hui encore, je me dis que le vrai moment de victoire pour moi n'a pas été le 17 février 2011, mais le mois de mars 1980 quand j'ai

trouvé le courage de dire : Non. C'était une époque terrible. Il y avait un vague d'assassinats de Libyens en exil un peu partout. Tout le monde avait peur… »

« L'élimination physique est la dernière étape dans la dialectique du combat révolutionnaire pour son établissement final. » La motion, dans le plus pur style du socialisme islamique façon Jamahiriya, a été adoptée lors de la troisième rencontre des comités populaires qui a lieu du 2 au 5 février 1980 à Benghazi. La campagne d'élimination à l'étranger peut débuter. Le 27 avril 1980, le colonel Kadhafi déclare officiellement la chasse aux « *klab dalla* », les chiens errants, et lance un dernier avertissement aux « groupuscules de l'époque révolue » : soit ils rentrent au pays, soit la « liquidation leur sera réservée, où qu'ils se trouvent ». L'annonce est relayée par l'agence de presse officielle JANA. L'ultimatum est fixé au 10 juin 1980, date anniversaire du retrait de la base américaine Wheelus Field. Deux semaines avant son expiration, Ahmed Chahati, le chef du bureau populaire pour la Représentation extérieure du pays, convoque un par un les ambassadeurs des pays de la CEE, exigeant d'eux qu'ils remettent à la Libye les opposants, avec en représailles, en cas de refus, la rupture des relations commerciales et des mesures de rétorsion à l'égard des ressortissants des pays récalcitrants.

Entre-temps, des exécutions ont lieu à Londres, Bonn, Athènes, Milan, Rome… Au Royaume-Uni, les assassinats du journaliste Mohamed Ramadan et du juriste Abou Salem Rafa provoquent des manifestations d'émigrés devant l'ambassade. L'Italie est particulièrement touchée. À Rome, le 21 mars 1980, le corps de Mohamed Salem Ritemi est retrouvé dans le coffre de sa voiture garée dans sa propriété, via Castro Pretorio. Le 19 avril, Aref Abdeljalil Zaki est abattu dans le Café de Paris, via Veneto. Interpellé, son assassin expliquera qu'il a fait le voyage de Paris « expressément dans le but d'exécuter cet ennemi du peuple », qui est d'ailleurs un parent d'Omar Meheichi. Pour affirmer le rejet définitif des renégats, leurs corps seront réexpédiés à l'envoyeur. Fin avril, effarés, les douaniers de l'aéroport de Fiumicino découvrent sur des caisses dont émane une épouvantable odeur de putréfaction l'inscription indiquant que le « colis » contient les dépouilles mortelles de Ritemi et Zaki. Le 10 mai, Abdallah al-Khazouni est tué par son propre cousin. Dix jours plus tard, on retrouve épinglé sur le corps de Fouad Mohamed Boujar une serviette en papier avec une revendication : « Au nom de Dieu tout-puissant, le 1er Septembre existe. Si tu fuis ton Pays, les comités

populaires te retrouveront partout. Vive le 1er-Septembre et le Comité révolutionnaire libyen de Rome. » Suit, le lendemain, l'exécution dans le restaurant El-Andalus de Mohamed Salem Fezzan de cinq coups de feu à bout portant.

La situation est d'autant plus embarrassante dans la Péninsule que les noms des cinq ressortissants libyens abattus entre avril et mai figurent sur des listes d'émigrés échangées précédemment entre le responsable des services secrets libyens à Rome, Moussa Salem el-Hadji, et le directeur du SISMI, Giuseppe Santovito. Moussa, membre du « Service spécial » sous la coupe d'Abdallah Senoussi en charge du « contrôle » des dissidents libyens, est en réalité en étroite relation avec ses homologues italiens sur les dossiers en cours. Ses demandes figurent noir sur blanc dans les documents du SISMI. En plus des « listes à jour des ressortissants libyens », il a déjà demandé qu'on interdise la distribution de *Sawt Libya*, le journal de la dissidence ; il a proposé un échange de prisonniers pour récupérer ses tueurs et a mis sur la table l'affaire de la disparition de Moussa Sader, qui empoisonne depuis deux ans les relations entre les deux pays. L'imam libanais de confession chiite qui a créé la milice Amal, préfiguration du Hezbollah, avait reçu un soutien appuyé du colonel Kadhafi jusqu'au jour de sa visite officielle à Tripoli le 25 août 1978. Depuis, comme Omar Meheichi, Moussa Sader a purement et simplement disparu. Les Libyens affirment qu'il a quitté le pays le 31 août pour rejoindre l'Italie. Les autorités de la Péninsule nient pour leur part qu'il soit jamais entré sur le territoire national.

Les agents italiens n'ont d'ailleurs pas manqué de saisir le président du Conseil Francesco Cossiga et plusieurs ministères référents de la « délicate question quant aux réclamations libyennes », demandant explicitement un « soutien politique ». La réaction sera pour le moins prudente. Depuis les premiers accords secrets, en 1972, entre la Libye et l'Italie, conclus après l'interception de l'opération « Hilton », la communauté italienne en Libye a de nouveau augmenté et est de l'ordre de 16 000 personnes. La société pétrolière Agip a investi 463 millions de dollars et a découvert d'importants gisements qui promettent un rendement journalier de 500 000 barils d'ici à quatre ans. Renfloué par des capitaux libyens, la Fiat a cédé 14 % de ses actions à Tripoli. L'import-export est monté en flèche, avec une augmentation de plus de 40 %. Un gazoduc sous-marin, qui doit relier les deux rives de la Méditerranée, est à l'étape des études techniques. Alors que le Royaume-Uni

et les États-Unis expulsent une partie du personnel des « bureaux populaires » et que l'Allemagne reporte « *sine die* » la visite prévue de Kadhafi à Bonn, à Rome, on décide de classer sans suite et d'archiver les notes alarmantes.

À Londres, les déclarations de Moussa Koussa, secrétaire du bureau populaire local, qui dit avoir « approuvé la décision d'assassiner les provocateurs de la contre-révolution », sont sanctionnées par une expulsion sous les quarante-huit heures : ce sera la seule mesure expéditive pour stopper ce qu'on appelle déjà les « Brigades vertes ». Les « éléments itinérants », dûment repérés par les services italiens dans un véritable « centre de tri terroriste de la Libye, basé à Malte, pour commettre des attentats contre les opposants au régime », sont à l'œuvre.

Rien ne semble pouvoir arrêter les représailles sanglantes ordonnées par Kadhafi, qui se poursuivent au lendemain de l'expiration de l'ultimatum avec, cette fois, l'assassinat d'une inestimable source. Azzedine Lahdeni, officiellement simple expatrié libyen en Italie, est abattu le 11 juin 1980 à la gare de Milan. Depuis 1975, cet agent du SISMI sous le nom de code « Damiano », infiltré dans les services secrets libyens, était devenu, entre autres, un outil de désinformation des Brigades rouges. Sous couvert de ses services d'interprète, « Damiano » assistait aux réunions à Beyrouth entre les membres de l'organisation de l'extrême gauche italienne et des combattants palestiniens, dont Abou Ayad et Georges Habache, respectivement chef de Septembre noir et dirigeant du Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP). Il avait donné de précieux éléments sur la préparation du coup d'État de Meheichi et connaissait les petits secrets de l'entourage de Kadhafi, dont une tentative de défenestration de Jalloud à la suite d'une affaire de corruption impliquant son frère. Il avait eu vent de la préparation de l'assassinat du prince Fayçal ben Abdelaziz al-Saoud. Il avait pris note du montant du budget alloué aux projets d'attentats libyens aux États-Unis, soit 1,2 millions de dollars. « Damiano » avait croisé tous les amis du Guide et de la Jamahiriya, dont Abou Daoud, le responsable de la prise d'otages aux Jeux olympiques de Munich, Abou Nidal, le patron du Fatah-Conseil révolutionnaire, Wadie Haddad, expert en détournement d'avions et formateur de Carlos. La perte d'Azzedine Lahdeni est d'autant plus ennuyeuse qu'il est également recensé comme agent de la CIA, affecté au contingent de Duane Clarridge. « Lors de cette sanglante campagne des escadrons de la mort libyens, nous avons perdu un agent d'une grande valeur, confirme le chef de station de la CIA à Rome. Kadhafi avait un véritable effet de levier sur les Italiens à ce moment-là : ils

ont détourné le regard devant ses plans meurtriers[32]. » Interrogé par le juge italien Rosario Priore, Clarridge enfonce même le clou, quant à une certaine incompatibilité entre les deux services. « Notre coopération avec le SISMI sur la Libye n'était pas très étroite. Ils regardaient de très près les affaires libyennes et nous ont fait clairement comprendre qu'ils ne souhaitaient pas de rapports étroits avec nous sur ce sujet[33]. »

Les Italiens ne sont d'ailleurs pas les seuls à faire preuve d'une certaine passivité face aux événements survenant sur l'autre rive de la Méditerranée. Mis à part les sévères campagnes de presse, Washington ne semble pas vouloir passer à l'action. Terpil et Wilson, à qui on a forgé une légende de renégats, sont sur le terrain et l'Agence a suffisamment infiltré la Libye pour déceler toute menace éventuelle sur les intérêts américains. On a intercepté une tentative d'assassinat sur la personne de l'ambassadeur Hermann Eilts au Caire, ce qui vaut une sévère mise en garde adressée au colonel Kadhafi par Jimmy Carter en personne. Le reste, tant que les pétroliers peuvent travailler, ne les concerne pas vraiment.

Au SISMI, comme à la CIA, on se contente de prendre note des événements. Le terrain est déjà occupé.

« Il y avait à cette époque là-bas une organisation, le Safari Club, confie Duane Clarridge. Il regroupait les Français, les Égyptiens, le chah d'Iran… Les Saoudiens aussi étaient impliqués. C'était une sorte d'accord informel. Les tentatives de renverser Kadhafi à la fin des années 1970 étaient organisées par les Français et par Marenches, en particulier. L'une des raisons de cette situation est que, avec la présidence de Carter, les États-Unis n'étaient plus impliqués dans ce genre de choses, et Marenches a senti qu'il lui fallait prendre les devants. Des *covert actions* étaient nécessaires et c'est à cela que s'employait le Safari Club[34]. »

Le 15 juin 1980 se tient au Caire un important rassemblement d'opposants libyens pour discuter des actions de représailles à engager contre le régime libyen suite à la vague d'exécutions de dissidents. Face aux protestations de Tripoli, les troupes égyptiennes sont une fois de plus massées le long de la frontière. Sadate déclare l'état d'urgence dans la partie occidentale du pays. La presse internationale se fait l'écho de complots. Dès février 1980, pour *Time Magazine*, il est question d'un plan américano-français d'assassiner Kadhafi, examiné au NSC. Pour *Newsweek*, c'est la CIA qui prépare un coup d'État avec des opposants libyens. En France, *Paris Match* en tête, on parle

d’une « opération d’envergure du SDECE », assorti d’une campagne d’intoxication faisant croire qu’un de ses gardes a voulu tirer sur Kadhafi. La vérité, un peu plus complexe, est encore une fois consignée dans les notes du SISMI.

Dès le 20 mars 1980, les limiers de la centrale de renseignement italienne ont enregistré des troubles dans l’est de la Libye. À Tobrouk, une altercation entre les comités populaires et les marchands du souk a dégénéré en violents affrontements. Plusieurs sources, dont *Al-Watan al-Arabi*, mentionnent des centaines d’arrestations. La région est sous tension. Début août, une nouvelle vague d’arrestations semble avoir permis de mettre un coup d’arrêt à la préparation d’un vaste soulèvement de la 9e brigade, basée à Tobrouk. Des militaires de Koufra et de Tripoli seraient impliqués. La 2e division du SISMI donne le détail de l’opération déjouée :

« 06.08.1980. Un officier supérieur libyen, nommé Idris Cheïbi, a conduit une révolte des forces aériennes présentes à Tobrouk, à laquelle se seraient joints des agents en provenance d’Égypte.

07.08.1980. Les forces militaires de Benghazi sont en état d’alerte et une compagnie de bérets rouges a été transportée à Tripoli pour surveiller les casernes.

13.08.1980. Des postes de contrôle ont été installés sur les routes menant à Tobrouk avec des wagons d’armement et des patrouilles munies de mitrailleuses. Idris, le commandant de la force de défense de l’aéroport, a pris position avec ses hommes afin de contrôler les rampes de missiles, ainsi que le système de radar[35]. »

Un vaste plan a bien été mis en œuvre. Le colonel Idris Cheïbi, commandant de la 9e brigade, avec plusieurs de ses hommes, envisage de prendre possession de la Cyrénaïque pour y installer un gouvernement provisoire et mener à partir de là, avec l’appui des forces aériennes égyptiennes, l’attaque de la capitale. Il a réussi à rallier plusieurs tribus de la région et du Fezzan. Le détail des événements est révélé par Edoardo Seliciato, un entrepreneur italien, propriétaire de la société d’import-export Selexport, implantée dans la région depuis cinq ans. Il était devenu l’ami de

Cheïbi et lui a servi de relais avec les Égyptiens. Le but de la rébellion est bien de faire revenir la Libye « dans le giron du camp occidental et couper toute relation avec les pays de l'Est ».

Le projet couve depuis un bon moment. Seliciato se rappelle parfaitement que l'adjoint d'Idris, Ahmed Morzouk, avait quelques mois auparavant sollicité son aide pour acquérir un fusil de précision, probablement destiné à un attentat sur la personne de Kadhafi. Un associé de Seliciato, Aldo Del Re, est mis dans la confidence. Il doit servir d'homme de liaison avec les Égyptiens *via* leur ambassade en Italie. « J'ai voyagé incognito, en partance de Rome pour Le Caire, sur un vol régulier de la compagnie Egypt Air, témoigne Del Re. Dans la capitale égyptienne j'ai été accueilli par des émissaires du président Sadate, qui m'ont accompagné à Alexandrie. Là, je devais attendre que les Libyens passent la frontière à Salloum et m'apportent les preuves du projet et les plans de l'opération. La rencontre devait avoir lieu entre le 30 juillet et le 4 août [1980]. Après l'arrivée des Libyens, nous sommes allés ensemble au Caire où devaient se dérouler des rencontres avec Sadate et Moubarak, à l'époque chef des armées[36]. » À leur retour en Libye, Seliciato et un autre Italien sont arrêtés et condamnés pour « tentative de coup d'État, conspiration et tentative d'homicide sur la personne de Kadhafi ». Ils nient toute relation avec les services italiens. Del Re, qui n'est pas retourné sur le territoire libyen, est jugé par contumace. Une fois encore, quelqu'un a averti Kadhafi. À Paris, on parle des Allemands de l'Est, qui auraient opportunément sonorisé les locaux des conjurés. D'autres, au Caire, soupçonnent des fuites internes.

Occupé au même moment à rejoindre le Maroc, dans un périple passant par Djeddah, Istanbul et Bagdad, Mohamed Megarief se souvient parfaitement des événements de l'été 1980. « Cheïbi était très proche de Kadhafi et avait des relations étroites avec les Égyptiens. Il est de la tribu Chebat qui vit à cheval entre la Libye et l'Égypte. On disait à l'époque qu'il n'avait pas été très prudent dans ses contacts avec les chefs de tribus et c'est peut-être comme ça que Kadhafi a eu vent du projet. Après cette tentative de coup d'État, il a été tué et son corps jeté dans le désert sans sépulture. J'ai entendu parler de l'implication française, mais je crois que c'est Carter qui averti les Égyptiens de ne pas faire ça. »

Les informations étaient parvenues par bribes au comité formé autour de Megarief au Maroc pour la constitution du Front national de Salut de la Libye.

De mars 1980 à octobre 1981, le groupe se démène, voyage, rencontre des dissidents un peu partout dans le monde, dans l'espoir de donner à la résistance un nouvel élan. L'annonce de leur programme est prévue très précisément le 7 octobre 1981, depuis les ondes radio du Soudan. « Nous avons construit le projet sur le plan local, régional, international et avons mis au point ensemble notre déclaration. » Les buts du FNSL se résument en deux points : supprimer Kadhafi et instaurer une constitution démocratique.

« Sadate voulait lui aussi se débarrasser de Kadhafi, me confie Megarief. Juste avant d'être assassiné, il a approché Reagan pour lui demander son approbation pour le faire tomber et envahir la Libye. Il cherchait un soutien. Ils [les Américains] ont approuvé. Quand je suis allé en Égypte, on en parlait dans nos milieux. En 1981, la veille de mon intervention à la radio, on m'a fait savoir que Sadate voulait me voir. Le même jour, il a été tué. »

Megarief et son Front devront trouver de nouveaux appuis, avec à chaque pas, dans chaque pays, toujours la même hantise : ne pas croiser les *killers* de Kadhafi qui chercheront des années durant, par tous les moyens, à éliminer les « chiens errants ». « C'était ainsi », soupire Megarief, avec pour la première fois une note de fatalisme dans la voix.

« Et Bruguière, le juge français, vous connaissez ? » se rappelle-t-il soudain, alors que le bruit de semelles caoutchoutées annonce pour la troisième fois son majordome. Le chauffeur s'impatiente… il est plus de minuit. Il est temps de dire *ma'as salaama* à mon hôte. « Je l'ai vu trois fois au moins à propos de l'attentat du DC-10 d'UTA. Vous savez, il est probable que Kadhafi ait fait exploser cet avion à cause de moi, pour me tuer. Il est exact que j'avais une réservation sur ce vol à partir du Tchad, que j'ai changée au dernier moment. » L'UT-772 reliant Brazzaville à Paris, *via* N'Djaména avait explosé au-dessus du désert du Ténéré, au Niger, avec 170 passagers à bord le 19 septembre 1989. Ce n'était pas la première fois que le nom de Kadhafi était mêlé à un drame aérien. Megarief savait-il ce qui s'était passé la nuit du 27 juin 1980 ?

7

Vol « Zombie »

« Les passagers du vol Itavia à destination de Palerme sont invités à se rendre à la porte d'embarquement[37]*. »*

Il est 19 h 55, le 27 juin 1980. Le McDonnell Douglas DC-9 de la compagnie italienne Itavia s'apprête à décoller de l'aéroport de Bologne avec 77 passagers à son bord et 4 membres d'équipage. Le temps est calme, la pluie intermittente de la journée s'est arrêtée voici deux heures. Avec 113 minutes de retard sur l'horaire prévu, l'appareil s'engage sur la piste et demande à la tour de contrôle l'autorisation de décoller.

« Bologna Ground. Autorisation Itavia IH 870 Palerme via Florence. Ambra 13. Montez et maintenez niveau de vol à 190. »

À plus de 1 200 kilomètres au sud de Bologne, le vol référencé Kilo56 « Zombie » vient de quitter Tripoli et file plein nord sur ce couloir aérien Ambra 13. Le plan du vol Lima-Novembre (LN) a été déposé auprès des autorités de l'espace aérien italien. L'appareil se dirige vers Varsovie. Selon le jargon et les codes des contrôleurs du ciel, c'est un avion appartenant à un pays non membre de l'OTAN, dont le transit est autorisé, et qui transporte une personnalité importante à bord. À la différence de « Friendly », « Zombie », assorti du chiffre 56, signifie « ennemi potentiel ». Le code « Kilo », quant à lui, est d'usage assez rare. Il indique un « intérêt particulier », soit parce qu'il s'agit d'un vol détourné, soit par la présence à bord d'un VIP de très haut rang, de type chef d'État.

20 h 20. Le DC-9 d’Itavia entame sa traversée sur le couloir aérien qui descend le long des Apennins. Le soleil va bientôt se coucher. Le vol est suivi par le radar de Poggio Ballone dans la province de Grosseto, puis par celui de Rome Ciampino…

« Buona sera, *radar de Rome, ici le IH870.*

– Bonsoir à vous, 870. Entrez le code 1136 sur le transpondeur et l’autorisation Palerme via *Bolsena, Puma, Latina, Ponza. Ambra 13. Maintenez à 190. »*

Le DC-9 vire à gauche et prend plein sud au dessus de la mer Tyrrhénienne vers la Sicile.

À bord de deux F-104 de l’aviation militaire italienne, Mario Naldini et Ivo Nutarelli survolent la Toscane. Les deux pilotes de chasse viennent de relever un événement suspect et lancent à deux reprises un signal d’alarme générale. Le radar de Grosseto identifie une trace sous la référence LL464/LG403. Elle est assortie du code SIF1 73, utilisé pour les situations d’urgence, et croise la trajectoire du DC-9 d’Itavia à 20 h 26, pour disparaître de l’emprise du radar de Grosseto à 20 h 39.

20 h 50. Il reste à peine une petite demi-heure de traversée pour les passagers d’Itavia. L’arrivée est annoncée à Palerme. Leurs proches sont déjà à l’aéroport. Luigi Andres s’apprête à retrouver sa sœur pour la célébration de son mariage. L’avocate Me Capellini, se rend à une réunion de travail. Certains partent en vacances, d’autres rejoignent leurs familles. Il y a à bord une petite dizaine de gamins, dont Giuseppe, un poupon d’à peine un an, qui voyage en compagnie de sa sœur de sept ans, Antonella, et de son frère de dix ans, Vincenzo. L’appareil survole l’île de Ponza et s’engage dans le couloir Ambra 13, qui relie Tripoli. À 20 h 58 le vol IH870 est situé à mi-chemin entre les îles de Ponza et d’Ustica, au point dit de Condor. Le commandant prend contact avec la tour de contrôle de Palerme pour une précision météo.

« Pilote à tour de contrôle de Palerme Punta Rais.

– Tour de contrôle. Vent calme, température de 23, altimètre 1013.

– Molto bene. »

À 20 heures 59 minutes et 45 secondes, le dernier signal du DC-9 d'Itavia est enregistré à 39° 43' Nord et 12° 55' Est. Puis… plus rien. Plus aucune trace sur aucun des radars, alors que le vol était stabilisé sur le trajet affecté. Sur les sites de Grosseto, de Rome Ciampino, mais aussi les radars de Licola, près de Naples, de Marsala et de Syracuse, en Sicile, Martina Franca, qui couvre pour l'état-major de l'Air toute la zone Sud, on scrute désespérément les écrans.

« *870 Itavia… 870 Itavia… Pronto… Pronto*… »

Silence.

Vers 5 heures du matin, le lendemain, on annonce aux familles des passagers que le DC-9 d'Itavia a « disparu ». Trente-cinq corps sont repêchés dans les jours qui suivent. Les autres restent piégés dans la carcasse de l'avion, à 3 400 mètres de profondeur au large de l'île d'Ustica. Que s'est-il passé ? Sous le choc, les familles ne comprennent pas ce que veut dire « disparu ». Une panne, une collision, une explosion ?… Ce jour-là, 28 juin 1980, un appel anonyme parvient au standard du journal *Corriere della Sera*. « Vous avez un stylo ? Écrivez. Ici la NAR, nous vous informons que dans l'avion qui est tombé sur l'itinéraire Bologne-Palerme se trouvait l'un de nos camarades, Marco Affatigato. Il voyageait sous un faux nom pour se rendre en mission à Palerme. Vous le reconnaîtrez à la montre Baume & Mercier qu'il porte au poignet. Nous interrompons la communication. Merci. »

La NAR, pour Nuclei Armati Rivoluzionari (Noyaux révolutionnaires armés) est une cellule subversive fascisante qui s'est livrée depuis 1977 à plusieurs actions violentes, dont l'assassinat le 23 juin du juge Mario Amato en charge des dossiers concernant l'extrême droite. L'Italie vit ses Années de plomb. On croit donc volontiers à la déclaration de celui qui se revendique de la NAR. La thèse de l'attentat terroriste et d'une bombe à bord est vite adoptée par les médias. Elle a une vertu essentielle : éviter de poser trop de questions sur les vols qui ont traversé le ciel au-dessus de la mer Tyrrhénienne ce soir-là. Elle est fausse.

La mère de Marco Affatigato, en fuite, et souvent mentionné comme étant

un informateur du SDECE, déclare au journal que son fils est bien vivant et lui a téléphoné pour la rassurer. L'appel de la NAR est en fait une manipulation. Une opération montée par le centre de contre-espionnage de Florence. Tout, à partir de là, sera à l'avenant. Les informations des radars ne sont pas toutes transmises à la justice, pas plus que la liste complète de ceux qui étaient en poste cette nuit-là à l'aviation civile et militaire. Des querelles d'experts s'engagent dans d'interminables commissions d'enquête qui examinent quatre scénarios : la défaillance « structurelle », la collision avec un appareil non identifié, l'explosion d'une bombe, l'impact d'un missile.

Au bout de cinq ans, alors que les familles des victimes savent à peu près tout sur le « transport de sardines d'Argentine » qu'assurait précédemment le DC-9, la commission Blasi rend son avis : « c'est un missile », avant de se raviser et de faire replonger le dossier dans la querelle des expertises qui évitent soigneusement de se pencher sur les faits.

Cette nuit-là, le vol « Zombie » en provenance de Tripoli, qui filait droit à la rencontre du DC-9, a soudainement dévié de sa trajectoire pour se diriger vers Malte et disparaître en direction de la mer Ionienne. Sans cette manœuvre, il se serait trouvé dans le couloir Ambra 13, près du point dit de Condor à peu près en même temps que le DC-9 et d'autres appareils dont les traces sont apparues sur les écrans radars[*1]. Les conversations menées dans le centre de contrôle de Rome Ciampino en attestent. Il y est question de plusieurs avions américains, de porte-avions à proximité… On essaie de joindre l'état-major de l'Air, l'ambassade des États-Unis, la base aérienne américaine de Signorella, près de Catane, en Sicile. Les radars ont détecté dans la zone de « disparition » du DC-9 la présence d'avions de combat. De plusieurs avions de combat. Des Phantom, mais aussi d'autres types d'appareils dont la vitesse indique qu'il s'agit d'aéronefs militaires. Le tout ressemble à une scène de guerre en plein ciel. Les conversations enregistrées automatiquement dans les centres de contrôle trouveront place dans le dossier d'instruction avec bien du retard. Il faudra à la justice onze ans pour identifier puis interroger les auteurs de ces échanges.

La présence de tant d'engins militaires au même moment dans cette partie de la Méditerranée peut avoir une explication. L'OTAN procède aux exercices de routine « Patricia ». Plusieurs porte-avions sont dans la zone : le *Saratoga* américain, le *Foch* et le *Clemenceau* français. Les bases de Naples, où

stationne la VI^{e} flotte des États-Unis, et la base militaire aérienne de Solenzara en Corse, sont parties prenantes. Avec autant de forces de sécurité militaire dans un rayon de 300 à 500 kilomètres du lieu de l'accident, quelqu'un a bien dû observer quelque chose d'utile à l'enquête. Hélas, ce n'est pas le cas. Les exercices ont eu lieu en journée, de 10 h 00 à 16 h 30. Le radar du porte-avions *Saratoga* est en maintenance, et aucun avion n'a quitté le bord. L'ambassade des États-Unis et la base de Signorella n'ont eu vent d'aucune information alarmante. Quant aux Français, en réponse à l'une des commissions rogatoires du juge Rosario Priore, ils précisent que le radar de Solenzara « cesse toute activité à 17 heures [*sic*] ».

« Ce n'est pas vrai ! » affirme le général des carabiniers Nicolo Bozzo, qui passe cet été-là ses vacances en Corse, à proximité de Solenzara. Arrivé le jour même du 27 juin, il relève une activité importante sur la base militaire et note la présence de différents types d'avions, en plus des Mirage. « Cette activité a continué jusqu'au soir, elle s'est même intensifiée. Ça a duré comme ça jusqu'à 21 heures. Je m'en souviens très précisément, car mon frère a été très perturbé par le bruit des avions, au point de vouloir changer d'hôtel. Je suis allé me coucher vers 23 heures, quand le bruit a diminué. Les décollages et atterrissages, toujours par paires, s'étaient succédé à intervalles d'environ 10 minutes. » Est-ce une partie de cette « activité » que les deux pilotes italiens des F-104, Mario Naldini et Ivo Nutarelli, ont observée vers 20 h 30, le soir du drame, et qui les a inquiétés au point de déclencher un signal d'alarme générale ? Quand le juge Rosario Priore reprend en charge le dossier d'instruction en 1990, ils ne sont plus là pour témoigner. Ils ont trouvé la mort en 1988, lors d'un tragique accident au cours d'une démonstration aérienne à Ramstein en Allemagne.

Une véritable malédiction semble s'être abattue sur les témoins de cette soirée du 27 juin 1980. Elle a particulièrement frappé plusieurs employés du centre radar de Grosseto. La série d'accidents et suicides paraît étrange et, sans sombrer dans la théorie du complot, il est logique de se poser au moins la question : comment peut-on réussir à se pendre quand on a les pieds qui touchent terre ? C'est exactement ainsi qu'on a retrouvé, accroché à une branche basse d'un arbre de son jardin, le maréchal Franco Parisi du centre opérationnel de contrôle de Martina Franca, qui dépend de l'état-major de l'Air et dont le radar couvre la zone Sud de la Péninsule. S'il n'avait pas été de service le soir du 27 août, Parisi était en tous cas à son poste lors d'un autre

événement dramatique, qui survint trois semaines plus tard.

Le 18 juillet 1980 dans la matinée, des habitants de la région de Sila, en Calabre, découvrent la carcasse d'un avion qui s'est écrasé contre les falaises, dans la montagne. C'est un avion de chasse monoplace MIG-23 des forces aériennes libyennes. Le pilote, Azzedine Fadah el-Khalil, est mort dans l'accident. La présence de l'appareil dans un ravin, à 300 kilomètres à l'est d'Ustica, seulement trois semaines après la mystérieuse disparition du DC-9, vient conforter un peu plus le scénario de guerre de la soirée du 27 juin. Autopsié, le corps du pilote révèle une décomposition avancée. La mort remonte à la fin du mois de juin. D'ailleurs, les carabiniers de Calabre avaient observé dans les premières semaines de juillet plusieurs survols d'hélicoptères au-dessus de la région, officiellement en quête de voitures volées. Le MIG était recherché et fut apparemment retrouvé avant la date officielle. Contacté par Duane Clarridge, le chef de station de la CIA à l'ambassade de Rome, le général Zeno Tascio, commandant de la SIOS, les services secrets de l'armée de l'Air, a consigné dans son carnet, à la date du 14 juillet : « Ils veulent le voir. »

Les autorités ne s'attardent guère sur le cas. La date officielle de l'accident, nonobstant l'autopsie du pilote, demeure le 18 juillet. Rapidement, le corps est expédié en Libye, où une enquête conjointe avec les Italiens est ouverte. Ses conclusions arrangent tout le monde : « Le pilote qui effectuait un vol d'entraînement Benghazi-Marsa el-Brega-Benghazi » a été pris d'un malaise et a enclenché le pilote automatique. L'appareil s'est détourné de sa trajectoire initiale pour s'écraser en Calabre, au bout de sa réserve de carburant. » Sila est à 850 kilomètres de Benghazi. L'« entraînement » aurait eu lieu un vendredi, en plein ramadan. La version est vite acceptée par les autorités italiennes, qui font preuve de courtoisie, et ne font aucun cas de la violation flagrante de l'espace aérien national. De toute façon, des MIG libyens, on en voit régulièrement passer, dans le ciel d'Italie. Affectés pour leur maintenance à une base militaire à Banja Luka, en Yougoslavie, les chasseurs empruntent régulièrement le couloir Ambra 13.

Touchée par le drame qui frappe l'Italie, la Jamahiriya est d'ailleurs le premier pays à présenter ses condoléances aux familles des victimes. À Rome, on chuchote dans les milieux du renseignement que c'est le général Santovito, patron du SISMI, qui aurait personnellement fait passer au dernier moment le

message au vol Kilo56 « Zombie », qui a subitement changé sa trajectoire. Le geste valait bien en retour la discrétion demandée sur le sujet. Sans compter l'échange de bons procédés entre les deux services pour la chasse aux « chiens errants » qui se déploie au même moment.

En 1985 et 1990, en deux campagnes successives, IFREMER, notoirement lié aux services français, est chargé de remonter l'épave du DC-9. L'analyse de la boîte noire est confiée à une société américaine. Les dernières expertises, mesures, vérifications lèvent enfin le doute : c'est bien un missile qui a traversé la carlingue de l'avion de part en part. Reste à savoir qui a tiré et pourquoi ?

« L'hypothèse du missile air-air est la plus probable », souligne devant la commission d'enquête Stragi en 1990 l'amiral Fulvio Martini, qui a succédé à Santovino à la tête du SISMI. Quels avions pouvaient voler dans cette région ? Nous avons exclu les avions italiens et je crois qu'il existe des preuves pour cela. Honnêtement, s'agissant d'un avion libyen, je dois dire que j'ai un certain doute pour une raison simple. À l'époque, aucun avion libyen ne pouvait faire l'aller-retour [la côte libyenne-les côtes italiennes], car [les appareils de leur flotte] ne disposaient pas de l'autonomie suffisante pour le faire. […] À ce stade, il n'y a aucun doute que les deux services aéronautiques qui avaient la possibilité d'avoir des appareils en vol sont les Américains et les Français… Si vous me dites : "Amiral, dans cette hypothèse de travail, quelle est la probabilité pour [que ce soit] les Français et celle pour [que ce soit] les Américains ?", je répondrai que je les mets au même niveau. »

Mais pourquoi donc abattre un avion de ligne ? L'erreur de cible semble de plus en plus évidente. Le vol Itavia, avec ses deux heures de retard au décollage, ne devait pas se trouver là à ce moment-là. Non, à ce moment précis, c'est bien le vol « Zombie » qui est visé. Accompagné par deux MIG libyens, il se trouve sur le couloir Ambra 13 avant de dévier. Les MIG couvrent sa fuite et engagent un affrontement avec les chasseurs qui sont à sa poursuite. Des missiles sont tirés. Pour y échapper l'un des MIG se met dans la trace du DC-9. La masse de l'appareil civil, bien plus importante, est un leurre parfait. Le missile le prend pour cible[*2]. Il explose et s'abîme au fond de la mer, avec ses quatre-vingt-un passagers.

Lors de son premier entretien secret avec l'envoyé spécial du nouveau président français élu le 10 mai 1981, le guide de la Jamahiriya dira à Roland Dumas : « Ah, vous n'imaginez pas à quel point je suis content de l'élection de monsieur François Mitterrand. Vous savez que Giscard voulait me tuer… »

En cette année 1980, comme le confirme Duane Clarridge, le directeur des services français, Alexandre de Marenches, essaie plus que jamais, avec l'aide du Safari Club, de se débarrasser de Kadhafi. Le « mégalomane », selon la définition du patron du SDECE, est venu sérieusement chatouiller plusieurs intérêts français. La première alerte, qui irrite passablement monsieur le comte, a lieu en 1978, du côté de N'Djaména. Depuis le coup d'État et l'assassinat en 1975 du président Tombalbaye, qui avait trouvé un accord avec Kadhafi, c'est le général Félix Malloum qui dirige le Tchad. La bande d'Aouzou est à nouveau l'objet de discordes. Les troupes libyennes ont fait mouvement dans le Tibesti et ont repris contact avec la rébellion du Front de Libération nationale du Tchad, actif depuis près de dix ans, alors que la France vient juste, en 1976, de parapher un accord de coopération technique et militaire avec Malloum. Le FROLINAT est lui-même déchiré entre ses deux leaders, Hissène Habré et Goukouni Oueddei. Soumis au vote des Toubous, leur différend est réglé en faveur de Goukouni. Habré s'exile au Soudan, tandis que son rival installe sa base arrière à Tripoli. En février 1978, Goukouni fonce avec l'appui des forces de Kadhafi vers N'Djaména dans une offensive qui fait vaciller le pouvoir de Malloum. En quelques jours, la ville de Faya-Largeau, au centre de la région convoitée du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti), dans le nord du Tchad, est occupée. Les combattants du FROLINAT poursuivent leur avancée vers la capitale. Ce n'est que grâce à l'intervention française qu'ils sont stoppés. L'opération « Tacaud » déploie 1 500 militaires et 10 Jaguar pour sauver la mise du général Félix Malloum.

Les « Jag » s'avèrent particulièrement efficaces. Volant à basse altitude et à grande vitesse, ravitaillable en vol, capable de se poser n'importe où, ce bimoteur semble particulièrement adapté aux conflits en Afrique. C'est lui qu'on utilise aussi pour faire le ménage du côté du Sahara occidental, quand le Polisario approche de trop près les mines de fer françaises en Mauritanie. Ce nid de Jaguar stationnant à N'Djaména est décidément gênant, mais les MIG libyens n'y peuvent rien. Ils n'ont pas suffisamment d'autonomie pour parvenir jusqu'à leur base. Quant à une intervention directe au sol, elle entraînerait un conflit ouvert avec la France et il n'en est pas question. La livraison à Tripoli des 50 Mirage F1, dont la commande a été paraphée en

1973, est en cours. Kadhafi va concevoir alors, avec l'aide de ses nouveaux partenaires américains Frank Terpil et Edwin Wilson, une opération dans la pure veine des « posés d'assauts » façon GI, pour saboter les « Jag » français à N'Djaména… Afin de brouiller les pistes, Wilson va chercher un intermédiaire à Paris, qui à son tour recrute trois mercenaires français : Roland Raucoules, Michel Winter et Philippe Toutut.

Raucoules, un ancien d'Algérie, fait partie de la « diaspora de l'OAS ». Le « soldat perdu » a fait le tour du monde : Brésil, Argentine, Nicaragua, Gabon, Nigeria… Au Biafra, il a connu Michel Winter, un autre ex-membre de l'OAS. Début juin 1978, à Toulouse, Raucoules demande à un ami qui travaille à la société Uni Air Rouergue de lui trouver un DC-3 pour une mission. Le 21 juin, il achète l'appareil convoité contre 4 747 000 francs payés cash et recrute un jeune pilote d'Uni Air âgé d'à peine vingt-huit ans pour compléter l'équipe, Philippe Toutut. Le DC-3 s'envole à destination de Zouar, petite ville dans le Tibesti, dans le nord-ouest du Tchad, *via* l'Italie. Là, le commando doit rejoindre les gars de Terpil et de Wilson, plus un contingent de Toubous. Les Français n'ont, semble-t-il, pas connaissance de la finalité de la mission. En bons mercenaires, ils entretiennent des relations suivies avec le SDECE. Ont-ils refusé une fois sur place de participer à un assaut sur les avions français ? Y a-t-il eu des altercations avec les Libyens, comme d'autres l'affirment ? Toujours est-il que Raucoules, Winter et Toutut disparaissent avec leur DC-3. À Paris, les services de renseignement de Marenches n'apprécient pas du tout cette escapade antifrançaise opérée par des nationaux avec l'aide des Américains, et ce, pour le compte de Kadhafi. Encore moins qu'il se soit agi d'aller détruire des Jaguar français, très utiles dans la région.

L'irritation monte encore d'un cran quand les hommes du SDECE positionnés à Bangui signalent une forte présence libyenne en Centrafrique. Depuis le début de l'année 1979, alors que Paris est en froid avec l'empereur Bokassa, la coopération avec la Libye s'intensifie. Jean-Bedel, qui a pris le nom de Sallah Eddine Ahmed lors de sa conversion à Tripoli – abjurée trois mois plus tard, après avoir empoché 1 million de dollars sur son compte personnel à la BNCD[*3] –, s'est jeté dans les bras de son nouvel ami Kadhafi. Armes et munitions, fusils d'assaut et blindés légers sont envoyés par le colonel à son nouvel allié. Le Guide voit déjà se dessiner son rêve africain, prolongement de sa politique saharo-sahélienne, allant de la Mauritanie au Soudan. Un contingent militaire libyen est stationné à Bangui, tandis que 400

soldats centrafricains sont en formation en Libye. Les nouvelles parviennent vite aux oreilles du comte de Marenches. « Un jour, j'ai appris que des éléments du Service Action libyen étaient arrivées sur place [à Bangui], précise-t-il dans ses Mémoires. Les Libyens ne sont pas d'une discipline prussienne. Ces militaires déguisés en civils gardaient dans leurs portefeuilles ou dans leurs chambres des photos souvenirs avec papa, maman, la petite amie… où ils apparaissaient en uniformes des Forces spéciales libyennes[38]. » Pendant que ces touristes un peu spéciaux batifolent à la piscine, les agents du SDECE visitent leurs chambres et récoltent dans leurs effets personnels des informations. L'alerte est donnée. Le moment est on ne peut mieux choisi, puisque Bokassa va se rendre en visite officielle en Libye.

Le 20 septembre 1979, la Caravelle impériale se pose à Benghazi pour un tête-à-tête avec le colonel Kadhafi. On parle gros sous. Les caisses du pays sont au plus mal depuis que la bouderie avec Paris s'est envenimée. Celui que Valéry Giscard d'Estaing appelait « cher parent » n'est plus du tout en odeur de sainteté. Kadhafi joue sa carte et promet de prendre en charge pour deux ans le traitement des fonctionnaires centrafricains, ainsi que les bourses des étudiants à l'étranger. De quoi renflouer la popularité bien mise à mal de Jean-Bedel qui s'envole pour Tripoli avec ses collaborateurs, satisfait et rassuré.

Il est deux heures du matin quand Ali Triki, le ministre des Affaires étrangères libyen, vient réveiller dans son hôtel Bokassa. En robe de chambre, entouré de sa délégation en pyjama, en présence de Triki et de Bachir Saleh, l'ambassadeur de Libye à Bangui, l'empereur apprend de la bouche de ses hôtes sa destitution. L'opération « Baraccuda », pilotée par le Service Action du SDECE, a installé dans la nuit un nouveau pouvoir en RCA. Bokassa est atterré, Kadhafi, furieux.

Le 10 octobre 1979, *Le Canard enchaîné* publie des révélations qui secouent l'Élysée. Le président Valéry Giscard d'Estaing aurait reçu des diamants de trente carats d'une valeur de 1 million de francs. Ils lui auraient été remis par le président de la République centrafricaine, lors d'une visite à Bangui, en 1973, alors qu'il était ministre des Finances. Le journal s'appuie sur une note rédigée par Bokassa lui-même. Elle aurait, dit-on, transité par l'ambassade de Libye à Paris. C'est du moins ce que conclut une enquête de la DST. D'autres documents compromettants auraient été, selon les Renseignements généraux, déposés à Tripoli sur ordre de Bokassa. Kadhafi assume parfaitement son rôle de mauvais génie. Pour conforter l'animosité

que lui porte désormais l'Élysée, il envoie ses commandos mettre à sac l'ambassade de France à Tripoli en février 1980. Paris pour sa part fait expulser le numéro deux de la représentation diplomatique libyenne.

Un mois plus tôt, le 26 janvier 1980, les commandos libyens ont lancé un assaut sur la ville minière de Gafsa, en Tunisie. Officiellement, c'est une Armée de libération de la Tunisie qui est à la manœuvre. En réalité, Kadhafi veut renverser Bourguiba, qui affiche une aide trop ostentatoire à l'opposition honnie de la Libye. Ces événements attirent aussitôt l'attention de Moscou. Dans une conversation confidentielle avec le président bulgare Jivkov, qui s'apprête à se rendre au mois de mars en Libye, Youri Chvedov, référent du dossier Libye, confirme. « Ils [les Libyens] entraînent des Tunisiens et les font passer à deux ou trois par la frontière, puis ils se retrouvent en plusieurs points de ralliement en Tunisie. De plus, ils font transiter illégalement des armes et les stockent dans différents lieux en Tunisie. Les Libyens estiment que si les gens qu'ils entraînent déclenchent une insurrection, cela provoquera une révolution et la formation d'un gouvernement qui appellera à l'aide la Libye et alors, l'armée libyenne pourrait passer la frontière. […] Kadhafi dit clairement qu'il a l'intention d'envahir la Tunisie, d'y introduire son armée. Si l'Égypte apporte son aide à la Tunisie, il a l'intention de demander du secours à un pays socialiste. Il a mentionné Cuba ou la Bulgarie. Et dans le cas où les États-Unis ou d'autres pays occidentaux s'en mêlent, il va demander l'aide de l'URSS. Nous, on lui a répondu, en gros, que nous n'avions pas l'intention de faire la guerre pour lui. Kadhafi était vexé. […] Nous nous posons la question pourquoi il provoque cet incident maintenant. La vérité est que la situation en Libye est devenue compliquée. L'opposition grandit et Kadhafi veut détourner l'attention de ces problèmes qui s'aggravent. Concernant la politique étrangère, Kadhafi est en conflit avec l'Égypte, le Soudan, le Tchad, la Tunisie. Les relations avec l'Algérie sont également tendues. Il s'est fâché avec les Palestiniens. Il n'a plus d'amis. »

En signe de désaccord avec les dérives libyennes, le président tunisien de l'Assemblée nationale est reçu par Vassili Kouznetsov, qui dirige le Soviet suprême d'URSS. Moscou sait parfaitement que la Tunisie est un dominium français et se garde bien d'intervenir de quelque manière dans cette opération qui semble être une provocation à l'adresse de Paris. Quant au président Bourguiba, il a fait appel à la France, qui dépêche avions et hélicoptères sur place pour reprendre la ville. Sur décision de Valéry Giscard d'Estaing, trois bateaux de guerre et cinq sous-marins sont envoyés croiser au large des côtes

tunisiennes. Les États-Unis s'empressent quant à eux de livrer des armes.

Bref, au cours des deux dernières années, Kadhafi n'a cessé de chatouiller les intérêts français. Jusqu'à provoquer des interventions militaires. L'analyse de l'amiral Fulvio Martini devant la commission Stragi n'est donc pas sans fondement. Les seuls maîtres en Méditerranée, capables de déployer avions et navires de guerre, sont la France et les États-Unis. Compte tenu des événements, ce sont bien les Français qui auraient quelques comptes à régler avec Kadhafi. Une analyse que ne partage pourtant pas son homologue français, Claude Silberzahn, directeur de la DGSE de 1989 à 1993.

« Ce jour-là en 1990, quand Martini fait son numéro devant le Sénat, la dépêche de l'AFP tombe. On me téléphone de partout. Est-ce qu'il y a une responsabilité de la France dans cette affaire d'Ustica ? Moi, je débarque. J'appelle Martini, qui était un bon vivant, et il me dit : "*Claudio, Claudio*, ne t'énerve pas comme ça.

– Tu accuses la France d'être responsable de 81 morts, c'est pas un petit truc, tu aurais pu m'en parler avant !

– J'étais coincé, *Claudio*, je ne pouvais pas faire autrement. Ils me harcelaient sur les attentats dans les gares[*4], sur tout… Il fallait que je sorte quelque chose qui fasse de l'effet, qui efface tout le reste. Je t'expliquerai, mais je te revaudrai ça."[39] »

« En attendant, poursuit l'ancien directeur de la DGSE, j'ai tout le monde sur le dos pour savoir quelle est la vérité sur l'affaire Ustica. J'ai fait sortir tous les dossiers. Nous avons vérifié s'il y avait ne serait-ce qu'une parcelle de piste qui pouvait mener à une opération française. Rien, rien, rien ! L'armée française, et la marine encore plus, ne prendraient pas une initiative du type qui consiste à envoyer un missile sur l'avion de Kadhafi. Quand ils ont voulu faire couler le malheureux *Rainbow Warrior*[*5], ils avaient besoin des ordres du président de la République. Ils voulaient cette couverture, parce que chacun se couvre dans le système militaire. Ils avaient envie, mais ne l'ont pas eue. Alors, vous vous rendez compte, pour toucher un chef d'État ! Et qui aurait ordonné ça, en France ? Quel est le canal par lequel l'ordre serait venu ? Il n'y en a qu'un. Ça ne peut être que la seule DGSE. Or, je peux certifier que la DGSE n'a jamais été impliquée dans cette affaire. »

L'affirmation de Claude Silberzahn est parfaitement exacte. À l'époque des faits qui concernent Ustica, la DGSE n'existe pas. Le service de

renseignement français porte le nom de SDECE et il est sous les ordres d'Alexandre de Marenches. Même si, sur ce sujet encore, l'ancien patron de la DGSE a son avis : « Marenches ne dirigeait pas la DGSE. C'était un homme de salon qui aimait montrer sa carte de visite pour rencontrer du monde. Bien sûr, il pouvait parler de tuer Kadhafi dans les salons de thé. Ce qu'il faut savoir, c'est que, dans la République française, une opération de cet ordre, c'est obligatoirement piloté par ceux qui doivent la piloter. […] Le seul canal, c'est la DGSE, ou un ordre du ministre de la Défense, mais le ministre de la Défense ne s'occupe pas des affaires étrangères. Kadhafi, à cette époque, c'est le client. On ne bousille pas un client en pleine mer quand il vous promet pendant vingt ans de vous acheter des Mirage. »

Pourtant, Marenches semblait bien vouloir supprimer Kadhafi. Dans ses Mémoires publiées en 2007, William Clark, le conseiller le plus proche de Ronald Reagan, le confirme. « Alexandre de Marenches est venu aux États-Unis demander l'aide des Américains pour tuer Kadhafi lors d'une parade en utilisant un engin explosif qui devait être placé à proximité de la tribune officielle. Notre réponse a été que nous comprenions bien ses sentiments au sujet de cet homme, mais que nous n'effectuions pas d'assassinat[40]. » Dans le même ouvrage, une source anonyme des services secrets américains précise que Marenches s'est rendu aux États-Unis en février 1981. « Son interlocuteur était le vice-président Bush. L'objet de la visite était de discuter de la suppression de Kadhafi. Il est venu pour essayer de nous impliquer de façon opérationnelle. Il ne demandait pas juste notre soutien moral ou politique, il voulait notre implication dans l'opération. »

Quant à Ustica, c'est Francesco Cossiga, l'ancien président du Conseil des ministres italien, qui relance la suspicion sur le SDECE et la France lors d'une interview accordée à la radio RAI le 27 janvier 2007. À la question « Quel est le pays responsable ? », il répond sous forme de devinette : « Le nom de ce pays est écrit dans tous les journaux. Mais je ne veux pas provoquer des protestations d'un grand allié et une puissance amie, et ce ne sont pas les États-Unis[41]. » Cette déclaration sibylline est complétée par d'autres affirmations en février de la même année. « Ce sont nos services secrets qui nous ont informés, Giuliano Amato et moi, à l'époque où j'étais président de la République [1985-1992] que c'étaient les Français qui avaient lancé depuis un avion de la marine militaire un missile à résonance et non à impact, affirme Cossiga. Les Français savaient que l'avion de Mouammar Kadhafi devait

passer dans l’espace aérien italien[42]. »

Dans la foulée de ces déclarations, le parquet de Rome a pris la décision d’entendre Cossiga et Amato, à l’époque sous-secrétaire à la présidence du Conseil et ancien ministre de l’Intérieur de Romano Prodi. Depuis, une commission rogatoire a été adressée à la France. Elle attend toujours sur le bureau du juge Trévidic, en charge du pôle antiterrorisme, la vérité sur le vol « Zombie ».

*1. Voir annexe 15.

*2. Voir annexe 15.

*3. Banque nationale centrafricaine de dépôts.

*4. Allusion aux Années de plomb, en particulier aux deux attentats qui bornent la période, celui de Piazza Fontana à Milan, le 12 décembre 1969, et celui de la gare de Bologne, le 2 août 1980, qui fit quatre-vingt-cinq morts, dans lesquels les services de renseignement étaient impliqués.

*5. Allusion à l’attentat perpétré sur le bateau amiral de l’ONG Greenpeace en juillet 1985 par plusieurs équipes de la DGSE, avec l’accord des autorités françaises : le *Rainbow Warrior* se préparait à mener une action contre les essais nucléaires français en Polynésie, sur l’atoll de Mururoa. Il a été coulé dans la baie d’Auckland, un photographe est mort à son bord.

8

« Zakaria » et ses frères

Les conversations résonnent d'une étrange manière dans l'ancienne Dar Yahzarkom. Elles s'élèvent jusqu'à l'étage à colonnades, s'enchevêtrent, se bousculent, puis retombent sur l'assistance qui a pris place dans le patio. Dans la vieille demeure turque, près de Bab al-Bahr (la porte de la Mer) dans l'ancienne cité de Tripoli, s'est installé un café à narguilés. On vient ici discuter, se retrouver, se détendre et démêler l'écheveau des histoires libyennes d'hier et d'aujourd'hui. Le nom de la maison s'y prête assez bien. D'après la traduction improvisée par les occupants du lieu, *yahzarkom* signifie quelque chose comme devinette ou énigme. Abdoul Rahman et Karima Gelali sont venus me parler de leur frère Salem, la « fierté de la famille ». Farid Gablawi, son ami d'enfance, nous a rejoints. Les Gelali sont tripolitains depuis toujours, fort probablement depuis qu'il y a des potiers dans la ville, selon l'étymologie de leur nom. Une famille d'artisans commerçants, nombreuse et sans histoires.

« Mon frère Salem était comme beaucoup d'autres jeunes à l'époque, influencé par Nasser et les officiers libres, commence Abdoul Rahman. Il s'est engagé dans l'armée pour devenir assez rapidement un élément d'élite. Il a été choisi pour intégrer la Garde républicaine. C'est elle qui, au début des années 1970, assurait la sécurité de Kadhafi[43]. »

Le jeune soldat s'acquitte de son devoir militaire sans broncher jusqu'au moment du conflit entre la Libye et l'Égypte en 1977. Comme beaucoup d'autres, il est envoyé à la frontière pour engager le combat. « Il s'est demandé pourquoi on devait se battre avec nos frères arabes et a déserté pour se réfugier d'abord en Égypte. Quand Kadhafi l'a appris, c'est à toute la famille qu'il s'en est pris. Nos biens ont été séquestrés, nous avons été dépossédés de notre maison. » Au bout de trois-quatre ans de tourmente, pour échapper à la persécution, leur sœur aînée décide d'émigrer. Avec l'aide de quelques amis, le frère et la sœur se retrouvent à Paris et de là, direction les

États-Unis. Pétri de la conviction qu'il faut désormais s'engager pour changer la destinée de la Libye, le jeune Gelali rejoint l'opposition. Tout juste créé, le Front national de Salut de la Libye, fondé par Megarief, attire quantité de nouvelles recrues. Salem intègre la branche militaire, où il peut mettre à profit tout le savoir-faire qu'il a acquis dans l'armée. « Les services secrets, ici, en Libye, ont fait un rapport sur lui, demandant qu'il soit ramené au pays mort ou vif. Ils savaient qu'il pouvait être potentiellement dangereux pour eux. Il avait suivi des formations à l'étranger, en Égypte, pour devenir tireur d'élite et apprendre le maniement des explosifs. Il avait des informations sur la plupart des sites stratégiques. »

En cette fin de l'année 1981, la direction du Front, le « *team* » comme ses membres s'appellent entre eux, a déjà clairement établi son credo : « Faire tomber Kadhafi en utilisant tous les moyens légitimes et nécessaires. » Les termes sont soigneusement choisis et assortis du slogan « Constitution, démocratie et liberté pour le peuple de la Libye ». C'est un Congrès national qui prend les décisions importantes et élit un comité exécutif. Entre chaque réunion du Congrès, un bureau permanent expédie les affaires courantes. Le FNSL se veut d'abord « national », avant d'être politique ou religieux, avec une ferme volonté de fonctionnement démocratique. « Ce n'était pas évident, mais si on préconisait la démocratie, il fallait commencer par l'appliquer à nous-mêmes[44] », explique Ibrahim Sahad, membre du comité exécutif et beau-frère de Mohamed Megarief.

« Les premiers *fedayin* pour les actions militaires sont partis s'entraîner à Khartoum dès le 7 octobre 1981. Nous avions créé une lettre circulaire, Akhbar Libya (les Nouvelles de Libye), et nous avions des bureaux dans de nombreux pays, États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Allemagne, Italie, Grèce, Égypte, Maroc, Soudan… Financièrement, les débuts furent difficiles : quelques business-men libyens participaient à hauteur de ce qu'ils pouvaient. C'est eux qui ont payé les billets d'avions, les chambres d'hôtel pour le premier congrès. L'apport financier significatif est d'abord venu de l'Arabie Saoudite : 2 millions de dollars il me semble. Nous avions aussi le soutien du Maroc, jusqu'à ce que Hasan II change sa position et livre à Kadhafi Meheichi, mais aussi notre représentant Nouri al-Falah, le chef de notre bureau à Rabat. C'est le président Nimeiry qui nous a vraiment beaucoup aidés. Il a mis à notre disposition des locaux, a assuré l'entraînement militaire de nos combattants et la diffusion de notre radio. Kadhafi a même bombardé

le Soudan à cause de ça[45]. »

Près de Khartoum, Salem Gelali participe à la formation d'une partie des *fedayin*. L'entraînement est intensif. « Ils y étaient du matin au soir. De temps en temps, ils venaient à la maison pour faire un bon repas », se souvient Mohamed Ali Abdallah, jeune député du Congrès national général qui a succédé à Megarief à la présidence du Front national depuis la chute de Kadhafi. « Je m'en souviens fort bien. J'avais à peine sept ans. Salem Gelali nous rendait visite avec deux de ses amis. Il était grand et athlétique. Ils avalaient des quantités de nourriture incroyables. Ma mère leur préparait des petits plats et du pain frais maison. Évidemment, ça changeait du régime du camp. Je me souviens de chacun d'entre eux. L'ami de Salem était un grand nageur et il me décrivait pendant des heures à quoi ressemblait la mer qu'à l'époque je n'avais encore jamais vue. Tout cela me semblait extraordinaire. Ils étaient extraordinaires ! Le responsable de l'organisation de la future opération était Ahmed Hawas. Il avait été l'ambassadeur de la Libye au Guyana [1977-1981]. Un homme érudit, charismatique et généreux[46]. »

Un soir de février 1984, Farid Gablawi, qui n'a jamais quitté Tripoli, entend frapper à sa porte. C'est Salem Gelali. Il ne l'a pas vu depuis plusieurs années et ne s'attend pas du tout à le trouver à sa porte. « C'est un ami d'enfance, je l'ai accueilli à bras ouverts. Je l'ai vite tiré à l'intérieur de la maison. Je voulais savoir comment il allait, ce qu'il devenait. Il m'a dit qu'il avait rejoint le Front du Salut et qu'il faisait partie de la branche dure, des sortes de kamikazes. À l'époque, les hommes de Kadhafi étaient partout. On torturait pour un oui ou pour un non. Je n'osais imaginer ce qui pouvait arriver si on mettait la main sur lui. Il a multiplié ses visites. Il venait, il partait. C'était un petit groupe, pour des raisons de sécurité. Il y avait avec lui un certain Khaled. Chacun avait son nom de guerre. Celui de Salem était Zakaria[47]. »

L'opération est d'envergure et minutieusement préparée. Quatre premiers groupes se sont clandestinement introduits en Libye pour provoquer les premiers troubles dès le mois de février. Un autre commando plus important passera la frontière tunisienne en mai. Dirigé par Ahmed Hawas, il doit neutraliser une quarantaine de personnalités du pouvoir, saboter plusieurs sites stratégiques et militaires. Tous sont munis de faux passeports soudanais, d'armes et d'explosifs, et utilisent des noms de guerre.

« Je louais un petit appartement près du centre de la foire, sur l'avenue Omar Mokhtar. Il était inoccupé en attendant de célébrer mon mariage. Un jour, on est partis, avec Khaled et Salem, tous les trois se promener dans le jardin et ils m'ont demandé si j'étais disposé à donner un coup de main. Mon appartement les intéressait tout particulièrement. Ils m'ont demandé les clés pour y organiser des réunions. On se voyait, on parlait du Front. C'était vraiment une bonne ambiance. »

La Foire internationale de Tripoli se tient tous les ans au même endroit depuis 1927, quand les Italiens ont construit l'entrée monumentale avenue Omar Mokhtar. L'événement est incontournable. Il attire des milliers de visiteurs et nombre d'officiels. Farid finit par comprendre pourquoi son appartement est si intéressant. « Au début du mois d'avril aura lieu la cérémonie d'inauguration de la Foire internationale. Kadhafi y assiste tous les ans. À partir de ton appartement on peut le tuer », m'a dit Khaled. Le commando y entrepose fusils de sniper et bâtons de dynamite. Des tours de garde sont organisés pour observer les allées et venues des gardes et caler l'opération. On attend le jour J. Mais, cette année-là, Kadhafi n'est pas présent à la cérémonie inaugurale. Début mai, Salem repasse voir son ami d'enfance pour lui annoncer la prochaine phase du plan. « Nous attendons l'arrivée d'un bon nombre de nos gens qui vont entrer sur le territoire par l'ouest avec le chef des opérations Hawas, m'a-t-il dit. Des 4 x 4 Land Rover doivent aller les chercher. Dès que Hawas sera là, nous allons porter l'assaut et terminer l'opération. »

Le 7 mai, Farid entend sur son lieu de travail au port de Tripoli des membres du comité révolutionnaire local commenter une arrestation. Ahmed Hawas a été intercepté la veille avec ses compagnons, à la frontière tunisienne. Deux ont été tués, d'autres pris vivants. « Il était 9 heures du matin quand j'ai appris ça. Je savais qu'ils allaient être interrogés et qu'ils finiraient par parler. Je me suis précipité chez moi dans l'espoir de croiser Salem ou Khaled. Ils avaient été localisés, mais n'avaient qu'une idée en tête : terminer l'opération. »

Le lendemain, au petit matin, un camion à benne pénètre dans l'enceinte de Bab al-Azizia. Les conjurés l'ont détourné pour s'introduire dans le QG de Kadhafi. Tapis à l'intérieur, ils parviennent à tromper les gardes. Le camion avance dans l'allée en direction du bâtiment d'habitation. Ils espèrent approcher le colonel et accomplir leur mission, quitte à se sacrifier. La sortie à

découvert est fatale. Intercepté, le commando tente une fuite désespérée sous les tirs nourris de la sécurité. Quatre d'entre eux parviennent pourtant à s'échapper et se replient sur leur planque, rue Jamahiriya. Le bâtiment est encerclé par l'armée. Les combattants résistent quatre heures à l'assaut avant d'être tués. Salem s'est échappé et va prévenir son ami Farid. C'est fini, tout a échoué.

« J'avais les clés de l'appartement d'un oncle qui était parti faire des études à Londres. C'était dans le quartier Gargaresh. J'ai passé un véhicule à Salem, j'ai attendu trente minutes avant de le suivre et on s'est retrouvés là-bas. Je me demandais ce qui allait se passer. J'avais vu à plusieurs reprises deux ou trois personnes du groupe. J'avais prêté mon appartement pour que s'y tiennent des réunions. J'allais voir Salem, je lui apportais à manger, on discutait brièvement, je repartais. Nous étions sous pression. Mon nom de code était Abdoulhakim. Les services sont venus dans mon quartier, ils ont pris un premier, un second, un troisième Abdoulhakim… Ils continuaient à chercher un certain Zakaria. »

Chez les Gelali, les heures passent dans l'anxiété. « Nous avons fait une réunion de famille pour mettre tout le monde au courant que Salem faisait partie du groupe impliqué dans la tentative de coup d'État. Nous savions que le "Zakaria" recherché était notre frère. Il ne nous restait plus qu'à prier. Parmi les amis de Salem qui avaient été pris, certains connaissaient son nom de guerre. Ils ont été torturés, battus… l'un d'entre eux a fini par donner son identité. »

Entre-temps, pour préserver son ami, Salem a changé de lieu. Le 17 mai, il est intercepté et abattu. La dernière image qu'Abdoul Rahman Gelali garde de son frère est son corps ensanglanté à la une du journal. Il déplie en tremblant le papier jauni. Le titre annonce en lettres grasses les « terroristes islamistes ont été éliminés ».

Les séides de Kadhafi ne tardent pas à aller trouver la famille de Salem Gelali. « Ils ont raflé tout le monde et nous ont emmenés à la prison d'Abou Salim. Là-bas on pratiquait la torture avec des chiens. On vous enferme et on vous livre à des bêtes enragées qui vous mordent, vous griffent. Le sol de la pièce où on m'a fait entrer était couvert de sang. Puis, ils ont lâché les chiens… »

La presse de la Jamahiriya s'empare habilement du coup d'État manqué pour dénoncer une fois encore le « complot impérialiste ». Selon les annonces

officielles, 75 « terroristes » ont été liquidés, d'autres sont en prison. Les rafles se sont multipliées. Tout l'appareil sécuritaire est en alerte. « Les événements de mai 1984 ont brutalement mis en lumière des lézardes dans l'édifice du pouvoir, écrit l'ambassadeur de France Christian Graeff dans un message confidentiel et chiffré[*1]. La vague de répression qui a suivi a clairement manifesté le danger encouru[48]. »

C'est la première fois que la peur rode de si près. À partir de ce jour, Bab al-Azizia se transforme en une véritable forteresse : les murs d'enceinte sont doublés et on procède à une inspection minutieuse de chaque véhicule à l'entrée. Tout l'appareil de sécurité est renforcé, réformé et lancé sur les traces du FNSL et de ses bailleurs de fonds.

« La CIA a soutenu, formé et continue d'assister le groupe d'exilés qui a tenté d'assassiner le leader libyen », écrit le *Washington Post* en se référant à ses sources du côté de Langley. Selon le journal, le FNSL aurait été sélectionné par l'Agence parmi la bonne vingtaine de groupes d'opposition en exil sur les recommandations des Saoudiens, avant de fournir conseil, encouragement et entraînement aux recrues en Europe occidentale, au Soudan et au Maroc. « Les Saoudiens ont octroyé au moins 7 millions de dollars au FNSL. Ils ont utilisé Moustapha ben Halim, l'ancien Premier ministre de Libye, qui est maintenant conseiller auprès du gouvernement d'Arabie Saoudite, en tant que *go-between* avec Megarief », affirme l'auteur, Jack Anderson, qui livre quelques détails sur la genèse de la collaboration. « Il n'est pas certain que la CIA ait été présente lors de la conception du FNSL. Nos sources affirment que la recherche de l'Agence d'une "organisation de substitution qui puisse renverser Kadhafi par tous les moyens nécessaires" a coïncidé avec la formation du groupe d'exilés[49]. »

À Washington, la chasse anti-Kadhafi semble avoir été inaugurée avant même l'investiture du président Ronald Reagan, qui a lieu en janvier 1981. Afin de préparer son audition devant le Sénat pour l'obtention du poste de Secrétaire d'État, Alexander Haig se pose déjà la question : que peut-on faire pour frapper Kadhafi ? L'ère du démocrate Carter est révolue, le ton se durcit. Aux yeux de la nouvelle administration républicaine, le maître de Tripoli présente en tant que cible un avantage certain. Il permet en même temps de « combattre les Soviétiques, le terrorisme et les Arabes diaboliques », selon

les termes de Lillian Harris, analyste en charge de l'Afrique du Nord au bureau des recherches et du renseignement du Département d'État[50]. Le nouveau président des États-Unis ne tardera pas d'ailleurs à qualifier Kadhafi de « clown fou du désert ».

Les entretiens et démarches insistantes du patron du SDECE auraient-elles eu un effet insoupçonné ? « Nous préparions ensemble [avec Reagan], avec le président Sadate, une intervention en Libye, confie Giscard d'Estaing au journaliste Vincent Nouzille. Le point de départ a été la visite à la Maison-Blanche d'Alexandre de Marenches[51]. » L'opération en cours est l'une des affaires réservées examinées lors de la passation de pouvoir en mai 1981, quand François Mitterrand prend ses fonctions à la présidence de la République. Il donne immédiatement l'ordre au nouveau patron des services, Pierre Marion, d'y mettre fin. Désormais, les Américains feront cavaliers seuls. Kadhafi leur a d'ailleurs lancé un véritable ultimatum en leur demandant de se retirer d'Oman, de Somalie et d'Égypte et de dégager leurs avions AWACS d'Arabie Saoudite. « Sinon, c'est la guerre », annonce, martial, le colonel, dans un message diffusé par voie de presse.

Dès le 7 mai 1981, le bureau populaire à Washington est fermé. Les États-Unis somment les « *oil-workers* » en Libye de rentrer à la maison. Les représailles se précisent en août quand des F-14 du porte-avions *Nimitz* abattent deux SU-22 libyens dans le golfe de Syrte, que la Libye avait « inclus » dans ses eaux territoriales en 1973. Une fois de plus, les travailleurs américains sont invités à plier bagages. Début décembre, une rumeur persistante accuse Tripoli d'avoir dépêché l'un de ses escadrons de la mort pour assassiner Ronald Reagan en personne. Le président signe alors la directive NSD (Décision de sécurité nationale) n° 16 pour « superviser la mise en œuvre de la nouvelle politique en Libye[52] », assortie de mesures « additionnelles », comme les embargos divers, sans oublier le document secret qu'il avait déjà paraphé le 18 juin demandant à la CIA d'apporter une aide « non létale » aux exilés anti-Kadhafi.

En mars 1982, alors que les commandos du FNSL sont déjà à l'entraînement, Washington décrète un embargo sur le pétrole libyen et l'exportation à destination de Tripoli de tout matériel de précision destiné à l'industrie pétrolière.

« Pure hypocrisie », tonne l'ambassadeur Christian Graeff qui a hérité en 1982 du poste très « *touchy* » de Tripoli. « Il y avait 1 000 à 1 200 Américains

qui tournaient en permanence. Ils arrivaient pour deux ou trois mois, mais, officiellement, ils étaient canadiens ou australiens et bénéficiaient de laissez-passer pour tout le territoire libyen. Une limousine spéciale les attendait à l'aéroport et c'était parti. J'ai observé personnellement le manège. Ils apportaient un plus technologique pour que la Libye ne se ringardise pas sur le plan de l'industrie pétrolière[53]. » Dans un rapport détaillé du 22 octobre 1983 adressé au ministre des Relations extérieures Claude Cheysson, l'ambassadeur donne le détail des chiffres et les noms des entreprises américaines qui, sous couvert de filiales, continuent à fonctionner sur place. Conoco, Marathon, Occidental, Mobil tournent toujours et contribuent à maintenir la production libyenne de brut à 1,1 million de barils par jour. Du côté du nombre de ressortissants américains présents en Libye, si selon les statistiques de l'ambassade de Belgique (qui représente les États-Unis), il est de 600 à 800, les Libyens en revanche ont enregistré 2 695 entrées de citoyens des États-Unis. Un écart qui ne gêne nullement les conseillers d'Alexander Haig, puisqu'il s'agit là d'intérêts privés, portant sur une denrée fortement prisée outre-Atlantique : le « *light and sweet* » pétrole de Libye. « On est sous embargo, bien entendu », ironise Christian Graeff. Un embargo qui empêche la France de vendre des Airbus à la Libye, puisqu'il est argué que ces avions bénéficient d'une technologie américaine dans leur moteur. Moyennant l'aide de quelques barbouzes, les Français essaieront tout de même d'en livrer un ou deux « en kit » *via* Hong Kong, avant de jeter l'éponge. En revanche, les « faux Américains » mais vrais techniciens arrivent à l'aéroport de Tripoli les poches déformées par les têtes de forages à diamants, pièce indispensable à l'extraction pétrolière, sans que personne ne fasse mine de s'en apercevoir.

À l'issue du coup d'État manqué du FNSL en 1984 et de la répression qui s'ensuit, il est pourtant difficile pour Washington de ne pas durcir ses positions. D'autant plus que, durant la même année, la Libye se livre encore à des excès. Des TU-22 sont allés bombarder la ville d'Omdurman, au Soudan, afin de faire taire la radio du FNSL, alors même qu'un coup d'État pour renverser Gaafar Nimeiry est en cours. À Londres, une manifestation devant l'ambassade a dégénéré. Les représentants du bureau populaire local ont ouvert le feu sur les quelques dissidents massés devant l'ambassade, faisant onze blessé et un mort, Yvonne Fletcher, la seule *police-woman* présente sur les lieux.

En décembre 1984, la CIA produit un rapport de 13 pages sur l'arsenal livré

aux réseaux terroristes par la Libye. Les armes légères, les lanceurs de roquettes type RPG-7 sont distribués avec générosité. Kadhafi a fourni aussi bien des Katioucha que des pistolets munis de silencieux aux groupes palestiniens, des explosifs à l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA), un peu de tout à l'Armée républicaine irlandaise (IRA) … Les analystes de l'Agence, les experts du National Security Center se rendent à l'évidence : les sanctions et les embargos n'ont pas l'effet escompté. La Libye livre à l'URSS, dans des « *barter deals* », des accords de troc, pétrole contre armes, 100 000 à 150 000 barils par jour. Selon les rapports de la CIA, les sociétés du bloc soviétique, Bulgarie et Roumanie en tête, fournissent en grande partie le matériel industriel manquant, ramassant de juteux bénéfices au passage. Il faut envisager d'autres solutions. Un ensemble d'opérations anti-Kadhafi sera préconisé par les hommes de Langley sous le nom de code « Flower ». D'un côté, l'opération « Rose » prévoit un débarquement depuis l'Égypte. De l'autre, « Tulip » doit aider l'opposition à renverser le raïs libyen. « Tout successeur de Kadhafi serait moins radical que lui et représenterait une menace moins grande pour les intérêts américains », affirme un *warning meeting* du NSC à la Maison-Blanche le 18 avril 1985. Il s'agit d'« aider à l'entraînement et au pilotage à partir de l'Algérie et de l'Égypte d'opérations paramilitaires à l'intérieur de la Libye[54] ».

La déroute de 1984 n'a pas découragé le FNSL. De nouvelles recrues sont mises à l'entraînement au Soudan avec l'idée de les convoyer par bateau. « Le Front ne voulait pas seulement supprimer Kadhafi, mais prendre le pouvoir et installer un gouvernement, affirme Mansour Saïf al-Nasr, qui s'était exilé depuis la tentative avortée de Sebha en 1970 et avait rejoint avec son grand frère Gaïth le FNSL au Maroc dès sa création. « Ce n'était pas un objectif facile du tout. L'opération en 1984 nous aurait moins coûté en vies humaines et en moyens s'il s'était agi uniquement de tuer Kadhafi[55]. » Mais le coup d'État qui fait chuter son allié soudanais, le président Gaafar Nimeiry, interrompt le projet. On change de stratégie. Une autre opération ultrasecrète avec des Libyens entraînés aux États-Unis est envisagée à partir de la Tunisie.

« Ils étaient cinq ou six, des *fedayin*, des gars qui sont prêts à tout », précise Salem Gnan, combattant du Front national et son représentant à Londres. Il rejoindra dès les premières heures de la révolte le Conseil national de transition en 2011 pour devenir l'un des adjoints d'Abdel Jalil, le porte-parole du CNT et représentant de la région amazighe de Nalout. « Tout était prévu à

partir de la base de Bizerte, en Tunisie. Les Américains avaient mis à notre disposition un avion de combat pour parachuter les *fedayin* à proximité de Bab al-Azizia. Les *fedayin* devaient tenter de s'y introduire[56]. »

Les Tunisiens, ayant eu vent des préparatifs par leurs réseaux, s'opposent à l'usage de leur territoire. Qu'à cela ne tienne. Avec le soutien financier de l'Arabie Saoudite et les « conseils » américains, le FNSL poursuit ses plans.

« Un jour, au tout début de 1985, Megarief est venu nous dire qu'il y avait des préparatifs avec des gens de l'intérieur de la Libye, raconte Mansour. Il a demandé à ce que certains d'entre nous se rendent en Tunisie. Pour le reste, il s'était arrangé avec les Américains pour disposer d'une base en Algérie. Des membres du Front sont partis à Djerba. Mon grand frère, mais aussi Fayed et d'autres. Megarief leur aurait dit : "Un hélicoptère va venir avec la tête de Kadhafi et là, vous allez donner le signal pour que les forces qui sont en Algérie entrent en Libye[57]." »

Deux camps sont installés dans le Sud algérien à plus de 800 kilomètres au sud-est de la capitale. La partie militaire est stationnée à El-Oued. Un centre regroupant les civils s'établit dans un ancien fort français à Hassi Messaoud. « Nous avions eu une rencontre à Londres et nous avons décidé qu'il fallait continuer l'action, précise Salem Gnan. Nous sommes partis en Algérie en 1985. Fathi Zeidan était le responsable militaire. J'étais dans ce camp avec Ali Zeidan, Oussama el-Abeid, le Dr Megarief nous a aussi rejoints. Nous étions environ 160. Les Algériens assuraient l'entraînement, la logistique. Ils fournissaient les voitures, les armes… tout. Nous devions occuper Bab al-Azizia, des ministères, des lieux stratégiques. Le contingent civil allait nous suivre, prendre des photos, diffuser des communiqués à la population[58]. »

« On avait même préparé de petits avions pour brouiller les services de télévision de Kadhafi, renchérit Mansour. Et aussi des bateaux avec beaucoup d'armes qui devaient partir d'Alger. »

Un nouvel espoir porte les membres du Front. Ils sont entraînés, soutenus, ils disposent de moyens et ont des relais à l'intérieur du pays. On leur dit même de faire mouvement vers la frontière algéro-libyenne. Ils y sont presque quand parvient l'ordre de faire demi-tour. Quelque chose ne va pas. « Nous avons appris la mort d'Ichkal et les Tunisiens ont fini par arrêter nos gens, mon frère Gaïth et Fayed Jibril[59]. »

La disparition du colonel Hassan Ichkal, proche cousin de Kadhafi,

demeure un mystère. Homme de confiance, en charge des services de sécurité de la région de Syrte, francophone, c'est lui qui accompagne le ministre des Relations extérieures Roland Dumas lors de ses visites au Guide de la Jamahiriya, jusqu'au jour où celui-ci lui déclare, faussement désolé : « J'ai une mauvaise nouvelle pour vous, Ichkal est malheureusement décédé dans un accident. » Dans les milieux militaires circule une toute autre version. En réalité, en novembre 1985, Ichkal a une violente altercation avec le Guide. Impulsif et coléreux, le cousin aurait eu un geste menaçant et la garde rapprochée aurait été « contrainte » de l'abattre pour protéger le chef de l'État libyen. Cette version, colportée par nombre de Libyens, est la version officielle d'une vaste mutinerie de l'armée dans laquelle était impliquée Hassan Ichkal depuis le début de l'année.

D'ailleurs, Sayyid Kadhafadam, lui aussi membre de la famille et gouverneur de Syrte, se souvient fort bien du jour où on lui a annoncé que Hassan avait été arrêté et emmené à Tripoli. « On m'a dit qu'il avait tenté de se suicider en cellule, mais je n'y ai pas cru une seconde. Je le connaissais bien, il n'aurait jamais fait ça[60]. » La disparition d'Ichkal au moment d'une tentative de soulèvement de l'armée et de l'attente d'un signal de l'« intérieur » par le FNSL trouve même son explication dans un câble ultrasecret de la résidence du KDS, le KGB bulgare, à l'ambassade de Tripoli, daté de mars 1985 :

*« […] dans la région de Syrte a été découvert un groupe de militaires qui préparait un coup d'État contre Kadhafi. Une centaine d'officiers, dont quarante de haut rang, ont été arrêtés… Nous avons déjà précédemment transmis des informations concernant des arrestations et les sentiments négatifs de l'armée à l'égard de Kadhafi. En ce moment, les contrôles sur les routes à la recherche d'autres conjurés, d'armes et de munitions se poursuivent. Les mesures de sécurité pour les institutions de l'État sont renforcées. On attend des actions de deux groupes de terroristes d'environ 30 personnes qui ont été transférés par bateau dans les régions de Misrata et Sabratha. Nous faisons notre possible pour élargir l'information[*2]. »*

Ainsi, la liste de « personnes à éliminer » à laquelle faisait référence Sayyid Kadhafadam n'était pas une simple rumeur. Évidemment, il n'était pas

envisageable d’annoncer l’élimination d’un membre de la famille pour raison de mutinerie à la une du journal comme dans le cas de Salem Gelali. Sa famille, finalement relâchée, passera des années à guetter les nouvelles du Front. Leur seul regret était de ne pas avoir eu la possibilité d’offrir une sépulture digne à leur héros. Personne ne savait ce qu’il était advenu du corps de Salem Gelali jusqu’à la chute de Tripoli à l’été de 2011. Le 30 août, les *thowar* qui prennent possession de l’hôpital central de la capitale font une macabre découverte. Dans une chambre froide, verrouillée et gardée 24 heures sur 24, sur ordre de Kadhafi, sont enfermés seize corps desséchés par le temps. Selon l’administration, parmi eux se trouvent ceux de certains commandos de mai 1984. Une annonce est publiée dans les journaux. « Nous nous sommes tous précipités, raconte Abdoul Rahman, la gorge serrée. Ma sœur Karima aussi est venue. Parmi les corps il y en avait un qui ressemblait à Salem à 90 %. Même tout noirci par le froid et le temps, j’ai reconnu mon frère. Maintenant, nous attendons les tests ADN, mais ça tarde à venir. Plus d’un an a passé, et toujours rien. » En attendant, la chambre froide de l’hôpital est toujours verrouillée.

*1. Voir annexe 10.

*2. Voir annexe 8.

9

Pour un cargo d’oranges

« Dites voir, Dumas…

– Oui, Président ?

– Si je n’ai pas de vos nouvelles dans les quarante-huit heures, j’envoie le GIGN[61]. »

C’est la troisième la troisième mission secrète à Tripoli de l’émissaire spécial du président Mitterrand, mais, cette fois, la situation est tendue. Il y a cinq jours à peine, le 11 août 1983, la France a déclenché au Tchad l’opération « Manta ». Les paras du 8e REP sont dépêchés à N’Djaména, à la demande du président Hissène Habré qui voit les forces de Goukouni Ouddei, appuyées par la Libye, menacer la capitale.

Armé et soutenu par les États-Unis depuis sa base du Soudan, Habré a repris le pouvoir à Goukouni, qui avait installé entre 1979 et 1981 un Gouvernement d’union nationale de transition (GUNT). Le point de rupture a été atteint entre les deux anciens frères d’armes quand Goukouni a annoncé, en janvier 1981, la fusion du Tchad avec la Libye, à la grande satisfaction de ses alliés de Tripoli. Depuis, les États-Unis considèrent le Tchad comme une excroissance du problème libyen.

Soutenu par la CIA, Habré a repris possession de N’Djaména en juin 1982. Pour Washington, comme pour Paris, il n’est pas question de laisser Kadhafi déployer ses poussées expansionnistes. Les méthodes pour parvenir à y mettre un terme ne sont cependant pas tout à fait à l’unisson. « Les Américains nous pressaient d’en finir avec Kadhafi et d’entrer en Libye[62] », affirme Roland Dumas, député, membre de la commission des Affaires étrangères au Parlement, mais surtout homme de confiance de François Mitterrand, qui se montre réticent à entrer en guerre. Kadhafi avait applaudi à l’élection du

président socialiste et fait envoyer dès 1982 Hassan Ichkal, pour inviter l'émissaire Dumas à Tripoli et proposer à la France une coopération visant à « contrecarrer l'influence américaine au Tchad ». En guise de réponse, il avait reçu la demande de la France de retirer du Tchad ses forces armées.

Une deuxième entrevue secrète a eu lieu le 14 juillet 1983, sans grand résultat. Un mois plus tard, le 15 août, Roland Dumas a donc pour mission de retourner à Tripoli afin d'accentuer la pression. De Washington, Ronald Reagan a envoyé dès le 19 juin un message à François Mitterrand le sommant d'agir. Entre-temps, le président américain a fait approuver une subvention d'urgence de 25 millions de dollars pour une opération baptisée « Arid Farmer » (fermier aride), qui comprend la livraison à Habré de lance-missiles sol-air portables Redeye et le déploiement à partir du Soudan de deux systèmes de détection et de commandement aéroportés AWACS destinés à surveiller l'aviation libyenne.

« Habré était très embêté, se souvient Jean-Christophe Mitterrand, alors adjoint de Guy Penne, le conseiller pour les Affaires africaines à l'Élysée. Il s'était fait reprendre les villes dans le nord du Tchad à cause de l'aviation libyenne face à laquelle il était très démuni. Les Américains avaient décidé de donner aux Tchadiens des Redeye, du genre SAM-7 en plus sophistiqué, mais ils ne voulaient pas les leur laisser directement. Il ne fallait pas que ce soit entre les mains de n'importe qui. Donc ils nous avaient demandé de trouver des mercenaires qui accompagnent les troupes de Habré[63]. » Pour répondre à la demande de l'état-major américain, une trentaine de « soldats » français sont déployés à N'Djaména, payés par des fonds de l'association de coopération Carrefour du développement[*1]. Sur place, des instructeurs américains les forment au maniement des missiles.

« Pour les Américains, l'intéressant était de déstabiliser la Libye. Le général Vernon Walters, qui était passé dans le civil, venait à Paris régulièrement avec des photos satellites, poursuit Jean-Christophe Mitterrand. Une fois, je l'avais emmené à Latché. Très sympathique d'ailleurs, un francophone complet. Les Américains poussaient et poussaient pour qu'on intervienne en Libye, mais il y avait un *niet* politique total [de la présidence]. » Seule concession, l'opération « Manta ».

Les informations mises à la disposition de l'état-major français par les États-Unis ne sont pourtant guère rassurantes. Le risque d'une invasion libyenne du Tchad semble évident, au vu des clichés fournis par Walters, un

ami de trente ans du comte de Marenches et l'ancien numéro 2 de la CIA sous Nixon de 1972 à 1976. Kadhafi ne compte pas céder. C'est à ce moment-là que Roland Dumas se voit confier la délicate mission de le faire changer d'avis.

Par souci de confidentialité, son voyage n'est pas annoncé à l'ambassade de France à Tripoli et il évite même de noter sur son agenda ses déplacements prévus. Les pages du 14 juillet et 15 août 1983 y sont restées vierges. Les allées et venues de l'émissaire de François Mitterrand ne passent pourtant pas inaperçues.

« J'ai été prévenu par Abdel Ati el-Obeidi, ministre des Affaires étrangères. La veille du 15 août, il m'a fait venir à la marina des officiels vers minuit, minuit et demi, en grand secret, pour me dire : "Alors demain, on reçoit l'émissaire", se rappelle Christian Graeff. À l'ambassade de France, on savait qu'une visite avait déjà eu lieu le 14 juillet, mais je ne savais pas qui était l'émissaire[64]. » Un mois auparavant, le jour de la fête nationale, dans l'après-midi, l'ambassadeur de France en Libye Christian Graeff était occupé avec l'ensemble des cinq employés de la mission diplomatique et leurs épouses à tartiner des toasts pour recevoir le soir même 450 Français, quand l'attaché militaire avait été appelé par son homologue italien. Celui-ci, intrigué, voulait connaître le nom de la personnalité française en visite à Tripoli. Car trois de ses hommes venaient de repérer un Mystère 20 à l'aéroport, qui s'était posé tôt et était reparti dans la journée. Quelqu'un d'important était venu, mais qui ? L'attaché militaire français n'avait pas pu renseigner son collègue italien.

Un mois plus tard, El-Obeidi, tout en rondeur, accueille l'ambassadeur de France Christian Graeff en pleine nuit autour d'un thé.

« *Hello, dear ambassador*, alors nous allons recevoir ce fameux émissaire demain.

– Eh oui, cher ministre, vous avez bien fait de m'appeler, il faut prendre certaines précautions pour que tout se passe bien. »

Je ne savais rien de rien, je bluffais à 300 %, s'amuse Christian Graeff.

« Oui, d'autant plus que la dernière fois ça ne s'est pas très bien passé, fait remarquer El-Obeidi.

– Je ne vous le fais pas dire.

– Le Guide n'a pas voulu le recevoir, il n'a pu voir que Jalloud. Mais cette fois, ça se passera bien. Je vous ai fait venir pour vous proposer de nous

retrouver demain à 10 heures au salon d'honneur à l'aéroport[65]. »

« Le lendemain, nous étions tous là. Le Mystère 20 se pose, la porte s'ouvre et apparaît avec un sourire comme ça notre ami Roland. Il descend les trois petites marches, tapis rouge, Abdel Ati el-Obeidi s'avance, embrassades, puis il se tourne vers moi : "Monsieur l'ambassadeur, peut-être ? – Forcément", dis-je. Or, je n'avais jamais vu Dumas de ma vie. Je ne savais toujours pas qui j'avais devant moi. C'était croquignolet. »

On boit le thé, on appelle Bab al-Azizia, mais ça dure. Une vilaine habitude du Guide consiste à faire attendre un peu tout le monde, y compris des ministres, qui, pour certains à bout de patience, comme l'Italien De Michelis, sont repartis avant l'entretien promis. Roland Dumas est excédé. « Dites à vos amis que ça ne va pas se passer comme ça. Ou je vois Kadhafi, ou c'est rien du tout, et il y aura des conséquences. C'est ce que veut Mitterrand, on ne peut plus supporter. La France ne va pas se laisser mener par le bout du nez[66]. »

Mais ça ne vient pas. El-Obeidi propose une escale à l'hôtel El-Kébir qui fait un peu plus monter la tension. « Ah non, je veux pas aller à l'hôtel Kébir, je connais la musique », enrage Roland Dumas.

« On lui avait préparé la suite n° 101, se souvient l'ambassadeur Graeff. Or, toutes les chambres du Kébir en "1" sont sur écoute. Al-Bichari, qui était le chef des services secrets à l'époque, m'avait fait visiter le centre d'écoutes installé au sous-sol. Goukouni était à la 601, et ainsi de suite… »

L'émissaire du président Mitterrand ne décolère pas, alors que Christian Graeff lui fait de grands signes pour lui signaler le problème. « J'en n'ai rien à faire, je veux que ça se sache. On ne se moque pas de la République française comme ça. Et si le colonel ne veut pas me recevoir, ce sera la rupture avec la Libye. » Ni les plateaux de fruits frais, ni le thé assorti de petits gâteaux ne parviennent à meubler l'attente orageuse. Finalement, au bout d'une bonne heure, El-Obeidi s'annonce. Dumas ira seul rencontrer le Guide, alors que l'ambassadeur patiente dans le hall de l'hôtel en gardant un œil sur la porte qui descend à la table d'écoute.

« En revenant, Roland était transformé. Ils avaient tracé avec le Guide sur la carte une ligne le long du 15^{e} parallèle, la "ligne rouge" de non-confrontation des forces armées françaises et libyennes et les modalités de retrait des deux parties du Tchad. Mitterrand voulait un contrôle, Kadhafi ne

voulait pas de l'ONU. Finalement, Dumas a réussi à lui faire accepter la présence d'observateurs de l'OUA [Organisation de l'union africaine][67]. »

Quelques mois après cette rencontre, on annonce l'arrivée du colonel Jean-Luc Iacconi, du renseignement militaire, à Tripoli. Christian Graeff doit l'introduire auprès de l'état-major libyen, plus particulièrement auprès du ministre de la Défense Abou Bakr Younès Jaber qui, avec Abdel Salem Jalloud, Moustapha Kharroubi et Khouildi Hamidi, forme le carré de fidèles autour de Kadhafi, seuls rescapés du CCR de 1969. « Le colonel Iacconi devait rester cinq mois et avait pour mission de percer à jour ce que les Libyens nous cachaient. En réalité, Kadhafi faisait remonter ses troupes du Tchad par Sebha et par l'orient *via* Koufra, il faisait descendre des troupes, division par division : 120 d'un côté, 120 de l'autre. Iacconi voyait s'annoncer la rupture. Il avait tout visité, les entrepôts d'armements, les bases… En somme, l'état-major libyen l'avait bien traité, mais sans lui révéler l'essentiel. Avant de partir, il m'a dit : "Vous avez affaire à des drôles de bédouins. Le régime ne va pas tenir."[68] »

Envisagée un moment, l'éventuelle visite de Kadhafi à Paris est reportée *sine die*. On convient d'une rencontre en terrain neutre sous les auspices de l'Internationale socialiste, parrainée par le Grec Georges Papandréou, par le chancelier autrichien Bruno Kriesky et par l'Espagnol Felipe Gonzales. Rapide et froide, l'entrevue Mitterrand-Kadhafi en Crète, le 10 novembre 1984, ne modifie en rien les manœuvres libyennes. Les divisions de la Jamahiriya poursuivent leur chassé-croisé. « La fameuse rencontre de mon père avec Kadhafi en Crète avait été arrangée par les Grecs, précise Jean-Christophe Mitterrand. On avait un accord : Kadhafi devait se retirer du Tchad. La veille du départ en Crète, nous nous sommes aperçus que les Libyens, au contraire, étaient bien rentrés à nouveau sur le territoire tchadien. Les Américains nous avaient renseignés là-dessus. Je me souviens que j'avais eu une conversation un peu difficile avec mon père, je lui ai franchement dit : "Tu es fou d'y aller, ça va nous poser un problème interne." Il a répondu : "Non, je vais y aller, mais mon discours a changé. Ce n'est pas 'Devenons amis', mais 'Tu veux la guerre, tu l'auras.'"[69] »

Plus personne ne sait sur quel pied danser avec celui qu'on appelle

désormais le « renard du désert ». Le terme a été mis au goût du jour par l'ambassadeur Graeff lui-même, qui a bien connu le désert, notamment du côté tchadien, où il avait créé dans les années 1950 les écoles françaises. La plupart des chefs de tribus qui ont fui le Tchad pour s'installer à Tripoli viennent régulièrement à l'ambassade de France saluer le *moualem*, le maître. Parmi les élèves de ces écoles figure même le chef du renseignement Al-Bichari, de mère tchadienne *mehari* et de père libyen de Cyrénaïque. Francophone, il assistait régulièrement à des « petits déjeuners » à la Piscine, comme on surnommait déjà le siège de la DGSE, sans en référer forcément, semble-t-il, au Guide de la Jamahiriya.

« Kadhafi embêtait tout le monde et c'est pour cela que je le surnommais le "renard du désert" », confie Christain Graeff. C'est un petit renard des sables, très clair, qu'on appelle aussi le fennec. L'un des plus rapides et des plus agiles de tous les mammifères. Quand il sort de son trou, il part comme une flèche, se retourne sur lui-même, fait des roulés boulés et, hop, il repart. C'est Kadhafi. Il bondit, il rate une cible, il rebondit. Une ultra-mobilité irrationnelle, qui est forcément bédouine. C'est dans l'initiative qu'il est le meilleur, dans l'offensive pour capter un objectif qu'il s'est déterminé tout seul, avant de s'en détourner. Personne ne lui disait quoi faire, sauf Dieu, avec qui il "conversait" lors de ses retraites dans le désert. »

C'est d'ailleurs dans la pure tradition de la négociation à la bédouine qu'un émissaire de la Jamahiriya se rend alors à Paris dans l'espoir d'infléchir le cours des événements. En charge des dossiers africains à l'Élysée, c'est Jean-Christophe Mitterrand qui le reçoit. « C'était un envoyé de Kadhafi, un cousin, Ahmed Kadhafadam [frère de Sayyid Kadhafadam]. Il est venu dans l'idée d'arranger les problèmes. »

L'échange entre les deux hommes est pour le moins étonnant.

« Nous ne pouvons pas accepter l'armée française au Tchad, revendique d'emblée le cousin de Kadhafi.

– L'armée française n'est au Tchad que parce qu'il y a l'armée libyenne, sinon on n'y serait pas, rétorque le fils de François Mitterrand.

– Mais il n'y a pas d'armée libyenne.

– Il n'y a pas d'armée française non plus.

– Pourtant, on la voit à la télé.

– Vous savez, c'est comme chez vous, on adore la propagande.

– Vous comprenez, s’il y a le feu au Tchad, ça peut mettre le feu à la Libye.

– Vous avez parfaitement raison, surtout si c’est vous qui mettez le feu au Tchad. Il y aura un retour de flamme sur la Libye évident, conclut Jean-Christophe Mitterrand pour mettre une fin à l’échange[70]. »

À partir de ce jour, le conseiller Afrique du Président aura à Tripoli la réputation d’être un ennemi de Kadhafi. Quand, le 16 février 1986, la France déclenche l’opération « Épervier » et bombarde la base libyenne à Ouadi-Doum, en plein territoire du Tibesti, la position de l’Élysée est claire : « On ne fait pas la guerre à la Libye, on fait la guerre aux Libyens qui sont au Tchad. Grande différence. C’était la frontière politique que mon père avait posée. »

Du côté des Faucons de Reagan, les jeux sont faits. Enthousiasmé par l’opération « Épervier », Vernon Walters vient demander à Mitterrand ni plus ni moins qu’une attaque conjointe de la Libye. C’est un non catégorique, alors que l’armada américaine est fin prête. Le 23 mars 1986, la VI^{e} flotte US, qui compte trois porte-avions et une cinquantaine de navires, fait mouvement dans le golfe de Syrte dans le but de provoquer la Libye. Des missiles sont tirés par le centre de défense antiaérienne de Syrte sur une paire de F-14 venus chatouiller la côte libyenne à 60 miles. Les SAM-5 libyens s’abîment piteusement en mer, mais ils ont appelé une réplique de l’US Navy totalement disproportionnée. Le littoral est bombardé, des patrouilleurs des gardes-côtes coulés avec leurs équipages. Ceux qui essaient de rejoindre la rive à la nage sont mitraillés. On compte au moins une cinquantaine de morts.

Outré, le colonel Kadhafi demande l’intervention du Conseil de sécurité de l’ONU, sans résultat. Il s’agit pourtant d’une violation flagrante des eaux territoriales d’un pays souverain. Ce n’est qu’un début. À Washington, on veut la peau de Kadhafi. À Paris, la manœuvre est observée d’un œil des plus critiques. Un mois plus tard, les enchères montent. Les États-Unis s’apprêtent à donner le feu vert à l’opération « Eldorado Canyon ». Une vingtaine de chasseurs F-111 de l’US Air Force vont aller bombarder Tripoli et Benghazi.

Quand Walters se rend, dans les premiers jours d’avril 1986, à l’Élysée et à Matignon, il a l’intention de persuader tour à tour le président Mitterrand et le Premier ministre Jacques Chirac, qui vient de prendre ses fonctions dans un cabinet de cohabitation, d’octroyer l’autorisation de survol pour les F-111 américains. C’est à nouveau un refus tranché.

« Nous étions dans une période de spéculation sur le thème “La Libye,

foyer du terrorisme international", confie Éric Desmarest. C'est évidemment un élément important qui a donné lieu à concertation entre les Occidentaux, d'autant plus qu'il y avait eu très récemment quelques attentats qui avaient laissé des traces. Après celui de la boîte de nuit La Belle à Berlin, le 5 avril 1986, les Américains estimaient qu'ils devaient agir et taper, en essayant au passage de tuer Kadhafi. Or, en France, c'était le tout début de la cohabitation. J'étais le directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Jean-Bernard Raymond. Je n'ai pas beaucoup dormi la nuit du 14 avril. J'ai même eu droit à la visite du secrétaire général de l'Élysée et du chef d'état-major de l'armée, du président, qui sont venus un samedi matin dans mon bureau. Puis, nous sommes allés voir le ministre. On s'est concerté bien entendu avec Chirac et son état-major. Nous venions de prendre nos fonctions en mars [le 20, précisément] et tout cela s'est déroulé en avril. Sur ce point, il n'y a pas eu de difficulté entre la Rive droite et la Rive gauche. Nous étions tous d'accord pour ne pas laisser les Américains survoler le territoire national. Ils voulaient tout de même attaquer un pays sans être en guerre avec lui, sans mandat des Nations unies et sans avoir les preuves absolues de la culpabilité de Kadhafi. Nous avons estimé que nous n'avions pas à nous rendre complices de cette opération, qui était un peu un acte de piraterie internationale[71]. » Sollicité, le gouvernement italien du socialiste Bettino Craxi adopte la même attitude. Seule la Britannique Margaret Thatcher accepte de s'impliquer en laissant décoller les appareils de l'US Air Force des bases britanniques.

Les préparatifs de Washington et l'agitation dans les capitales occidentales ne sont pas sans intriguer Moscou. Leurs relais bulgares aidant, l'information est parvenue aux grandes oreilles du KGB. Les agents de Sofia disposent en Libye d'un réseau d'espionnage des plus performants, qui remonte à l'époque du roi Idris. Dès 1979, les Bulgares avaient même monté une « mesure active » en Libye sous le nom de code « Ouragan ». Des informations sur les velléités des États-Unis, de l'Égypte et d'Israël à faire tomber le régime de Kadhafi ont été habilement glissées dans l'oreille du Guide. Un certain capitaine « Omar » avait naguère fait état au colonel des préparatifs d'un complot. Un an plus tard, la KDS avait pour de bon prévenu Tripoli de l'imminence d'une invasion égyptienne et des préparatifs du coup d'État au début de 1980. Les agents bulgares s'étaient montrés si performants qu'en 1980, le plan conjoint d'activités du KGB et de sa petite sœur la KDS dans les pays arabes prévoit explicitement : « Libye. n° 1. Utilisation régulière du canal créé par nous [les Bulgares] *via* "Hakim" pour faire passer des

informations, transmises par le PGU-KGB[*2], au dirigeant libyen Kadhafi. » Ledit « Hakim » est un proche de Kadhafi. D'abord chef de sa sécurité personnelle, il s'est hissé au grade d'adjoint au ministre de la Défense, puis d'adjoint au directeur du renseignement militaire en charge des opérations spéciales libyennes à l'étranger. Les espions bulgares l'avaient « pêché » dès 1975 et cultivaient soigneusement le tuyau depuis[*3]. C'est ainsi qu'ils avaient eu vent, dès 1984, des préparatifs des services libyens en vue d'assassiner le leader irakien Saddam Hussein. Début 1985, ils sont au courant des ordres de Kadhafi qui visent les chefs de l'OLP. « Un fond spécial de 200 millions de dollars a été créé pour cela, avec une prime de 1 million pour chaque membre de la direction de l'OLP abattu », précise le rapport de la KDS. Ils ont aussi repéré tous les camps d'entraînement des différentes « armées de libération » en Libye, où sont formés des Palestiniens dissidents de l'OLP, mais aussi des membres du Polisario, des Somaliens, des Tchadiens, sans oublier l'aide apportée aux Armées de libération arménienne, irlandaise et kurde… Des relais aidant, le réseau de renseignement des services bulgares s'étend sur une bonne partie de la Méditerranée.

En janvier 1986, l'une de leurs « recrues », basée en Grèce, fait remonter au Centre une conversation de l'agent dénommé le « Diplomate » avec un gradé de la base américaine de Chypre décrivant une prochaine « agression sur la Libye » avec l'appui de la VI^{e} flotte de l'US Navy et d'autres unités. L'information est bientôt complétée par d'autres du même genre en provenance d'Italie, d'Égypte et même de Hongrie. Les centrales de renseignement bourdonnent et Sofia compile soigneusement jusqu'à la cote d'alerte. « Ils n'avaient pas le couloir aérien qu'ils voulaient. Il fallait qu'ils refuelent vers Gibraltar de nuit. Bref, la logistique était très complexe, se souvient le général Todor Boïadjiev qui, à l'époque, s'occupe du service Analyses de la KDS, avant de devenir quelques années plus tard le numéro un du service de renseignement. Tout cela nous est parvenu par de multiples sources et j'ai proposé qu'on intervienne pour contrecarrer l'opération qui se préparait, d'autant plus que nous avions des informations sur les cibles et parmi elles figuraient des sites civils. Vassil Kotsev, le patron du renseignement, en a parlé au ministre des Affaires étrangères Petar Mladenov, qui donne le OK. Évidemment, nous avons aussi sollicité le feu vert de Moscou. On avait l'information, mais on hésitait sur le canal le plus approprié pour faire parvenir le message directement à Kadhafi. Finalement, c'est Mladenov qui a trouvé le moyen. J'ai personnellement rédigé la note en

prenant soin de la “nettoyer” afin de protéger nos sources. Elle a été transmise sous pli cacheté[72]. »

« C’est moi qui lui ai apporté l’information sur les bombardements en préparation », admet Philip Ichpekov, ambassadeur de Bulgarie en Libye de 1982 à 1991. Il est l’un des étrangers qui a le plus fréquenté le Guide de la Jamahiriya. Non moins de trente entretiens en tête à tête, sans compter les autres occasions, lors des visites officielles et autres festivités. Un record absolu, à comparer aux cinq entretiens de Christian Graeff et la vingtaine de l’ambassadeur d’URSS. « En avril 1986, il y avait un congrès du Parti à Sofia, j’y assistais. Avant mon départ pour Tripoli, les services m’ont appelé : “Dites-lui personnellement qu’entre cette date et cette date, il y aura une attaque sur la Libye.” C’était une information certaine et vérifiée. Dès mon arrivée à Tripoli, j’ai remis le pli à Al-Bichari, puisque le Guide était en voyage. Je me suis permis le lendemain de rappeler et de demander si le message avait été transmis. Cela m’a été confirmé. C’était une semaine avant le bombardement qui a eu lieu dans la nuit du 14 au 15 avril. Je ne comprends toujours pas pourquoi les Libyens n’ont pris aucune mesure[73]. »

Le raid aérien américain dure à peine une heure, mais les dommages sont dignes d’une scène de guerre. Le soir de l’attaque, le président Ronald Reagan s’adresse à la nation à partir du bureau ovale. « Ce soir, les forces aériennes et navales des États-Unis ont lancé une série de raids contre des installations terroristes et des sites militaires qui appuient les activités subversives de Mouammar al-Kadhafi. Les attaques ont été concentrées et soigneusement ciblées pour minimiser les pertes parmi le peuple libyen, contre lequel nous n’avons rien. D’après les rapports initiaux, nos forces ont réussi leur mission[74]. »

Le QG de Kadhafi, Bab al-Azizia, et plus particulièrement sa maison d’habitation, ont été visés et bombardés. Le Guide affirme que sa fille adoptive Hana y est morte. Si des sites militaires sont effectivement détruits à Tripoli et à Benghazi, c’est non moins de cinq tonnes de bombes qui ont aussi été déversées dans les quartiers résidentiels à proximité. Les blessés se comptent par centaines. Une vision de chaos, incompréhensible pour les Libyens, qui n’ont jamais entendu parler de camps d’entraînement pour les terroristes et encore moins de l’attentat de la discothèque La Belle. Le pays est en état de choc et Kadhafi est vivant.

« Après le bombardement, j’ai été le premier étranger à aller voir Kadhafi,

poursuit Ichpekov. Il m'a tout de suite reçu. Il avait été mis sous haute surveillance dans un endroit sécurisé. Ils ont envoyé une voiture me chercher. Je l'ai trouvé prostré. J'étais mal à l'aise. Il m'a laissé comprendre qu'il se sentait trahi par tous. C'était un type dur, il savait se contrôler en toute circonstance et, là, il était au bord des larmes. Je lui ai dit que nous, on ne l'avait pas trahi. Tous les médecins bulgares, et ils étaient nombreux, étaient en alerte. Ils étaient les seuls à travailler et soigner les blessés dans l'urgence. Tous les autres, y compris les Libyens, avaient foutu le camp. Certains docteurs n'ont pas dormi pendant plus de 70 heures après l'attaque aérienne. À l'ambassade, on avait pris en charge leurs familles et leurs enfants, pour qu'ils puissent travailler. "Ta venue a réchauffé mon cœur blessé", m'a-t-il dit. Le peuple libyen n'avait pas à être l'otage de ses relations avec les États-Unis. Des bombes sont tombées aussi sur des cibles civiles, des écoles… J'avais carte blanche pour parler avec lui. »

Cette liberté de parole avec le Guide n'est pas nouvelle pour Ichpekov. Un an plus tôt, épouvanté par la retransmission à la télévision de pendaisons de « traîtres » après l'une des dernières tentatives de coup d'État, l'ambassadeur de Bulgarie avait demandé à être reçu en urgence pour protester. « J'étais révolté au plus profond de mon être et je lui ai dit qu'il finirait par se faire détester par le monde entier et surtout par son propre peuple. »

En attendant, les Bulgares viennent de donner un sacré coup de main à la Jamahiriya et surtout, ils ont sauvé la peau de Kadhafi. Habile, le colonel distribue des remerciements aussi à d'autres pays. Apprenant que Roland Dumas avait conseillé à Mitterrand d'interdire le survol des F-111 au-dessus du territoire français, il l'accueillera régulièrement ensuite avec des « ah, mon cher ami, vous qui m'avez sauvé la vie ! ». Même scénario pour ses amis italiens. À Sofia, l'information étant ultraconfidentielle, on ne s'étend pas sur la véritable origine du renseignement fourni à Kadhafi. Todor Boïadjiev, l'un des rares à être au parfum, se souvient pourtant fort bien des suites du « message à Kadhafi ».

« Un mois-un mois et demi après le bombardement, on nous annonce qu'un cargo libyen demande à atterrir. Il n'y a pas d'autorisation préalable, pas de plan de vol. Rien, à la libyenne. L'état-major est presque en état d'alerte. Ils savent que Kadhafi est imprévisible. Ils donnent quand même l'autorisation au cargo de se poser et là, les douaniers n'en croient pas leurs yeux. Il est chargé à ras bord… d'oranges, destinées au ministère des Affaires étrangères. »

Reconnaissant, le Guide remercie ses amis avec l'une des denrées les plus prisées derrière le rideau de fer. Le luxe suprême qu'on ne pouvait trouver dans les magasins qu'à la veille de Noël, à un prix exorbitant, en provenance de Cuba.

« J'avais un ami aux Affaires étrangères qui me dit : vos oranges, le syndicat a donné l'ordre de les répartir entre les services du ministère. Or ce n'étaient pas eux qui avaient fait le boulot. J'en fais état à Vassil Kotsev, le patron de la KDS, qui était assez proche du ministre des Affaires étrangères. Kotsev appelle aussitôt Mladenov et lui dit : "Dis donc, il paraît que les Affaires étrangères ont bouffé les oranges des espions.

– Ah, je ne savais pas que c'était pour vous, se justifie Mladenov. C'est moi qui ai demandé qu'on en distribue à tout le monde pour pas qu'on nous accuse d'organiser un trafic d'oranges." »

*1. De l'association de coopération Carrefour du développement, créée à l'initiative du ministre de la Coopération de l'époque, Christian Nucci (1982-1986), pour recueillir des fonds de l'État français et officiellement promouvoir des actions de développement en Afrique (sommet franco-africain au Burundi) on apprendra deux ans plus tard qu'elle a servi de caisse pour d'amples détournements de fonds, au profit de diverses associations et personnes proches des socialistes.

*2. PGU-KGB, première direction centrale du KGB, en charge du renseignement extérieur.

*3. Voir annexe 6.

10

Les Contras du désert

La *shara* Gamal-Abdel-Nasser était l’avenue officielle de Benghazi. Quand les huiles de Tripoli venaient prendre leurs quartiers dans la ville rebelle de l’Est, elle était entièrement barrée. Soltan, qui me fait les honneurs du guide local improvisé, tient à me montrer l’enfilade des bâtiments administratifs et résidentiels qui hébergeaient les hôtes du pouvoir central. Détail frappant, les façades sont toutes aveugles. Côté avenue, pas une seule petite fenêtre, comme pour signifier clairement que l’État tournait le dos à la cité, qu’il savait de toutes les façons hostile. L’animosité entre l’Est et l’Ouest est presque immémoriale. Le pays de Cyrène s’est opposé de tout temps à la Tripolitaine et à ceux qui l’ont administré, des Phéniciens aux Italiens. La plus parfaite des illustrations de cet antagonisme est certainement la légende des frères Philènes. En 460 avant J.-C., alors que la puissante Carthage guerroie avec Cyrène pour établir la ligne de partage entre les deux royaumes, on décide d’une convention : chaque partie enverra son expédition pour marcher vers les terres de la partie adverse. Le point de rencontre sera reconnu comme frontière. C’est de l’antique Bérénice, actuelle Benghazi, que part la délégation de Cyrène, tandis que celle de Carthage, conduite par les frères Philènes, s’élance de Leptis, actuelle Lamta. Par ruse ou par habileté, les Carthaginois parcourent deux fois plus de distance et rejoignent les envoyés de Cyrène aux environs de Ras Lanouf, privant les habitants de l’Est d’une substantielle partie de territoire. Contestations et protestations de part et d’autre. Finalement, pour pérenniser leur avancée, les frères Philènes acceptent d’être sacrifiés et enterrés vivants sur place. Pendant des siècles, l’autel des frères Philènes (« amoureux de la Gloire » littéralement) a marqué la ligne de partage entre le pays de Cyrène et l’Ouest de la Libye, jusqu’à l’invasion des Arabes au VII^{e} siècle, qui donnent à la vieille Bérénice son nom actuel : Beni Ghazi ou Benghazi, en hommage aux *ghazi*, les redoutables guerriers convertis à l’islam.

Soltan est lui aussi un guerrier de Benghazi. Dans les premières heures de la rébellion du 17 février 2011, lui et tous les membre de son clan se mobilisent. Ils ont à vrai dire un lourd contentieux avec le régime de la Jamahiriya. Ils sont de la famille de Khalifa Haftar, ennemi juré de Kadhafi depuis 1987.

Nous remontons l'avenue Nasser vers la caserne principale de Benghazi, que mon guide tient absolument à me montrer. Quelques bâtiments déserts qui portent les traces des assauts, la grande place de rassemblement vide, écrasée sous le soleil, puis, tout au bout, un étrange monticule d'à peine un mètre cinquante de haut, cerné de trouées. Les ouvertures, larges de cinquante centimètres tout au plus, mènent aux pièces de détention souterraines. Ici, on interrogeait, on torturait, on enfermait les ennemis de Kadhafi ; et Soltan, comme bien d'autres, y a fait quelques passages.

Direction le front de mer et la place des Martyrs où ont eu lieu, dans les premiers jours qui ont suivi la révolte du 17 février, les rassemblements anti-Kadhafi. « *Shouf, shouf !* » s'exclame Soltan en pointant du doigt un bâtiment. Jusque-là, selon mes lectures, *chouf* ou *shouf* désigne les passeurs toubous, seuls capables de vous guider dans les étendues du Tibesti. Grâce à mon interlocuteur, qui commente la visite à grands renforts de gesticulations, je finis par comprendre que *shouf* veut dire « regarde ». Soltan aurait bien aimé apprendre l'anglais ou le français, mais, en tant que jeune frère de Khalifa Haftar, il a été banni des écoles et universités. Sur son portable, il me fait visionner la vidéo de son frère aîné en train de prononcer un discours enflammé devant une assemblée nombreuse place des Martyrs. Je comprends que le bâtiment qu'il me désigne est l'endroit d'où Haftar a pris la parole au début du mois de mars, au lendemain de son retour au pays après vingt-quatre années d'exil, dont vingt et une passées aux États-Unis.

L'allure digne et martiale, le regard perçant, Haftar a conservé une certaine tenue de ses années dans l'armée. Dès l'annonce des premiers troubles, l'ancien général est revenu pour s'impliquer rapidement dans la direction des opérations militaires du Conseil national de transition. Cela fait près d'un an que je piste l'ancien exilé, toujours en mouvement. Tantôt à Benghazi, tantôt à Malte, tantôt en Égypte, tantôt aux États-Unis, dans sa maison à quelques kilomètres de Langley. Après dix heures d'attente à l'aéroport de Tripoli pour cause de tempête de sable sur Benghazi, je parviens enfin à le rencontrer. Son histoire est pour le moins singulière. « Nous [avec Kadhafi] avons fait l'école militaire ensemble », se remémore Khalifa Belkacem Haftar, qui faisait partie

avec le jeune Mouammar Kadhafi des officiers libres le 1er septembre 1969. Originaire d'Ajdabia, sa famille s'est établie à Benghazi. « Entre ma tribu, celle des Ferjani, et la sienne, il y avait des tensions. Son père était avec les Italiens. Trois de mes oncles ont été tués à cause de lui. J'essayais donc de ne pas m'approcher trop de Mouammar, car il y avait cette vieille histoire entre nous[75]. » En 1973, Khalifa Haftar se bat contre les Israéliens sur le front égyptien. En récompense, ou par souci de ne pas trop le voir traîner en Cyrénaïque, il est envoyé parfaire sa formation militaire en URSS, dans l'académie des officiers supérieurs de Frounzé, à Moscou. À son retour, il est nommé gouverneur militaire de la région orientale, de Benghazi à Koufra, avant de devenir en 1986 chef du corps expéditionnaire libyen au Tchad. « J'avais accepté d'aller au Tchad car il y avait beaucoup de pertes et il fallait redorer le blason de la Libye. Je suis entré dans une guerre perdue d'avance. »

Le général Haftar prend ses fonctions au début de 1986, alors que l'opération « Épervier » vient juste d'être déclenchée. En bon stratège, il a fait les comptes : les Français disposent de Mirage F1, de Jaguar, de gros porteurs Transall. Ils sont basés à N'Djaména, mais aussi à Bangui, dans la République centrafricaine voisine, et à Libreville, au Gabon. En plus de leurs forces propres, ils peuvent compter sur 8 000 Tchadiens de l'armée de Hissène Habré, sans oublier les 3 270 hommes des forces africaines du Zaïre et du Sénégal. « Des forces spécialisées dans la guerre du désert », précise-t-il. Soit en tout : 21 400 soldats équipés en matériel dernier cri « livré à l'armée tchadienne par les États-Unis et la France ». Lui, pour sa part, affirme qu'il ne disposait que de 11 280 hommes stationnés à Ouadi-Doum, Aouzou (Tibesti), Faya-Largeau (Borkou), Ounianga Kébir et Gouro (Ennedi-ouest).

« Kadhafi, qui était à la tête de l'exécutif, nous a souvent dit que notre sécurité dépendait du Tchad. C'était une zone instable, le Sud s'opposant au Nord. Pour nous, la bande d'Aouzou est litigieuse et pour Kadhafi, il y avait une troupe étrangère stationnée au Tchad qui menaçait l'intégrité de notre territoire. Mais cela faisait aussi partie de sa folie et de ses ambitions. Quand il parle du Tchad, il voit au-delà. Il vise la RCA, le Mali, le Sénégal… Il voulait construire un empire. Kadhafi ne voulait pas combattre la France. Son but était d'alléger la présence française au Tchad et en Afrique. »

À Paris, on ne l'entend pas de cette oreille. La base de Ouadi-Doum est

particulièrement surveillée. Ouadi-Doum, qui signifie la « vallée des palmiers-dattiers », situé au centre des reliefs du Tibesti, de l'Ounianga et de l'Ennedi, est au cœur du dispositif libyen. C'est une véritable forteresse militaire. Mieux, elle est en passe de se transformer en « porte-avions des sables » grâce à sa piste d'atterrissage qui s'est dangereusement allongée. Avec l'aide de techniciens est-allemands qui ont monté une véritable petite usine sur place, la piste de l'aérodrome atteint les 3 800 mètres de longueur, ce qui permet désormais aux avions tactiques de Kadhafi d'atteindre N'Djaména en venant refueler à Ouadi-Doum.

Avant de prendre les mesures qui s'imposent, Roland Dumas est une nouvelle fois sous la tente de Kadhafi, lancé dans l'une des discussions à la bédouine dont le Guide a le secret.

« Je suis venu vous dire de la part de Mitterrand que dans les semaines qui viennent nous allons bombarder, attaque fermement Dumas, alors ministre des Affaires étrangères en fonctions.

– Non, vous n'allez pas bombarder. Deux fois par semaine, je vais inspecter le chantier [de Ouadi-Doum]. Supposons que, quand vous bombardiez, ce soit le jour et l'heure où je m'y trouve… Mon ami Mitterrand tuerait son ami Kadhafi ? Non, c'est impossible[76]. »

Les ruses du renard des sables ne sont pourtant plus à l'ordre du jour. Une incursion de la LAJAF, les Force aériennes de la Jamahiriya, au-delà du 15e parallèle donne le signal.

« Les Libyens étaient intervenus au sud de la ligne rouge, confirme Jean-Christophe Mitterrand. Mon père avait demandé aux militaires : "donnez-moi une palette d'actions et je choisirai. En bons militaires, ça allait de 'on ne peut rien faire' jusqu'à 'la bombe atomique sur Tripoli'. La décision a été prise de bombarder Ouadi-Doum, au Tchad, mais au nord du 15e parallèle. Cette base était devenue un gros aéroport permettant aux avions libyens d'atteindre N'Djaména, ce qui nous posait un problème. Les Libyens avaient des avions de chasse et, face à un avion de chasse, le Jaguar [qui est un avion d'attaque au sol] ne tient pas deux minutes. Nous avions été obligés de mettre des Mirage pour protéger les Jaguar[77]. »

Ce sont justement onze Jaguar qui décollent à l'aube du 16 février 1986 de Bangui. Ils volent à basse altitude, escortés par un Atlantic-PC pour brouiller les radars libyens. À huit heures du matin, les bombes à perforation BAP-100

sont larguées. Poinçonnée par les raids des Jaguar, la piste de Ouadi-Doum est hors d'usage. C'est la première phase du plan « Épervier ». « Faire la guerre aux Libyens au Tchad » n'est plus une simple formule. C'est juste après cette « mise en demeure » que Khalifa Haftar prend son poste en mars 1986. Son QG est à Ouadi-Doum.

« La piste ne pouvait accueillir que des avions de transport, déclare-t-il. Il n'était pas prévu d'en faire une base pour les bombardiers et les avions de chasse. L'aviation [libyenne], les TU-32 et les Sukhoï, étaient stationnés à Sara, Jouffra et Aouzou. Même avec 1 000 photos satellitaires, moi je sais que la Libye n'a pas cherché à agrandir la piste de Ouadi-Doum. Ce n'est pas une zone efficace pour installer une base aérienne. Ça peut être une zone de défense pour stocker des munitions d'appui, mais pas un aéroport. »

Les « stocks », précisément, sont impressionnants. Cinq radars, toute la gamme des batteries de missiles SAM antiaériens, l'unité d'élite *Saïka* (l'« éclair »), 150 chars pour le périmètre défensif, 4 000 soldats pour manœuvrer les mitrailleuses et obusiers, sans oublier quelques hélicoptères d'attaque MI-25, dernier bijou de l'aviation soviétique. L'énorme camp retranché a été installé et renforcé au nez et à la barbe des Tchadiens et des Français.

Début avril 1987, Jean-Christophe Mitterrand, qui a pris la succession de Guy Penne au poste de conseiller Afrique à l'Élysée, est à l'ambassade de France à N'Djaména pour examiner la situation avec les généraux de l'opération « Épervier ». « Ouadi-Doum était pour nous un vrai problème militaire, se souvient-il. Comment faire pour s'en débarrasser ? On avait déjà bombardé. "C'est imprenable", disaient les généraux : les Tchadiens ne peuvent pas prendre Ouadi-Doum, c'est protégé par des chars, etc. » Finalement, le commandement de Habré, à la tête duquel le chef d'état-major est un certain Idris Déby, lance ses « Toyota brigades » sur la base libyenne le 13 avril. Deux mille guerriers, montés sur des pick-up, nouvelle version des chevaliers du désert, foncent à travers les étendues de sable brun et de roches rouges en pleine nuit. Officiellement, la France laisse faire, en simple observateur. « Savez-vous comment ils ont pris Ouadi-Doum ? interroge Jean-Christophe Mitterrand. Les chars qui entouraient la base étaient enterrés dans des sortes de fosses, seules les tourelles sortaient du sol. Déby a foncé sur elles avec ses hommes dans leurs Toyota, chargés des missiles qu'on leur avait donnés : ils arrivaient sur le char et tournaient autour plus vite que la tourelle,

version moderne des Apaches. Les hommes étaient debout sur le pick-up, le lance-missile à l'épaule… Et boum, à dix mètres, ils visaient la tourelle et tiraient dessus. Après, ils sont entrés dedans. Il y a eu de vrais combats, pratiquement au corps à corps. Les Libyens n'ont pas eu le temps de voir venir. Pour eux, ça a été dramatique[78]. »

« C'était une descente en enfer, déclare le général Haftar, par manque d'information et de communication avec les supérieurs. C'était une trahison bien préparée. On a vu une descente de parachutes sur Ouadi. Des accrochages un peu partout dans la base. Ils étaient en plus grand nombre. J'ai donné l'ordre de sortir et de se battre, pour ne pas être capturés comme des rats. J'entendais des haut-parleurs mais je ne comprenais pas ce qu'ils disaient. Nous avons été pris. On m'a mis dans une voiture. Mon grade était reconnaissable à mon uniforme. J'étais blessé. Une dizaine d'officiers français sont venus. Ils m'ont salué militairement et ont demandé s'ils pouvaient me parler. J'ai répondu que j'étais prisonnier des Tchadiens, je n'étais donc pas dans l'obligation de leur parler. Ils ont renouvelé leur salut et sont partis. On m'a emmené au commandement, puis à N'Djaména. »

Dans la capitale, Haftar est mis en détention dans une prison où croupissent déjà plus de 1 000 Libyens. Le général est surpris : « Jamais Kadhafi n'avait parlé de prisonniers au Tchad. » En réalité, ils sont plus de 2 000. Ceux pris à Ouadi-Doum, mais aussi lors de la bataille perdue de Fada, deux mois plus tôt, et d'autres, au fur et à mesure des incursions libyennes au Tchad. Ils sont détenus dans des conditions déplorables. Refusant de reconnaître ses défaites, Kadhafi refuse aussi de reconnaître l'existence de ces détenus, ce qui les prive du statut de prisonniers de guerre qui aurait pu leur garantir un minimum de droits, en application de la convention de Genève.

Lors de sa première rencontre avec Hissène Habré, en pleine nuit, Haftar essaie de plaider leur cause. Le président du Tchad le remet à sa place. « N'oubliez pas que vous êtes ici prisonnier, et non ambassadeur. » Quatre mois après la chute de Ouadi-Doum, lors d'une conférence de presse, Kadhafi renouvelle ses affirmations : « Il n'y a pas de prisonniers au Tchad. Khalifa Haftar ? Connais pas. » La trahison est totale. Haftar est durement touché. « Il m'appelait matin et soir et là il me reniait, il ne me connaissait plus. Pourquoi personne n'était-il au courant du nombre de prisonniers au Tchad ? Soit on est libre, soit on est en prison. Pour eux, c'était la prison et la tombe. Les prisonniers n'existaient pas. Vous savez, nous, on a des tribus, des familles, et

personne ne savait rien du destin des siens. Je me suis dit que je devais reconsidérer ma position. Ce n'est pas moi qui ai trahi Kadhafi. C'est lui qui nous a trahis. »

Haftar a pris sa décision. Il demande à voir Hissène Habré pour lui faire savoir qu'il va désormais s'opposer à Kadhafi. « Habré m'a dit : à partir de cet instant, tu es libre et tous ceux qui voudront te rejoindre aussi. » Rapidement, le général libyen réunit autour de lui 30 officiers. Chacun cherche à recruter dans le contingent de prisonniers. Ils sont de plus en plus nombreux. Habilement, Habré organise une rencontre avec Megarief, venu lui aussi se réfugier au Tchad. Après l'opération avortée d'Algérie, la chute de Nimeiry et la perte de la base du Soudan, c'est ici que Mohamed Megarief, Mansour Saïf al-Nasr, Salem Gnan, Salem al-Hassi et tous les autres combattants du Front du Salut ont trouvé un pays d'accueil. Un accord est scellé entre Haftar et le FNSL. Une force armée sous son commandement est créée : l'Armée nationale libyenne (ANL), qui se fera connaître comme la « force Haftar » ou aussi les « Contras libyens », en référence aux Contras du Nicaragua soutenus par la CIA. Elle sera le bras armé du FNSL.

« Hadj Gaïth Saïf al-Nasr, qui était notre père à tous, avait de bonnes relations au Tchad[*1], précise Salem Gnan. C'est comme ça que nous avons ouvert le canal avec Hissène Habré. Nous avons négocié avec lui et il a accepté que nous montions un camp et nous mettions en rapport avec les prisonniers. Beaucoup nous ont rejoints et nous avons mis sur pied une très grande base à Am-Sénéné[79]. »

« Les trois quarts des Libyens en détention à N'Djaména ont rejoint l'ANL, confirme Khalifa Haftar. À partir de là, il y a eu des contacts avec les Américains et les Irakiens, qui nous envoyaient leurs émissaires. Nous avons fait une demande pour obtenir des moyens matériels, des équipements. On a eu dix fois plus que ce que nous avions demandé en une semaine. On ne savait même pas où stocker tout ça. »

La base de l'ANL, située à 85 kilomètres de la capitale tchadienne, devient rapidement le repaire d'une véritable force armée. Fortement agacé par les manœuvres de Kadhafi qui finance l'Iran et fomente des complots pour le faire assassiner, Saddam Hussein se montre généreux. L'Irak fournit l'équivalent de 150 millions de dollars en armes et équipement militaire.

L’Arabie Saoudite finance les stations de radios qui émettent à partir du Tchad, mais aussi de l’Égypte et de l’Irak. Dans le camp d’Am-Sénéné s’alignent 500 véhicules, dont 450 sont armés de mitrailleuses lourdes de 14,5. Des mortiers, des lance-missiles antichars, des piles de caisses de munitions s’entassent dans les hangars. Il y a aussi des camions-citernes et même quelques chars T-55. Des mètres cubes de fusils d’assaut et kalachnikov flambant neufs sont fournis à la force Haftar. De quoi équiper une armée bien plus nombreuse. Dans le camp, quelque 400 recrues s’entraînent aux techniques commandos et à la guérilla. Salem al-Hassi forme le bataillon 106 en charge des « opération spéciales ». D’autres unités suivent des formations en RCA et au Cameroun. Salem Gnan et l’un de ses compagnons d’armes, Abdallah Meddoun, sont envoyés en Irak pour un stage spécial. « Je suivais un entraînement sur mesure pour apprendre comment tuer le chef de l’État », précise Salem Gnan. L’ANL se prépare à frapper le Sud libyen. Embuscades, minages, harcèlement sont mis au point avec des complicités à l’intérieur du pays. Tout un réseau est désormais à l’œuvre, appuyé par l’opération « Handbag » préparée en 1988 depuis l’Égypte par Assad Megarief, frère de Mohamed et Jabal al-Matar. Il est question d’introduire des explosifs pour faire sauter les sites sensibles abritant les unités des services spéciaux et les comités populaires, le bras armé de Kadhafi, qui se méfie de plus en plus de l’armée régulière. Mis au courant de ces préparatifs, les Égyptiens décident de livrer à Kadhafi les deux responsables de l’opération clandestine. Comme Meheichi, les deux hommes disparaissent.

« Nous étions bien équipés et bien formés. Des Libyens d’Europe nous ont rejoints. Tout allait pour le mieux, mais c’est comme pour les voiliers, il faut du vent pour le faire avancer », soupire Khalifa Haftar.

En 1989, tous les rapports de force sont sur le point de basculer. La guerre froide touche à sa fin, la chute du mur de Berlin s’annonce. L’opposition Est-Ouest ne sera plus désormais le moteur des confrontations et soutiens divers aux guérillas et conflits de par le monde. Reagan va bientôt quitter le bureau ovale et la France est à la recherche d’une solution au conflit qui l’oppose à la Libye. Après l’humiliation de Ouadi-Doum, suivie d’une brève incursion des forces de Habré en territoire libyen à Maaten al-Sarra, les relations entre le Tchad et la Libye sont en voie de normalisation. Un cessez-le-feu a été signé en mars 1988. Les relations formelles entre les deux pays sont rétablies et le différend portant sur la bande d’Aouzou est porté devant la Cour pénale internationale. Les motifs de soutien à la cause du FNSL s’essoufflent. Les

membres de l’organisation cherchent désespérément de nouvelles alliances.

« Nous avons essayé par tous les moyens d’avoir des contacts avec les Français, sans succès, regrette Mansour Saïf al-Nasr. Une fois, je crois que c’était en 1988, un homme d’affaires algérien, installé en France, Jilali Mehri, est venu voir Haftar au Tchad. Cet homme était impliqué dans les négociations entre la Libye et le Tchad. Haftar a conseillé à Megarief d’aller voir à Paris ce Mehri[80]. » L’intermédiaire est en effet parfaitement choisi. Richissime entrepreneur, Mehri s’est fait connaître en France en rachetant le groupe Chaffoteaux et Maury en 1985 : 4 000 emplois avaient été sauvés. Mehri, en vrai mécène, œuvre pour des fondations et associations caritatives. C’est dans sa résidence de Pré-Bois dans les Yvelines et sous son égide qu’est conclu le 31 août 1989 l’accord de paix mettant fin au conflit armé qui oppose le Tchad et la Libye. Il sera respectivement décoré par les deux présidents.

« Megarief a donc décidé de se rendre à Paris pour y rencontrer le dénommé Mehri, se souvient Mansour Saïf al-Nasr. Nous sommes allés depuis l’aéroport directement chez lui. Il a dit qu’il pouvait nous faire rencontrer quelqu’un du bureau de Mitterrand. Le lendemain, un déjeuner a bien eu lieu mais ça n’a rien donné. À l’époque, Bechari était en charge des services secrets libyens et il était en très bons termes avec Dumas et tout l’entourage de Mitterrand[81]… »

Au même moment, quelque part au Maroc, un autre rendez-vous discret scelle le sort de Haftar et des Contras libyens. « Kadhafi a su par les informations qui circulaient ce que nous faisions et a demandé à rencontrer Hissène Habré par l’intermédiaire du roi Hassan II, affirme le chef de l’ANL. Ils ont tenté de trouver une solution. Ma tête était en jeu. S’il consentait à me livrer, Habré recevait d’office la bande d’Aouzou, mais il a refusé. Par principe. Personne d’autre que lui ne pouvait faire ça. C’est à ce moment-là qu’Idris Déby a pris ses distances avec Habré et qu’il est allé voir les Français. La rencontre Habré-Kadhafi au Maroc a été un tournant. Ensuite, nous sommes entrés dans les difficultés. La France et la Libye se sont alliées contre Hissène Habré. » Au Tchad, en plein règlement du conflit avec la Libye, Hissène Habré a fait adopter une nouvelle constitution, en vue des élections législatives de juillet 1990. Fin 1989, Idris Déby, l’homme de la victoire de Ouadi-Doum, était entré en dissidence contre le Président et s’était replié au Soudan, en attendant son heure.

Un autre allié de Habré est aussi en train de changer sa position. À

Washington, George Bush a pris la succession de Ronald Reagan et les priorités ne sont plus tout à fait les mêmes. Nommé ambassadeur à N'Djaména, Richard Bogosian, l'un des « Africains » de la diplomatie américaine, est fortement surpris par le contenu de son briefing de départ juste avant qu'il ne prenne son poste en juillet 1990. « Dans les années 1980, nous étions très impliqués au Tchad. Nous avons eu un programme d'aide important. Nous avions fourni une assistance militaire et entretenu une étroite relation politique, raconte Bogosian. Avant mon arrivée, Habré s'est rendu aux États-Unis… À ma grande surprise, lors de mon briefing, on m'a dit que l'administration Bush voulait en quelque sorte rompre avec les années Reagan au Tchad. En bref, je pense qu'elle avait conclu, sans se focaliser sur ce point, que la bataille avait été gagnée et qu'il était temps de passer à autre chose[82]. »

En réalité les États-Unis sont de plus en plus mal à l'aise quant au non-respect des droits de l'homme au Tchad. Des milliers de personnes sont détenues dans des conditions innommables, dans des geôles situées presque en face de la mission d'aide des États-Unis qui déploie un grand programme de lutte contre le sida. Amnesty International a publié des rapports accablants sur la situation des opposants au régime. Il devient difficile d'ignorer certaines dérives de Habré.

Le général Haftar sent qu'il est temps pour lui et ses hommes de « bouger ». Mais sans la quantité de carburant nécessaire à ses 500 véhicules, comment faire mouvement sur la frontière libyenne à 1 800 kilomètres de son camp ? Il se rend à l'ambassade des États-Unis pour un entretien avec l'attaché militaire.

« Je pense que nous devrions bouger, plaide Khalifa Haftar.

– Je vous le déconseille, ce ne serait pas à votre avantage, rétorque l'attaché militaire.

– Ce n'est pas à vous de nous dire ce qu'on devrait faire ou non ! Et si on fonce sur la Libye quand même, vous allez faire quoi, nous tirer dessus ?

– Tout est possible.

– Et ce que nous nous disons, vous le rapportez à Kadhafi aussi ?

– Tout est possible[83]. »

« Les États ont leurs raisons », conclut, fataliste, Khalifa Haftar, qui se replie sur sa base en attendant de subir le cours des événements.

Le 1er décembre 1990, la capitale tchadienne est plongée dans la stupeur. Dans la nuit, Hissène Habré est parti en compagnie de son entourage à bord d'un C-130. Direction le Cameroun, puis le Sénégal. À 16 heures, la colonne de Toyota lourdement armée d'Idris Déby, qui fait mouvement depuis deux jours à partir du Darfour, se rend maîtresse de N'Djaména.

« J'ai eu personnellement la tête de Hissène Habré et je l'ai fait savoir, déclare avec fermeté Claude Silberzahn, patron de la DGSE de 1989 à 1993. Le service a mis Déby en place non seulement avec l'accord, mais aussi avec tous les feux verts du président de la République. Quand je suis arrivé en 1989, Habré était devenu un fou sanguinaire qui trucidait systématiquement ses opposants politiques. Là-dessus, il nous trahissait avec les Américains à propos de la force Haftar et du pétrole. Moi, j'ai décidé d'avoir sa peau. J'ai dû d'abord l'obtenir politiquement à Paris et après je l'ai fait sur le terrain en faisant venir Déby. Nos gens étaient dans la colonne de Toyota qui arrivait du Darfour. Nous n'avons pas combattu pour N'Djaména, mais la force "Épervier" a regardé ailleurs. La colonne de Déby ne pouvait être arrêtée que par les Jaguar. Pour obtenir qu'ils restent au sol, j'ai énormément bataillé. J'ai dû convaincre le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement, le Premier ministre Michel Rocard et ensuite je suis allé voir François Mitterrand. Pour moi, c'était important. Il fallait démontrer que la France avait un rôle déterminant au Sahel et pouvait couper des têtes. Et là, on en avait une. Celle d'un assassin et d'un traître à la France. C'était un formidable exemple[84]. »

Le 2 décembre 1990, vingt-quatre heures après les faits, l'AFP rend compte dans une dépêche de l'événement : « Le 1er décembre dans l'après-midi, le colonel Déby, chef du Mouvement patriotique du Salut, a fait une entrée discrète dans la capitale à bord d'une Mercedes noire, escortée par des véhicules tout-terrain chargés de combattants. » Le jour même, en début d'après-midi, trois gros porteurs Iliouchine II-76 quadrimoteurs sont en approche de l'aéroport de N'Djaména. Pas de plan de vol, pas d'autorisation. « Épervier » est en alerte et envoie des chasseurs escorter l'étrange équipage, quand finalement Idris Déby donne son autorisation à l'atterrissage. Kadhafi a envoyé sa flotte récupérer « ses Libyens, prisonniers et otages du régime de Hissène Habré ». Une délégation de militaires conduite par Abdelhafez Massoud, « l'homme du Tchad » en Libye, et Daoussa Déby, frère d'Idris, sont spécialement venus de Tripoli. D'âpres négociations s'engagent sur le sort des Contras du désert.

« Les Américains pensaient lancer un jour une opération terrestre contre Kadhafi et Haftar était là pour ça. Il y avait aussi une participation irakienne en armement, des financements saoudiens et des instructeurs américains. Tout ça s'est passé dans notre dos et nous n'avions pas été prévenus, tempête aujourd'hui encore Claude Silberzahn. Pourtant, on avait des contacts en permanence avec les Américains, mais ils ne nous ont pas demandé la permission. Nous, notre boulot, ce n'était pas de faire la guerre à Kadhafi. Notre boulot, c'était que Kadhafi ne nous fasse pas la guerre, et nous avions comme bible la reconnaissance de la frontière, point à la ligne. Nous étions garants de l'intégrité territoriale du Tchad. Les Américains faisaient leur petite salade avec Hissène Habré et, lui, manipulait un peu la force Haftar, qui comptait dans les 1 500 hommes en tout. Ça lui plaisait, à Habré, ce "truc qui emmerdait Kadhafi." Ça lui servait d'excitant. »

Les émissaires se succèdent aux portes d'Am-Sénéné. Des envoyés d'Idris Déby, de Kadhafi, des ambassades des États-Unis et de la France. Résigné, le général Haftar sait qu'il devra remettre l'ANL à quelqu'un, mais pour lui il est hors de question que ce soient les Tchadiens ou les Libyens. Ni pour le matériel ni pour les hommes. Finalement il choisit de passer un deal avec les États-Unis, qui lui proposent de prendre en charge l'évacuation des hommes. Reste à obtenir l'accord du nouveau régime, alors que l'envoyé spécial de Kadhafi, le colonel Massoud, écumant de rage, s'est vu interdire l'accès au bureau d'Idris Déby.

« Quand la France, en fait la DGSE, a mis Déby en place, les Américains nous ont demandé de leur permettre d'évacuer la force Haftar. "Que va faire le nouveau président Idris Déby ?" voulaient-ils savoir, raconte Silberzahn. On leur a répondu en se payant un peu leur tête : "Nous n'avons pas parlé avec lui de la force Haftar, puisque nous ne sommes pas censés savoir qu'il y a une force Haftar", ironise le patron de la DGSE. Toujours est-il que j'en ai parlé longuement avec Déby, j'ai eu son accord et on a laissé les Américains emmener les Contras. » À l'ambassade des États-Unis à N'Djaména, c'est l'effervescence. Il ne suffit pas d'obtenir l'autorisation d'évacuer environ 400 hommes du Tchad, il faut trouver un moyen de les transporter et surtout un lieu d'accueil. Les pays africains candidats à recevoir quelques centaines d'hommes surentraînés préparant une opération contre Tripoli ne se bousculent pas. Les coups de fil se succèdent au Département d'État. Ce sera le Nigeria, non, le Zaïre… Une fois les gros porteurs C-141 trouvés et mis à la disposition de l'opération, l'ambassadeur Bogosian doit résoudre une délicate

question. Comment procéder à l'évacuation en plein jour, au vu et au su de tous, y compris de l'ambassadeur de Libye, qui ne quitte pas l'aéroport, et du représentant de la Croix-Rouge, qui accuse les États-Unis de violer toutes les règles internationales… « Ce qui était le cas, avoue l'ambassadeur Bogosian. Dans l'absolu, la Croix-Rouge aurait d'abord dû interviewer tous ces gens et leur demander si tout cela était fait avec leur consentement, mais la tension avait atteint un tel degré qu'on nous a fait comprendre qu'il fallait juste qu'ils partent, vite. Il a fallu des efforts héroïques pour les sortir de là. »

Le 6 décembre 1990 au soir, le 2e REP, basé à N'Djaména, reçoit un message du haut commandement à Paris : « Organisez et protégez l'évacuation des Contras libyens d'Am-Sénéné. » Finalement, la France a décidé de prêter main-forte à l'opération d'exfiltration à la demande insistante des États-Unis. Le lendemain midi, l'aéroport est sécurisé par les paras, alors que dans le ciel patrouillent les hélicoptères du dispositif « Épervier ». Une colonne de camions bâchés déverse en continu les hommes de la force Haftar qui s'engouffrent dans les gros porteurs. Le tout a duré moins de deux heures, mais les représentants de la Jamahiriya ont eu le temps d'être mis au courant. À 15 heures, alors qu'ils protestent contre le « rapt » de citoyens libyens, les deux C-141 décollent en direction de Maiduguri, au nord du Nigeria, à 300 kilomètres à l'est de N'Djaména par la route. À bord, Khalifa Haftar sait que lui et ses recrues ne sont pas encore tirés d'affaire.

« Nous avons quitté le Tchad pour le Nigeria sous très bonne escorte. Là-bas [à Maiduguri], Kadhafi a envoyé un homme des services de renseignement dans un avion bourré d'argent, raconte le général Haftar. Ils ont demandé la liste de ceux qui partaient et nous avons bien entendu donné des noms fictifs. Du Nigeria, nous avons été transférés au Congo-Kinshasa [Zaïre], dans une base militaire américaine. Sur place, j'ai fait la connaissance d'un colonel. J'ai appris que Kadhafi avait aussi envoyé des hommes là-bas [à Kinshasa] pour obtenir mon extradition. Mobutu a refusé dans un premier temps. De Tripoli, il lui a alors été proposé beaucoup, beaucoup d'argent pour relancer l'économie du pays. Un vrai ballet d'avions bourrés d'argent s'est mis en place entre les deux capitales. Mobutu a fini par céder. Les autorités zaïroises avaient donc décidé de m'arrêter et de me livrer… Les Américains m'en ont informé à temps et m'ont dit qu'il me fallait absolument quitter la région[85]. »

Un jour, peu après avoir compris que son sort est scellé par le maître de

Kinshasa, Haftar reçoit une invitation à déjeuner de l'un de ses nouveaux amis, un officier de l'armée locale. Pour lui, c'est le signal. Le piège va se refermer sur lui. Entre-temps, Kadhafi se livre à une propagande féroce sur les ondes. Des sœurs, des frères, des mères de Contras libyens se succèdent à la radio pour les supplier de revenir au pays. Haftar prépare son départ précipité et négocie pour que les combattants qui souhaitent rester au Zaïre, afin de rejoindre leurs familles par la suite, puissent faire leur choix. « Moi, j'ai accepté de quitter les lieux, mais les hommes qui étaient là n'avaient pas à souffrir pour moi. Je leur ai dit que la décision leur appartenait. »

Le jour du déjeuner auquel il a été convié par l'officier zaïrois, tout est fin prêt. En principe, il doit se rendre à son domicile à 14 heures. Au dernier moment, Haftar lui fait dire qu'il n'arrivera qu'à 16 heures. « À 15 h 30, les Américains ont amené plusieurs C-135. On a embarqué en vitesse. Je suis monté le dernier. Je voyais des soldats courir après l'avion. La porte de l'appareil s'est refermée. Nous sommes partis pour une destination qui m'était inconnue. »

*1. Il était réfugié dans le pays depuis la tentative de coup d'État du Prince noir dans les années 1970.

11

Le coup des Warfallah

Le 20 décembre 1990 à 4 heures du matin, les gros C-135 se posent à l'aéroport international Dulles à Washington. Après une escale au Sénégal, sans pouvoir quitter l'appareil, décision a été prise en haut lieu d'emmener les rescapés de l'Armée nationale libyenne aux États-Unis. Pour Khalifa et ses hommes, une vie d'exil commence. Prévenus par le bouche-à-oreille, des compatriotes sont là pour les accueillir, heureux de voir qu'ils n'ont pas été livrés à Tripoli. En l'espace de deux mois, les combattants qui étaient restés au Zaïre après le départ de Haftar ont gagné eux aussi les États-Unis après un transfert au Kenya. Ils sont répartis dans 35 États. Khalifa Haftar s'établit d'abord à Vienna, en Virginie, non loin de Washington D.C.

Durant les cinq premiers mois, le général libyen fait le tour des naufragés du Tchad. Pour lui, même à plus de 7 800 kilomètres de la Libye, il n'est pas question de laisser tomber son objectif. Le maître de Tripoli n'abandonne pas non plus l'idée de récupérer l'ancien chef des opérations au Tchad. Pour parvenir à ses fins, il utilise sa toute nouvelle amitié avec le président égyptien Hosni Moubarak, après la réconciliation générale entre les deux pays intervenue en mai 1989. Haftar sent que désormais les *moukhabarat* des deux pays sont sur ses talons.

« Kadhafi n'a pas lâché. Il a pris contact avec Moubarak, parce que ce dernier avait de bonnes relations avec les Américains. Il voulait le persuader de me faire venir au Caire et là, il pensait m'avoir. »

Après une visite de James Baker, le Secrétaire d'État américain, en Égypte, Khalifa Haftar reçoit un coup de fil du Département d'État. On lui fait savoir que l'ambassadeur d'Égypte à Washington, Abdel Raouf el-Reedy, insiste pour le voir et lui faire une proposition. « Vous êtes libre de dire ce que vous souhaitez, mais le rendez-vous doit avoir lieu, nous ne pouvons donner de réponse à votre place. Il se fera dans nos locaux. » Le ton des employés de la diplomatie américaine est poli, mais ferme. L'Irak vient d'envahir le Koweït et

Washington est en pleins préparatifs de l'opération « Tempête du Désert ». Il n'est pas question de se mettre à dos un important chef d'État arabe. Pour sa part, Hosni Moubarak ménage tous ceux qui pourraient l'aider à éponger une partie de sa colossale dette extérieure, qui atteint les 28 milliards de dollars.

« J'étais accompagné de deux gardes du corps et on m'a bien précisé que je pouvais répondre ce que je voulais, comme je le souhaitais. Je suis entré dans une pièce où on avait disposé trois chaises et deux fauteuils très confortables. L'ambassadeur d'Égypte est entré et nous avons pris place. "Mon frère, tu es invité à rejoindre l'Égypte. Tu seras notre invité de marque, tu seras bien reçu… entame sur un ton affable l'ambassadeur. – Quand j'étais au Tchad, le premier pays que j'ai sollicité était l'Égypte. Je n'ai pas eu de réponse. Il est trop tard, rétorque sèchement Haftar. – Tu verras, tu seras bien traité maintenant. – Vous avez eu chez vous des hôtes que vous avez présentés sur un plateau d'argent à Kadhafi. Je peux te donner les noms. – On va aussi amener ta famille… – Ne touchez pas à ma famille. Elle fait partie du pays comme le djebel Akhdar (la montagne Verte). Je ne demande aucun service ! »

L'entretien est terminé, mais pour Haftar, comme pour les autres membres de l'opposition, il devient désormais clair que l'appui dont ils pouvaient jouir dans les pays arabes a pris fin. L'Irak est embourbé dans les sables du désert d'Arabie ; l'Égypte s'étrangle entre crise économique et boom démographique ; le Soudan a signé un traité d'union avec la Libye ; Kadhafi et Idris Déby se rendent des visites amicales ; Hassan II ne souhaite pas rallumer le différend du front Polisario au Sahara occidental ; le Niger reçoit l'aide financière de Tripoli…

« Il n'y avait plus de place pour nous nulle part », confirme Mohamed Megarief, qui a fui l'Égypte après que son frère a été livré à partir du Caire dans l'avion privé d'Ahmed Kadhafadam[86].

« Même en Algérie, ça devenait compliqué, complète Salem Gnan. Kadhafi a commencé à financer une partie des Touaregs, à dire que le Sahel était leur territoire. Cela touchait forcément plusieurs pays[87]. »

En ce début de décennie, Kadhafi s'est lancé dans une vaste opération de charme dans l'espoir de donner à son pays une place sur l'échiquier international et une acceptation par l'Occident que son peuple lui réclame. Il veut montrer la grandeur de la Libye, et par la même occasion, la sienne. D'ailleurs avec un PIB de 6 200 dollars par habitant, la Libye est le pays le plus riche d'Afrique. Les recettes des exportations pétrolières, crise du Golfe

oblige, ont augmenté fin 1990 de 57,6 %. Vingt-deux sociétés étrangères de 14 pays participent à l'exploration et l'exploitation pétrolière. *Via* ses filiales à Zurich et Amsterdam, la compagnie pétrolière libyenne Oilinvest a pris des participations importantes dans les raffineries en Europe et a racheté la quasi-totalité de Tamoil SA, augmentant sa capacité de raffinage de 70 000 barils par jour. La LAFICO (Libyan Arab Foreign Investment Company), en tant que bras financier de la Libye, a multiplié les investissements rentables, permettant non seulement de traverser la période de vache maigre entre 1984 et 1990, mais assurant en 1991 une progression de 10 % du PIB.

Pour preuve de sa réussite, Kadhafi a prévu d'inaugurer avec le faste qui s'impose la Grande Rivière artificielle. Le chantier pharaonique a duré plus de sept ans et coûté quelque 25 milliards de dollars. Du fin fond du désert, 270 forages aux environs de Tazirbou et d'al-Sarir vont pomper l'eau fossile de l'énorme nappe phréatique enfouie sous le Sahara pour l'acheminer par des conduites d'acier et de béton de 4 mètres de diamètre, enfouies à 7 mètres de profondeur dans les sables, jusqu'à la côte des Syrtes. Un périple de 800 kilomètres qui permettra l'irrigation des terres agricoles des régions côtières de la Tripolitaine à la Cyrénaïque. Selon les estimation préalables il y aura de quoi arroser 300 000 hectares pendant au moins 350 ans. Pour assurer les travaux, plus de 500 kilomètres de routes ont été construites, entièrement dédiées au chantier. Le plus grand projet de génie civil au monde a été réalisé par la société sud-coréenne Dong-Ha. Officiellement, pour cause d'embargo, toutes les sociétés américaines et leurs employés ont quitté l'ouvrage dès 1986. En réalité, Brown & Root Inc et Price Brothers & Company ont poursuivi leurs contributions au chantier *via* des filiales basées en Grande-Bretagne. Comme d'habitude, derrières les discours et accusations officiels et les condamnations de part et d'autre se cache une autre réalité. Loin de rompre avec « l'ennemi impérialiste », la Jamahiriya souhaite « s'ouvrir à l'Occident ». C'est ce que rapporte l'agent « Filimonov » de la résidence de la KDS à Tripoli dans une note chiffrée datée du 14 novembre 1988.

« Selon les informations d'une de nos sources, on s'attend à "l'ouverture" de la Libye aux pays d'Europe occidentale et en premier lieu à l'Italie et à la France. La Libye serait prête à cela mais l'Italie montrerait encore quelques réticences, ce qui se confirme par la réaction à la visite annoncée de Jalloud en Italie.

La Libye aurait proposé à l'Italie de construire six usines et un hôpital. Les usines seraient des filiales des sociétés italiennes respectives et seraient dirigées par les sièges basés en Italie.

Avec la France, la Libye envisage une coopération économico-militaire. Dans un premier temps, on s'attend à ce que la Libye achète des pièces de rechange pour les chasseurs Mirage.

La Libye s'efforce de plus en plus à améliorer ses relations avec le Royaume-Uni.

Maintenant, après la victoire de Bush aux élections présidentielles aux États-Unis, on s'attend à un "réchauffement" progressif des relations entre les États-Unis et la Libye. De ce point de vue, les initiatives politiques des dirigeants libyens visant à un rapprochement avec la Tunisie, le Maroc et le Tchad, qui sont d'orientation occidentale, sont d'une importance particulière. »

Une fois de plus, les limiers de la KDS sont bien informés. La « coopération économico-militaire » envisagée a eu quelques applications bien réelles dès 1988-1989, suite à la normalisation du dossier tchadien. Ainsi la société Spot Image, spécialisée dans l'imagerie satellitaire la plus performante, qui agit sous le chapeau de son créateur, le Centre national d'études spatiales (CNES), a-t-elle fourni à la Libye quelques centaines da cartes et images satellitaires, à des échelles allant de 1 : 100 000 à 1 : 400 000, de toutes les frontières de la Jamahiriya en débordant sur toutes les zones frontalières des pays voisins. À quoi pouvait bien servir ce genre d'informations n'est pas la question. Spot Image est une société commerciale et son petit contrat de 25 millions de francs fait pâle figure à côté d'un autre en cours de négociation pour la fourniture de la couverture radar du territoire libyen pour un montant de 4 milliards de francs, par Thomson-CSF. Tous les réseaux parallèles de la cohabitation de la fin des années 1980, jusqu'à l'incontournable Jean-Charles Marchiani, qu'on avait fini par surnommer dans le milieu du renseignement « 006 trois quarts », sont sur le coup. En ce tout début de décennie, serait-on donc en passe de « normaliser » aussi le problème Kadhafi ? La présence aux fêtes et cérémonies de la Jamahiriya en fait partie.

De nombreux chefs d'État sont donc conviés à Ajdabia le 28 août 1991

pour assister à la fastueuse inauguration de la Grande Rivière artificielle, mais seuls une quinzaine de présidents africains, le roi du Maroc et le chef de l'État égyptien sont présents. Les Américains et les Européens n'ont dépêché que quelques diplomates. Face au bassin de 80 millions de mètres cubes où se déverse sous les yeux de l'assistance l'eau du désert, Kadhafi, entouré des membres du Conseil de la révolution, se livre à son exercice favori. Le discours fleuve est de circonstance. Il vante le travail des hommes, glorifie la victoire sur la nature et entame comme d'habitude sa diatribe contre le colonialisme, l'impérialisme et l'exploitation des peuples, sans oublier, pour la forme, quelques injures à l'adresse de l'Amérique belliqueuse qui a bombardé la Libye et tenté de le tuer.

Kadhafi a beau déployer sa verve, les arguments ne passent plus. En effet, sa rhétorique, volontiers accusatrice, violente et véhémente commence à prendre, au cours de l'année 1991, des accents de raisonnements à circonvolutions. Son « antioccidentalisme » ne serait qu'une réaction de protestation contre ce qu'il considère comme du « mépris à l'égard des peuples arabes ». Pour mieux convaincre, il y ajoute la dimension de la religion. « Nous ne sommes pas des ennemis de la chrétienté, car nous croyons nous-mêmes dans le Messie et dans la nature prophétique du Christ », plaide Kadhafi lors d'un discours le 19 octobre, alors qu'il appelle au dialogue les États-Unis et fait les yeux doux à la France.

« L'acceptabilité internationale » de la Libye est sur toutes les lèvres quand, au cours de la réunion à Alger le 27 octobre 1991, des ministres des Affaires étrangères des dix pays de la Méditerranée occidentale, Roland Dumas déclare : « Il faut savoir tourner la page. »

Depuis plusieurs mois Tripoli est en réalité sous une nouvelle menace. La Libye est soupçonnée, voire accusée, d'être la commanditaire de deux attentats aériens meurtriers. Le 22 décembre 1988, un Boeing de la PanAm avait explosé au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie, coûtant la vie à deux cent cinquante-neuf passagers et onze personnes au sol. Presque un an plus tard, le DC-10 d'UTA assurant le vol Brazzaville-Paris avec cent soixante-dix personnes à bord était pulvérisé au-dessus du désert du Ténéré.

Les instructions menées par les instances judiciaires d'Écosse, des États-Unis et de la France se rapprochent dangereusement de Tripoli. Si jusqu'à

présent on parlait de doutes, de camps d'entraînement, de financement de groupuscules, dans ces deux explosions on pointe du doigt des preuves « irréfutables » sur la véritable nature du régime de Kadhafi : terroriste et sanguinaire. La piste de l'Iran qui chercherait à se venger de l'avion abattu par erreur par les États-Unis au-dessus du détroit d'Ormuz, avec deux cent quatre-vingt-dix personnes à bord, est rapidement écartée, alors qu'un faisceau important d'éléments désignant le FPLP-CG[*1] d'Ahmed Jibril, avec la Syrie comme intermédiaire, semble pour le moins probant.

Derrière ces deux enquêtes se profilent bel et bien d'autres accusations visant clairement à « instruire », une bonne fois pour toutes, le dossier du dirigeant libyen. Le 14 novembre 1991, les justices américaine et britannique annoncent l'inculpation de deux Libyens dans le dossier de la PanAm. Le 30 octobre, le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière lance quatre mandats d'arrêts contre des responsables des services secret libyens, dont Abdallah Senoussi. En novembre toujours, le Secrétariat d'État des États-Unis envoie une analyse secrète complète sur la question à tous les postes diplomatiques et consulaires. Objet : l'inculpation des officiels libyens dans l'attentat de la PanAm et son contexte. Ce « *white paper* » mélange habilement au drame de la PanAm des reproches d'activités terroristes longtemps compilés à propos du régime de Kadhafi, sans qu'elles aient jamais été concrètement prouvées. Le nouveau plan d'action de Washington est clair : s'appuyer sur les accusations de terrorisme pour définitivement discréditer la Libye, amener l'ONU à adopter des sanctions et plonger le pays dans un isolement et des difficultés qui devraient, à terme, conduire à la chute de Kadhafi.

Début 1992, le 21 janvier et le 31 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU vote les résolutions 731 et 748, sommant la Libye de coopérer avec la justice et imposant un embargo militaire total. Le piège de Lockerbie vient de se refermer sur la Libye, d'autant plus que les États-Unis n'ont pas attendu les décisions du Conseil de sécurité pour appliquer leurs propres mesures dans la politique dite de « *containtment* » vis-à-vis de la Jamahiriya. Les comptes et avoirs de quarante-six entreprises liées au gouvernement libyens sont gelés. On fait aussi de nouveau des appels du pied à l'opposition libyenne. Dans leurs exigences vis-à-vis de la Libye, les Américains vont même demander le retour des réfugiés politiques et la reconnaissance de leurs droits à participer à la vie politique et démocratique par l'organisation d'élections. On exige ni plus ni moins que Kadhafi change de politique et renonce au pouvoir. Le

Département d'État établit très officiellement des relations avec tous les groupes d'opposition qui se reprennent à espérer, même si une fois encore ils ne sont pas d'accord sur les méthodes à employer. Car si le FNSL a poursuivi depuis dix ans l'option d'écarter Kadhafi du pouvoir par la force, d'autres groupes constitués sont convaincus que c'est une erreur. Ainsi Mohamed ben Ghalioun de l'Union constitutionnelle libyenne, basée à Londres et de tendance monarchiste, est-il opposé à toute action militaire et estime que la vraie solution réside dans le peuple, qui doit se débarrasser de Kadhafi. Il dénonce le recours aux « forces étrangères ». C'est, selon lui, une « honte » pour l'opposition de faire appel à eux et de livrer ainsi le pays aux « convoitises étrangères ». D'ailleurs, il est convaincu que les grandes puissances préfèrent conserver le *statu quo* par peur de l'anarchie qui pourrait s'installer. « L'Occident estime que compte tenu des faiblesses de l'opposition et de la menace islamiste, il serait plus prudent de garder Kadhafi au Pouvoir », affirme Ghalioun[88].

Du côté du Caire, c'est le dissident Abdelhamid Baccouche, ancien Premier ministre de Senoussi, qui donne de la voix en demandant le renforcement des sanctions de l'ONU, seules capables selon lui de conduire à terme le peuple de Libye à se révolter. Des sanctions qu'il souhaite toutefois totales. « Le jour où la Libye ne pourra plus vendre son pétrole, le régime ne pourra plus compter sur les revenus pétroliers et Kadhafi ne sera plus en mesure de financer des opérations terroristes, explique-t-il. C'est la raison pour laquelle je demande à l'Occident, qui finance indirectement des opérations terroristes, de ne plus acheter le pétrole libyen[89]. » Le vœu pieu du dissident reste bien entendu du domaine des déclarations. D'autant plus que pour apporter la preuve de sa bonne volonté à coopérer avec tout le monde, Kadhafi a tenté d'ouvrir le dialogue par l'intermédiaire d'Abdel Moneim al-Houni, l'ancien membre du CCR qui avait fui la Libye en 1975 au moment de la tentative de coup d'État organisée par Omar Meheichi. Pour toute réponse, Al-Houni adressera fin décembre 1992 une lettre à Kadhafi lui demandant de démissionner afin que les « hommes honnêtes puissent sauver notre patrie ». Il est de plus en plus question dans les milieux de l'opposition de former un gouvernement. C'est d'ailleurs l'objet de l'appel lancé en avril 1992 par le FNSL, qui tient son troisième congrès à Dallas aux États-Unis. Les délégués proposent de constituer un « Conseil de la présidence », ainsi qu'un « gouvernement provisoire en exil » qui auront pour mission de diriger le pays après le renversement de Kadhafi. Seul écueil, le Guide de la Jamahiriya n'a pas du

tout l’intention de quitter le pouvoir, pas plus que de livrer les deux inculpés de l’affaire Lockerbie : Abdel Baset Ali al-Megrahi et Lamen Khalifa Fhimah, tous deux membres des services secrets libyens. Seule concession aux pressions occidentales au cours de l’année 1992, Kadhafi procède à des changements dans l’appareil militaire et sécuritaire.

En réalité, c’est une reprise en main totale qui s’opère au bénéfice du clan de Kadhafi, qui place ses hommes les plus proches aux postes de commandes des régions stratégiques. Ainsi, le colonel Khalifa Akeich prend en charge la sécurité de Syrte, et Barrani Ichkal celle de Tripoli. Tout l’appareil de sécurité est placé sous la responsabilité directe de Kadhafi et organisée en cinq cellules, *kata’ib*, de 200 à 400 hommes. Disposées à Tripoli, Syrte, Ajdabia, Tobrouk et Sebha, elles ont pour tâche d’assurer la protection du Guide et de mater toute tentative de rébellion. « Nous n’avions ni État, ni lois, ni Constitution. L’armée dont le rôle est de protéger l’État est devenue protectrice du régime, dominée par les officiers issus de la tribu des Kadhafa », affirme Mohamed Bachir, un officier originaire de Bani Walid et membre de la très nombreuse et influente tribu des Warfallah[90].

Officier de l’aviation, Mohamed Bachir Saleh a rejoint dès 1991 une organisation secrète au sein de l’armée, constituée par le commandant Abdel Salem al-Wouar, lui aussi originaire de Bani Walid, l’un des fief de leur tribu. But : organiser un coup d’état.

« Il y avait beaucoup de raisons, explique Bachir. Après la guerre au Tchad, les militaires avaient le sentiment d’avoir perdu leur dignité. On voyait le pays se détériorer. Et puis nous, en tant que Warfallah, nous devions prouver que nous étions en désaccord avec le régime de Kadhafi. Tout le monde considérait que nous étions son soutien, ce qui n’était pas vrai. C’était de la propagande. Il a utilisé les vieilles alliances traditionnelles pour faire admettre cette idée. Oui, il y avait des Warfallah qui occupaient des postes importants, mais jamais celui de Premier ministre ou de chef des armées ou des services de sécurité. J’étais dans les forces aériennes et je n’ai jamais vu un Warfallah commander une base ou être nommé dans le haut de la chaîne de commandement. En fait avec Kadhafi il y avait une règle : soit on était avec lui, soit contre lui. Pas d’autre choix possible. »

La petite cellule secrète constituée autour d’une dizaine de hauts gradés sous le nom d’« Alternative constitutionnelle démocratique » prend dès le début contact avec l’opposition extérieure et plus précisément le FSNL.

Khalifa Haftar, qui avait depuis son départ cultivé ses nombreuses relations au sein de l'armée, de Benghazi à Bani Walid, est dans le coup. « Le nombre de personnes impliquées dans ce plan à l'intérieur du pays était très important, affirme Haftar. Il y avait des hauts gradés qui étaient au plus près du pouvoir. L'un d'entre eux était le chef du bataillon de sécurité de la garde personnelle de Kadhafi. Ils nous ont garanti qu'ils pouvaient sans problème le neutraliser. Le but était de l'isoler et de le présenter au tribunal. J'insistais qu'il soit présenté au tribunal et non simplement tué. Nous n'étions pas tous d'accord. L'opération devait avoir lieu à Sedada [à 54 kilomètres de Bani Walid], dans la zone des Warfallah. Une fois Kadhafi neutralisé, on prenait en charge le fonctionnement de l'État. Nous étions prêts à rentrer dans le pays[91]. »

Tout est planifié selon les règles « classiques » du coup d'état militaire. Les conjurés doivent s'emparer des dirigeants clés, les neutraliser, puis prendre possession de la radio et de la télévision, ainsi que des réseaux de communication pour paralyser les autres bases militaires et assurer le contrôle du pays. Pour garantir la réussite du plan, les militaires impliqués sont parvenus à rallier à leur cause le bataillon qui contrôle Tripoli, l'école militaire de communication, les forces spéciales basées près de Tripoli, mais aussi des relais à Sabratha, Misrata, Tarhouna… « Nos positions les plus fortes étaient à Tripoli. On était quasiment sûr d'y arriver. On avait le moyen de totalement contrôler la capitale. Kadhafi n'était pas vraiment la cible pour nous. Arrêté, tué ou exécuté, ça ne faisait pas de différence. Pour nous, l'essentiel était de parvenir à contrôler le pays », assure Mohamed Bachir.

Les QG sont disposés entre Tripoli et Benghazi. Interdiction d'utiliser le téléphone, toutes les communications sont écoutées. « Le job a pris un an et demi. On ne se connaissait pas les uns les autres. Nous étions organisés en petites cellules pour essayer de limiter les contacts et ne pas s'exposer à des fuites. Le plus difficile était de recruter des gens. Certains pouvaient aller cafter. J'étais dans les forces aériennes, je bougeais beaucoup et j'avais beaucoup d'amis militaires. Je devais approcher et persuader des tas d'officiers. Le plus dangereux pour nous, c'était les hélicoptères et, à cette époque, il y avait deux bases d'hélicos, une à Misrata et une à Syrte. Je devais me débrouiller pour faire en sorte qu'ils ne décollent pas durant le coup d'État. C'était mon boulot. »

En Europe, Khalifa Haftar multiplie les voyages. Suisse, Espagne, Bulgarie. « J'étais en lien avec eux depuis l'étranger. Nous avions des réunions à

Genève, Madrid, Sofia. Parmi les gens avec lesquels nous étions en contact, il y avait le colonel Sahad Salah de la base aérienne de Benina de Benghazi, que j'avais rencontré en Bulgarie avec un certain nombre d'autres civils. Il y avait tout le dispositif et un grand nombre d'officier impliqués et… c'était peut-être cela le problème. Tout a échoué une semaine avant. Ils ont lancé une énorme vague d'arrestations. »

Le 12 octobre 1993, six militaires de la base de Tripoli sont appréhendés. La veille, le colonel Bachir avait eu un long entretien avec l'un d'entre eux, qui s'était terminé en plein milieu de la place d'armes, au vu et au su de tout le monde. « J'ai eu des informations disant qu'ils préparaient d'autres arrestations. Je devais bouger. » Sachant que tous ceux qui prenaient la fuite se dirigeaient vers la frontière tunisienne, Bachir fait le contraire. Direction l'Égypte. « Mon nom est sorti le mercredi 14 octobre vers midi et demi. J'étais déjà entre Syrte et Ajdabia. Ils sont allés m'interpeller à mon domicile vers 17 h 30. À 20 heures, j'étais à Tobrouk. » Tout l'après-midi, les hommes des services de Kadhafi sont à ses trousses. D'abord ils appellent sa femme chez lui, qui n'ayant pas eu de ses nouvelles se doute qu'il est déjà en fuite et prévient tous les proches. Une unité est en effet dépêchée dans la maison familiale de Bani Walid. Personne.

« Quand j'ai atteint la frontière, il était 22 h 30. J'avais conduit sans m'arrêter de Tripoli à la frontière égyptienne. J'étais pilote de l'armée de l'air et je voyageais souvent à l'étranger. À cette époque le régime cachait toujours quelque chose et j'ai joué là-dessus, disant que je partais en mission spéciale en Égypte. Ils ont demandé la lettre de mission, j'ai discutaillé, ils en ont eu assez ils m'ont dit d'aller voir le bureau de l'émigration. Par chance le type là-bas était de Tripoli et on se connaissait de vue. Il a dit OK. Mais la sécurité voulait tout de même la preuve que j'étais autorisé à quitter le pays. À ce moment-là il y a eu un problème du côté égyptien et ils se sont précipités en me faisant signe de dégager. J'avais mis plus de quatre heures à traverser 100 mètres. Quand je suis passé de l'autre côté il était 3 h 30 du matin. Cela faisait 21 heures que je fuyais. »

Toujours méfiant, en arrivant au Caire, Mohamed Bachir achète de suite un billet d'avion pour partir à Aman en Jordanie. Sur place, il fait le tour des ambassades. Il essaie désespérément d'obtenir un visa pour la Suisse, la Turquie, les Émirats, le Qatar… « Ça marchait pas. J'ai fini par me rendre à l'ambassade des États-Unis. Je ne leur demandais rien, seulement de m'aider à

contacter Dr Mohamed Megarief ou le général Khalifa Haftar. Le lendemain des hommes des services de sécurité jordaniens m'ont arrêté pour m'emmener à leur état-major. Ils avaient reçu un mandat de la Libye disant que j'étais recherché pour trafic de drogue. Heureusement, la veille j'avais dit à l'ambassade américaine que j'avais été impliqué dans la tentative de coup d'État. Un mois avait passé et tout le monde était au courant. Ils m'ont emmené dans les locaux du haut commandement et m'ont assuré qu'ils ne m'enverraient pas en Libye. Je leur ai dit alors que j'avais besoin du passeport qu'ils m'avaient confisqué car j'avais un rendez-vous à l'ambassade des États-Unis. – Vous avez déjà contacté l'ambassade américaine ? – Oui. – Ah, ça change la situation. »

Mohamed Bachir est bien à son rendez-vous à l'ambassade, où les employés le mettent en contact avec Megarief. Tout commence à rentrer dans l'ordre. Furieux, les Jordaniens lui demandent de ne pas s'attarder. Il a 72 heures pour quitter le territoire. Direction l'Allemagne en attendant son visa pour les États-Unis. « Entre le moment où j'ai quitté la Libye, jusqu'à ce que j'arrive finalement aux États-Unis, en février 1994, j'ai fait chaque nuit le même cauchemar. Je rêvais que quelqu'un me suivait tout le temps et je ne pouvais pas le semer. J'ai séjourné trois mois en Allemagne avant de rejoindre les États-Unis où je suis resté jusqu'a la révolution de 2011. »

Mohamed Bachir se demande encore comment l'information sur le coup d'État était parvenue aux services secrets. D'où venaient les fuites ? « Peut-être que toutes les mesures de sécurité requises n'ont pas été prises. Je pense que l'information est venue de l'extérieur. Beaucoup des rendez-vous avec le FNSL avaient eu lieu à Genève et les membres de l'opposition qui y assistaient étaient connus. Les gens qui venaient de Libye les rencontrer étais des gradés, des militaires libyens. Donc forcément, ça ne pouvait qu'attirer l'attention. »

L'échec du coup d'état des Warfallah porte un coup fatal à l'opposition et au FNSL en particulier. Soixante-trois officiers supérieurs sont arrêtés et exécutés. Officiellement, Kadhafi dément catégoriquement toute tentative de coup d'État. « Parmi ceux qui ont été interpellés, il y avait mon neveu Belkacem Kikhli, et quatre autres membres de la famille, précise Khalifa Haftar. Tous ont été exécutés. Deux de mes frères ont été condamnés à des peines allant de quinze à vingt ans de prison. Tous mes proches ont été maltraités. Je me suis dit qu'il fallait changer de tactique et mener une lutte

véritablement clandestine, sortir du cadre de l'Armée nationale libyenne. »

Au moment même où les officiers rebelles sont raflés, une importante réunion de l'opposition a lieu en Algérie en octobre 1993. Mohamed Megarief, Salem Gnan, Abdel Moneim al-Houni au nom des Forces nationales libyennes, et Mansour al-Kikhia, président de l'Alliance libyenne, essaient d'unir les forces de l'opposition. Juriste de formation, diplomate sous la monarchie, puis ministre des Affaires étrangères en 1972, Kikhia était entré en dissidence en 1980 et s'était établi à Paris. En 1984 il avait constitué l'Alliance nationale libyenne et réussi à regrouper plusieurs intellectuels exilés et organisations de dissidents, comme Mahmoud Maghrebi, l'éphémère Premier ministre de fin 1969, ou encore Fadhel al-Messaoudi, brillant journaliste et intellectuel réfugié en Suisse. Conciliateur hors pair, Kikhia avait répondu à l'appel du FNSL et avait assisté au Congrès à Dallas. Il entretenait aussi un dialogue suivi avec Abdel Moneim al-Houni. Depuis, les contacts s'étaient multipliés. Leur première rencontre à Alger doit donner lieu à une déclaration commune. « Nous devions nous revoir en janvier 1994 à Genève. C'était vraiment bien parti. Le travail était constructif », affirme Salem Gnan, présent à la réunion[92]. Kadhafi prend l'affaire très au sérieux. Cette soudaine entente ne lui dit rien de bon. Il essaie de dépêcher son cousin, l'émissaire des affaires spéciales Ahmed Kadhafadam, à Alger pour « ouvrir le dialogue ». Refus. Les membres les plus influents de l'opposition se mettent d'accord pour proclamer prochainement une autorité unifiée. Al-Kikhia, qui plaide pour l'Alliance depuis plusieurs années, est l'un des éléments clés de cette initiative qui pourrait enfin permettre de concilier une large partie des factions de l'opposition. Tous les espoirs sont permis.

Au début de décembre 1993, Mansour al-Kikhia est au Caire pour assister à une conférence consacrée aux droits de l'homme. Porteur d'un passeport algérien, il s'est installé à l'hôtel Al-Safir, lieu de la conférence. Le 10 décembre au soir, il quitte l'hôtel vers 23 heures. Depuis, plus personne ne l'a revu. Sa famille remuera ciel et terre durant des années pour découvrir ce qui lui est arrivé. Il est question d'un kidnapping. On le dit à Tripoli. Sa femme Baha en est persuadée : « Pour Kadhafi, Mansour était devenu l'homme à abattre[93]. »

L'opposition libyenne mettra des années à se relever après ce double coup porté par Kadhafi fin 1993. Divisé, le FNSL éclate dès l'année suivante. Certains rejoindront Khalifa Haftar, qui annonce sa démission, avec quatorze

autres membres de la direction du Front, pour former un nouveau mouvement d'opposition. Il reçoit d'ailleurs le soutien des véritables bailleurs de fonds : Hussein Safarkas et El-Hadji Saber Majid, deux hommes d'affaires libyens résidant aux États-Unis. Braïk Souissi, le numéro deux du FNSL, ainsi que Salem al-Hassi, l'ancien responsable des opérations spéciales de l'ANL, ont également rejoint le camp de Haftar. « J'ai dit à Megarief que le FNSL, c'était de l'histoire ancienne. Je voulais développer le travail clandestin, un réseau qui est d'ailleurs resté actif jusqu'à la chute de Kadhafi », tranche dans son inamovible style militaire Khalifa Haftar.

En 1994, désespéré de ne parvenir à lever le mystère sur la disparition de son mari, Baha al-Kikhia sollicite Kadhafi, qui lui accorde une audience. C'est promis, sur ordre du Guide, les services libyens vont enquêter. À partir de ce moment, tous les ans, les enfants ou l'épouse de Kikhia se verront offrir le voyage et le séjour dans un hôtel de Tripoli pour rencontrer des seconds couteaux dont ils n'apprendront jamais rien. Le soir de sa disparition, l'opposant a été aperçu en compagnie de Youssef Nejm, ambassadeur libyen en Égypte. Des ressortissants libyens établis au Caire affirment avoir vu au même moment circuler dans les environs Abdallah Senoussi, la patron de la Sécurité intérieure.

À l'automne 2012, des fouilles dans une villa des faubourgs de Tripoli appartenant aux *moukhabarat* permettent d'exhumer trois cadavres. La recherche est entreprise à la suite des premiers interrogatoires d'Abdallah Senoussi, livré par la Mauritanie à la Libye le 5 septembre 2012. Depuis, celui qu'on surnomme la « boîte noire » du régime Kadhafi a commencé à livrer les secrets les mieux gardés. La famille de Mansour al-Kikhia est prévenue le 15 novembre. L'un des corps est bien celui de l'opposant porté disparu. Il porte des traces de coups.

Ceux qui ont retrouvé la dépouille affirment que Kikhia est mort le doigt levé, comme s'il était en train de réciter la *chahada*, la profession de foi de l'islam, celle des sages qui effectuent tout acte en sincérité devant Dieu.

*1. FPLP-CG, Front populaire de Libération de la Palestine – Commandement général. Faction dissidente du FPLP créée en 1968 par Ahmed Jibril et basée en Syrie. Il est considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis, l'UE, le Canada et Israël.

12

La traque de l’Émir

« *Chahid ! Chahid !* » Une foule compacte entoure l’homme dans la cour centrale de la prison d’Abou Salim. Cette fois, les lourdes portes en ferraille verte sont restées ouvertes. Depuis une heure, des régiments de femmes et d’hommes vêtus de tenues traditionnelles, venus des coins les plus reculés de la Libye, déferlent sur les bâtiments vides de l’ancien centre de détention de la Sécurité intérieure, près de Tripoli. Chacun tient un portrait au-dessus de sa tête ou collé sur le cœur. Ils ont fait des centaines de kilomètres pour venir jusqu’ici. Ils avancent vers les murs blancs en hurlant « *Allah ou’Akhbar* », comme pour se donner du courage. L’homme au milieu de la cour lève les bras au ciel et les spectateurs boivent ses paroles. Il y a là des femmes qui laissent couler leurs larmes, emmitouflées dans leur *faracha*, ce grand morceau de tissu dont se couvrent les Libyennes. Il y a des hommes barbus qui hochent la tête sous leurs *taqiya* blancs. « Je vous dis que ce sont des martyrs. Quand on a déterré leurs corps, le sang coulait encore dans leurs veines et leurs montres fonctionnaient. Dix ans après ! Il n’y a que Dieu qui puisse décider de cela. C’est le signe des martyrs. *Chahid ! Chahid !* » Massée autour de lui, l’assistance reprend l’incantation. « *Chahid ! Chahid ! Allah ou’Akhbar*. »

Entre les blocs et murs carrés, dans les cours en cheminées de la prison d’Abou Salim, est enfoui l’un des plus insupportables drames de la Libye. Le 29 juin 1996, des mitrailleuses et des hommes armés de kalachnikov postés sur les toits ont fait feu durant plus de deux heures sur des centaines de prisonniers. Les rares épargnés ont entendu depuis leurs cellules le crépitement continu des armes. Puis quelques tirs sporadiques quand les hommes de la sécurité sont allés achever au pistolet ceux qui n’avaient pas succombé aux rafales. Ensevelis dans l’enceinte de la prison, les corps auraient ensuite été déterrés et déplacés sans qu’on sache vraiment où, ni combien précisément ils étaient. Longtemps les familles ont continué

d’apporter leurs colis de nourriture et de vêtements, sans se douter de ce qui s’était passé. « Un mutinerie », avait fini par admettre Kadhafi lui-même au début des années 2000. « Un massacre », affirment les associations de victimes.

Construite en 1984, Abou Salim acquiert rapidement la réputation de la prison des islamistes. Auteur du *Livre Vert* et d’une nouvelle façon d’interpréter l’islam et le Coran, Kadhafi s’oppose d’emblée aux courants les plus traditionnels, aux imams et aux prédicateurs qui rejettent en bloc ses réformes. Surtout, à l’instar de Nasser, le Guide se méfie des Frères musulmans qui ont implanté quelques écoles et centres spirituels dans l’est du pays, principalement à Benghazi, où le roi Idris les avait laissé prospérer. Dès 1973, il fait arrêter et expulser vers l’Égypte leurs représentants et démantèle la branche libyenne du Hezb ut-Tahrir (Parti de la libération islamique). En 1986, il ordonne l’interpellation de neufs islamistes, prétendument membres des Frères musulmans, pour les inculper du meurtre d’un représentant de l’ordre public. Jugés et condamnés à mort, six d’entre eux seront pendus dans le stade de Benghazi. Leur exécution publique est retransmise à la télévision.

« Il ne faisait pas bon porter la barbe et s’habiller à la mode islamique en ce temps-là », affirme Fadel qui est venu dans la prison rechercher la trace d’un membre de sa famille disparu. Dans l’une des salles principale, le CNT a fait accrocher les photos des 1 270 prisonniers morts à Abou Salim. « Aller à la mosquée trop souvent était le chemin garanti vers la prison », assure Fadel, dont le cousin, musulman pratiquant, avait disparu un beau jour sans que personne ne sache ce qu’il était devenu. Régulièrement les croyants trop fervents sont raflés, accusés de *zindaka* (hérésie) et enfermés à Abou Salim. Privés de visites, de justice, sans même être inculpés, ils y passent des années au secret. Les universités, où l’islam activiste gagne du terrain dans les années 1980, sont particulièrement surveillées.

« Dans ces années-là Kadhafi avait de la haine pour les organisations islamiques et tous ceux qui s’opposaient à lui. Le régime était devenu répressif et totalitaire et les étudiants incarnaient l’ouverture, l’esprit critique et de révolte. Je suis rentré à l’université en 1984 pour des études d’ingénieur à Tripoli. Il y avait de petites cellules, très secrètes. J’ai intégré l’une d’entre elles. Je n’avais que dix-huit ans[94]. »

La barbe finement taillée, la voix douce, le geste lent et parcimonieux, Abdelhakim Belhadj, l'islamiste en chef de la révolution du 17 Février, connaît mieux que personne l'histoire de la répression, des premières rafles aux murs d'Abou Salim. Il entame chaque entretien d'un incontournable *Bismi Allah al-rhman al-rahim* (Au nom de Dieu très clément et miséricordieux) et distille une aura bien différente des images diffusées par les agences de presse. En août 2011, la télévision qatari Al-Jazira faisait du tombeur de Tripoli un portrait de vainqueur aussi triomphant qu'inquiétant, repris par les médias internationaux avec le label de l'ancien d'Al-Qaida. Depuis, l'ex-djihadiste a abandonné le treillis pour le costume de l'homme politique. C'est désormais en tant que chef du parti Al-Watan qu'il reçoit dans les salons feutrés de son QG dans les locaux VIP de l'hôtel Radisson.

Candidat malheureux aux premières élections libres de la Libye, s'il n'a pas remporté de sièges dans le tout nouveau Congrès national général, il n'en est pas moins considéré comme l'« homme le plus puissant de Tripoli ». Officiellement, il n'occupe même plus le poste de gouverneur militaire de la ville, auquel l'avait nommé le CNT. Pour autant, son carnet de rendez-vous ne désemplit pas et il n'est pas rare de voir notables, ministres, leaders politiques et diplomates se succéder devant sa porte. Les hommes sous ses ordres se compteraient par milliers. Il suffirait parfois de prononcer son nom ou, mieux – privilège rare –, d'exhiber sa carte de visite ou son numéro de téléphone dans l'annuaire de son portable pour échapper aux problèmes de sécurité les plus inextricables. L'homme fascine. Son incroyable parcours pose question. Des tas de questions…

« Dans les années 1980, le régime a commencé à nous considérer comme des ennemis. Et nous avons dû travailler clandestinement pour propager nos idées. Après le coup de force de Bab al-Azizia en 1984, une tentative de soulèvement a eu lieu à Benghazi en 1986. De jeunes islamistes se sont mesurés à des membres des comités révolutionnaires de Kadhafi. Ils ont tué l'un des responsables. Quand leur pendaison a été diffusée à la télé, cela a fait naître l'esprit de révolte dans les cœurs. C'est ce qui a mis de l'huile sur le feu. »

L'organisation dans laquelle s'est impliqué le jeune Belhadj n'a pas de nom officiel, fonctionne de manière totalement clandestine, mais a réussi à s'implanter dans plusieurs villes de Libye. Elle est placée sous la direction de

l’émir Awatha Zuwawi, qui prêche le djihad à travers le pays. Il est bel et bien question d’une lutte armée qui a pour cible des responsables des services de sécurité et des comités révolutionnaires, les bras armés de l’appareil répressif de la Jamahiriya. Alors qu’en 1988 les rafles s’intensifient, début 1989, un noyau activiste se faisant appeler Djihad s’oppose au comité révolutionnaire de Benghazi. Les heurts dégénèrent en affrontement armé qui s’étend à Ajdabia, Misrata, Tobrouk, Al-Beida… Les conflits sont sporadiques, mais suffisants pour déclencher une campagne massive d’arrestations. On parle de plus de 1 500 interpellations, d’exécutions sommaires, de tortures… Intercepté, l’émir Zuwawi est enfermé dans la prison d’Abou Salim.

La répression n’y suffisant plus, Kadhafi décide de mobiliser les musulmans bien-pensants pour endiguer le phénomène. Le 27 septembre 1989, il réunit à Benghazi des personnalités de l’islam associatif et officiel pour créer la Direction islamique mondiale. Il y convie même Rached Ganouchi, le leader du Mouvement de la tendance islamique (MTI), qui vient juste de changer son nom en Ennahda (Renaissance), pourtant considéré comme une émanation des Frères musulmans et auteur d’une tentative de coup d’État en Tunisie en 1987. Kadhafi veut coopter une frange des penseurs islamistes pour mieux noyer l’ennemi, lui aussi islamiste, mais coupable de s’opposer au régime de la Jamahiriya. « Nous devons savoir différencier l’islam des mouvements qui prétendent être l’islam, plaide le Guide devant ses invités. Ces nouveau hérétiques, entraînés par les services secrets américains, israéliens et occidentaux pour une opération criminelle sont un danger pour l’unité arabe, plus dangereux que le cancer ou le sida[95]. »

La condamnation est sans appel. De nombreux jeunes islamistes fuient la Libye vers les pays voisins, l’Europe et aussi l’Afghanistan. L’appel au djihad pour lutter contre l’envahisseur communiste soviétique a traversé les frontières. « En 1986 nous est parvenue une information des Afghans. Par affinité islamique s’est posée la question d’aller aider nos frères musulmans, poursuit Abdelhakim Belhadj. Trois de nos leaders, Khaled el-Hangari, Moftah Dawadi et Ali Habani, sont partis voir comment ça se passait là-bas. Quelles étaient les forces en présence, quelle aide nous pouvions apporter. À leur retour aucune décision n’a été prise au niveau de l’organisation d’aller en Afghanistan. Le choix était laissé à chacun, individuellement. »

Abdelhakim Belhadj quitte la Libye en 1988. Direction l’Arabie Saoudite, puis Peshawar. Rejoint par nombre de compatriotes, le groupe grossit pour

atteindre en moins d'un an le nombre de 200. Constitués en unité indépendante, les Libyens prennent le nom de Saraya al-Moudjahidin (la brigade des combattants).

« Nous étions de plus en plus nombreux. Il y avait en réalité deux groupes de Libyens : ceux qui étaient chassés par la répression kadhafiste et ceux qui étaient venus pour le djihad. Au Pakistan, nous étions basés dans le village de Pabbi, près de Peshawar. Tout a été fait pour accueillir tout le monde. On a loué des maisons et tous recevaient de l'aide. Une sélection était faite selon leurs aptitudes, entre les combattants et ceux affectés à d'autres tâches. On fournissait l'entraînement militaire pour les hommes qui allaient au front. Il se déroulait en Afghanistan, essentiellement à Jaji et Jalalabad. Le reste était dispatché entre enseignement, communication et médias, sécurité et renseignement. »

Toute cette activité est financée et encadrée, comme pour tous les volontaires musulmans venus du monde entier, par le Maktab al-Khadamat (MAK), un organisme financé par les Saoudiens et les dons des pays musulmans. Il est dirigé par Abdallah Azzam, un cheikh palestinien qui avait enseigné dans les universités d'Islamabad et de Djeddah. Le MAK, plus connu sous le nom de « bureau afghan » de recrutement, en raison de son brassage et, surtout, de la personnalité d'Azzam, proche d'un certain Oussama ben Laden, est l'un des principaux viviers de la future « base » Al-Qaida.

« Notre séjour là-bas était avant tout une occasion unique d'organiser l'opposition islamique contre Kadhafi. Il y avait sur place des représentants de toutes les villes libyennes. Nous n'aurions jamais pu tous les contacter autrement. Les conditions étaient idéales. Le but, c'était de combattre Kadhafi et on a cherché à mettre en place des mécanismes pour y parvenir avec une organisation stratégique et un exécutif. En 1989, lors d'une grande réunion, nous avons décidé de diviser la Libye en trois zones d'action : est, ouest et sud. On a constitué une *choura*, un conseil, et nommé un responsable pour chacune des trois zones. J'ai été désigné comme chef de la partie Est, le djebel Akhdar (la montagne Verte). »

Fin 1989, le retrait des troupes soviétiques annonce la fin du conflit afghan. Reste le gouvernement communiste de Najibullah et la guerre civile. En avril 1992, Abdelhakim Belhadj est aux côtés du commandant Ahmed Chah Massoud quand il prend Kaboul, mais les luttes internes ne sont pas du goût des *moudjahidin* libyens. « Pour nous, le conflit afghan était fini. C'était

désolant de voir Massoud et Hekmatyar s'opposer et s'entretuer. Nous avons décidé de ne pas prendre parti et de nous retirer. » La plupart des combattants s'envolent à destination de l'Europe, avec une nette préférence pour le Royaume-Uni qui leur facilite les démarches pour l'obtention du statut de réfugié politique. Belhadj et une dizaine de ses compagnons se replient, eux, au Pakistan, bien décidés à se consacrer aux activités spirituelles quand une rafle de l'ISI, les services secrets pakistanais, dans le milieu des émigrants arabes en 1993 donne le signal du départ. En avril, un trio de « prospection » composé de Belhadj, Youssef Charif et de Mohzen Langha se rend à Khartoum. La visite est concluante. Plus d'une centaine d'« Afghans » libyens suivront.

« J'ai choisi le Soudan parce que c'est un pays voisin de la Libye. Le gouvernement est d'inspiration islamique et le tissu social très similaire au nôtre. On n'avait pas besoin de beaucoup d'argent pour y vivre. On ne pouvait pas choisir Paris, c'est sûr », s'amuse l'ancien djihadiste. À Khartoum, Abdelhakim Belhadj et ses hommes se font le plus discrets possible. Pour se donner une couverture et gagner quelques deniers, ils se livrent à une activité commerciale dans les marchés. Hommes pieux, ils enseignent même le Coran dans les *madrasa*. « Nous étions très prudents. Nous avions approché des organisations coraniques et les Frères musulmans. Leur chef était le cheikh Abdallah al-Sadek Abdel Majid. Ce qui nous rassurait, c'est que Ben Laden s'était établi au Soudan. Il y avait beaucoup investi dans plusieurs secteurs. Donc c'était bien le signe que le pays ne nous était pas hostile. Moi-même, j'étais enchanté d'y séjourner. »

En effet, depuis 1992, le pouvoir d'Omar el-Béchir, soutenu par le très influent islamiste du régime, Hassan el-Tourabi, qui dirige le Front national islamique soudanais (FNI), a ouvert les bras à Oussama ben Laden qui déploie une intense activité d'homme d'affaires dans l'agriculture et la construction de routes. Le pays se présente donc comme une vraie terre d'asile. C'est également la capitale soudanaise qu'a choisie un certain Ali Barakat, un homme d'affaires jordanien. Il s'agit en réalité d'un mercenaire à la retraite : Ilich Ramirez Sanchez, *alias* Carlos, qui est venu se réfugier sous une fausse identité. Règle d'or sous le soleil de Khartoum : se faire discret.

« On n'a pas voulu embarrasser le gouvernement et ils nous ont laissés tranquilles. Après mon arrivée, nous avons commencé à organiser notre retour sur le terrain en Libye. Nous avions très attentivement prospecté les frontières

soudano-libyenne et soudano-tchadienne. La première alerte rouge fut la livraison de Carlos[*1]. C'était une première. Nous avions peur qu'il y ait un autre "sujet d'échange". D'autant plus que nos groupes qui prospectaient les frontières ont été plusieurs fois interceptés par la sécurité soudanaise. Nous avons tout de même réussi à faire pénétrer en Libye plusieurs de nos hommes fin 1993-début 1994, et je me suis installé dans le djebel Akhdar. J'étais entre Benghazi, Tobrouk, Ajdabia… »

La montagne Verte et son maquis sont un atout formidable, tout autant que le « facteur tribal ». Belhadj et ses hommes prennent contact avec les chefs influents des Obeida, Barassa, Awaghir, Al-Hassi… « Dès qu'il y avait un souci avec la police, la sécurité, le renseignement libyens, les chefs de tribus arrangeaient le problème sur place et ça ne filtrait pas vers le pouvoir central. En plus, les Frères musulmans étaient présents, surtout à Benghazi. À Derna et à Al-Beida, c'étaient les salafistes. L'environnement était très favorable à notre activité. » Le Saraya al-Moudjahidin se déploie discrètement sur tout le territoire. Au Sud, on organise l'impression de tracts et l'entraînement dans les coins perdus du désert. Dans chaque région, Belhadj prend un nom différent. À Misrata, il est Ali ; à Syrte, Aboubaker ; ailleurs, Omar, ou encore Othman. Pour mieux se faire oublier, ses gens prennent des identités toutes neuves grâce à des papiers « reconditionnés » par le « département documentation » de leur organisation au Pakistan qui fournit passeports, cartes d'identité et livrets militaires.

« J'avais avec moi beaucoup d'anciens de l'Afghanistan, poursuit Belhadj. On cherchait à coopter ceux qui partageaient nos idées et souhaitaient épouser notre cause. » Les réunions générales se tiennent dans la base arrière du Soudan. On y peaufine les décisions et la stratégie. On discute les objectifs. « Notre but essentiel était un seul : tuer Kadhafi. Nous avions même des groupes dont le rôle essentiel était de suivre Kadhafi dans ses déplacements à l'Est, à l'Ouest, au Sud, pour préparer les attentats. Nous étions quelques centaines. Ceux qui venaient d'Afghanistan étaient très bien entraînés, mais ils n'emmenaient pas leurs armes sous les bras. L'étape suivante consistait donc à en trouver. »

Les champs de mines de la Seconde Guerre mondiale le long de la frontière égyptienne, toujours impraticables même après cinquante ans, sont un véritable arsenal à ciel ouvert. Les combattants y prélèvent de quoi fabriquer des explosifs. Mieux, ils organisent des « visites » discrètes dans les dépôts

d’armes à Ajdabia et Sebha. « Au Sud, un de nos gars qui travaillait dans la caserne de Sebha nous a apporté un jour la clé de la réserve. La première fois que nous y sommes entrés, on a lu dans le registre que, dans deux jours, il y aurait un inventaire. On n’a rien touché, on a refermé le registre et on est revenu se servir trois jours après. Nous avons pris 80 kalachnikov, une centaine de grenades et beaucoup de munitions. Ils ont mis des mois à s’en apercevoir. Ce que nous avons récupéré à Ajdabia était caché et stocké. Seules quelques armes ont été prélevées et après avoir effacé les numéros de série, on les a distribuées. »

Entre 1994 et 1998, le réseau d’Abdelhakim Belhadj organise plusieurs attentats. Pas une année de répit n’est laissée à Kadhafi et à ses gardes qui, en ces années d’embargo, sillonnent le pays. Le Guide courtise tribus et chefs locaux pour consolider son pouvoir menacé par les restrictions et l’inflation des produits d’importation. « Nos hommes étaient éparpillés dans toutes les villes. Les groupes qui suivaient Kadhafi saisissaient chaque occasion. On n’a jamais donné l’ordre d’attaquer des casernes, la police… Non. On voulait la tête de Kadhafi ! »

L’un des premiers moyens imaginés est une affiche piégée, à l’image du Guide, comme celle que la population « enthousiaste » brandit à chaque passage annoncé de son leader. Entre deux photos du raïs, on a collé 4 kilos de TNT. Un fil relié à une bague doit déclencher le détonateur. « Nous avons essayé d’abord au Sud. C’était une opération suicide. L’un des nôtres, Musbah Kahani, avait décidé de la mener. Kadhafi était dans un bus en train de la mener. Notre gars était juste en dessous, mais ça n’a pas fonctionné. Le détonateur n’a pas réagi. »

En août 1994, Kadhafi se rend en Cyrénaïque. On décide de préparer la même opération à Derna. « Deux groupes étaient prévus car ils avaient disposé deux podiums dans des lieux différents pour faire diversion. Comme l’affiche n’avait pas explosé dans le Sud, j’ai testé le dispositif moi-même dans la vallée de Derna. Ça fonctionnait à merveille, mais au moment voulu, Dieu en a décidé autrement. » Les deux cellules sont bien en place avec leurs affiches lestées de TNT quand soudain une vaste campagne sécuritaire est lancée. Quatre-vingts personnes sont interpellées. Les équipes décident de tout annuler. « J’ai failli être arrêté. Des hélicoptères quadrillaient la région dès le matin. Ils avaient dû avoir une information. Nous avons vite quitté la villa où nous étions cachés. Quelques minutes après, les services de sécurité de

Kadhafi étaient là. »

Suit un attentat à la bombe dans le Sud, perpétré cette fois avec 20 kilos de TNT. Au dernier moment, le passage intempestif d'un bulldozer sectionne les câbles reliés au détonateur. Puis, en février 1996, constatant les visites fréquentes du Guide à Syrte, on prévoit sur son parcours une voiture piégée. Elle explose, mais au mauvais moment. En novembre de la même année, on remet ça lors de la visite de Kadhafi à Brak, dans le Fezzan, lieu de naissance d'Abdallah Senoussi, le patron de la Sécurité intérieure. Encore raté. « Senoussi était accusé à cause de cette affaire. Il a été mis au secret pendant trois mois. Moussa Koussa, le chef du renseignement en a profité pour l'accuser. Comme ça s'était passé dans sa ville, c'était suspect. Cet attentat était exécuté par deux personnes de Tripoli. Je les avais entraînées moi-même en Afghanistan. L'un d'entre eux était au Soudan avec moi. C'est lui qui a jeté la grenade sur Kadhafi. J'ai été condamné à mort à cause de cette tentative. En fait, on m'a jugé et condamné à mort treize fois », annonce Abdelhakim Belhadj, presque hilare, affichant le sourire du gamin qui a fait une bonne blague à ses copains. En 1995, il a déjà quitté la Libye par mesure de sécurité. Lors de sa réunion annuelle, la *choura* a fait de lui l'émir de l'organisation qui désormais se fait connaître comme Al-Jama'a al-Islamiyyah al-Muqatilah bi-Libya ou Groupe islamique combattant en Libye (GICL).

Les échecs ne découragent pas les combattants, même s'ils finissent par se demander si le Guide de la Jamahiriya ne dispose pas de sept vies, comme les chats. Lors des cérémonies du 1er septembre 1997, l'un des *chebab* du GICL réussit à s'introduire, muni de grenades, dans les salons de l'hôtel El-Kébir à Tripoli, où Kadhafi doit recevoir ses invités. Il s'est procuré un badge de la sécurité, il s'est bien posté sur le passage prévu, mais au dernier moment le parcours change. L'année suivante, alors que le leader libyen se rend à Al-Beida pour les célébrations de l'anniversaire du prophète Mahomet, on lui tire dessus. Grièvement blessé aux jambes, il n'assiste pas aux festivités. Quelques jours plus tard, il apparaît en public, assis dans une chaise roulante. Version officielle : Kadhafi s'est blessé en faisant du sport. En 1998, Abdelhakim Belhadj, qui s'est fait connaître sous son nom de guerre Abou Abdallah al-Sadiq, est déjà loin. Il a dû quitter le Soudan, où les services de sécurité lui ont fait comprendre que Kadhafi veut sa tête. Juste après son départ précipité, la Cyrénaïque a basculé dans une véritable guerre civile.

« Au moment où je suis arrivé à Khartoum en 1995, il y a eu des

affrontement avec la police dans le djebel Akhdar. Tout a commencé par un incident à Benghazi. L'un de nos frères, Khaled Bachiche, avait été filé par les renseignements libyens à cause d'un incident mineur. Il a été frappé à la tête par une pierre et amené à l'hôpital sans connaissance. Le commandant en chef de notre groupe a donné l'ordre de le récupérer car il en savait beaucoup et risquait de donner des renseignements importants. C'était une action très démonstrative. Ils sont entrés à plusieurs, en tenue de commando, ils ont enfermé le gardien dans une pièce de l'hôpital et ont emmené le blessé. Le personnel médical a d'ailleurs cru que c'était l'armée. Quand cette information est arrivée à Tripoli, on a donné l'alerte. Dix personnes en armes et tenues de commandos ont déclenché une réaction disproportionnée. Les services de sécurité ont commencé à capturer n'importe qui, sous n'importe quel prétexte, n'importe où. Une vraie pagaille. Durant cette campagne d'arrestations, ils ont intercepté l'un de nos hommes. Nous avons réagi puisque nous avions les armes récupérées à Ajdabia. C'est comme ça que s'est ouverte la phase de la lutte armée. Ce n'était pas programmé. J'ai demandé à tous les chefs de la partie Est de se replier sur le djebel Akhdar pour ne pas tomber dans des affrontements et être capturés par l'armée. Tout s'est déroulé très vite. Ils ont été poursuivis. Il y a eu des affrontements et des morts de part et d'autre. »

Affolé, le pouvoir central de la Jamahiriya ordonne une opération d'envergure. Tout le triangle Derna-Ajdabia-Benghazi est isolé. Des représentants des comités révolutionnaires du Sud et du Centre sont dépêchés sur place. Les interventions militaires sont dirigées par le général Abdelfattah Younès, en charge de la Sécurité publique. Selon quelques habitants de la région, le « nettoyage » est radical. « Ils ont passé la montagne au napalm. Ils vouaient tous les exterminer », affirme l'un d'entre eux. Inquiet, l'émir du GICL tente d'organiser quelques actions de provocation à Tripoli pour déplacer le conflit et alléger le front de l'Est. « Ça n'a pas fonctionné, regrette Belhadj. On a toujours voulu éviter ça, parce que ça ne servait pas nos objectifs. »

Devenu indésirable au Soudan, méfiant à l'égard des gouvernements d'Égypte et de Tunisie, l'émir du GICL a choisi de se réfugier à Istanbul. La Libye est sous embargo aérien, le seul moyen d'y arriver reste la mer, et la capitale turque possède un port. Les nouvelles de Libye lui parviennent par des rapports réguliers envoyés par les membres de l'organisation. Coupable de tentatives d'assassinat contre la personne du chef de l'État et d'islamisme,

Abdelhakim Belhadj *alias* Abdallah al-Sadiq est recherché. Kadhafi a lancé une véritable chasse à l'homme contre les « charlatans, apostolats, hérétiques », qui, selon lui, méritent d'être tués « sans jugement, comme des chiens ». Les combats dans le djebel Akhdar ont d'ailleurs était présentés officiellement par l'intermédiaire de l'agence libyenne JANA comme des affrontements avec des « trafiquants de drogue en provenance d'Israël », ou encore comme une opération de sécurité pour maîtriser 400 prisonniers qui s'étaient « échappés de la prison de Benghazi ». D'autres mouvements islamiques dans les environs de Derna attisent aussi l'agitation dans l'est de la Libye, comme le Harakat al-Shuhada al-Islamiyah, Mouvement islamique des martyrs ou le Groupe des partisans de Dieu, d'inspiration salafiste, mais c'est bien le GICL qui concentre les foudres du régime.

La proximité du GICL avec Ben Laden n'a d'ailleurs pas échappé aux services de renseignement libyens qui considèrent le Saoudien comme le bailleur de fonds et le « patron » des islamistes libyens. C'est en effet Tripoli qui lance le premier mandat d'arrêt international contre Oussama ben Laden. Présentée à Interpol le 16 mars 1998, la « fiche rouge » n° A-1998/20232 a été diffusée à partir du 15 avril et concerne la mort à Syrte, en 1994, de deux Allemands : Silvan Becker et son épouse Vera. Selon les *moukhabarat* libyens, le ressortissant allemand, spécialiste du Moyen-Orient au sein de l'Office fédéral de protection de la constitution (BfV), soit l'antiterrorisme, a été la victime de trois membres du GICL ainsi que d'Oussama ben Laden. Si Interpol et les autres services occidentaux ne portent pas grand intérêt au mandat lancé par la Libye, c'est que Kadhafi a pris la vilaine habitude de faire pourchasser ses opposants *via* les notices rouges d'Interpol. Ainsi, les noms de plusieurs membres du FNSL comme ceux de Megarief, Saïf al-Nasr, Ali Abouzaakouk, figuraient depuis des années dans les listes d'Interpol que Kadhafi prenait le soin de transmettre même au KGB, quand le bloc de l'Est n'était pas adhérent à l'organisation internationale de police[*2].

En attendant, Belhadj aussi bien que Ben Laden avaient été déclarés *persona non grata* à Khartoum. Banni d'Arabie Saoudite, le leader d'Al-Qaida a rejoint le Pakistan. Plongé dans la foule des voyageurs, commerçants, touristes à Istanbul, Abdelhakim Belhadj espère bien, quant à lui, se faire oublier et échapper à la traque.

« J'ai vécu à Istanbul avec un groupe d'une dizaine des nôtres. Des rapports nous arrivaient toujours de Libye. En 1998, j'ai décidé de faire le point, un

retour en arrière sur les événements. J'ai repassé dans ma tête le film des années 1988-1998. Je restais dans des mosquées ottomanes, seul, je repensais à tout. Tant d'efforts, de sacrifices de vies… Pour parvenir à quoi ? Il fallait changer de stratégie. Quand le tremblement de terre a frappé Istanbul en 1999, j'ai rejoint le Pakistan. Finalement, c'était le meilleur environnement politique pour nous. Beaucoup sont partis étudier au Yémen. Certains sont allés en Syrie, un pays qui acceptait tous les Arabes. D'autres, en Arabie Saoudite ou en Mauritanie, pour étudier la charia. » Avant de quitter Istanbul, une lettre d'Oussama ben Laden, transmise de main en main, parvient à Abdelhakim Belhadj. Elle est adressée à l'émir du GICL. « Il m'invitait à devenir membre du Front islamique mondial pour le combat contre les Juifs et les Croisés. »

Le 23 février 1998, le journal arabe *Al-Quds al-Arabi* de Londres publie une déclaration du Front islamique mondial pour le combat contre les Juifs et les Croisés, signée par Ben Laden et des leaders de groupes islamistes d'Égypte, du Pakistan et du Bangladesh, en émettant une fatwa. « Tuer les Américains et leurs alliés, civils et militaires, est un devoir pour tout musulman qui en est capable, dans tout pays où c'est possible, jusqu'à ce que la mosquée al-Aqsa [de Jérusalem] et la mosquée Haram [de La Mecque] soient libérées de leur emprise et jusqu'à ce que leurs armées, détruites, quittent les terres de l'islam, incapables de menacer quelque musulman que ce soit. »

L'appel sème le trouble dans les milieux islamistes. Belhadj et le GICL refusent d'y adhérer mais dans les zones tribales, à la lisière du Pakistan, un débat houleux s'engage entre les anciens leaders du djihad en Afghanistan.

« J'avais rencontré Ben Laden durant la guerre contre les Russes, dans la bataille de la libération de Jalalabad. En 2000, je l'ai revu à nouveau. J'ai passé trois jours avec lui et nous avons discuté librement et sincèrement de tout. Le débat portait sur le fait qu'Al-Qaida était en quelque sorte du passé et, lui, son idée, était de constituer cette nouvelle organisation. Je lui ai dit que ce front n'avait rien à voir avec l'islam. C'était mon opinion. Il était contre. Au début, notre échange portait sur les causes et l'intérêt de créer une telle structure. Sa position était figée sur l'idée de "combattre les Juifs et les Croisés". Je lui ai posé la question : "Qui a dit que l'islam permet de tuer des Juifs et des chrétiens ? Au contraire, le prophète Mahomet a envoyé ses apôtres pour être protégés par les chrétiens. Il ne les a pas envoyés les combattre, mais demander refuge. Les Juifs vivaient aux côtés du Prophète,

jamais il n’a demandé de les tuer. L’un des piliers de l’islam, c’est le djihad, mais c’est un principe qui a des règles. L’islam ne permet pas de tuer une femme, un petit, un pur, les messagers, les ambassadeurs… Jamais il n’a autorisé qu’on s’en prenne à des civils et des innocents. Comment voulez-vous que je sois d’accord avec une organisation qui permettrait de tuer ces gens-là ? Regardez les attaques de Nairobi et Dar es-Salam. Le résultat a été désastreux, blessant des hommes innocents, des employés d’ambassade, des Noirs et des Africains. Comment poursuivre dans cette direction ? Si vous avez un problème avec l’Amérique, prenez un titre politique et pas islamique.” Il a répondu que l’Amérique soutient Israël et occupe l’Arabie Saoudite. “Mais, ai-je rétorqué, quand vous autorisez l’élimination de ces gens-là, vous mettez l’islam dans un contexte qui n’est pas réel, vous poussez les musulmans dans quelque chose qui n’est pas dans leur religion.” »

Installé avec sa famille au Pakistan, Belhadj se rend régulièrement en Afghanistan. À Kandahar, autant que possible, il rencontre Ben Laden et poursuit la discussion. À bout d’arguments, face à l’obstination de son interlocuteur, il évoque la position des talibans qui règnent en maître à Kaboul et s’opposent à l’Alliance du Nord du commandant Massoud. S’ils tolèrent la présence de Ben Laden, ils lui ont interdit toute déclaration médiatique et ne semblent pas favorables aux actions envisagées par le Front islamique mondial pour le combat contre les Juifs et les Croisés.

« Est-ce que vous donnez de la légitimité au régime des talibans ? interroge Belhadj.

– Oui, admet Ben Laden.

– Donc vous devez respecter la loi des talibans.

– En effet.

– Dans ce cas, si vous admettez que leurs principes sont vrais, pourquoi ne les suivez-vous pas en ce qui concerne votre projet ? »

Le mutisme de Ben Laden est sans appel, même quand Belhadj tente de plaider au nom de tous ceux qui sont venus s’installer avec femmes et enfants en Afghanistan. « Avec votre plan, vous allez apporter encore du malheur à ces familles que vous invitez à venir vivre ici. Quand vous étiez au Soudan, vous aviez aidé à construire des projets, pourquoi ne faites-vous pas de même pour l’Afghanistan ? Vous avez devant vous un pays dévasté. Il a besoin de reconstruction, d’aide, de l’effort de tous les musulmans. Si vous faites ça, il y

aura une réaction. Comment voyez-vous la vie de ceux qui sont venus ici ? Et vous, où allez-vous partir ? La dernière étape, c'est l'Afghanistan. »

Les échanges se poursuivent sur tous les thèmes, politiques, humanitaires… Présent, l'idéologue spirituel d'Al-Qaida, le Mauritanien Mahfouz Ould al-Walid, *alias* Abou Hafs al-Mauritani acquiesce. Solidaire avec les arguments d'Abdelhakim Belhadj, il se joint à lui pour tenter en vain de dissuader Ben Laden de mettre à exécution ses plans. Rien de précis n'est évoqué, mais il est question d'une opération d'envergure qui fera beaucoup de victimes. Cosignataire de la fatwa du Front, l'Égyptien Ayman al-Zaouahiri, numéro deux d'Al-Qaida, garde le silence durant les entretiens. « Zaouahiri est quelqu'un qui réfléchit beaucoup. Il a les idées claires, mais il est bien plus sévère et rigide qu'Oussama. Il était avec nous quand on discutait, mais il ne faisait qu'écouter, précise Belhadj. À ce moment-là, il avait un problème avec le groupe qui était sous ses ordres. Les djihadistes égyptiens l'ont poussé à rejoindre Oussama dans cette histoire. Son problème à lui, c'est l'Égypte principalement, et son but est de combattre le gouvernement égyptien. Idéologiquement, il est sur la position suivante : dans un pays islamique, si celui qui est au pouvoir n'applique pas la charia, c'est contre lui qu'il faut mener le djihad. »

Pessimiste sur les événements à venir, Belhadj entreprend de rendre visite aux Libyens installés dans la région. Beaucoup vivent à Kaboul, où ils ont même fait construire une *madrasa*. « J'ai essayé de les rassurer et je leur ai conseillé de ne pas combattre avec les talibans, ou qui que ce soit, contre Massoud. C'était peu avant son assassinat. »

Le 9 septembre 2001, deux Tunisiens qui se présentent à lui comme des journalistes de la chaîne de télévision islamiste baptisée Arabic News International (ANI-TV) piègent le lion du Panshir dans son QG du Nord, dans les montagnes afghanes. Leur caméra est lestée d'une bombe. Les stratèges d'Al-Qaida ont décidé d'éliminer le chef de l'Alliance du Nord, seul opposant au régime des talibans qui a essayé à plusieurs reprises d'alerter l'opinion internationale sur le danger que représente Oussama ben Laden.

Le 11 septembre 2011, Abdelhakim Belhadj est au Pakistan, assis devant sa télévision, quand les émissions sont interrompues. « Je voyais ces images d'avions et je ne comprenais rien. Ces gens qui s'accrochaient aux parois pour se jeter dans le vide… Ils étaient simplement allés travailler et se retrouvaient dans un cauchemar. C'était un cauchemar ! J'ai compris que la réaction serait

immédiate. J’ai dit à tout le monde : “Maintenant, il faut chercher où vivre.” »

*1. Recherché par la France pour le meurtre le 27 juin 1975 de deux policiers de la DST et de leur informateur, Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, est capturé par la DST en 1994 à Khartoum, avec l’autorisation du gouvernement soudanais.

*2. Voir annexe 11.

13

La « thérapie de choc »

Mi-octobre 2001, une longue silhouette élégamment vêtue foule le tarmac de Heathrow, l'aéroport international de Londres. Sa dernière visite remonte à plus de vingt ans, quand les autorités britanniques avaient extradé Moussa Koussa pour avoir approuvé des assassinats sur le sol de sa Très Gracieuse Majesté. À 51 ans, les cheveux gris, celui qu'on surnomme dans le milieu du renseignement la « Courgette » (du fait de l'homonymie de son patronyme avec le nom du légume en question) a déjà une biographie bien garnie. Patron de la *Mathaba* depuis 1982, le centre de lutte « anti-impérialiste » de la Jamahiriya, Koussa a dirigé une multitude d'opérations subversives en Afrique et ailleurs dans le monde. Nommé vice-ministre des Affaires étrangères en 1992, il est depuis 1994 le chef des *moukhabarat,* le renseignement extérieur libyen. Moussa Koussa est soupçonné d'avoir coordonné les pires actes terroristes imputés à la Libye, à commencer par la mort de la policière Yvonne Fletcher devant l'ambassade de Libye à Londres en 1984, en passant par l'explosion du DC-10 d'UTA au dessus du Ténéré en 1989, sans oublier l'attentat de la discothèque La Belle à Berlin en 1986 ni la tragédie de Lockerbie en 1988. Depuis dix ans, il est interdit de séjour aux États-Unis et bénéficie d'une notice émise par le juge d'instruction français Jean-Louis Bruguière en charge des dossiers de terrorisme. À Tripoli, il est aussi craint que détesté. *A priori*, il serait depuis dix ans le tuteur officiel du fils aîné du Guide, Saïf al-Islam. En réalité, il est régulièrement réprimandé par le raïs qui l'a envoyé à trois reprises « réfléchir » en prison pour des périodes d'une vingtaine de jours. Curieuse présence en cet automne londonien, alors que les premiers chasseurs américains de la Force internationale d'assistance et de sécurité se dirigent vers les montagnes afghanes.

Koussa a rendez-vous à Londres avec un vieux « copain d'études ». Ben Bonk, agent de la CIA et numéro deux du centre antiterroriste de l'Agence, a

fait, comme Koussa, ses études à l'université du Michigan, dans le Midwest. De quoi entamer la conversation dans la demeure cossue de Regent's Park, que Son Altesse Bandar ben Sultan, neveu du prince Abdallah d'Arabie Saoudite, a mis à disposition pour l'occasion. Grand spécialiste du monde arabe, Bonk vient négocier avec l'ennemi d'hier. En jeu : s'assurer de la coopération de la Libye pour la capture de Ben Laden et obtenir l'abandon du programme libyen d'armes de destruction massive. Moussa Koussa traque depuis plus de dix ans les islamistes du GICL dont les routes se sont mêlées à celles des leaders d'Al-Qaida, et il compte bien tirer avantage de la toute nouvelle « guerre contre la terreur ».

Habile, le Guide, qui craint d'être au bout de ses réserves de pouvoir après dix ans d'embargo, a besoin de sortir de l'isolement qui fait vaciller la Jamahiriya. D'ailleurs, il a très officiellement mis fin au système de l'« État des masses ». « Je dois intervenir pour arrêter cette roue qui tourne à vide et qui brûle du pétrole, avertit le leader libyen lors du Congrès général du peuple en février 2000. Au lieu de fabriquer des mouchoirs en papier en Libye, vous les importez. La révolution a-t-elle eu lieu pour que le revenu du pétrole soit dépensé à l'étranger en achats de Kleenex[96] ? » La rhétorique du Guide n'y peut rien : les Libyens ont soif d'ouverture, d'échanges, de consommation. Kadhafi a déjà tenté de négocier une levée des sanctions en 1998, sans succès. Il a livré à la justice écossaise en 1999 ses deux agents accusés dans le procès de l'attentat de Lockerbie. Seul bénéfice, le Royaume-Uni a restauré ses relations diplomatiques avec Tripoli. Si les sanctions de l'ONU n'ont plus de raison d'être après la condamnation en janvier 2001 d'Abdel Baset al-Megrahi pour le drame de la PanAm, elles ne sont en réalité que suspendues. Les États-Unis sont en attente du dédommagement des familles des victimes et maintiennent la Libye sous embargo. Une commande d'Airbus, dont la compagnie libyenne LAA a bien besoin, vient d'être annulée, comme dans les années 1980. Rien à faire, la Libye demeure estampillée du label « État voyou ». Le 11 septembre 2001, Kadhafi est le premier chef d'État arabe à exprimer ses sincères condoléances aux familles frappées par la tragédie. Dans une interview à Al-Jazira, il se dit « horrifié » et appelle à une conférence internationale pour mettre au point une « lutte contre le terrorisme ». La traque de Ben Laden est une aubaine.

Pour preuve de la volonté de coopérer, Moussa Koussa est venu à Londres avec ses dossiers et livre quelques noms clés à ses nouveaux alliés. À force de

pourchasser les opposants de Tripoli, les *moukhabarat* ont a constitué de volumineux fichiers sur tout ce qui touche de près ou de loin les activités des extrémistes et des islamistes en Afrique, en Asie et même en Europe. Koussa se vante même de connaître tous « ses » barbus « nommément ». Implanté à Islamabad depuis les années 1990, le résident des services libyens a particulièrement surveillé les allées et venues des combattants du GICL. Tout est dûment référencé et la situation s'avère pour le moins délicate.

Dans la liste des noms fournis de ceux qui sont présentés comme membres du GICL figurent aussi bien les recrues antikadhafistes que les anciens *moudjahidin*, qui à l'issue de la guerre en Afghanistan contre les Soviétiques ont décidé de rejoindre les rangs d'Al-Qaida et du djihad international. C'est le cas d'Abou Yahya al-Libi ou d'Abou Laith al-Libi, qui ont gravi les échelons pour devenir des cadres influents de la nébuleuse islamiste. Un troisième homme, Abou Anas al-Libi, lui aussi un ancien « Afghan libyen », avait suivi Ben Laden dans son séjour au Soudan. Expert en informatique, c'est lui qui a mis au point à Nairobi la surveillance vidéo de l'ambassade américaine, dans le plan de l'attentat fomenté par Al-Qaida et mis à exécution en 1998. Depuis 1995, Abou Anas, comme beaucoup d'autres membres du GICL, vit avec le statut de réfugié politique au Royaume-Uni. Recherché par la justice américaine, sa tête ayant été mise à prix 25 millions de dollars, il occupe jusqu'en mai 2000 un appartement à Manchester.

Difficile de faire le tri. D'autant plus que le MI6 semble avoir infiltré les milieux du GICL dès 1995 pour prêter main forte aux activités antikadhafistes de l'organisation de Belhadj… Une note détaillée du service, que des *whisteblowers* (lanceurs d'alertes) démissionnaires des services secrets britanniques ont fait fuiter, révèle les contacts des services britanniques avec un ressortissant libyen présenté sous le nom de code « Tunworth ». Le rapport secret est daté de décembre 1995. Il est intitulé « Libye : Les plans pour renverser Kadhafi au début de 1996 sont bien avancés ». On y décrit l'organisation, les moyens mis en œuvre, le timing, « le Congrès général prévu en février 1996 à Syrte » et le but : « établir le contrôle de la Libye en mars 1996 ». Employé au MI5, le service du contre-espionnage où il est en charge de la cellule Libye, David Sheyler, l'un des *whistleblowers*, sera condamné pour avoir divulgué des secrets d'État. Selon son témoignage, largement diffusé dans les médias, ses collègues du renseignement extérieur, le MI6, auraient même versé à trois reprises 40 000 dollars pour financer l'activité de la cellule.

L’attentat du printemps 1996 à Syrte a bien eu lieu. Il a été officiellement revendiqué par le GICL mais, selon Belhadj, son organisation n’a rien à voir avec toutes ces révélations. « Je vous garantis que nous n’avons jamais reçu d’aide ni des services britanniques, ni d’aucun autre[97] », assure l’émir, qui campe sur sa version des faits. En cette fin d’année 2001, alors que l’opération « Liberté immuable » nettoie les montagnes afghanes, Abdelhakim Belhadj, *alias* Abdallah al-Sadiq, quitte le Pakistan pour l’Iran. Interrogé et tenu au secret durant plusieurs mois, il insiste pour qu’on le laisse rejoindre l’Irak. Il se sait recherché. Le GICL est désormais inscrit sur la liste des organisations terroristes. Tout État qui lui donnerait refuge est susceptible d’être considéré comme cible de la « guerre contre la terreur ». En septembre 2002, les Iraniens décident de se débarrasser de l’encombrant visiteur et déposent Belhadj à la frontière en lui indiquant le chemin de Bagdad.

« Je voulais aller en Irak, parce que Saddam Hussein n’entretenait de relations avec personne, avec aucun pays. Mon angoisse première était la prison libyenne. Je ne voulais pas qu’on me livre à la Libye. Comme dit le proverbe arabe : “Tu as peur d’une goutte alors que la pluie tombe. Les tambours de la guerre s’approchaient du pays que j’avais choisi et j’ai décidé à nouveau de partir.” »

Dans son discours sur l’état de l’Union devant le Congrès américain en janvier 2003, George W. Bush dénonce l’Irak de Saddam Hussein, coupable de soutenir Al-Qaida et surtout de développer secrètement son arme nucléaire et son programme d’armes de destruction massive. Le 19 mars 2003, les missiles américains sont lancés sur Bagdad à l’issue des 48 heures d’ultimatum, sommant le président irakien et ses fils Oudaï et Qusaï de quitter le pays. Alors que les bombes de la coalition tombent sur la capitale irakienne, un téléphone sonne dans le quartier général du MI6 à Vauxhall Cross. Un intermédiaire palestinien, bien introduit à Londres, a un message de la part du colonel Kadhafi. Il sera délivré par son fils, Saïf al-Islam en personne.

Depuis les premiers contacts secrets établis par Moussa Koussa à la fin de 2001 à Londres, les négociations ont avancé au rythme libyen, avec soubresauts et revirements, doublés de contrevenues, dans le plus pur style bédouin. En août 2003, alors que la Libye accepte de verser 10 millions en dédommagement pour chacune des victimes de l’attentat de Lockerbie, soit 2,7 milliards de dollars au total, elle clame son innocence, dénonce la condamnation abusive et infondée d’Abdel Baset al-Megrahi et affirme payer

uniquement pour lever les dernières restrictions américaines, oubliant les promesses faites deux ans auparavant de renoncer à son programme d'armes de destruction massive. L'invasion de l'Irak rend les maîtres de Tripoli nerveux. S'il est peu probable que les missions d'experts internationaux trouvent la moindre trace de construction de l'arme nucléaire ou d'achat de yellowcake[*1], la matière première pour fabriquer de l'uranium enrichi, chez Saddam Hussein, il est tout à fait certain qu'en revanche la Libye possède non seulement 2 200 tonnes[*2] de yellowcake, mais également la panoplie presque complète pour fabriquer l'arme nucléaire. Des centrifugeuses et autres équipements nécessaires ont été achetés au réseau du scientifique pakistanais Abdul Qadeer Khan, considéré comme le père de « bombe islamique ». De plus, un peu partout autour de Tripoli et dans le désert, sont éparpillées des unités de production et de stockage d'armes chimiques et biologiques. Du gaz moutarde et pas seulement… S'il est un pays qui possède bel et bien un programme d'armes de destruction massive (ADM), c'est certainement la Libye. En trente ans, le colonel y a consacré des centaines de millions de dollars. Cinq-cents millions, affirment divers rapports – plus de 2 milliards, estiment les diverses centrales de renseignement, à l'Est comme à l'Ouest.

Cette fois, la menace se fait trop précise. Chargé de mener la diplomatie parallèle au nom de la Libye, Saïf al-Islam est à la manœuvre avec l'aide de Mohamed Rachid, gestionnaire du Fonds palestinien d'investissement et proche de Yasser Arafat. Les deux hommes se sont rencontrés à Vienne, où le fils aîné de Kadhafi a suivi des études d'économie et de management. Parlant couramment l'allemand et l'anglais, Saïf dirige depuis 1998 la Fondation internationale Kadhafi pour la charité et le développement. Durant l'été 2000, il s'est fait connaître sur la scène internationale en faisant libérer les otages occidentaux détenus aux Philippines par le groupe islamiste Abou Sayyaf. La Libye a payé une rançon de 25 millions de dollars. Depuis un an, avec l'aide de son ami palestinien, il a multiplié les tentatives pour accélérer ce qu'il appelle l'« accord global » avec les États-Unis. Sa mission est de réhabiliter la Libye. En pleine crise irakienne, le fils de Kadhafi espère une « thérapie de choc » : proposer l'abandon total du programme ADM libyen. Le rendez-vous a lieu à l'hôtel Mayfair en présence de sir Mark Allen. Arabisant, passionné de calligraphie et de fauconnerie, l'homme compte plus de trente années au service du MI6. C'est le vrai 007 des missions secrètes dans le monde arabe. À partir de ce jour, c'est lui qui est en charge du délicat dossier libyen. Côté CIA, pour former le tandem, on dépêche Steve Kappes, le numéro deux de la

Direction des opérations.

Il s'agit de clore le dossier Lockerbie, d'en finir avec le programme ADM et de voir la Libye définitivement rayée de la liste des « États voyous » dressée par les États-Unis, en même temps que d'obtenir la levée de tout embargo et toute restriction commerciale. Steve Kappes et Mark Allen ont pour interlocuteur Moussa Koussa. Durant l'été 2003, les deux agents rencontrent même le colonel Kadhafi sous sa tente, dans les environs de Syrte. On parle technique et pratique : comment organiser l'annonce, quelles contreparties pour la Libye, qui veut acquérir de quoi se défendre en cas de besoin… Avec une aviation hors service par manque de pièces détachées, une artillerie soviétique vieillissante et sans possibilité de développer l'arme nucléaire, initialement prévue pour 2007, Kadhafi veut en échange des garanties. Il lui faut désormais acheter du matériel, s'équiper et donc obtenir la levée totale des sanctions, embargos et interdictions, y compris sur les armes. Le 19 juin 2003, un fax[*3] envoyé de la part de « Steve et Mark » parvient au bureau de Moussa Koussa, à son « attention urgente et personnelle ». En prévision d'une prochaine visite « technique » en Libye, les auteurs du message lui font part des assurances données par leurs gouvernements respectifs dans le cas où le programme ADM libyen serait annulé.

« Condoleezza Rice a dit à la CIA que, dans ce cas […], la Libye serait la bienvenue pour rejoindre à nouveau la communauté des nations et tout ce qui va avec. De grandes opportunités s'ouvriraient alors. » Quant au gouvernement de sa Très Gracieuse Majesté, « il argumenterait à Bruxelles pour de nouvelles relations entre la Libye et l'Union européenne, dont la participation entière au processus de Barcelone (Euromed) et la levée de l'embargo sur la vente d'armes conventionnelles ». Une éventuelle rencontre entre le Premier ministre britannique et le Guide est même proposée. La correspondance avec Moussa Koussa se poursuit sur un ton de plus en plus affable. Remerciements pour l'« accueil et l'hospitalité », programmes de visites à Tripoli « à votre convenance », etc. Sir Mark Allen déploie tout le savoir-faire des bonnes manières britanniques.

L'annonce est faite en décembre 2003. C'est désormais officiel : la Libye renonce à son programme d'armes de destruction massive et se déclare un « acteur de la paix » en Afrique et au Moyen-Orient. Rapidement, une équipe d'experts, composée de dix Américains et cinq Britanniques se rend en Libye.

Ils sont accueillis par Mohamed Maatouk, le patron du programme nucléaire. C'est une conversation entre lui et le fameux physicien pakistanais Abdul Qadeer Khan, interceptée par la CIA, qui a fini de persuader les Libyens. Un CD avec copie de l'entretien dûment enregistré a été acheminé à Tripoli, quelques semaines avant le « renoncement » officiel.

La coopération semble presque parfaite. Les délégués sont emmenés partout. On leur fait visiter les sites où sont stockées les ogives devant contenir les agents chimiques. On les emmène dans un endroit surnommé la « ferme turque », inconnu du renseignement américain. « Il doit y avoir à peu près 1 500 pièces », annoncent les hôtes. En réalité, les experts en comptent 3 000. Tout le reste est à l'avenant. L'embryon de programme nucléaire s'avère bien plus avancé. À Tadjourah, près de Tripoli, dans le centre de recherche développé à partir d'un premier réacteur nucléaire livré par les Soviétiques au début des années 1980[*4], on tente d'assembler des centrifugeuses. Il ne manque plus que quelques éléments, dont la Libye a passé commande *via* des canaux passant par le Pakistan ou encore l'Afrique du Sud et même l'Europe. Deux tonnes d'hexafluorure d'uranium, une substance utilisée dans l'enrichissement de l'uranium, ont été importées – de quoi produire suffisamment de combustible pour environ dix têtes nucléaires.

La moisson de l'équipe d'experts est inouïe. Quelques kilos de documentation, contenant notamment les plans des ogives nucléaires, sont expédiés par avion spécial aux États-Unis, au nez et à la barbe des envoyés de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), censés participer et produire les rapports officiels. Suivent des composants et des centrifugeuses, également acheminés outre-Atlantique. Mi-février 2004, alors que des représentants de l'Organisation pour la prévention des armes chimiques sont en visite dans le pays, les autorités libyennes organisent en plein désert la destruction par tanks et bulldozers de 3 200 ogives chimiques vides. Les Russes, quant à eux, rapatrient par avion spécial 13 kilos d'uranium hautement enrichi à 80 %. Ils sont les seuls à posséder les aéronefs équipés pour ce genre de « transport ». Le tout ressemble à une exemplaire coopération internationale. En quatre mois, sous la surveillance du trio Moussa Koussa, Steve Kappes et Mark Allen, l'affaire est « pliée ». Plus de programme d'ADM en Libye. La Libye sera officiellement radiée de la liste des États terroristes et citée en exemple comme *le* pays qui a volontairement abandonné l'usage des armes de destruction massive. Dans cet élan, des

diplomates américains envisagent même la possibilité de dépêcher des envoyés libyens en Corée du Nord pour qu'ils leur « fassent part de leur expérience ». Les relations entre les représentants des services secrets impliqués sont au beau fixe. Alors que Mark Allen se désole le 25 décembre 2003 que son « *dear Moussa* » ne sera pas présent au réveillon à Londres, signant « *your friend* »[*5] son message, Steve Kappes négocie au printemps 2004 l'ouverture d'une représentation permanente de la CIA à Tripoli[*6].

En ce début d'année 2004, Abdelhakim Belhadj est lui à Canton, au nord-ouest de Hong Kong. « En partant d'Irak, j'ai choisi la Chine. Je me suis dit que là-bas il a un milliard et quelque personnes et qu'on ne me trouverait pas. » Plusieurs de ses compagnons sont venus le rejoindre de Grande-Bretagne. Pour se faire oublier, ils s'essaient au business en exportant vers l'Angleterre des produits chinois. Le groupe est rapidement repéré par les services secrets locaux qui filent Belhadj sans relâche dans tous ses déplacements. « Ils ne m'ont pas convoqué, mais ils m'avaient à l'œil. Je sentais le danger et j'ai décidé de partir à Londres. Beaucoup d'entre nous y étaient établis. Nous voulions mettre en œuvre les décisions de notre dernière réunion de la *choura* à Kaboul. Une nouvelle stratégie était nécessaire. Les Libyens avaient perdu tout espoir dans l'opposition pour changer le régime. Il fallait sensibiliser l'opinion de l'intérieur, faire un travail politique et de communication solide pour propager nos idées et notre vision pour la Libye, afin d'obtenir l'adhésion de la population. La Grande-Bretagne était l'endroit idéal pour une organisation islamique comme la nôtre. J'ai pris contact avec nos éléments à Londres pour obtenir les papiers nécessaires. J'ai pu avoir un passeport français avec un visa britannique. On me l'a envoyé. J'étais avec mon épouse, qui était enceinte de quatre mois. Nous avons pris des billets d'avion avec escale à Kuala Lumpur. »

Le 21 février 2004, un certain « Jamal Kaderi », muni de son passeport français, accompagné de « Fatima Bouchar », de nationalité marocaine, sont arrêtés par la police des frontières malaisienne. La différence de nationalité du couple les intrigue. Les explications confuses de Jamal, qui se dit réfugié irakien naturalisé français, ne parviennent pas à convaincre. Confronté à des agents francophones, le voyageur admet qu'il ne parle pas français. Dans les bagages du couple, on découvre un second passeport, marocain, cette fois, au nom d'Abdoul al-Nabi. Soit, il a de faux papiers, il a fui l'Irak, un pays en

guerre, et son vrai nom est en réalité Ali Qahtan, admet le faux ressortissant français. L'histoire paraît de plus en plus suspecte. Prévenu du problème, l'un des compagnons d'Abdelhakim Belhadj se précipite à l'ambassade britannique de Kuala Lumpur pour plaider la cause de l'émir du GICL, qui demande l'asile au Royaume-Uni et risque une extradition en Libye. « C'est eux qui ont prévenu les Américains, affirme Belhadj. J'ai demandé à aller dans un autre lieu. Les Malaisiens ont dit non. Ce sera la Libye ou les États-Unis. J'ai demandé à rester en Malaisie, mais ça non plus ce n'était pas possible. Les autorités américaines n'étaient pas d'accord. Je leur ai dit que ma femme était enceinte, j'ai demandé qu'elle soit envoyée au Maroc. Ils avaient l'air d'accord. Puis, ils nous ont fait monter dans l'avion pour Bangkok. À l'arrivée, des policiers m'attendaient. J'étais attaché, on m'a bandé les yeux. Une voiture m'a emmené. »

À l'aéroport de la capitale thaïlandaise, Abdelhakim Belhadj est déjà entre les mains de la CIA. Enfermé dans une cellule, il affirme avoir été torturé. Il est attaché, suspendu à un bras, laissé nu. On lui fait boire de l'eau, beaucoup d'eau, écouter de la musique à un niveau de décibels insupportable. « Des Américains m'interrogeaient. Ils voulaient connaître mes liens avec Al-Qaida, que je niais. » Trois jours plus tard, recroquevillé, les poignets attachés aux chevilles, il est embarqué à bord d'un vol spécial, les yeux bandés et encagoulé. Belhadj ignore sa destination. Quand l'avion atterrit au crépuscule, il se demande dans quel pays il a été emmené.

« En arrivant, je me pensais à Guantanamo mais, une fois dans la voiture, compte tenu des secousses et de l'état de la route, je me suis dit OK, je suis en Libye. » Le véhicule roule une petite demi-heure jusqu'au centre de détention de Tadjourah, non loin de Tripoli, géré par le service du renseignement extérieur. Toujours menotté, Belhadj est introduit dans une pièce et installé sur une chaise. Au bout de dix minutes il entend quelqu'un prendre place en face de lui. On lui retire sa cagoule, son bandeau… Un homme élancé aux cheveux gris lui fait face.

« *As-salam alaïkoum*.

– *Wa alaïkum as-salam*, répond Belhadj.

– Vous me reconnaissez ?

– Non, je ne sais pas qui vous êtes.

– Je suis Moussa Koussa. Je vous attends depuis longtemps…

– Eh bien, me voilà[98]. »

Le patron des *moukhabarat* a été informé presque heure par heure de l'arrivée de Belhadj *alias* Abdallah al-Sadiq par ses nouveaux amis de la CIA. Le 4 mars 2004, une missive urgente est parvenue à Tripoli. « Nous travaillons énergiquement avec le gouvernement malaisien pour effectuer l'extradition d'Abou Abdallah al-Sadiq de Malaisie. Ils ont promis de coopérer[99] », annonce une première note secrète américaine. Le même jour, un autre message affirme la volonté de délivrer à la Libye le terroriste Abou Abdallah al-Sadiq et rappelle les excellentes relations mises en place, « que nous espérons développer dans l'intérêt mutuel de nos services ».

Le 6 mars 2004, la CIA informe Moussa Koussa du plan de capture et d'extradition. « Le gouvernement malaisien vient de nous informer que viennent de s'enregistrer le leader du Groupe islamique combattant en Libye et sa femme (enceinte de 4 mois) sur un vol commercial à destination de Londres *via* Bangkok [en date du] 7 mars, mais nous n'avons pas encore les références. Nous prévoyons de prendre le contrôle du couple à Bangkok et de le placer dans un de nos avions à destination de votre pays. » Suit l'itinéraire précis du cargo spécialement affrété qui partira de Dulles (Washington DC) *via* Tripoli pour se rendre à Bangkok, avant de faire le chemin inverse *via* la base de Diego Garcia (océan Indien) avec quelques recommandations : « Veuillez choisir des officiers anglophones pour accompagner la mission[*7]. » Tout est, semble-t-il, prévu aux frais de l'Agence.

Abdelhakim Belhadj est livré à Tripoli le 9 mars et ses interrogatoires sont déjà en cours. Entre les visites « polies » de Moussa Koussa qui lui demande, sarcastique, si ce sont les Américains qui l'ont envoyé se battre contre les Soviétiques en Afghanistan, il reçoit de la part d'autres officiers crachats et insultes. Abdallah Senoussi, le patron de la Sécurité intérieure, est lui aussi accouru pour le voir. Il veut connaître les lieux de planque de Ben Laden, à tout prix. « Il me faut une carte », rétorque Belhadj qu'on empêche de dormir pour mieux le faire parler. Senoussi revient avec une carte touristique de l'Afghanistan. « Non, il me faut une carte détaillée », essaie de gagner du temps le prisonnier. « J'ai très vite compris qu'ils voulaient ces informations pour se mettre au service des Américains. » Belhadj et les supposées informations qu'il détient deviennent très vite un objet de convoitise que les services amis se disputent. Alors que Steve Kappes propose le 17 mars l'ouverture d'un bureau de la CIA à Tripoli et que des demandes sont

envoyées pour accueillir des représentants de services américains qui vont « discuter de l'extradition », sir Mark Allen envoie le 18 mars une lettre aigre douce à son ami Moussa Koussa :

« […] Je vous félicite pour l'arrivée à bon port d'Abou Abdallah al-Sadiq. C'était le moins que nous puissions faire pour vous et pour la Libye en démonstration de la relation remarquable que nous avons construite au cours des dernières années. Je suis tellement content. Je vous suis reconnaissant d'avoir aidé l'officier que nous vous avons envoyé la semaine dernière. Les informations d'Abou Abdallah al-Sadiq sur la situation dans ce pays sont d'une importance urgente pour nous. De manière amusante, nous avons reçu une demande des Américains afin que les demandes pour obtenir les informations délivrées par Abou Abdallah al-Sadiq soient adressées par leur intermédiaire. Je n'ai pas l'intention de faire une telle chose. Le renseignement sur Sadiq était britannique. Je sais que je n'ai pas payé pour affréter le cargo, mais je pense avoir le droit de traiter avec vous directement à ce propos et je vous suis très reconnaissant de l'aide que vous nous apportez[100]*. »*

Les Libyens laisseront la plupart des services qui en font la demande interroger leur prise de choix. Les nuits d'interrogatoires se succèdent pour Belhadj. Défilent des agents espagnols, britanniques, français… Parfois, on laisse même le prisonnier seul avec les « invités », dans l'espoir de révélations qu'il ne donnerait pas autrement. En face-à-face avec le représentant britannique, Abdelhakim Belhadj en profite pour indiquer par des gestes qu'il ne faut pas livrer les autres membres du GICL installés à Londres. Car il n'a pas été le seul « cadeau ». Début mars 2004, plusieurs de ses compagnons ont été livrés à la Libye à peu près dans les mêmes conditions, dont deux de ses principaux adjoints : Khalid al-Charif et Sami al-Saadi. L'un a été rapatrié de la prison de Bagram en Afghanistan, l'autre de Hong Kong. Huit livraisons, très précisément, ont eu lieu.

Deux semaines plus tard, le 25 mars 2004, le Premier ministre britannique Tony Blair est en visite officielle à Tripoli. La première d'un chef d'État britannique depuis 1959. Enchanté de son tête-à-tête sous la tente du bédouin, Blair se dit « particulièrement frappé » par la volonté du colonel Mouammar

Kadhafi de « poursuivre la voie de la coopération, mais également par la reconnaissance que l'avenir de la Libye est plus sûr par cette nouvelle relation avec le monde extérieur ». Le jour même est signé ce que les Britanniques nommeront le « *Deal in the Desert* ». Shell remporte un contrat d'exploration gazière d'un montant avoisinant un milliard de dollars.

Tout le monde est unanime. Sir Mark Allen, le nouveau Lawrence d'Arabie, est le véritable architecte de cette nouvelle entente. La « thérapie de choc » discutée un an plus tôt à Londres est une réussite. Il est d'ailleurs pressenti en ce printemps 2004 pour diriger le MI6 et succéder ainsi à sir Richard Dearlove, mais Tony Blair en décide autrement. Déçu, sir Mark Allen démissionne du MI6. S'il quitte le service d'espionnage britannique, ce n'est pourtant pas pour se consacrer à sa passion, la fauconnerie. Un emploi de conseiller spécial chez BP lui est d'emblée proposé. Il l'accepte et rejoint également, toujours dans le rôle de conseiller, le Monitor Group. Basée à Boston, cette société vient d'être engagée par le gouvernement libyen contre une rémunération de 3 millions de dollars pour l'assister en matière de relations publiques. Selon le « plan de travail » des lobbystes, il s'agit d'« améliorer la compréhension internationale et l'appréciation de la Libye » et d'introduire Mouammar Kadhafi comme un « penseur et intellectuel ». Il reste à sir Mark Allen d'autres négociations à mener, celle du retour de BP en Libye, bien sûr, mais également l'épineux dossier du prisonnier Abdel Baset al-Megrahi, le condamné de Lockerbie. Le Guide de la Jamahiriya, qui s'est engagé à payer plus de 2 milliards de compensations aux familles des victimes, veut obtenir le retour en Libye du principal inculpé, voire une révision du procès. Pour négocier, il a gardé dans ses geôles sept infirmières bulgares, accusées d'avoir inoculé le virus du sida à plus de 400 enfants dans un hôpital de Benghazi. Leur valeur de monnaie d'échange ne fait que grandir alors que la Bulgarie s'apprête à entrer dans l'Union européenne.

*1. De l'anglais, signifiant « gâteau jaune », le yellowcake est un concentré d'uranium qui se présente sous forme de poudre grossière. Il peut être enrichi dans une centrifugeuse pour produire de l'uranium enrichi, utilisé pour fabriquer les armes et faire fonctionner les réacteurs nucléaires.

*2. La Libye a déclaré à l'AIEA détenir un total de 2 263 tonnes de concentré d'uranium, importé entre 1978 et 1981. « Une quantité de 2 263 tonnes de yellowcake devrait contenir approximativement 1 500 tonnes d'uranium », estime le rapport de l'AIEA du 28 mai 2004. Selon le rapport à l'Assemblée nationale du 18 novembre 2009, présenté par les députés Jean-Michel Boucheron et Jacques Myard, la Libye a acquis dans les années 1970 de l'uranium au Niger. « Elle importe ainsi clandestinement 1 200 tonnes de minerais d'uranium tirées de mines contrôlées par la France, sans les déclarer à l'AIEA. » En 1973, une transaction avec Thomson-CSF pour la fourniture de matériels servant à l'enrichissement d'uranium est finalement abandonnée, de même qu'en 1976. La négociation entre la France et la Libye pour

la vente d’un réacteur nucléaire de 600 mégawatts, est abandonnée sous les pressions internationales (www.nti.org).

*3. Les correspondances de Moussa Koussa avec ses homologues ont été retrouvées lors de la chute de Tripoli en août 2011 dans son bureau par un représentant de l’organisation Human Rights Watch. L’ONG a publié de nombreux rapports documentés sur le conflit en Libye. Voir annexes 16, 17 et 18.

*4. La Libye a obtenu en 1979 le droit de coopérer avec l’URSS pour des objectifs civils dans le cadre fixé par l’AIEA (Rapport d’information sur « Les enjeux géostratégiques des proliférations », Assemblée nationale, 18 novembre 2009). L’unité de recherche de 10 mégawatts a été construite par les Soviétiques, alors qu’un groupe de 200 Libyens étudiaient les sciences nucléaires aux États-Unis et ce, jusqu’en 1983 (www.fas.org).

*5. Voir annexe 16.

*6. Voir annexe 18.

*7. Voir annexe 17.

14

Le prix du sang

« *El houkm bil aadam !* » Condamnés à mort ! La voix du juge est impassible. Tétanisés derrière les barreaux du box des accusés, les inculpés n'ont pas le temps de comprendre. Ils sont évacués en quelques secondes du tribunal. Comme à chaque audience de la cour criminelle de Benghazi, en ce 6 mai 2004, ils n'ont pas d'interprète. Dehors, la foule exulte. « *Aadam ! Allah ou'Akhbar !* » Le verdict est une délivrance pour les quelque quatre cents familles dont les enfants ont contracté le virus du sida dans l'hôpital pédiatrique el-Fateh de Benghazi.

Les condamnés à mort, Nassia, Valia, Snéjana, Valentina, Kristiana et Ashraf, ont été interpellés le 9 février 1999. Les cinq infirmières bulgares sont venues en Libye pour échapper à la misère des années postcommunistes. Un salaire quatre fois supérieur leur permet de faire vivre parents et enfants dans leur pays. Mis à part Kristiana, qui n'y a jamais mis les pieds, elles sont toutes infirmières depuis 1998 dans l'hôpital incriminé. Ashraf est un réfugié palestinien qui y effectue un stage de fin d'études de médecine. L'épidémie déclarée la même année a déclenché une colère noire dans la ville rebelle. Le magazine *La* (Non) a publié leurs récriminations. On accuse de négligences coupables le responsable du comité populaire, le délégué du ministère de la Santé, le responsable des achats de substances médicales, le directeur de l'hôpital. Comme dans toutes les villes de l'Est, le sentiment d'abandon, de laisser-aller du pouvoir central quant aux besoins élémentaires de la population locale font gronder la révolte. Les hôpitaux manquent de moyens, d'hygiène, de personnel. Un rapport sur la situation en 1997-1998 a bien été élaboré, sans effet.

Informé de la situation, le Guide ordonne personnellement une enquête et promet de punir les coupables. Entre 1998 et 1999, près d'une centaine d'arrestations ont lieu parmi le personnel médical. Quelques Libyens, mais surtout des Philippines, des Polonaises, des Bulgares, un Palestinien, un

Anglais, un Suisse… Tous seront relâchés sur intervention de leurs consulats, sauf les cinq infirmières bulgares et le médecin d'origine palestinienne. Ils ignorent jusqu'aux motifs de leur garde à vue qui se prolonge, au moment même où la Libye décide enfin de livrer à la justice les accusés de l'affaire Lockerbie. Le 14 février 1999, la Jamahiriya accepte que ses ressortissants condamnés pour l'attentat par un tribunal délocalisé aux Pays-Bas purgent leur peine en Écosse. Le 18, l'ambassade bulgare est enfin officiellement informée que cinq infirmières sont détenues dans le cadre de l'instruction sur l'infection par le sida, menée par le général Harb Derbal.

Mis au secret dans le bâtiment de l'école de dressage pour chiens à Tripoli, Ashraf Ahmed Jouma, médecin palestinien, Nassia Stoycheva Nénova, Valentina Manolova Siropoulo, Valia Georgieva Tchervéniachka, Snéjana Ivanova Dimitrova et Kristiana Malinova Valtchéva, infirmières bulgares, vont vivre l'horreur. Les sévices auxquels ils sont soumis sont référencés en 2009 par la Commission de droits de l'homme de l'ONU à Genève comme suit : « utilisation intensive de décharges électriques attachés nus sur un lit en acier ; *falaqa* (coups assénés sur la plante des pieds) ; coups avec des câbles électriques sur les jambes, les pieds, les mains, les seins et les parties génitales ; suspension par les bras, accrochés en hauteur, étouffement et strangulation […], placement d'insectes piqueurs sur des parties de corps, injections de drogues, privation de sommeil, isolement sensoriel. […] Certains des auteurs [de la plainte] ont également été soumis à des viols. » Nassya fait une tentative de suicide en se sectionnant les veines. Snéjana a les épaules déboitées. « Je n'étais plus qu'un hématome, il était devenu difficile de reconnaître la couleur d'origine de ma peau, écrit dans son livre témoignage Kristiana. Jour et nuit, ils alternaient le câble et le bâton, ça n'avait pas d'importance. J'enflais… Mais ils préservaient toujours mon visage, il fallait que j'aie l'air présentable. Je ne savais plus qui j'étais. Je ne pouvais plus supporter ma propre odeur, une odeur d'horreur[101]. »

En moins de deux mois, pour échapper à la torture, certains des détenus signent des « aveux » complets. Ils sont inculpés pour avoir participé à un complot contre la sécurité de l'État libyen et inoculé intentionnellement le virus du sida aux enfants de l'hôpital el-Fateh. La Jamahiriya tient ses coupables. Le 26 avril 2001, au sommet africain consacré au VIH à Abuja, capitale du Nigeria, le colonel Kadhafi accuse la CIA et le Mossad. Selon lui, le virus a été créé aux États-Unis à des fins de guerre bactériologique et Israël

a commandité l'infection en Libye. « C'est une tragédie, une catastrophe, un crime abominable ! Nous avons les preuves que ces médecins ont reçu l'ordre de pratiquer des expériences avec le virus du sida sur nos enfants », s'époumone le Guide dans un discours pathétique en présence de vingt-cinq chefs d'État de l'Union africaine, du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et de l'ex-président des États-Unis Bill Clinton. Il promet un procès mondial, à la mesure de celui de Lockerbie, alors qu'Abdel Baset al-Megrahi vient d'interjeter appel de sa condamnation à la prison à vie, prononcée en janvier 2001 par la cour écossaise. Le second accusé, Amin Khalifa Fhimah, a été finalement acquitté.

Rien ne parvient à entamer la volonté de la Jamahiriya de « faire justice ». Pas même les expertises du professeur français Luc Montagnier, codécouvreur du virus, qui effectue en 2003, avec son confrère italien Vittorio Colizzi, une étude épidémiologique. Leurs conclusions sont claires : la contamination serait due aux mauvaises conditions sanitaires. Elle a commencé entre 1994 et 1997, soit bien avant l'arrivée des Bulgares. Une bonne partie de l'accusation libyenne est bâtie sur une instruction menée à charge avec une rigueur douteuse. Ainsi, le colonel Jouma al-Mishri, adjoint de l'enquêteur en chef le général Harb Derbal, a mené une perquisition au domicile de Kristiana en son absence et bien après son interpellation, où auraient été découverts des flacons vides de plasma étiquetés « Albovina », nom d'un laboratoire autrichien. Des analyses menées par des experts locaux prouveraient qu'ils contiennent la même souche de virus. Le rapport d'expertise est antérieur à la saisie, mais qu'importe, la « preuve » est versée au dossier.

En réalité, les Libyens ont peu envie d'approfondir le sujet. L'affaire Albovina a déjà fait l'objet de publications alarmantes. Le 6 septembre 2000, l'agence Reuters a annoncé le démantèlement d'un réseau de trafic de sang contaminé. Les polices autrichienne, suisse et britannique seraient sur les traces d'une bande organisée qui aurait importé du sang infecté par le VIH en provenance d'Afrique du Sud. Deux ans plus tôt la revue *New Scientist* et le magazine allemand *Stern* avaient déjà levé le voile sur une partie de l'affaire. Mike Archer, de Durban, en Afrique du Sud, patron de plusieurs sociétés, collectait la « matière première » qui était exportée sous le label « uniquement à des fins de diagnostic ». Ses partenaires, Wolf Brandenberger de Zurich et Joe Schulman de San Diego, aux États-Unis, prenaient ensuite en charge les ventes à l'international de ces lots de sang *via* les sociétés Wolf Brandenberger Ressources AG et Albugam AG. Les stocks étaient destinés à produire du

plasma et autres dérivés sanguins. C'est Franz Dachs, de Gallneukirchen, un village autrichien dans la vallée de Linz, *via* sa société Albovina qui s'en charge, puisqu'il détenait une autorisation en bonne et due forme et que sa société était enregistrée auprès des autorités sanitaires autrichiennes pour la production de produits dérivés du sang. Le sang d'Afrique du Sud à des fins de diagnostic va devenir du bon plasma européen. Les traders vont pouvoir le vendre au double du prix. Pour fabriquer certains des dérivés, comme l'albumine, avec une partie des livraisons, Albovina fait appel à des laboratoires en Slovaquie mais aussi en Israël. Personne ne se méfie, puisque le sang et le plasma autrichiens sont réputés être soumis à de stricts contrôles, jusqu'au jour où la Bio Lab Ltd de Jérusalem, qui traite une partie du plasma, envoie un fax à la société Wolf Brandenberger, indiquant que le produit final est « hautement pyrogène ». Entre 1994 et 1996 Albovina a réceptionné 1 500 litres de sang, traité et réexporté dans le monde entier sous son label. En 1996, la police autrichienne saisit dans ses locaux 3 000 litres supplémentaires. Hans Kunz, responsable du département produits sanguins et médicaments du ministère autrichien de la Santé, a déjà reçu plusieurs signaux en provenance d'Inde, de Chine et d'Israël alertant sur le danger de ces produits. C'est ce même fonctionnaire qui reçoit en 1998 le docteur libyen Abdoul Fattah Mohamed Bahri, envoyé de Tripoli, qui veut savoir si le plasma d'Albovina était infecté par le virus du sida. Devant la réponse affirmative, il alerte par lettre le représentant de la Ligue arabe à Vienne ainsi que les services de sécurité libyens. Les correspondances seront produites par la défense des infirmières pour preuve de leur innocence, mais la justice libyenne n'accepte de les verser au dossier qu'en tant que confirmation de la complicité israélienne, puisqu'un laboratoire de Jérusalem avait traité le plasma infecté. « C'était purement et simplement une affaire de corruption, affirmera plus tard Carlos Fernández-Arias, responsable à cette époque de l'Afrique du Nord au sein du ministère espagnol des Affaires étrangères. Un fonctionnaire a acheté du sang contaminé pour moins cher que le prix du marché et a empoché le surplus[102]. » De lourds soupçons se portent en effet sur un responsable d'achats médicaux en Libye, mais l'information n'attirera pas l'attention de l'équipe d'instruction. « Nous avions bien relevé des informations sur l'importation en Libye de produits sanguins contaminés, affirme le général Kirtcho Kirov, patron du Service national du renseignement bulgare (NRS[*1]). Mais dans le contexte du procès il était impossible par nos propres moyens de remonter au-delà. Tous ces produits étaient importés sous la responsabilité du

Croissant vert libyen, qui était présidé par Saïf al-Islam, dont le second lieu de résidence était justement Vienne[103]. »

Depuis le début de l'affaire, les autorités bulgares sont plongées dans un abîme d'incompréhension. Elles connaissent pourtant mieux que bien d'autres leurs « partenaires libyens ». Des entreprises bulgares ont construit une bonne partie des routes, l'aéroport international de Tripoli, les grands stades, des sites pétroliers, militaires et la majeure partie des écoles et hôpitaux du pays. Des ingénieurs, techniciens, experts militaires, agronomes et surtout médecins et infirmières ont travaillé durant trois décennies en Libye et sauvé beaucoup de vies. Même le personnel soignant de la famille du Guide vient de Bulgarie. Sans compter l'information fournie pour l'opération « Eldorado Canyon » en 1986. En aparté on explique aux diplomates de Sofia que « tout ça va finir par s'arranger » mais qu'il faut trouver un moyen de calmer les familles de Benghazi où la « situation est très compliquée ». D'ailleurs, une fois les condamnations à mort prononcée, la partie libyenne ne tarde pas à faire une proposition : payer le « prix du sang ». Selon le droit coutumier que la justice libyenne a intégré dans ses codes, la mort peut se racheter en payant, à condition que les familles des victimes acceptent d'octroyer leur pardon. Le montant est tout trouvé, 10 millions de dollars par enfant, soit exactement le même montant que l'indemnité versée par la Jamahiriya pour chaque victime de Lockerbie.

Payer pour tenter d'apaiser la souffrance et la colère est la nouvelle tactique du pouvoir qui offre aussi des indemnités aux familles des « disparus » de la prison d'Abou Salim à hauteur de 300 000 dinars libyens (230 000 dollars). Indemnités qui seront pour la plupart refusées. Les familles n'acceptent pas qu'une vie libyenne soit « facturée » 43 fois moins cher que celle d'un Américain. Du coup, pour l'affaire du sida de l'hôpital d'el-Fateh, les enchères sont montées. L'équivalence a valeur de symbole et de plus, ce sont les étrangers qui vont payer. L'« offre » est fermement rejetée par Sofia.

« Pour nous, ce n'était pas une question de prix, mais de principe, affirme Ivaïlo Kalfin, alors ministre des Affaires étrangères. Payer ne serait-ce qu'un lev[*2] signifiait reconnaître leur culpabilité. Il n'en était pas question[104]. » Arrivés au bout de la « logique » judiciaire et diplomatique, les Bulgares se sentent démunis, d'autant plus qu'en cette année 2004 leurs partenaires occidentaux ont d'autres préoccupations. La Libye est en pleine réhabilitation dans le concert des nations. Tony Blair, le Premier ministre britannique, José

Maria Aznar, ancien président du gouvernement espagnol, Silvio Berlusconi, président du Conseil italien, Gerhard Schröder, le chancelier allemand et William Burns, secrétaire d'État adjoint américain, ont tous rendu visite au Guide de la Révolution. Le 24 novembre c'est au tour du président Jacques Chirac d'être introduit sous la tente du colonel. Tripoli a enfin indemnisé les victimes françaises de l'attentat du DC-10 d'UTA. Trois ministres et une cohorte d'industriels accompagnent le chef de l'État. Total, Dassault, Pharma plus, Gaz de France, Vinci… Trente milliards de dollars d'investissement potentiels dans l'industrie des hydrocarbures, les télécommunications, le transport, l'eau, l'électricité s'offrent aux hommes d'affaires français, qui souhaitent relever le rang de leur pays qui n'est que le 6e fournisseur de la Libye. On discute nucléaire civil[*3], Total souhaite doubler sa production, Airbus veut participer au renouvellement de la flotte aérienne libyenne, Thalès lorgne sur la couverture radar du pays et la surveillance des côtes… On évoque même l'éventuelle réfection et maintenance de la vieille flotte de Mirage vendus dans les années 1970. « La Libye est un marché prometteur, il faut y investir », affirme Jacques Chirac en se gardant bien de commenter la situation des droits de l'homme dans le pays. À Sofia on finit par se rendre à l'évidence. La solidarité atlantique et européenne est prise dans les filets de la realpolitik. L'accès à la tente du Frère Guide est pour le moment impossible. Il faudra trouver d'autres moyens.

Février 2005. Café Frauenhuber, Vienne. L'homme regarde sa montre et fixe la haute fenêtre voûtée pour la énième fois. Son contact lui a annoncé une présence en début de soirée. Il est plus de 21 h 45. Dans les normes des rendez-vous à la mode arabe, rien de plus normal, et ça peut même durer. Mais à Vienne, passé 22 heures, c'est presque le couvre-feu. Un jeune homme d'allure orientale, jeans, baskets et blouson chic vient enfin de pousser la porte vitrée. Rendez-vous dans un autre quartier, dans une heure. Une voiture avec chauffeur attendra.

La Mercedes grimpe vers les hauteurs résidentielles de Grinzing. Il est près de minuit quand le véhicule s'arrête devant une villa de deux étages ultrasécurisée. Un tunnel pour accéder à l'intérieur, un ascenseur pour monter au niveau du séjour et des gardes armés postés un peu partout. Le feu crépite dans une cheminée en verre. De l'immense pièce vitrée avec vue imprenable sur la ville, Saïf al-Islam observe Vienne à ses pieds. Il neige. Assis dans un

fauteuil, Mohamed Rachid, gestionnaire du Fonds d'investissement palestinien qui avait facilité pour son ami libyen les contacts londoniens, observe, silencieux.

« Prenez place, général. »

Kirtcho Kirov, patron du renseignement bulgare, a œuvré durant des mois pour obtenir le rendez-vous. Il a impliqué tous les canaux patiemment bâtis par le NRS avec une vingtaine d'agences de renseignement. Les Britanniques sont les premiers à répondre à l'appel. Sir Mark Allen arrange l'accès à Moussa Koussa. Suivent plusieurs rendez-vous, principalement à Rome, avec l'aide des Italiens. Le patron des *moukhabarat* fait comprendre qu'il ne croit pas à la culpabilité des infirmières et se montre même compatissant. La filière Moussa Koussa et l'assistance discrète d'un service arabe « ami » ont balisé le chemin jusqu'à la villa du fils de Kadhafi.

Depuis cinq ans, Saïf al-Islam s'est imposé avec sa Fondation comme la véritable courroie de la diplomatie parallèle. C'est par lui que les Bulgares espèrent ouvrir les négociations. Le rendez-vous avec Kirov est confidentiel. Personne n'est au courant, pas même son service. « Saïf avait été autorisé par son père à discuter de l'affaire des infirmières. Durant la première demi-heure, il s'est évertué à m'expliquer à quel point elles sont coupables[105]. » Kirov écoute sans broncher. Il n'a pas pour habitude d'interrompre ses interlocuteurs. L'œil attentif, la mine invariablement joviale, il sait établir le dialogue, mais la diatribe accusatrice du fils Kadhafi n'est pas de son goût. « Cette introduction était inutile. Je ne suis pas venu discuter de l'innocence ni de la culpabilité de nos infirmières. Je suis venu uniquement examiner la façon de trouver une issue qui convienne aux deux parties. Je n'ai pas d'autres prérogatives. »

Saïf al-Islam change de ton et tâte le terrain côté business militaire. Après le désastre irakien, le dossier est devenu l'obsession absolue de la Jamahiriya. Considérant les relations traditionnellement bonnes entre Russes et Bulgares, il sollicite de l'aide pour « rechausser » la flotte vieillissante des vieux MIG soviétiques. Les pneus de rechange sont manquants, il faut pallier cela. Le général Kirov s'abstient d'entamer la discussion. Il s'en tient à ses prérogatives. Il insiste sur l'objet de sa visite.

« La Bulgarie est prête à discuter de toutes les manières, autant de fois qu'il le faudra, pour en sortir. »

Les rendez-vous secrets se succèdent avec toujours le même motif. La Bulgarie ne paiera pas, les infirmières ne sont pas coupables, il faut apaiser les familles de Benghazi… Trouvons une solution. « En Libye chaque décision est l'avant-dernière et il faut toujours travailler sur plusieurs axes parallèlement, précise Ivaïlo Kalfin, le ministre des Affaires étrangères à l'époque des faits. Nous avions établi *via* des intermédiaires une communication avec Kadhafi. C'était assez complexe, il y avait des partenaires officiels et des services secrets. Notre but était que nos messages arrivent jusqu'à la tente de Kadhafi. Il était le seul à prendre les vraies décisions dans ce pays. » Par des pistes parallèles, Kirov parvient au bureau du chef de la Sécurité intérieure Abdallah Senoussi à Tripoli. « La Libye et même Kadhafi n'exprimaient pas clairement le but poursuivi autour de cette affaire, sauf la monnaie d'échange pour Lockerbie, poursuit le général Kirov. 2005 était une année décisive. L'un de nos éléments à Tripoli était en très bons termes avec les services libyens et nous avons établi une collaboration. Les rendez-vous les plus effectifs quant aux résultats étaient avec Senoussi. Nos collègues britanniques nous ont aidés à leur faire comprendre que c'était aux Libyens de payer. Quand j'ai vu Senoussi, cet aspect était parfaitement clair. C'est avec lui que nous avons étudié la forme de participation : le Fonds de Benghazi. La création de ce fonds international était un rideau de fumée pour faire croire que d'autres payaient, alors qu'en réalité, c'était eux. »

Le 23 décembre 2005, l'accord entre Sofia et Tripoli sur la création du Fonds international de Benghazi est acté. Placé sous la houlette de Marc Pierini, chef de la délégation de la Commission européenne en Libye, qui a décidé de s'impliquer, ses statuts seront adoptés le 19 janvier 2006. Il sera l'outil financier de la sortie de crise, destiné à fournir un soutien humanitaire aux familles de Benghazi. Pierini se dépensera sans compter. C'est lui qui est censé trouver les contributeurs volontaires au Fonds, y compris parmi les entreprises étrangères qui travaillent en Libye. Un large mouvement de solidarité et de bienfaisance est sollicité. Quelques promesses de dons sont collectées, mais on est loin du compte. D'autant plus qu'en ce début d'année 2006 les enchères sont montées. Ce ne sont plus 10 millions mais 15 par victime que réclament les familles. La liste s'est elle aussi allongée. De 393, elle est passée à 438, puis 460 enfants contaminés. Le renvoi pour réexamen du procès des infirmières, un subterfuge des autorités libyennes pour faire durer les négociations, ne les rassure guère. Benghazi est par ailleurs sous une pression extrême depuis la crise des caricatures de Mahomet. Le 17 février

2006 l'attaque du consulat d'Italie par un millier de manifestants fait dix morts et trente-cinq blessés. La police a tiré sur la foule à balles réelles.

C'est la Fondation Kadhafi, sous la houlette de Saïf al-Islam qui prend en charge le dossier et la négociation avec l'association des familles des enfants malades. Fin 2006 le réexamen du procès se termine une fois de plus par la confirmation de la condamnation à mort. C'est Moustapha Abdel Jalil[*4], président de la Cour d'appel de Tripoli, qui prononce le verdict le 19 décembre 2006. Pour les nombreuses ONG, personnalités, diplomates qui se sont mobilisés durant l'année, c'est la douche écossaise. Alors que Saïf al-Islam assure que personne ne sera exécuté, le colonel Kadhafi, lors de son discours du Nouvel An accuse. « Le Fonds Benghazi est vide. Tout ceci est un mensonge[106]. » Ce qui n'est pas loin de la vérité, puisque les comptes ouverts à la Libyan Arab Foreign Bank sous les numéros 498569 et 49867 ne sont pas crédités. Transformé en vrai commis voyageur pour les besoins de la cause, Marc Pierini a fait la tournée des grandes entreprises pétrolières pour ne collecter qu'« intérêt poli ou refus catégorique ». Les quelques 120 millions réunis début 2007 sont seulement des promesses de dons. « Tout était une question de politique, de prestige et de problème avec Benghazi, assure Ivaïlo Kalfin. Les Libyens ne cessaient de dire que la peine de mort ne serait pas exécutée, mais comment les croire ? Tout seuls, on ne pouvait y arriver. Il y avait la Commission européenne, mais aussi les États-Unis, la Ligue arabe, l'Union africaine… Partout où la Bulgarie était présente ou avait des relations, on a mis le dossier sur la table. Le but était de persuader tous nos interlocuteurs que la véritable "normalisation" des relations avec la Libye ne pouvait intervenir qu'une fois les infirmières libérées. » Or, en Europe comme aux États-Unis, depuis l'abandon par la Libye de son programme ADM, tout le monde piaffe d'impatience de parapher enfin les contrats discutés depuis début 2005. La pression internationale se fait pesante. La commissaire européenne en charge des Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner a interpellé Tripoli par écrit. Pour sa part, Saïf al-Islam lui a remis en février une « feuille de route » dans le but de clore le dossier. Au passage, en plus des garanties médicales et « humanitaires », il réclame la mise en place d'un « accord de partenariat » entre la Libye et l'UE. Après plusieurs rencontres discrètes entre la commissaire européenne et le fils du Guide, début juin, tout semble fin prêt. Madame Ferrero-Waldner s'est déplacée le 10 juin à Tripoli en compagnie du président du Conseil des ministres de l'UE Frank-Walter Steinmeier. En visite à Sofia le 11 juin, George W. Bush affirme que la

libération des infirmières est « une priorité ».

C’est une bonne nouvelle venue du Royame-Uni qui semble donner le dernier coup d’accélérateur. Depuis 2003 la Commission écossaise de révision des cas criminels (SCCRC) procède à un examen minutieux des preuves produites au procès de Lockerbie, en réponse au second appel interjeté par le condamné. Le 24 juin, au vu de ses conclusions, Abdel Baset al-Megrahi pourra obtenir une révision de son procès. Preuves trafiquées, témoins rémunérés, selon la SCCRC, il s’agit bien d’un « déni de justice ».

Le 10 juillet, la Fondation Kadhafi annonce enfin que les familles des enfants contaminés acceptent des compensations financières, ce qui permet un règlement de l’affaire. À partir de là, le calendrier est balisé. Le lendemain, la Cour suprême libyenne confirme la peine capitale, une condition « technique » préalable au pardon. Le 15 juillet les familles acceptent de recevoir un dédommagement de 1 million de dollars par victime. Or, le Fonds Benghazi ne peut offrir que 260 000 euros pour chaque enfant contaminé, en promesse. Le jour même Marc Pierini paraphe un accord avec le Fonds de développement économique et social de Libye (ESDF)[*5]. En fait, la Fondation Kadhafi, *via* l’ESDF, accorde une « avance » de 460 millions de dollars. L’article 5 du document prévoit que le Fonds international de Benghazi remboursera l’ESDF « en paiement échelonnés en fonction de ce qu’il reçoit sous la forme de contributions ». Les ordres de paiement sont signés le jour même. Le lendemain soir les familles sont en possession des sommes transférées. Les Libyens ont effectivement payé. Le 17 juillet, les familles annoncent qu’elles renoncent à la peine de mort prononcée à l’encontre des accusés. La plus haute instance judiciaire libyenne décide, en dernière instance, de commuer la peine de mort en peine de prison à perpétuité. Le lendemain le parquet général de Bulgarie engage la procédure de demande d’extradition des cinq infirmières et du médecin d’origine palestinienne que la Bulgarie a naturalisé. Reste à organiser le départ.

« Tout était convenu avec les Libyens, affirme Ivaïlo Kalfin. L’argent était versé par la Fondation Kadhafi et on savait comment procéder. Madame Ferrero-Waldner devait se rendre à Tripoli pour ramener les détenus, puisque le Fonds Benghazi était sous la surveillance directe de la Commission. On avait même discuté comment elle allait voyager, quel avion elle allait prendre. J’avais parlé avec les infirmières au téléphone la veille. Il s’agissait de les rapatrier pour qu’elles finissent de purger leur peine en Bulgarie, puisque nous

avions un accord juridique le permettant entre la Bulgarie et la Libye. » Le scénario est confirmé par le négociateur en chef Saïf al-Islam dans une interview au journal arabe *Al-Hayat* le samedi 21 juillet 2007. « Les infirmières vont quitter la Libye immédiatement après le règlement des détails sur l'accord d'extradition », affirme-t-il en précisant que leur départ est prévu pour le prochain mercredi 25 juillet, date de la visite annoncée à Tripoli du président Nicolas Sarkozy.

« C'est juste à ce moment là [lundi 23 juillet] que Cécilia Sarkozy est apparue à Tripoli et a laissé comprendre qu'elle voulait repartir avec les infirmières dans son avion. Bien entendu nous avions discuté avec le président français et nous savions qu'il nous soutenait et que son épouse était déjà venue une fois. Mais nous n'avions pas mené de négociations entre la France et la Bulgarie pour une intervention. Les infirmières ont été sorties de prison en pleine nuit à leur grand étonnement et embarquées dans l'avion français. Au moment où Cécilia est venue, tout était réglé, prévu. Elle a donné le dernier… élan. Comment ? Je ne sais pas. On nous a dit que l'émir du Qatar a pesé. »

Le 24 juillet vers 10 heures du matin, l'avion estampillé République Française se pose à l'aéroport Vrajdebna de Sofia. Une foule émue aux larmes attend les rescapés des prisons de la Jamahiriya. Dès leur arrivée, le président bulgare Guéorgui Parvanov prononce leur grâce. À Paris, les annonces et conférences de presse se succèdent. « J'ai eu l'occasion de très chaleureusement remercier les autorités qatari de leur médiation et de leur intervention humanitaire », déclare le président français sans donner de détails, tout en affirmant que ni la France, ni l'Union européenne « n'ont versé un euro ». Le lendemain, il sera en visite à Tripoli pour parapher un « accord cadre de partenariat global » avec la Libye, ainsi qu'un accord de « coopération dans le domaine de la défense » prévoyant, entre autres, « la coopération dans l'entraînement des unités militaires spéciales » et « l'acquisition de différents matériels et systèmes de défense ». Les entreprises intéressées n'ont d'ailleurs pas attendu la signature. Cela fait deux semaines que des représentants de Dassault Aviation, Thales et EADS négocient déjà les contrats à Tripoli. « On veut pas vous voir ici », distille, sévère, à l'un d'entre eux le conseiller à la présidence Claude Guéant, alors qu'il se retrouve nez à nez avec la délégation dans le hall de l'hôtel Corinthia, lors de la visite du 25 juillet à Tripoli.

Quant au geste humanitaire du Qatar, c'est une intervention de Nicolas Sarkozy auprès de cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, l'émir du Qatar, qui l'a rendu possible, selon les révélations du *Canard enchaîné*, afin de contourner un obstacle administratif, car Mouammar Kadhafi « voulait l'argent de l'Union européenne, soit 452 millions d'euros, tout de suite ». « Les procédures budgétaires de l'UE étant très lourdes, l'argent n'était toujours pas débloqué six mois après le premier accord de principe. Seuls 2,5 millions d'euros avaient été virés à la Fondation Kadhafi », écrit l'hebdomadaire satirique[107].

Or, le 28 juillet, le Fonds international de Benghazi, dont le conseil d'administration comprend le représentant de la Commission européenne, de la Libye et de la Bulgarie, et par lequel doivent, selon ses statuts, transiter tous les versements et contributions volontaires, affirme à nouveau dans un communiqué officiel que le paiement aux familles a été financé par « un prêt » du Fonds de développement économique et social de Libye. « Le Fonds de Benghazi a reçu l'argent de la partie libyenne, soit 461 millions d'euros, déclare également le 31 juillet Benita Ferrero-Waldner. Maintenant que les infirmières sont de retour en Europe, nous allons examiner de nouveau davantage de façons volontaires de recueillir de l'argent par des bailleurs de fonds gouvernementaux et non gouvernementaux. » « C'est moi en personne qui ai négocié, se souvient pour sa part l'ambassadeur à Paris Mohamed al-Kuwari devant les journalistes du magazine *Le Point*. Je suis arrivé à Tripoli le 24 juillet à 5 heures du matin. À 6 heures, j'étais dans le bureau du Premier ministre libyen pour signer le chèque. Deux heures plus tard, les infirmières étaient libérées[108]. » Interrogé par la Radio Télévision Suisse quelques mois plus tard, le représentant de la Commission européenne Marc Pierini et président du conseil d'administration du Fonds de Benghazi est formel : « On parle d'une contribution du Qatar, mais moi, je ne l'ai pas vue[109]. »

La confusion est totale et manifestement, les versions ne collent pas. Pas plus que le montant de la somme que le Qatar aurait versé on ne sait où, puisque le Fonds de Benghazi n'a plus jamais publié de bilans officiels et que le ministère bulgare des Affaires étrangères refuse de donner accès aux documents qu'il a en sa possession, arguant qu'ils sont « classifiés ».

« Le Fonds Benghazi a été créé avec un seul but : faire libérer les infirmières, insiste l'ancien ministre des Affaires étrangères Ivaïlo Kalfin. Ce sont les Libyens qui ont payé. Notre seule contribution était l'annulation de la

dette de la Libye à la Bulgarie d'un montant de 56 millions. Nous avions eu des contacts avec l'émir al-Thani, notamment le président Guéorgui Parvanov l'avait rencontré. Le Qatar entretenait de bonnes relations avec la Libye. L'émir nous avait assuré de sa compassion et avait promis d'essayer d'influencer la décision de Kadhafi. On ne leur a jamais demandé de compenser la somme. Le Fonds a été créé pour arranger la partie libyenne. La Libye cherchait tout le temps à démontrer que ce n'était pas les Libyens qui payaient. Ils s'acharnaient à nous persuader que si, à Benghazi, ils apprenaient ça, il y aurait un effet très négatif, qu'ils auraient d'énormes problèmes là-bas. »

À Benghazi, l'association des familles des enfants contaminés est en colère. Persuadés de la culpabilité des condamnés après huit ans de procédures judiciaires et des verdicts à répétition, ils se sentent dupés et demandent qu'Interpol ramène les condamnés, afin qu'il purgent réellement leur peine. Leurs appels ne sont pas entendus, pas plus que ceux des familles des prisonniers du massacre d'Abou Salim qui ont commencé à recevoir enfin des actes des décès, sans lieu ni motif de la mort. « Nous soutenons l'amélioration des relations de la Libye avec la communauté internationale, mais pas au détriment des droits de l'homme, déclare Human Rights Watch. La sortie des six infirmiers est une étape bienvenue, mais d'autres restent en prison soumis à la torture et aux procès inéquitables, y compris des prisonniers politiques[110]. » L'appel du directeur Moyen-Orient et Afrique du Nord de HRW, Sarah Leah Whitson, est assourdi par l'enthousiasme général. Bruxelles, Washington, Paris, Rome… se félicitent tous en chœur de l'issue favorable du drame de Benghazi. « Nos relations sont sur une trajectoire fondamentalement différente maintenant », assure le porte-parole du Département d'État américain Sean McCormak, alors que le secrétaire d'État aux Affaires étrangères britannique Kim Howells déclare que la Libye « joue un grand rôle » dans la stabilité de la région de la Méditerranée et du continent africain. Accusée autrefois de parrainer le terrorisme international et de maintenir un programme secret d'armes de destruction massive, la Libye est maintenant la nouvelle success-story de l'Occident. « Si les diplomates écrivaient des contes de fées, c'en serait probablement un », s'enthousiasme Jonathan Marcus, correspondant diplomatique de la BBC.

Fin 2007 Kadhafi entame sa tournée mondiale et va planter sa tente à Paris, à Rome, Lisbonne… Sir Mark Allen est parvenu à ses fins, BP a enfin signé le

contrat rêvé d'exploration de 900 millions de dollars et pourra creuser 17 puits dans le golfe de Syrte et le bassin de Gadhamès. Berlusconi paraphe un accord pour sécuriser l'immigration clandestine. À Paris dans les salons de l'Élysée on a établi une *shopping-list*. Quatorze chasseurs-bombardiers Rafale, 24 Airbus, 1 000 missiles Milan, mais aussi 35 hélicoptères, six vedettes, des patrouilleurs, de l'artillerie, environ 150 véhicules de combats et de soutien, un système global de défense antiaérienne, avec notamment des radars… en tout l'équivalent de 10 milliards d'achats réels et potentiels. À Washington, alors que la radiation de la Libye de la liste des États terroristes est enfin effective, les cadres de Exxon Mobil, Chevron Texaco, Caterpillar, Halliburton, Down Chemical, Boeing, pour n'en citer que quelques-uns, bouclent en vitesse leurs valises pour se précipiter à Tripoli. Des lobbystes de renom, en plus du Monitor Group, offrent volontiers leurs services d'entregent. Saïf al-Islam, qu'on surnomme désormais le « *Yes man* de Tripoli », s'est offert K Street Consulting pour représenter la Libye auprès de l'administration de George W. Bush. Le Livingston Group, du républicain Robert Livingston, qui avait plaidé l'*impeachment* de Clinton dans l'affaire Lewinsky, est engagé pour 2,4 millions de dollars, afin de peser auprès du Congrès. Brown Lloyd James, qui a ses bureau à New York, Washington, Londres et Doha et compte parmi ses clients le royaume du Maroc, Al-Jazira ou encore Asma el-Assad, assurera les relations presse.

En Libye, Saïf al-Islam, considéré désormais comme le dauphin officiel, a même entamé un processus de « réconciliation nationale » avec les islamistes. Il a fait libérer des prisonniers de Guantanamo et engage Ali Salabi, un dignitaire religieux ancien prisonnier d'Abou Salim qui a trouvé refuge au Qatar auprès de Youssef al-Karadawi, chef spirituel de la communauté internationale des Frères musulmans, pour négocier un accord avec les détenus du Groupe islamique combattant en Libye d'Abdelhakim Belhadj. En 2009, devant un parterre de diplomates occidentaux, le GICL renonce officiellement à la lutte armée. La déradicalisation des groupes islamiques, le *murajaat*, est brandi comme le succès ultime. Des colloques sont même organisés à Londres pour promouvoir ce nouveau processus au sein des mouvements et groupes islamiques, sous la houlette d'anciens dissidents comme Ashour Shamis, directeur du site Akhbar Libya en présence d'Ali Abouzaakouk, un ancien du FNSL, et Noman Benotman, ex-djihadiste repenti du GICL. Tous les efforts sont gracieusement soutenus par la Fondation Kadhafi. La plupart des participants sont subventionnés par le National

Endowment for Democracy. Nul ne semble résister aux sirènes de la « Libye du Futur », le nouveau programme que Saïf al-Islam propose pour bâtir l'avenir du pays.

Du côté des exilés politiques, c'est la consternation. Leur tentative réussie de rallier tous les groupes d'opposition autour d'une Conférence nationale pour l'opposition libyenne (NCLO) depuis 2005 à Londres ne rencontre qu'un soutien mitigé, y compris dans les rangs des anciens opposants. « Quand nous avons fait notre grande conférence en 2005 il y avait Megarief, Swehli, le colonel Bachir… plein de monde. Nous avons redemandé le départ de Kadhafi, se souvient Salem Gnan. Le cœur n'y était pas. Puis, certains disaient : mais regardez, tous les chefs d'État européens sont passés sous sa tente, certains lui ont baisé la main, de quoi parlez-vous ? Il est là pour toujours ! Je leur ai rappelé qu'Allah pouvait changer les choses en une seconde. Nous avions au moins le droit de dire qu'on n'était pas d'accord[111]. » Plusieurs figures historiques de la lutte anti-Kadhafi ont même fini par accepter une certaine collaboration, à l'image d'Abdel Moneim al-Houni, que le Guide de la Jamahiriya a même nommé représentant de la Libye auprès de la Ligue arabe au Caire.

« Le projet de Saïf avait un certain succès, avoue Mansour Saïf al-Nasr. Le père le laissait faire, mais sans aller trop loin. Il a réussi à faire revenir des gens de l'extérieur, surtout ceux qui étaient proches de Frères musulmans[112]. » Certains repartent, d'autres ont envie de tirer un trait sur trois décennies d'exil. Reste un groupe réduit d'irréductibles. « C'était tapis rouge pour Kadhafi, confie Mohamed Megarief. On se sentait bien seuls[113]. »

*1. Национална Разузнавателна Служба, Service national du renseignement.

*2. Lev, unité monétaire de la Bulgarie.

*3. Suite à ces entretiens, une mission du Commissariat à l'énergie se rend à Tripoli du 11 au 14 avril 2005, en vue d'analyser les coopérations possibles avec la Libye, suivie, en août 2005, d'un projet de mémorandum sur les isotopes médicaux et le dessalement de l'eau de mer. Du 14 au 16 mars 2006 intervient la signature à Tripoli du mémorandum entre le Commissariat à l'énergie atomique et le Bureau libyen de recherche et de développement portant, comme prévu, sur les isotopes médicaux et le dessalement de l'eau de mer à partir d'installations nucléaires (Rapport d'information sur « Les enjeux géostratégiques des proliférations », Assemblée nationale, 18 novembre 2009).

*4. En 2007 Moustapha Abdel Jalil est nommé ministre de la Justice en récompense du suivi du dossier des infirmières bulgares. En janvier 2010 il tente une première fois de présenter sa démission, ne parvenant pas à faire libérer 300 prisonniers acquittés par les tribunaux, détenus à Abou Salim. Le 21 février 2011, il démissionne définitivement de son poste de ministre. Le 24 février 2011, il déclarait à la télévision Al-Jazira que le coupable de l'épidémie de sida à Benghazi était Kadhafi et non les infirmières bulgares. Le 5 mars 2011 il était désigné comme président du Conseil national de transition.

*5. Le Fonds de développement économique et social de la Libye, ou Economic and Social Development Fund (ESDF), a été créé en décembre 2006 sur initiative du leader libyen en vue de constituer des capitaux au profit des nécessiteux. Il est doté de 6 milliards de dollars. C'est l'ESDF qui « accompagne » financièrement la Fondation Kadhafi en charge des négociations, qui elle ne dispose que d'un budget de fonctionnement de 3,5 millions de dollars.

15

Khalas !

Ali[*1] cache mal son inquiétude derrière ses grosses lunettes noires. Parler à un journaliste ne le rassure guère même si toutes les précautions ont été prises. Personne ne connaît la vraie destination de mon voyage, je suis venue avec la voiture et le chauffeur qu'il a dépêchés, je n'ai pas prononcé son nom au téléphone et j'ignorais le lieu du rendez-vous. Comme beaucoup d'autres, Ali a fui la Libye à la chute de Tripoli et même s'il n'a tué ni torturé personne, sa proximité avec le cercle restreint qui gravitait autour du Guide fait de lui un complice des exactions du régime. Ils sont ainsi quelques dizaines, éparpillés dans les capitales africaines, arabes, méditerranéennes et parfois même européennes, à vivre dans l'appréhension quotidienne d'une éventuelle arrestation ou extradition. Avec femme et enfants, Ali est parti loin et n'a pas l'intention de remettre les pieds dans son pays. Il craint les représailles. Il mesure chaque mot prononcé. La peur a changé de camp.

« Je n'étais pas d'accord avec Kadhafi, avec ses méthodes, tient-il d'emblée à préciser. Mais tout n'était pas mauvais. Il a fait beaucoup pour son peuple, et pas seulement, pour toute l'Afrique aussi. Il était devenu gênant pour certains. On finira par le prouver. La première alerte est venue lors de sa visite aux États-Unis en 2009. Il y avait tout un *staff* qui était là pour préparer son voyage dès l'été. L'un des membres de l'équipe a sympathisé avec une Américaine du secrétariat du Département d'État. Avant de partir, elle l'a prévenu : il va y avoir des événements chez vous. Les jours de Kadhafi sont comptés. Tu ferais mieux de te mettre à l'abri dans un autre pays. »

Le 23 septembre 2009 Kadhafi est attendu à New York pour la 64e Assemblée générale de l'ONU, à laquelle il assistera pour la première fois depuis quarante ans. La visite s'annonce houleuse. Les autorités locales américaines de New York et du New Jersey ont refusé qu'il y plante sa tente bédouine. Même la location d'un emplacement dans le parc de la somptueuse demeure appartenant au milliardaire Donald Trump dans la banlieue huppée

de Bedford a été annulée à la dernière minute. Finalement, il sera obligé d'aller rejoindre la délégation libyenne. Les familles des victimes de Lockerbie se sont quant à elles massées devant le bâtiment de l'ONU pour protester contre la libération le mois dernier d'Abdel Baset al-Megrahi, pour raisons de santé. Dans la salle de l'Assemblée générale on annonce « le leader de la révolution, le président de l'Union africaine, le roi des rois d'Afrique ». Les délégués du continent noir apprécient moyennement. Les chefs d'État arabes, habitués aux diatribes du leader libyen aux réunions de la Ligue arabe, soupirent d'avance. Drapé dans son costume traditionnel, Kadhafi se lance dans un discours de 90 minutes au lieu des 15 prévues. Il demande qu'on juge à la Cour pénale internationale les auteurs de l'intervention en Irak, défend le droit des talibans à établir un émirat islamique, suggère que la grippe porcine a été concoctée dans un laboratoire comme arme bactériologique, pour enfin s'en prendre violemment au Conseil de sécurité et son fonctionnement « non démocratique ». Brandissant la charte des Nations unies, Kadhafi fustige. « Aujourd'hui, le Conseil de sécurité est le symbole du féodalisme exercé par les membres permanents pour se protéger et pour s'en servir contre nous. On ne devrait pas l'appeler Conseil de sécurité, mais Conseil de terreur. »

Le colonel n'en est pas à sa première provocation dans l'enceinte d'une organisation internationale. En mars de la même année lors de la réunion de la Ligue arabe à Doha, alors que l'émir du Qatar adresse un message de bienvenue au roi saoudien Abdallah ben Abdoulaziz al-Saoud, le Guide l'interrompt. « Je saisis l'occasion pour dire à mon frère Abdallah : vous avez été évasif et vous avez eu peur de la confrontation pendant six ans. Je tiens à vous assurer aujourd'hui que vous n'avez pas à avoir peur. Je vous le dis, au bout de six ans, la preuve est faite que derrière vous il y a des mensonges et votre tombe vous attend. Vous avez été créé par le Royaume-Uni et protégé par les États-Unis. Je considère que le problème personnel entre vous et moi est terminé et je suis prêt à vous rendre visite aussi bien que vous recevoir. »

L'émir Al-Thani tente en vain de calmer les esprits et de concilier les parties qui sont en conflit depuis un précédent sommet arabe en mars 2003, à Charm el-Cheikh, en Égypte. Kadhafi s'en était alors pris à Al-Saoud, lui reprochant d'avoir accueilli sur le sol saoudien les forces américaines avant la guerre en Irak. Furieux, ce dernier l'avait fait taire par une réplique cinglante : « Et vous, qui vous a porté au pouvoir ? Ne dites rien et n'essayez pas de vous impliquer là où vous n'avez aucun rôle. Vous êtes un menteur. Votre tombe vous attend. » Il avait fallu l'intervention du président égyptien Hosni

Moubarak, du président syrien Bachar el-Assad et du président libanais Émile Lahoud pour empêcher la délégation saoudienne de quitter le sommet. Kadhafi pour sa part ne digère pas l'affront et ordonne à ses services d'organiser l'assassinat du prince hériter Abdallah. Deux ans plus tard Riyad dévoile avoir démantelé le complot, preuves à l'appui. L'opération était prévue pour faire croire à un attentat sous la signature d'Al-Qaida. Des Libyens ont été capturés délivrant plus de 1 million de dollars en espèces dans un hôtel à La Mecque à des dissidents saoudiens, engagés pour exécuter l'assassinat. Quatre d'entre eux sont des agents des services secrets libyens, dont le colonel Mohamed Ismaïl. Employé dans la Fondation Kadhafi, Ismaïl est l'un des collaborateurs de Saïf al-Islam. Il dirige également l'un des départements de la holding du dauphin, la One-Nine. Après dix mois de détention, il est discrètement rapatrié à Tripoli. Entre-temps, les allégations saoudiennes sont indirectement étayées dans une affaire examinée par la cour américaine du district d'Alexandrie, où un certain Abdoul Rahman Alamoudi, chef du Conseil musulman américain, a été condamné à vingt-trois ans de prison pour transactions financières illégales avec le gouvernement libyen, ainsi que pour sa participation dans la conspiration pour assassiner le prince saoudien. À Washington, on est passablement agacé et on s'abstient de tout commentaire. Y compris quand, lors du voyage d'évaluation à Tripoli en août 2006 du sénateur Lantos, on présente le même colonel Mohamed Ismaïl à l'envoyé spécial américain pour le persuader que Riyad forme et entraîne dans ses prisons des combattants wahhabit pour les envoyer sur le front irakien. « L'ambassade note que le témoignage déposé dans un tribunal américain diffère considérablement de cette version libyenne des événements[114] », précise dans son rapport Chris Stevens, adjoint au chef de la mission diplomatique américaine en Libye. Trois ans plus tard, fin 2009, c'est encore le même Mohamed Ismaïl qui est envoyé par Saïf al-Islam discuter avec l'ambassadeur Gene Cretz les commandes militaires adressées aux États-Unis en laissant entendre que la Libye envisage d'acquérir auprès de la France des missiles Scalp en remplacement des missiles balistiques Scuds-B que la Libye s'est engagée à détruire dans le cadre de son accord global sur le Programme de démantèlement des armes de destruction massive. « Nous ferons suivre à Washington », botte en touche le diplomate qui vient de gérer en ce mois de décembre 2009 la pire crise à Tripoli depuis le début du « compte de fée » entre la Libye et les États-Unis.

Personne ne s'en était vanté. En réalité, l'emballement médiatique en 2004 autour de l'abandon du programme ADM avait résumé la situation un peu trop rapidement. Certes, la Libye avait livré ses plans de missiles nucléaires, ainsi que quelques centrifugeuses de première génération. Il restait pourtant quelques « détails à régler », comme la destruction de stocks résiduels de gaz moutarde, 23 tonnes métriques, ainsi que 2 200 tonnes de yellowcake et quelques 5,2 kilos d'uranium hautement enrichi (UHE). Arguant de divers problèmes techniques et commerciaux, la Libye avait successivement différé le problème. Profitant de l'euphorie autour des négociations sur la libération des infirmières bulgares, Tripoli avait annoncé l'abandon en juin 2007 du contrat de destruction de ses stocks de gaz moutarde comme promis en vertu de l'accord « historique » conclu avec les États-Unis en 2003. En octobre 2009, c'est encore une demande de délai supplémentaire qui vient d'être adressée à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques[*2]. Quant aux yellowcake, « c'est avant tout une question commerciale », soulignent début 2009 les officiels libyens, qui tardent à examiner les offres d'achats pour leurs stocks déposées par des entreprises du Royaume-Uni, de la France et du Canada en 2006-2007. La raison ? Les prix de yellowcake sur le marché mondial ont cessé d'augmenter, or la Libye souhaite « maximiser son profit » et « chronométrer correctement la vente ». Depuis sa nomination au poste d'ambassadeur en décembre 2008 (le premier depuis le départ de Joseph Palmer en 1972), Gene Cretz[115] ne chôme pas. Ses câbles sont de plus en plus nombreux. Entre le 25 novembre et le 21 décembre, c'est l'alarme.

Depuis un an une collaboration tripartite Libye-États-Unis-Russie s'est mise en place pour évacuer les 5,2 kilos d'UHE restants du site de Tadjourah. Les experts russes de Rosatom sont à l'œuvre depuis des mois. Mi-novembre 2009 le combustible est fin prêt dans sept fûts métalliques – chacun pesant cinq tonnes, scellé pour le transport par un Antonov russe 124-100 spécialement affrété et équipé. Ils seront enlevés pour traitement et destruction définitive dans les sites de Rosatom.

Le 20 novembre, alors que le vol est annoncé, le gouvernement libyen ordonne de stopper les préparatifs pour l'enlèvement de l'uranium hautement enrichi. Le chargement était prévu pour le 21, l'expédition pour le lendemain, 22 novembre. L'Antonov s'est quand même posé pour repartir vide le 25 novembre. Les fûts sont en attente sur l'esplanade de Tadjourah, sous la

surveillance d’un seul garde. Or, ils sont prévus uniquement pour le transport et non le stockage. Les experts sont formels : il reste un mois pour régler la situation avant que les problèmes de sécurité et de sûreté ne deviennent critiques. Si l’UHE n’est pas sécurisé hors des fûts, sa montée en température pourrait les fissurer et laisser s’échapper les matières nucléaires radioactives. Devant l’urgence, les ambassadeurs des États-Unis et de la Russie multiplient de concert les tentatives pour alerter les membres du gouvernement libyen. Sans succès. « Si d’autres efforts échouent au cours des prochains jours, il peut être nécessaire d’envisager un appel officiel de haut niveau à Mouammar al-Kadhafi pour souligner l’urgence de la situation et le haut degré de préoccupation quant à la possibilité de retour en arrière de la Libye sur son engagement de non-prolifération nucléaire. Dépourvus de toute autre information, nous devons supposer que le dirigeant libyen est la source du problème, à ce stade », écrit Gene Cretz.

Finalement, le 27 novembre c’est Saïf al-Islam qui reçoit l’ambassadeur des États-Unis à Bab al-Azizia, en présence de l’incontournable Mohamed Ismaïl, dans un bureau rempli de livres, dont une haute pile d’ouvrages d’art et de design d’intérieur. Il est excédé. Il a préparé une longue litanie de griefs. La Libye en a « marre » ! Marre de la lenteur de l’engagement bilatéral. Assez de ne recevoir aucune des « compensations » promises en échange de la fin du programme d’ADM, dont les américains se sont servis à des fins de « relations publiques ». La destruction d’une partie des stocks chimiques a déjà coûté 28 millions. La Libye est toujours en attente d’une coopération dans les domaines militaire, sécuritaire, dans le nucléaire civil, les sphères économiques… Le récent voyage de Mouammar Kadhafi à New York a été une humiliation. Le Guide n’a pas eu d’emplacement pour sa tente et on lui a refusé la visite de Ground Zero, le mémorial du drame du 11-Septembre. « Même les touristes peuvent voir le Ground Zero sans autorisation, et un chef d’État ne peut pas ? » dramatise Saïf al-Islam. De plus, le discours de son père à l’ONU a été « mal interprété » par le public américain. « Lentement, lentement, nous nous dirigeons vers l’arrière plutôt que vers l’avant », affirme le fils du colonel en concluant : « La balle est dans votre camp. » Une réaffirmation de haut niveau de l’engagement des États-Unis dans la relation bilatérale est attendue sous la forme d’un message au dirigeant libyen Mouammar al-Kadhafi, afin d’avancer sur la livraison de l’uranium hautement enrichi. Sinon, on en reste là. Finie la success-story colportée par les médias dans le monde entier.

Les Libyens sont dans leur emploi favori : le marchandage. Mais du côté de Washington on prend l'affaire plus qu'au sérieux. Finalement quand, après trois semaines de tractations, le 21 décembre à 5 h 15 du matin l'Antonov russe décolle de Tripoli avec à son bord les sept fûts contenant le dernier lot déclaré d'uranium hautement enrichi de la Libye, Gene Cretz pousse un soupir de soulagement. « Le personnel du ministère de l'Énergie à Tripoli a confirmé l'arrivé en Russie à 11 h 15, heure locale. Le vol d'aujourd'hui marque l'aboutissement des engagements de la Libye à démanteler ses programmes d'armes nucléaires », consigne soigneusement l'ambassadeur en oubliant de mentionner les 23 tonnes métriques de gaz moutarde qui doivent être détruites, selon le nouveau délai, fin 2010, ainsi que les conséquentes réserves de yellowcake.

Les négociations ne sont pas pour autant terminées. Après l'uranium, il est question des missiles balistiques Scud-B. La Libye s'était formellement engagée en 2004 à détruire son stock de 417 pièces, à échéance de septembre 2009. Le 7 février 2010, c'est le général Ahmed Azweï en charge du programme de démantèlement, qui est cette fois dans le bureau de Cretz. Il n'est plus question d'y toucher sans un engagement ferme pour en acquérir d'autres. Des Iskander russes, pourquoi pas, mais à un prix raisonnable. Voyant l'affaire s'enliser, Moscou en a profité pour doubler le prix. De toute manière, les Libyens préféreraient du matériel américain. « Nous devons avoir un système de remplacement. Je ne permettrai pas que 12 000 soldats libyens restent désarmés et vulnérables », martèle Azweï. De nouvelles tractations s'annoncent.

Au même moment, du côté de Doha, on peaufine déjà une stratégie. Au printemps 2010, le patron du renseignement bulgare, le général Kirtcho Kirov, est dans le bureau de son homologue qatari Mohamed ben Ahmed al-Missned. Depuis la libération des infirmières bulgares et le « geste humanitaire » de l'émir du Qatar, les deux pays ont développé leurs relations bilatérales. Son excellence le cheikh al-Thani s'est rendu en visite officielle à Sofia et a promis investissements, échanges, projets et relations « privilégiées » avec le petit pays balkanique, qui s'est abstenu de poser trop de questions. La construction d'un terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) est même évoqué. Côté centrales de renseignement, on se rend aussi visite. Al-Missned, le chef de l'Agence de sécurité d'État et neveu de la cheikha Moza bint Nasser al-

Missned, est allé à Sofia. Kirov lui rend la politesse.

« C'était au début d'avril 2010. Les tensions s'annonçaient déjà dans le monde arabe, notamment avec des mouvements sociaux en Égypte. Al-Missned m'a dit que les choses allaient bouger en Libye. Sa position c'était : cette bête sanguinaire, Kadhafi, doit partir. Selon lui, il fallait qu'il y ait là-bas un soulèvement populaire, mais qui devait être organisé, car, compte tenu des forces et des moyens dont disposait l'opposition à l'intérieur, ce n'était pas possible. Il m'a demandé si nous, le renseignement bulgare, on pouvait aider l'opposition libyenne avec des armes et des instructeurs. Il s'agissait de dispenser une formation militaire de base à des civils. Je suis resté persuadé qu'ils avaient des contacts avec des personnes ou des groupes d'opposition à l'intérieur du pays. Il ne m'a pas précisé, ni donné de détails à ce sujet. Il m'a juste transmis les noms d'Abdel Rahman Chalgam, le représentant de la Libye aux Nations unies et celui de Mahmoud Jibril[*3], qui n'était pas encore connu à l'époque, ainsi que leurs coordonnées. Pour nous, c'était beaucoup trop tôt et je n'avais pas de prérogatives pour discuter de ce genre de sujets. Al-Missned s'intéressait particulièrement à la région de Benghazi. Il voulait savoir quelle était notre analyse sur la situation et l'environnement de cette ville, ce que nous en savions. Je lui ai répondu que nos informations sur la région de Benghazi nous avaient été transmises par nos collègues du renseignement égyptien avec qui nous avions de bonnes relations et qu'il valait mieux qu'il s'adresse à eux. En rentrant j'ai informé les décideurs bulgares que le Qatar sera l'un des acteurs principaux dans le devenir proche des pays arabes. J'ai fait remonter le renseignement au président, au Premier ministre, ainsi qu'au ministre des Affaires étrangères, pour les alerter sur le fait que des événements étaient en préparation, particulièrement en Libye. Je ne pense pas que les Qatari étaient seuls dans cette affaire. Quand on pose la question "est-ce que vous pouvez fournir armes et instructeurs", cela veut dire qu'il y a un plan d'action préétabli. Les instructeurs sont nécessaires quand il faut former une entité qui existe, qui est structurée. *Idem* pour armes. Elles doivent être livrées et utilisées par une structure. Ils étaient visiblement dans une phase préparatoire[116]. »

Oublié l'embellie et les amabilités échangées entre le Qatar et la Libye en 2007. Peu avant la libération des infirmières, l'émir du Qatar s'était rendu en Libye pour une visite amicale qui augurait une fructueuse collaboration. Trois accords ont été signés. Un pour la mise en place d'un fonds d'investissement

conjoint, le second pour la création de la banque de Libye-Qatar et le troisième pour lancer une société d'investissement mixte avec le Qatari Diar et l'ESDF pour l'investissement immobilier. En réalité, ce n'est pas tant les projets immobiliers qui font courir les Qatari. Les États-Unis viennent de mettre au point leur technologie d'extraction du gaz de schiste. À très court terme ils n'importeront plus les mêmes quantités de GNL dont le Qatar est le leader mondial. La concurrence s'annonce féroce pour conquérir de nouveaux marchés. Or, en juillet 2007, la Libye a lancé une douzaine d'appels d'offres pour exploiter des gisements de gaz naturel afin de « booster ses exportations ». Pire, elle envisage de développer le secteur du GNL et de conquérir de nouveaux marchés. Le potentiel gazier libyen avec ses 1 548 milliards de mètres cubes de réserves quasiment inexploitées est une sérieuse menace. Le Qatar veut prendre position. Une position idéale, juste en face du gros marché européen. « La Libye était vue par le Qatar comme une base arrière, explique un ancien collaborateur de l'Élysée et de Matignon, fin connaisseur de la péninsule Arabique. Ils sont là-bas, isolés, avec l'Iran en face qui leur pose problème et dont ils pompent en réalité le gaz, puisqu'ils se partagent le même gros gisement dans le golfe Persique, le South Pars, le plus important au monde. Pour eux, c'était une solution stratégique. » Or la Libye n'attribue aucun gisement aux Qatari et décide de développer ses premiers sites de LNG avec Shell, qui exploite d'importantes concessions dans le golfe de Syrte.

En 2010 la conquête de nouveaux marchés est devenue une nécessité pour le Qatar. L'année précédente, le richissime émirat a tout de même enregistré, sous l'effet conjugué de la crise mondiale et de la découverte du gaz de schiste américain qui a fait s'effondrer les prix du GNL, une baisse de 90 % de ses bénéfices par rapport à 2008. *Last, but not least*, un joli projet de hub énergétique sur la côte libyenne, qui va produire de l'électricité en mixant gaz naturel et énergie solaire pour l'exporter par des câbles sous-marins en Europe, est en train d'échapper aux appétits qatari. Tripoli a préféré signer avec le Al-Maskari Holding Group d'Abou Dhabi, qui va y investir 3 milliards de dollars. « Le Qatar a juste remis au goût du jour un très vieux projet, affirme l'ancien collaborateur de l'Élysée. Dans les années 1990 déjà, ils avaient envisagé d'aider le retour au pouvoir de la famille royale des Senoussi en Libye. D'ailleurs, la seconde résidence de l'un des héritiers du roi Idris est bien à Doha. »

Idris Senoussi, fils d'Abdallah Senoussi, le fameux Prince noir qui avait

tenté de renverser Kadhafi en 1970, a établi en effet depuis longtemps d'excellentes relations avec les dynasties arabes et principalement avec les Al-Thani. Idris n'est pas le prétendant officiellement reconnu comme hériter du royaume de Libye. Son Altesse royale se dit plus humblement « le porte-parole de la dynastie Al-Senoussi ». Marié à une marquise espagnole, il vit entre Rome et Londres et cultive ses amitiés dans les milieux de la noblesse florentine et romaine, sans dédaigner les milieux d'affaires. S'il n'a pas organisé comme son père un vrai coup d'État en bonne et due forme, du moins se dit-il prêt à « revenir dans le jeu ». En attendant, il est « dans les affaires ». Idris al-Senoussi a travaillé pour les plus grandes entreprises italiennes dont ENI, Condotte, Snamprogetti, Ansaldo. Il a été médiateur et conseiller pour la construction du terminal de GNL de Ras Laffan au Qatar et a fait entrer Enimont dans le capital de l'industrie chimique qatari, en boudant ostensiblement tout investissement libyen. « Un jour, peut-être plus tôt que vous le pensez, le peuple libyen sera de retour, libre, et il rappellera à l'Italie qu'elle a soutenu un dictateur. Les leaders passent, les peuples restent. Kadhafi n'est pas le genre à choisir un l'exil doré. Il mourra de mort violente ou de maladie », prophétise Idris al-Senoussi dès 1997 et depuis, il n'a toujours pas changé d'avis.

Alors que Mohamed al-Missned interroge son collègue bulgare sur son « analyse de la situation » dans la région de Benghazi, la ville rebelle s'agite. Depuis 2008, les familles des « disparus » d'Abou Salim se sont mobilisées. L'issue favorable de l'affaire des infirmières qui a permis à 460 foyers de Benghazi de percevoir 1 million chacun a encouragé les protestations. Une trentaine d'habitants de la ville ont porté la cause de la disparition des leurs en justice et une association s'est constituée. Le 17 février 2009, lors d'une manifestation, le jeune avocat qui a décidé de défendre leurs droits, Fathi Terbil, est interpellé et gardé à vue plusieurs jours, avant d'être relâché, sous la pression des membres et des sympathisants. Les représentants de l'ordre public à Benghazi sont de plus en plus inquiets et nerveux. Ils n'ont pas oublié les confrontations armées avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL) à la fin des années 1990. Or depuis l'interpellation de l'émir Abdelhakim Belhadj, les anciens membres de l'organisation se sont radicalisés. Selon une note d'analyse du MI5 britannique estampillée « *UK/Libya eyes only – Secret* », l'arrestation des dirigeants du GICL a jeté

ses membres dans le « désarroi ». « Cela a permis aux extrémistes de pousser un groupe relativement dense, axé sur le renversement de Kadhafi, à rejoindre le réseau terroriste panislamiste », affirment les auteurs du document. Toute altercation dans le fief de l'Est insoumis est donc surveillée et réprimée au plus vite.

Début 2010, ce sont encore les familles des prisonniers morts à Abou Salim qui font les frais d'un affrontement assez bien orchestré. Au lieu d'envoyer les forces de police, on dépêche des contre-manifestants – une association de victimes des « groupes islamistes armés » dont les proches sont morts dans les affrontements de 1996. La confrontation dégénère à nouveau et se termine par des interpellations. L'enquête ouverte sur le drame d'Abou Salim piétine. À l'image des mères argentines des disparus de la dictature, les femmes de Benghazi occupent régulièrement le parvis du tribunal portant les photographies de leurs proches assassinés. Elles n'ont pas l'intention de céder.

« Il ne faut pas oublier qu'il y avait une résistance intérieure qui a payé le prix fort. Nous avions essayé de toujours maintenir le contact », affirme Ali Tarhouni, opposant depuis quarante ans au régime de Kadhafi. Étudiant à l'université de Benghazi, il quitte la Libye en 1974 pour rejoindre l'opposition en exil. Condamné à mort en 1979 par contumace, son nom est inscrit sur les listes d'élimination en 1981. Docteur en économie, il enseigne à Washington à la Foster School of Business. « Quand Mohamed Bouazizi s'est immolé le 17 décembre 2010 en provoquant les événements tunisiens, un nouvel espoir est revenu pour nous. On ne pensait pas vivre assez pour arriver à ce moment et, quand la révolution égyptienne s'y est ajoutée, on y a vraiment cru. On s'est dit qu'il y avait une possibilité de changer le régime. Nous avons essayé d'organiser la journée du 17 février 2011, surtout à l'aide de nombreux contacts par Internet dans le monde entier et avec des groupes à Benghazi. Ça, le régime ne pouvait pas le contrôler. Le 17 février a été le meilleur exemple de la coordination entre l'extérieur et l'intérieur, mais on craignait que Kadhafi n'isole le pays, déconnecte Internet. Nous avons donc passé un accord pour nous coordonner avec Al-Jazira afin que toutes les informations et images venant de l'intérieur de la Libye soient diffusées[117]. »

En vérité, même désespérée et dispersée sur trois continents, l'opposition

libyenne n’a jamais abandonné sa lutte conte Kadhafi. Seules les armes et les moyens ont changé. La résistance ne se fait plus dans les camps d’entraînement du Soudan ou du Tchad. Les *thowar* du Net savent désormais twitter, poster, blogger. Le site Khalas !, Assez ! (enoughqaddafi.com), a été créé dès 2009 aux États-Unis en réaction au discours du Guide à la tribune des Nations unies. Akhbar Libya, Libya Watanona, sont autant de sites web qui n’ont cessé d’être alimentés. Plusieurs organisations libyennes expatriées sont financées par le National Endowment for Democracy (NED). Les services libyens le savent. Ils ont scruté et enregistré les mails de plusieurs d’entre eux comme ceux d’Abdoul Majid Buik, ancien membre du FNSL, tout comme Ali Abouzaakouk, l’écrivain Ashour Shamis, ou Noman Benotman, un ancien membre du GICL. Tous les opposants exilés sont dûment espionnés, à l’instar de Jomode Elie Getty, fondateur du Conseil national toubou, qui avait osé porter plainte, en 2009, devant la Cour pénale internationale contre le colonel Kadhafi pour sa responsabilité dans la dissémination de mines antipersonnel dans le Sud libyen[*4]. Les sites, blogs, pages Facebook sont sous monitoring permanent. L’activité de Khalas !, qui diffuse les raps contestataires, est particulièrement redoutée, car son impact sur la jeunesse est difficile à mesurer. Les morceaux du rappeur anonyme libyen Ibn Thabit sont téléchargés des centaines de fois sur Youtube. Fin 2010, « Al-Soaal » (la question), devient un vrai tube. Ibn Thabit y pose la « question » : la révolution tunisienne peut-elle embraser aussi la Libye ? Aux raps et messages Facebook se sont ajoutées les publications du groupe de presse *Al-Ghat*, qui appartient à Saïf al-Islam et vient d’obtenir sa licence en juillet 2010. Dès novembre 2010 une dizaine de journalistes de l’agence Libya Press sont interpellés, les journaux *Oea* et *Quryna* sont interdits de publication pour avoir dénoncé des affaires de corruption. En décembre, c’est au tour de Youtube et de Facebook d’être bridés. Les anciens réflexes de la vieille garde, sous le patronage du chef des services secrets Abdallah Senoussi et avec la bénédiction du Premier ministre Baghdadi al-Mahmoudi, sont de retour. Toute cette agitation dans les médias et sur Internet ne dit rien de bon aux caciques du régime qui n’apprécient ni le prurit démocratique du fils aîné de Kadhafi, ni la « réconciliation nationale », qui, sous couvert de déradicalisation avait ouvert les portes des prisons pour en faire sortir de nombreux islamistes repentis. Fin décembre, Ablelhakim Belhadj, qui a été libéré en mars 2010 en même temps que ses deux lieutenants Charif et Saadi, est interpellé par Abdallah Senoussi. « Il voulait savoir ce que je pensais des événements

tunisiens, relate Belhadj. Il se demandait si les Libyens feraient pareil. Je lui ai dit bien sûr qu'ils n'en étaient pas capables, pour le rassurer. »

« Mais tes gens sont très actifs sur les réseaux, insiste Senoussi. – Ne t'en préoccupe pas, ils ne peuvent rien faire, bluffe Belhadj. – Tu es le premier responsable de ceux qui ont été libérés dans la zone Est. Si quelque chose se passe là-bas, tu retournes en prison pour toute ta vie[118]. »

Relâché au bout de quelques heures, Belhadj informe ses compagnons de la fébrilité des services, mais, dès l'embrasement de l'Égypte, leur choix est fait. Une réunion secrète se tient avec plusieurs officiers venus des villes de l'Ouest. Décision est prise de reprendre le combat et de chercher à se procurer des armes.

Début février la Conférence nationale pour l'opposition libyenne (NCLO), mais aussi le FNSL, le GICL et toutes les organisations actives de militants libyens, appellent à une « Journée de la colère » à Benghazi le 17 février contre les abus de la « Révolution ». La date est choisie en référence au 17 février 2006, quand des manifestations de masse contre les caricatures du prophète Mahomet avaient dégénéré en affrontements meurtriers. Les compteurs des pages Facebook consacrées à l'appel s'affolent, en dépit des restrictions sur le Net. En trois jours la page « *Feburary, 17, 2011 : Day of Rage in Libya* », créée en arabe à partir de la Suisse, passe de 4 000 à 14 000 fans.

C'est ce moment particulier que choisit Abdallah Senoussi pour se rendre à Benghazi afin d'y interroger l'avocat des victimes d'Abou Salim. Le 15 février 2011, Fathi Terbil est arrêté. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans Benghazi et sur la Toile. Les familles de l'association des victimes, que Terbil défend depuis deux ans, décident de manifester pour sa libération. Deux-cents, puis cinq-cents, bientôt deux mille personnes défilent dans les rues. Le lendemain, par mesure d'apaisement, Fathi Terbil est libéré en même temps qu'une centaine de détenus du GICL dont la grâce était annoncée depuis plusieurs mois. Le 17 février, la « Journée de la Colère » fait le plein. On réclame le départ immédiat de Kadhafi. La police disperse violemment le rassemblement. Les médias officiels lancent des appels au calme. Il est trop tard. Brega, mais aussi la ville de Zintan dans l'Ouest, s'embrasent à leur tour.

*1. Le nom du témoin a été modifié afin de garantir à sa demande son anonymat.

*2. Le dernier délai de destruction des stocks d'armes chimiques de la Libye était fixé à mai 2011 et n'a

finalement pas été respecté. Ce n'est qu'au début de septembre 2013, en plein crise syrienne, que le ministre des Affaires étrangères Mohamed Abdelaziz a annoncé la signature avec les États-Unis d'un accord visant à la destruction définitive du « reste » des stocks d'armes chimiques, sans donner de détails.

*3. Mahmoud Jibril al-Warfalli a longtemps enseigné la planification stratégique à l'université de Pittsburgh aux États-Unis, avant d'être appelé, sur l'insistance de Saïf al-Islam à diriger le bureau du développement économique national en Libye de 2007 à 2010. Fin 2010, il démissionne pour devenir dès février 2011 l'homme du CNT sur la scène internationale. Selon les témoignages de la plupart des acteurs de la révolution, il séjournait fréquemment et longuement à Doha, y compris avant la révolution, où il aurait entretenu des relations suivies avec la direction de la chaîne Al-Jazira et l'entourage de l'émir du Qatar. Un portrait qui colle aussi parfaitement avec Mahmoud Shammam, un ancien opposant libyen, exilé durant 34 ans aux États-Unis, ami de l'émir al-Thani et membre du conseil d'administration d'Al-Jazira jusqu'à la révolution, quand il crée à partir de Doha la première chaîne de télévision libyenne libre, *Libya al-Harar*, qui relaie la luttes des rebelles dès le 17 février 2011.

*4. Voir annexe 20.

16

« Mort ou vif »

« Quand tout s'est déclenché le 15 février, je savais déjà que je reviendrai en Libye, se souvient Ali Tarhouni. J'ai envoyé un e-mail à mes étudiants à l'université de Washington. J'ai pris le premier avion pour l'Égypte et j'ai passé clandestinement la frontière. Quand je suis arrivé sur la terre de Libye, je n'y croyais pas, j'en ai pleuré… C'était fin février. Nous avions des sympathisants partout, connectés dans le monde entier. Dès mon atterrissage au Caire il y avait des gens qui m'attendaient, puis Tobrouk… Il y avait tout un réseau. Jusqu'à Benghazi. C'était un moment incroyable ! Tout le pays se révoltait. C'était une vraie révolution, dans tous les sens du terme et j'étais fier d'y participer[119]. »

Le 18 février Abdelhakim Belhadj se rend à Misrata pour voir les anciens membres du groupe de combattants. « Nous avons décidé de reprendre nos activités, affirme l'ex-émir. Entre-temps, à Benghazi, la situation s'est aggravée. Le lendemain à 10 heures on est venu m'arrêter[120]. » Belhadj est conduit au QG des services de sécurité, où se tient une réunion de crise. « Nous avons capté toutes les communication de l'Est, tu es responsable, annoncent d'emblée les agents venus l'interpeller. Tu en sais beaucoup, tu vas nous expliquer ce qui se passe là-bas. » Parqué dans un couloir, Belhadj attend patiemment en observant l'affolement et les va-et-vient. Vers 13 heures, il demande l'autorisation de prier. « Va dans mon bureau », lui rétorque l'un des gardes. « Non, je préfère prier dehors, sur la pelouse. » Agacé, l'homme lui fait un signe d'approbation. « Une fois à l'extérieur du bâtiment, j'ai filé, sans laisser d'adresse. Je vivais en clandestinité à Tripoli. Un de nos camarades est parti en Tunisie. Il m'a appelé, je lui ai dit qu'il fallait trouver des moyens pour se procurer des armes et rejoindre le djebel Akhdar. »

Le 6 mars un certain Khaled al-Warfalli parvient à traverser

clandestinement la frontière tunisienne pour tenter de rejoindre la ville de Zaouïa, partiellement gagnée par la rébellion. Le colonel Mohamed Bachir est revenu au pays sous une fausse identité. Aux portes de Zaouïa, il se rend compte que la ville est à nouveau sous contrôle des kadhafistes. Il rebrousse chemin jusqu'à la ville de Nalout dans le djebel Nafoussa, la montagne limitrophe de la Tunisie. « Je n'avais pas de plan préétabli mais je devais être avec les gens sur le terrain. J'ai décidé d'aller à Zintan. La personne qui m'a emmené de Nalout à Zintan s'appelait Douaï. C'était incroyable. Il y a longtemps, avant de fuir la Libye, j'avais un ami qui portait ce nom. C'était lui. Il s'est avéré qu'il faisait partie des trois premières personnes qui s'étaient révoltées à Zintan. Je venais de retrouver mon camarade de jeunesse. C'était trois semaines après le début de la révolte. Les Zintani s'étaient soulevés, mais ils n'avaient aucun lien avec Benghazi. Les kadhafistes ont attaqué la ville. Il n'y avait pas de communications. Il fallait que je me débrouille pour aller en Tunisie résoudre le problème[121]. » De là, le colonel Bachir rejoint Le Caire, puis Benghazi, pour établir le lien avec le QG de la révolution et chercher des solutions. Sur place il retrouve un vieux complice : Khalifa Haftar, qui a mis à disposition de la rébellion ses talents de militaire. « J'avais lancé un appel dès le 15 février 2011, précise le général Haftar. Il était diffusé sur le réseau Facebook. La question se posait de rentrer d'urgence. Je suis arrivé à Benghazi le 12 mars, par l'Égypte. Toute la famille et les amis étaient là, déjà impliqués dans ce qui se passait[122]. »

Opposants ou simples exilés affluent d'un peu partout pour apporter de l'aide à la révolution libyenne. « Parmi ceux qui arrivaient, nous en connaissions beaucoup, poursuit Ali Tarhouni. Une coalition s'est formée et nous avons décidé de créer le Conseil national de transition. Huit personnes, dont l'ancien juge Moustapha Abdel Jalil et aussi Mahmoud Jibril en faisaient partie. C'était encore confus. On ne savait pas comment conduire une révolution, ni quoi faire. J'ai été sollicité pour apporter mon savoir-faire économique. Nous avons constitué un groupe et mis en place une équipe de crise. Le docteur Jibril, en coordinateur, et moi, je suis devenu ministre des Finances, de l'Économie, du Pétrole et de l'Agriculture. D'autres s'occupaient de l'aspect militaire. C'était un peu difficile de savoir exactement qui organisait quoi. Pour moi, il était clair qu'il nous fallait des ressources et des financements. »

L’équation est difficile, même pour un professeur à luniversité comme Ali Tarhouni. Toute la Libye, y compris Benghazi, est soumise à l’embargo, décidé en même temps que le vote le 16 mars 2011 de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l’ONU, imposant une « *no fly zone* » pour protéger les populations civiles. Le gel des avoirs frappe indistinctement les deux parties en conflit. « Je me suis posé la question : combien d’argent avons-nous ? Les banques libyennes étaient bloquées à l’étranger. On ne pouvait exporter du pétrole. Nous étions coincés. Je me suis dit, la banque centrale a une branche à Benghazi, allons voir. L’ennui était que, pour ouvrir la salle des coffres, il fallait plusieurs clés. Nous en avions deux, la troisième était à Tripoli. » Toute l’équipe est en quête de solutions pour accéder au trésor. Crocheter les serrures ? Trop compliqué. Dynamiter la porte ? On risque d’endommager le précieux contenu. « Finalement, on a décidé de creuser un trou pour y accéder. Mais le butin était maigre, à peine 450 000 dinars et 80 millions de dollars. Ce n’était pas suffisant. Ne serait-ce que pour garantir le maintien de l’électricité, produite au fioul, il me fallait 18 millions tous les douze jours. Et il fallait de l’argent pour encore une multitude de choses : des vivres, des médicaments, des armes… Il y avait un groupe de contact, des pays qui nous aidaient. Mais, légalement, personne ne pouvait nous donner de l’argent. Chaque jour il y avait un challenge. »

En Europe, les anciens opposants font de leur mieux pour faire avancer la cause. Salem Gnan est devenu le porte-parole du CNT à Londres. Mansour Saïf al-Nasr est le premier ambassadeur du CNT à Paris. Basé en Allemagne, Ali Zeidan, qui s’occupe depuis le début les années 2000 de l’organisation libyenne de droits de l’homme avec Abou Souedir, prend contact avec la Fédération internationale des droits de l’homme (FIDH) à Genève et Paris, puis parvient à établir le contact avec Moustapha Abdel Jalil. Il insiste pour faire venir à Paris Mahmoud Jibril. « C’est Ali Zeidan qui a organisé avec le FIDH la rencontre avec Nicolas Sarkozy, affirme Mansour Saïf al-Nasr. Pour la petite histoire, c’est à cette occasion qu’il a rencontré Bernard-Henri Lévy. Au début, nous pensions que c’était un conseiller du président français[123]. » Puis, l’équipe libyenne de Paris parvient à organiser un entretien le 13 avril à l’Élysée avec le général Abdelfattah Younès, devenu le chef militaire de la rébellion, après avoir décidé d’abandonner le clan de Kadhafi. Saïf al-Nasr est présent. « Je me souviens, quand nous sommes allés rencontrer le président

Sarkozy avec Abdelfattah Younès, il nous a dit : “Vous avez un vrai ami, c’est le Qatar, qui est prêt à vous soutenir. Moi je ne peux pas vous fournir des armes, mais le Qatar peut.” Par la suite, le Qatar a eu un représentant auprès du CNT à Benghazi et le chef des armées qatari s’y est rendu. Quand la seconde délégation, celle de Misrata, était à Paris, Nicolas Sarkozy a répété : “Vous avez un vrai ami, c’est le Qatar. Moi je ne peux pas vous fournir des armes, mais on va passer par le Qatar.” Le lendemain on a rencontré deux militaires qatari, ils ont pris note de tout ce que les délégués de Misrata demandaient. La rencontre a eu lieu à l’état-major français. C’était au mois de juin, je crois. Et tout à été fourni à Misrata. Le Qatar a mis le paquet mais c’étaient les seuls à pouvoir le faire, finalement, remarque, réaliste, Mansour Saïf al-Nasr. Ils n’ont ni parlement, ni opposition. »

À Benghazi, Ali Tarhouni doit toujours déployer des trésors d’imagination pour lever des fonds. Là encore, c’est au Qatar qu’il fait appel. « Nous avions un bateau de pétrole. Il fallait le vendre, mais c’était d’une extrême complexité. Finalement, nous avons passé un accord avec la banque nationale du Qatar qui a débloqué 100 de millions de dollars et s’est chargée de commercialiser la cargaison du bateau. Nous allions de Rome à Washington, partout, pour trouver de quoi financer la révolte. L’Occident était certain de notre victoire, mais peu d’interlocuteurs ont débloqué réellement des fonds. Nous avons dû soutenir la révolution avec un prêt de 200 millions de dollars de la Turquie, un prêt de 100 millions de dollars du Qatar et la vente d’un bateau de pétrole pour 100 millions dollars. Ça fait en tout 400 millions. J’ai du tenir six mois avec ce qu’un État dépense habituellement en six jours ! Bien entendu, nous récoltions beaucoup de promesses, mais pas un sou en réalité. On nous promettait 1 milliard par ci, 2 par là… Chaque fois je revenais les mains vides. Je savais que Kadhafi était fini, je n’avais plus aucun doute. C’était une question de temps. »

À l’approche de l’été, dans le djebel Nefoussa à l’Ouest et dans les environs de Zintan, la résistance aux forces loyalistes s’organise de mieux en mieux. « Des business-men libyens nous ont aidés à acheter les moyens de communication, assure le colonel Bachir. L’un d’entre eux a dépensé un quart de million de dollars en un jour pour nous assurer l’équipement nécessaire,

afin d'établir la communication entre Nalout et Zintan. Un autre ami a apporté 2 500 talkies-walkies avant l'assaut sur Tripoli pour communiquer avec Bani Walid et Nalout. Quatre-vingt-dix pour cent des armes venaient des entrepôts de Kadhafi. Il y a eu aussi des armes du Qatar, de la France et de l'Italie, mais c'était très limité. »

« Nous avons reçu l'appui à partir de la frontière tunisienne, confirme Abdallah Naker, l'un des principaux commandants des rebelles de Zintan. Des moyens de communication, des téléphones satellitaires. Quelques colis de munitions ont été aussi parachutés. Il y a eu une collaboration avec l'OTAN sur le plan du renseignement militaire. La majeure partie des armes, nous les avons prises à l'armée de Kadhafi, y compris des tanks. Pour nous protéger, on a creusé des tranchées tout autour de la ville de Zintan. Des avions atterrissaient sur des pistes improvisées pour nous fournir ce dont nous avions besoin. Dans ces cas-là, on apprend vite. Il fallait vaincre ou mourir. »

Pour sa part, Abdelhakim Belhadj et ses hommes ont réussi à établir un camp de base à Nalout. Les anciens réseaux sont activés et des armes lui parviennent du Soudan. En juin, l'émir du GICL s'est rendu à Benghazi pour rencontrer Abdel Jalil et affirmer son soutien à la révolution du 17 Février. Au début de l'été, il a déjà mis au point une stratégie pour la prise de Tripoli. « J'ai décidé d'aller à l'essentiel, d'organiser méthodiquement la prise de Tripoli. J'ai contacté Jibril et je lui ai proposé de se retrouver du côté de Zintan. C'est là aussi que les services secrets américains ont pris contact avec nous. Ils nous ont demandé s'il n'y avait pas des gens d'Al-Qaida dans nos rangs. On leur a expliqué qui nous étions et notre but. » Une dernière réunion de coordination avec les cinq brigades de Zintan a lieu à Wadi Aï, à 70 kilomètres de Tripoli.

Le 21 août, le signal d'attaque est donné. Le 22, la capitale bascule. L'assaut a été facilité par une ultime défection, celle du général Mohamed Barrani Ichkal, cousin du Guide et neveu de Hassan Ichkal, dont la mort mystérieuse en 1984 avait intrigué Roland Dumas. C'est lui qui avait pour mission de protéger et de garder les portes de Tripoli. Le 21 août 2011, il les a ouvertes pour le bataillon d'Abdelhakim Belhadj en donnant aux militaires qui protégeaient la capitale de faux ordres d'évacuation au nom des fils de Kadhafi. Le raïs et son clan ont en réalité pris la fuite. Seul Bachir Saleh, directeur de cabinet du Guide, est capturé. « Après la prise de Tripoli on a créé une commission de rebelles, des brigades avec des militaires et des civils,

raconte Abdallah Naker. Nous avons commencé à ratisser la ville. Nous avons reçu des informations. On a arrêté beaucoup de collaborateurs, dont Bachir Saleh. On l'a pris à Tripoli, dans sa maison, mais après, Sarkozy nous a demandé de le laisser partir. Et comme le président français nous a aidés, on ne pouvait pas refuser. »

Alors que les appels à la reddition se multiplient, Mouammar Kadhafi est secrètement conduit à Syrte par son fils Moatassam, qui en est le gouverneur militaire depuis que Sayyid Kadhafadam est totalement alité. C'est le dernier bastion des forces restées loyales au Guide de la Révolution. Les dernières négociations avec Paris courant juillet ont échoué[*1]. Un temps soutenue par le ministre de la Défense Gérard Longuet, l'idée de la solution politique consistant en une simple mise à l'écart de Kadhafi, est écartée. Depuis le 24 août, les rebelles ont mis sa tête à prix. Un million trois cents mille dollars sont promis à quiconque livrerait Kadhafi au CNT, « mort ou vif ». L'annonce est officiellement confirmée par Gouma al-Gamaty, le coordinateur du CNT à Londres. Alors que les médias du monde entier spéculent sur le lieu de sa planque, le Guide déchu se terre dans Syrte. Personne ne suppose qu'il ait choisi comme refuge la dernière ville assiégée. Certains le croient déjà en chemin pour le Niger, où s'est réfugié son fils Saadi. D'autres le disent caché par ses fidèles soutiens à Bani Walid ou encore dans le Sud, du côté de Ghat, dans les zones tenues par les Touaregs.

« Depuis le 17 février, il était constamment anxieux, nerveux, raconte Sayyid Kadhafadam de sa prison à Misrata. Quand j'ai vu l'Égypte et la Tunisie basculer, je lui ai dit : "Tu dois faire quelque chose." Il n'aimait pas qu'on lui dise la vérité. Il m'avait appelé de Tripoli pour me dire comment était la situation. C'était deux ou trois jours avant sa fuite. Il m'a dit : "Fais attention, sois un homme, sois fort. Tu as besoin de quelque chose ? – Je suis seul. – Abou Bakr [Younès Jaber, ministre de la Défense] va venir te voir." Les dernier jours, son fils Moatassam s'est replié à Syrte avec son autre fils Khamis et quelqu'un d'autre aussi je crois. Ils sont venus diriger les opérations. Je ne savais même pas que Kadhafi était aussi à Syrte. Personne ne me l'a dit, mais j'étais sûr qu'il était dans le coin. Je le voyais aux gens qui se déplaçaient par ici. J'ai su le dernier jour. Cette nuit-là, je n'ai pas dormi. Tous les gardes sont partis. Il y avait juste un garçon du Niger qui est resté. Il m'apportait du thé et du café. Le 19 octobre, quand ils sont venus m'arrêter,

ils l'ont tué[124]. »

Deux mois durant, Kadhafi se terre dans Syrte avec son dernier carré de fidèles. « Kadhafi était nerveux, raconte son compagnon Mansour Dhao aux journalistes de la BBC. Il ne pouvait appeler personne, il lui était impossible de communiquer avec le monde extérieur. Nous n'avions que peu d'eau et de nourriture. Il allait et venait dans une petite pièce, et prenait des notes dans un carnet. Nous savions que c'était fini. Kadhafi a dit : "Je suis recherché par la Cour pénale internationale. Aucun pays ne m'acceptera. Je préfère mourir par des mains libyennes."[125] »

Dans la nuit du 19 au 20 octobre l'équipe de Human Rights Watch présente à Syrte observe d'intenses bombardements sur le quartier connu comme le District Deux dans la partie Nord-Est de la ville[*2]. Moatassam Kadhafi prend la décision d'évacuer au petit matin. Le temps de réunir les blessés et les quelques civils de leur groupe, il est déjà 8 heures. Un convoi de cinquante 4 × 4 et pick-up lourdement armés, constitué approximativement de 250 personnes, se dirige plein Sud vers la sortie de la ville. Dès qu'il est à découvert un premier missile lui coupe la route. L'enfilade de véhicules se déroute vers l'ouest et fonce sans le savoir sur le quartier général des Assad al-Wadi, les Lions de la vallée, une milice de Misrata. Un seconde frappe, opérée par l'OTAN, stoppe définitivement le convoi. Deux bombes GBU-12 de 220 kilos sont larguées. Quatorze véhicules sont détruits et cinquante-trois membres du convoi décèdent sur le coup. Blessé, Kadhafi se réfugie dans une villa voisine abandonnée avec Mansour Dhao, Abou Bakr Younès, son fils Moatassam, également blessé, ainsi qu'une dizaine de gardes. « Je vais trouver un moyen de sortir de là », déclare Moatassam. Il va tenter de se frayer un chemin avec huit des gardes. Le reste, en compagnie de Kadhafi se réfugie dans une canalisation à proximité de la villa. À l'autre bout sont postés les Lions de la vallée.

« *Allah ou'Akhbar* », hurlent les insurgés en constatant l'identité de l'homme qu'ils viennent de capturer. « Les Français ont bombardé le convoi, confirme Mansour Saïf al-Nasr. Après, Kadhafi était aux mains des *fedayin*. Ils sont incontrôlables. »

Les captifs les plus importants seront emmenés sur le champ à Misrata. Le devenir des autres, plus d'une centaine, est incertain.

Prévenu, Ali Tarhouni, qui assume au mois d'octobre l'intérim au poste de Premier ministre du CNT, prend immédiatement la route de Misrata. En

arrivant, il ne peut qu'identifier les corps sans vie, visiblement maltraités, de Mouammar et Moatassam Kadhafi. « Durant quarante ans je me suis levé et endormi avec la pensée de cet homme dans mon esprit. J'étais devant son corps sans vie. Je n'ai ressenti aucune pitié. Juste un immense sentiment de soulagement. »

*1. Voir annexes 22 et 23.

*2. Dans un travail d'une remarquable précision et neutralité, HRW vont retracer dans les moindres détails les dernières heures de la fuite de Kadhafi. Leur rapport a été publié en octobre 2012.

Et depuis…

Dans sa maison du quartier de Gharghour, entouré comme toujours par sa famille, **Awad Hamza**, l'ancien disciple de Nasser, se passionne pour la nouvelle Libye libre. Il rêve de voir Tripoli devenir une seconde Doha et, s'il ne souhaite pas s'engager en politique, il voudrait créer une « vraie » ONG libyenne de défense des droits de l'homme.

Contrairement à la majorité des exilés, **Omar Shelhi**, le conseiller du roi Idris I^{er}, n'a pas rejoint son pays. « La Libye, maintenant, s'est fini », soupire-t-il dans sa villa cossue de Genève. Collé à sa télévision qui distille les nouvelles des chaînes satellitaires arabes, il ne perd pas une miette des évolutions politiques dans le pays. S'il ne plaide pas pour un retour de la monarchie, il se dit un ferme partisan du système fédéral, pour concilier la Cyrénaïque, le Fezzan et Tripoli.

Infatigable, **Salahiden Swehli**, le compagnon de lutte d'Omar Meheichi, fait la navette entre Misrata et Tripoli. Il suit de près la carrière de député de son neveu Abdoul Rahman, le champion de la loi de l'« isolement », réunit les vieux combattants de Londres, qui font et refont autour d'un *tchaï* la politique libyenne et fouille les archives de la Méditerranée, à la recherche de documents sur l'histoire de ses aïeux. À Misrata, comme toujours, son nom inspire le plus grand respect.

Mohamed Megarief, le fondateur du Front national de Salut de la Libye, a démissionné le 28 mai 2012 de son poste de président du Congrès général national en anticipant l'application de la loi sur l'isolement politique (PIL) votée le 5 mai précédent. Selon la PIL, toute personnalité ayant occupé des fonctions officielles (ambassadeurs compris) entre le 1er septembre 1969 et le 17 février 2011 doit être banni de la vie politique et quitter toute fonction de direction dans la nouvelle Libye. Cinq mois plus tard, ses décrets

d’application n’ont toujours pas été adoptés. Ses contours demeurent flous et sont dénoncés par l’ONU comme « non conformes aux standards internationaux et aux principes des droits de l’homme ». Promue à l’origine par les Frères musulmans pour écarter définitivement Mahmoud Jibril, grand vainqueur des élections en 2011, la PIL balaie aussi du pouvoir la plupart des figures importantes de l’opposition, anciens exilés et surnommés par leurs détracteurs les « dehoristes ». « Après les sacrifices… la nation en demande encore davantage… mais une nation qui ne reconnaît pas ceux qui se sont sacrifiés est une nation qui nie son histoire », déclarait Megarief, ému, le 28 mai 2013 devant l’Assemblée, en écrasant une larme, escorté vers la sortie par une *standing ovation.* Depuis, Mohamed Megarief, qui a confié les rênes de son Parti du Front national à son jeune disciple et beau-fils Mohamed Ali Abdallah, continue à peser sur la scène politique libyenne, ne serait-ce que par les nombreux appuis qu’il a réunis durant ses trente années d’exil aux États-Unis, comme en Europe, en Afrique ou dans le monde arabe. Son fils, Tarik Youssef Megarief, ancien employé du FMI, est aujourd’hui membre du conseil d’administration de la Banque centrale de Libye et P.D.G. de Silatech, une association caritative pour la promotion des jeunes entrepreneurs du monde arabe. Le conseil d’administration de Silatech est présidé par cheikha Moza, épouse de l’ex-émir du Qatar, Khalifa ben Hamad al-Thani, qui a abdiqué le 25 juin 2013 en faveur de son fils Tamim. Tarik Megarief est également l’un des fondateurs de la Dubai School of Government.

Abdoul Rahman Gelali, attend toujours de pouvoir enterrer dignement le corps de son frère Salem mort dans l’attaque de Bab al-Azizia en 1984. Jusqu’à récemment il vendait de délicieuses pizzas au coin de la place d’Algérie à Tripoli, à faire pâlir d’envie les meilleurs pizzaïolos de Rome. Privée de travail du temps de Kadhafi, sa sœur **Karima**, qui s’était spécialisée dans la fabrication de pâtisseries à domicile, au point de devenir un expert incontesté en *baklawa,* s’est, elle, engagée en politique. Candidate dans l’une des circonscriptions de Tripoli aux élections de juillet 2012, elle a mené campagne avec une conviction sans partage et, bien qu’elle n’ait pas été élue, elle compte bien poursuivre son combat au sein de sa formation politique, le Parti du Milieu, créé par Ali Tarhouni. En attendant, pour mieux goûter la saveur de la liberté, monsieur Gelali va tous les matins boire un café face à la mer et réfléchir aux destinées de son pays. Son frère a désormais le statut de

chahid (martyr) et son nom n’est prononcé qu’avec le plus grand respect.

Nommé fort brièvement chef d’état-major des armées en décembre 2011, **Khalifa Haftar** s’est retiré à Benghazi et refuse ostensiblement toute nomination, y compris celle de gouverneur militaire de Benghazi que le Premier ministre Ali Zeidan lui avait proposé en décembre 2012. Un retrait d’apparence pour le général, qui ne désarme pas et renforce ses réseaux dans le pays. En juillet 2013, il proposait d’ailleurs une feuille de route pour sortir la Libye du chaos post-Kadhafi. Un plan en dix points qui prévoit, entre autres, la dissolution du Congrès général, la formation d’un gouvernement de transition restreint et, si nécessaire, la proclamation de l’état d’urgence. Si nul ne conteste ses talents de chef et de militaire, la PIL vient toutefois le priver de la possibilité de jouer les premiers rôles. Idée qu’il n’a nullement l’intention d’abandonner, dans l’« intérêt de la nation ». Ses appuis sont nombreux, son réseau influent – tout autant que celui de ses adversaires politiques. Si son avenir dépend des alliances qu’il parviendra à sceller avec les autres acteurs de la nouvelle Libye, il demeure incontournable, ne serait-ce que par la popularité dont il jouit à Benghazi. Il se dit aussi que, à Hollywood, son destin sera porté à l’écran. En attendant, insaisissable, il voyage sur les trois continents, fait escale à Washington, Malte, Le Caire… Quant à son petit frère, Soltan, il rêve de venir à Paris apprendre le français.

Le **colonel Mohamed Bachir al-Warfalli** est toujours aussi pressé. Pressé de rejoindre Bani Walid, pressé de se rendre utile, de défendre l’honneur de la Libye et des Warfallah. Il n’est pas député, ne s’est pas lancé en politique. Il est « en disponibilité » pour son pays, prêt à partir en mission, comme toujours, et avec une priorité : rétablir la sécurité. Il ira là où le devoir l’appelle.

Après avoir assumé les fonctions de porte-parole du CNT et représentant de Nalout dans l’instance de transition, **Salem Gnan**, l’ancien combattant du FNSL, est devenu député. Aujourd’hui encore, après les longues années d’exil, il n’en revient toujours pas de voir une Libye libérée. Bab al-Azizia, la forteresse de Kadhafi dont ils devaient porter l’assaut en 1984 lors du coup

d'État manqué, n'est plus qu'un champ de ruines. Dans sa voix, pas un seul regret. « Vous voyez on avait raison. Finalement, quand la révolution a commencé, tous les pays européens ont vite fait rangé le tapis rouge. Ils ont oublié les contrats… C'est Allah qui a changé ce qu'ils avaient en tête en une minute. C'est ce que je crois. Parce que si vous y réfléchissez, ça n'aurait jamais du arriver. *Abdallah* – Dieu merci ! »

L'ambassade de Libye à Paris n'est plus dirigée par **Mansour Saïf al-Nasr**. En 2012, le plus fin connaisseur de la Libye d'hier et d'aujourd'hui, l'expert de l'équilibre subtil des clans et des tribus, s'est officiellement retiré. Il vit à Tripoli, voyage de temps en temps en France et aux États-Unis, quand sa santé le lui permet, et ne refuse jamais un conseil avisé aux hommes politiques dans la nouvelle lutte d'influence qui agite la Libye.

Toujours discret, profession oblige, le patron des services de renseignement libyens **Salem al-Hassi**, ancien chef des forces spéciales de la force Haftar au Tchad, a conservé son poste depuis mars 2012 et ne semble pas devoir en bouger. L'incessante valse des ministres de la Défense et de l'Intérieur n'a pas permis de sécuriser le pays. L'ambassadeur des États-Unis a été tué dans l'attaque du consulat américain de Benghazi le 11 septembre 2012, l'ambassade de France a été dynamitée le 23 avril 2013… rien n'y fait. Les autres partent, Al-Hassi reste. On le dit souvent en visite à Paris, mais aussi Londres, Francfort… En tous cas, occupé, très occupé. C'est lui qui était venu à l'été 2012 en compagnie de l'éminence grise d'Ennahda Saïd Ferjani, pour négocier avec l'avocat parisien de Baghdadi al-Mahmoudi, l'ancien et dernier Premier ministre de la Libye de Kadhafi. Lui encore qui présidait en octobre 2012 une grande réunion des chefs touaregs à Tunis, à l'invitation aimable d'Ennahda, peu de temps avant l'intervention française au Mali. Mission ? Former une région de développement économique pour les Touaregs de Libye, du Niger, du Mali… dotée de 5 milliards de dollars, financée par l'état libyen. Des réunions qui se sont renouvelées, toujours dans la même configuration, et qui devraient aboutir à la rédaction d'un Livre blanc, toujours en préparation depuis plus de dix mois, alors qu'une initiative semblable réunit en parallèle les Toubous.

Difficile de se débarrasser de l'image d'islamiste qui lui colle à la peau. Ce

qui est certain, c'est qu'**Abdelhakim Belhadj** sait subtilement en jouer. Son aide au recrutement de volontaires pour le front syrien ne serait que pure spéculation médiatique. Ses liens avec Aqmi, inexistants. Et, s'il rencontre régulièrement d'autres leaders proches des Frères musulmans, ce n'est que par pur souci des bonnes relations de voisinage. Il balaie d'un sourire entendu les accusations de financement qatari, régulièrement relayées par les médias et ses détracteurs politiques comme Mahmoud Jibril, Ali Tarhouni ou Abdallah Naker. « En tous cas, je n'ai pas été le premier », affirme-t-il dans une réponse pleine de sous-entendus. En effet, il n'en a pas eu le temps. Jusqu'en mars 2010, il était en prison et dans tous les cas, sous très étroite surveillance des services d'Abdallah Senoussi, qui ne voyaient pas d'un très bon œil les anciens du GICL se balader en liberté. La lutte armée, la clandestinité ? Belhadj a tourné la page. Il est le leader du parti Al-Watan, et veut pour la Libye un système politique et étatique pas si éloigné de celui de la Turquie, entre respect de la charia et institutions démocratiques. En tous cas, un État de droit. Un droit qu'il entend obtenir pour lui-même quant à son extradition et sa détention. En 2012, documents en mains, il a engagé le prestigieux cabinet d'avocats londonien Leigh Day & Co pour entamer une procédure judiciaire contre le gouvernement du Royaume-Uni, les services de sécurité britanniques et la personne de sir Mark Allen, ancien employé du MI6. Fin 2012, les Britanniques proposaient à Abdelhakim Belhadj 2 millions de livres sterling (2 350 000 euros) contre l'abandon des poursuites. Refus. L'ancien émir est prêt à tout laisser tomber contre un *pound* symbolique, à une condition : « Je veux des excuses. Publiquement et officiellement. » Il a d'ailleurs envoyé la proposition au printemps 2007, « dans l'intérêt des relations entre la Libye et la Grande-Bretagne, qui a aidé le peuple libyen à se libérer de Kadhafi ». Londres avait un délai de sept jours pour dire *sorry*. Aux dernières nouvelles, Belhadj attend toujours et la procédure suit son cours.

Démissionnaire du poste de Premier ministre du CNT fin novembre 2011, **Ali Tarhouni** a vertement critiqué le gouvernement suivant d'Abdourrahim el-Keib, « soutenu de l'extérieur par l'argent, des armes et des relations publiques », dans une apparente référence au rôle du Qatar auprès du CNT. En 2012 il a fondé le Parti du Milieu et a déclaré son soutien à la formation de Mahmoud Jibril, l'Alliance des forces nationales (AFN), qui a remporté 38 sièges sur les 80 réservés au scrutin de liste pour l'élection du Conseil général national en juin 2012. Un temps présenté comme favori pour le poste de Premier ministre pour le nouveau gouvernement, il n'a pas reçu le soutien des

sympathisants des Frères musulmans et de leur parti. Ce dernier n’a remporté que 17 des sièges au scrutin de liste, mais exerce une influence certaine sur les 120 députés « indépendants » du Congrès, constitué 200 sièges au total.

ANNEXES

1. Le coup d’État de décembre 1969

Le 11 décembre 1969, l’ambassadeur Joseph Palmer informe le Département d’État du coup d’État manqué organisé par le ministre de la Défense libyen Adam Hawaz et Moussa Ahmed, ministre de l’Intérieur. Palmer estime les accusations de soutien au complot par les États-Unis trop vagues pour mériter une réponse officielle. Toutefois, deux jours plus tard, le 13 décembre, l’ambassade de Tripoli adresse un nouveau télégramme confirmant une rencontre le 2 décembre avec Adam Hawaz et « un officier de le représentation de l’ambassade des États-Unis à Benghazi » (l’officier Lane), auquel le Libyen a demandé une assistance financière. Lors d’un second rendez-vous le 4 décembre, l’officier Lane a refusé « toute interférence dans les affaires intérieures libyenne ».Source : *Department of State*, déclassifié en septembre 2007.

DECLASSIFIED
Authority NND 969000
By [redacted] NARA Date 1/15/97

DECLASSIFIED
PA/HO Department of State
E.O. 12958, as amended
September 6, 2007
REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES

Pol 23-9 Libya

Department of State **TELEGRAM**

[redacted] 544

12-11-69

PAGE 01 TRIPOL 03684 121826Z

52/18
ACTION AF-18

INFO OCT-01 EUR-20 CIAE-00 NSAE-00 NSCE-00 SSO-00 USIE-00
AID-28 CCO-00 FBO-01 PM-05 H-02 INR-07 L-03 NIC-01
NSC-10 O-03 OC-06 OPR-02 P-03 PER-02 RSC-01 PRS-01
SCA-01 SS-20 SY-03 SCS-04 PC-04 RSR-01 /147 W
029744

O P 111010Z DEC 69
FM AMEMBASSY TRIPOLI
TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 5590
INFO AMEMBASSY ALGIERS PRIORITY
AMEMBASSY BENGHAZI
AMEMBASSY LONDON
AMEMBASSY PARIS
AMEMBASSY RABAT
AMEMBASSY TUNIS
CINCEUR
CINCUSAFE/LAS/GER
7272FTW/WHEELUS
OACSI/DA/WASHDC
CO/EUCOM/FLDELEMENT/USAFAC/FRANKFURT
[redacted] TRIPOLI 3684

C O R R E C T E D C O P Y (PARA 2, LINE THREE)

SUBJECT: ABORTIVE COUP AGAINST NEW LIBYAN MILITARY REGIME

1. AT APPROXIMATELY 1815 HOURS DECEMBER 10, LAR RADIO BROADCAST VAGUE ANNOUNCEMENT THAT THE "REACTIONARIES AND OPPORTUNISTS ACTING FOR IMPERIALISM" FAILED IN "ABORTIVE PLOT." STATEMENT NOTED THAT ATTEMPT CAME AT TIME WHEN LARG IS PURGING LIBYA OF FOREIGN BASES AND REFERRED TO "HIDDEN FOREIGN HANDS". ALERTNESS OF FREE OFFICERS CREDITED WITH FOILING ATTEMPT BY TRAITORS SERVING THEIR OWN PERSONAL INTERESTS.

2. TELEGRAMS CONDEMNING ATTEMPTED COUP AND EXPRESSING SUPPORT FOR RCC BEGAN TO BE BROADCAST SOON AFTER ORIGINAL

[redacted]

Le 28 août 1970, Samuel M. Hoskinson, du Conseil national de sécurité (NSC), informe Henry Kissinger, conseiller à la Défense de Richard Nixon, d'une tentative d'intervention armée en Libye par un groupe d'exilés et de mercenaires. L'avis de l'État et de la CIA est qu'il s'agit plus d'une tentative de libérer des prisonniers politiques que de renverser le régime. Sollicités par les « comploteurs », les États-Unis indiquent clairement qu'ils « ne désirent pas être impliqués dans cette opération ». Craignant une « réaction violente » du pouvoir libyen contre les intérêts américains, tout contact avec les auteurs du complot a été rompu. Source : *Department of State*, déclassifié en septembre 2007.

DECLASSIFIED
PA/HO Department of State
E.O. 12958, as amended
September 6, 2007

THE WHITE HOUSE
WASHINGTON

INFORMATION 21584

August 28, 1970

MEMORANDUM FOR DR. KISSINGER

FROM: Samuel M. Hoskinson

SUBJECT: Plot against Libyan Government

State has sent over for your attention a file of cables (Tab A) which raise the possibility of some form of armed intervention in Libya by a combined group of Libyan exiles and mercenaries. The consensus of State and CIA is that this activity, if it takes place, is designed essentially to free certain figures prominent under the old regime from prison. The plotters are billing it as a coup attempt but from their description it is most likely a foray to release political prisoners or a crude provocation.

The conspirators have sought our help but we have made it clear that we have no desire to become involved in this operation. Their plot, according to our embassy in Tripoli, seems doomed to political self-defeat and even if successful would only result in the release of detention of a group of undesirables anyway. More importantly if we were suspected of involvement by the Government we could expect a "violent reaction" and strong reaction against our interests in Libya. The embassy concludes that "the operation only makes sense for the instigator and possibly one of his jailed friends, certainly not for the U.S. or West generally."

All contacts with the plotters have been broken off and precautions are being taken to insure that no U.S. military activity could inadvertently be connected with the operation should it take place. CIA, however, is attempting to run down further information through its channels

We can take Palmer seriously?

SEP 4 1970

Le 17 mai 1971, deux mois après la tentative de coup d'État organisée par Omar Shelhi, ancien conseiller du roi Idris, Harold H. Saunders du NSC adresse une note récapitulative à Henry Kissinger, conseiller à la Défense, décrivant point par point l'opération « Hilton », du recrutement de nationaux britanniques et français jusqu'à la position et le déplacement des bateaux localisés par la CIA et l'intervention des autorités italiennes. Selon la CIA, ce complot réactivé à plusieurs reprise « ne représente plus une menace pour le gouvernement libyen ». Source : *Department of State*, déclassifié en septembre 2007.

DECLASSIFIED
PA/HO Department of State
E.O. 12958, as amended
September 6, 2007

MEMORANDUM

THE WHITE HOUSE
WASHINGTON

INFORMATION
Unlogged

S [redacted]

May 17, 1971

MEMORANDUM FOR DR. KISSINGER

FROM: Harold H. Saunders Hal

SUBJECT: Plot Against the Libyan Government

You may recall that we mentioned to you last fall rumors of a plot by some Libyans to try to free political prisoners in Libya and launch a movement by them against the government. This has been on and off ever since, and Dick Helms in the attached described some of the later episodes. This is just to keep you informed.

The Plot: In January, the CIA [redacted] were tipped off that a group of European mercenaries (including British and French nationals) had been recruited to conduct a commando raid against a prison in Tripoli with the objective of freeing some 150 political prisoners, supplying them with arms and turning them loose to form the core of a counter-revolutionary force within Libya. The mercenaries were reportedly to use a ship known as La Caravelle, bearing the Panamanian flag, which was based in Bari, Italy.

CIA, closely coordinating with State, felt that all evidence pointed to the fact that the plot was unlikely to succeed in overthrowing the LARG and that we would be blamed and that would jeopardize the oil negotiations then going on. [redacted] British mercenaries involved in the plot were warned that their cover was blown and were advised to call off the scheme. The upshot was that the mercenary leadership agreed to do so, but not without passing a warning through its contacts that another attempt would probably be made in the near future.

In mid-March, CIA was again made aware that the plot was reactivated and being augmented by the addition of a former German minesweeper, Le Chepigana, which was first located by CIA in Tangier and subsequently moved to Casablanca. La Caravelle, in the meantime, had moved to Trieste.

[redacted]

4. Possible financement de Nation of Islam par la Libye, 1972

Le 3 février 1972, John Dean, conseiller juridique de la Maison-Blanche, alerte Alexander Haig, adjoint de Henry Kissinger à la présidence du NSC, sur les contacts établis entre l'organisation sectaire afro-américaine Nation of Islam (NOI) et Mouammar Kadhafi. Le jeune colonel aurait consenti à NOI un prêt sans intérêts de 3 millions de dollars afin de promouvoir l'enseignement de l'arabe et de l'islam. (Les discours ambigus anti-blancs et anti-Juifs de l'organisation avaient poussé Malcolm X à s'en éloigner dès 1964.) Source : *Department of State*, déclassifié en septembre 2007.

DECLASSIFIED
PA/HO Department of State
E.O. 12958, as amended
September 6, 2007

~~SECRET~~

THE WHITE HOUSE

WASHINGTON

February 3, 1972

MEMORANDUM FOR: AL HAIG

FROM: JOHN DEAN

SUBJECT: Possible Libyan Funding of the Nation of Islam

The Central Intelligence Agency has forwarded a report to us on the above subject which I believe should be brought to your attention. This report indicates that a preliminary agreement has been reached by which the Libyan Government will loan approximately three million dollars without interest to the Nation of Islam (NOI), more commonly known as the Black Muslims.

NOI is a radical black organization which advocates the establishment of an independent black nation in the United States, preaches hatred of the white man while teaching strong puritanical self-disciple for its black followers, and purports to follow the Moslem religion. Founded in the 1930's by Elijah Muhammad, the self-styled "Messenger of Allah," NOI has established temples throughout the country and a lavish headquarters in Chicago. Its most prominent follower, until a split led to his assassination, was Malcolm X. More recently, younger dissident elements have started open warfare with the NOI leadership and sparked violent confrontations such as the recent incident in Baton Rouge, La. which resulted in four deaths.

In mid-December Herbert Muhammad, the son of Elijah Muhammad, met in Tripoli with Libyan Prime Minister Colonel Mu'ammar Qadhafi to request aid. Prime Minister Qadhafi agreed to lend NOI one million Libyan pounds (about three million dollars) without interest on the assumption that the money would be used to establish church facilities for teaching the Arabic language and the Islamic religion. The loan was to be consummated through the Libyan Ambassador to the United States, Abdullah Suisi.

Investigations by Ambassador Suisi and Minister of Religious Affairs Bashir Al Saghir Al Hawadi have convinced them that NOI is not a Moslem organization in the true sense of the word and that any financial assistance received by them would go toward the personal betterment of Black Muslim leaders. Both Suisi and Hawadi have recently attempted to pursuade Prime Minister Qadhafi that no loan should be made. As of January 25, the Ambassador had not yet released the funds to NOI.

~~SECRET~~

5. Liste des officiers impliqués dans le coup d’État de 1975

Document du renseignement militaire libyen qui a dressé la liste des 120 officiers impliqués dans la tentative d’Omar Meheichi de renverser le pouvoir de Mouammar Kadhafi en 1975. Le document a été retrouvé par les fils d’Omar Meheichi en 2012 dans les archives militaires conservées à Jouffra, dans le sud de la Libye. La plupart des ces officiers ont été exécutés entre 1975 et 1977. Ils n’ont pas été traduits en justice. Source : Archives personnelles de la famille Meheichi.

باسم الشعب

المحكمه العسكرية الدائمـــــــــة

المنعقده علنا فى يوم السبت ٤/ محرم ١٤١٧هـ الموافق ٢٥/ ديسمبر ٧٦م برئاسة الاركان
فى معسكر الفرناج برئاسة المقدم شعبان عبدالونيس بعضوية كل من المقدم محمد سعيد زكرى والنقيب
عبدالحادى عبدالله الكوافى بحضور المدعى العام العسكرى النقيب عبدالله محمود الحجازى
قيد رقم ٧٨٠ بركه ناساموبركم ـ كاتب السلـــــــــة.

اصدرت الحكم الاتـــى

فى القضية رقم ١٢/ ٧٦م.

المتهم فيها الرقم ١) رائد عمر عبدالله المحيشـــــــى
٢) رائد عمر محمد الدريـــــــرى
٣) رائد جبريل عبدالله الدداد
٤) نقيب سليمان محمود شعيبـــــــــ
٥) نقيب عبدالمجيد محمد المنقـــوش
٦) نقيب محمد عبدالوهاب كريـــم
٧) نقيب خليفه حسين الفقـــــى
٨) نقيب مصطفى محمد المنقوش
٩) نقيب احمد على بن سعـــــود
١٠) نقيب محمد الصادق سالـــم
١١) نقيب عمر عثمان الخضـــــر
١٢) نقيب مسعود محمد الشكـــرى
١٣) نقيب على محمد قنونـــــــ
١٤) نقيب عبدالمجيد محمد حســين
١٥) نقيب فتحى محمد البرغثـــى
١٦) نقيب عبدالسلام جميل سعـــد
١٧) نقيب محمد محمد حســين
١٨) نقيب محمد عبدالسلام المنصورى
١٩) نقيب احمد عبدالله ابليخـــة
٢٠) نقيب عبدالله حسين ابوخنبـــوه
٢١) ملازم فرج لامين المونـــــى
٢٢) ملازم رمضان صالح المريبـــى

6. Note du PGU-DS, concernant l’agent libyen « Hakim » recruté par les Bulgares, 1980

Note classé *Strogo Sekretno* (Ultra-Secret) du 16 juin 1980 rédigée par le département 09 (Pays arabes) de la Première Direction générale (PGU) des Service de sécurité (DS) bulgares en charge du renseignement extérieur concernant l’agent « Hakim », responsable de la garde personnelle de Kadhafi en 1969, qui est devenu par la suite l’un des adjoints d’Abou Bakr Younès Jaber, ministre de la Défense, puis adjoint à la Direction du renseignement militaire, en charge des « organes spéciaux à l’étranger ». Proche de Kadhafi, recruté dès 1975 par le chef de la résidence de la DS à Tripoli, l’agent « Hakim » est utilisé, « en accord avec les camarades soviétiques », en tant que « canal » pour faire parvenir des informations au colonel Kadhafi. Ainsi, l’agent « Hakim » a informé en 1979 le colonel Kadhafi de la préparation d’un coup d’État contre lui en février 1980. Source : Document déclassifié à la demande de l’auteur le 15 février 2012 par la Commission de déclassification bulgare.

КРДОПБГДСРСБНА
ДЕКЛАСИФИЦИРАН
§ 17
от ЗДРДОПБГДСРСБНА

СТРОГО СЕКРЕТНО!

- 9868
- 38

УТВЪРЖДАВАМ:
ЗАМ.-МИНИСТЪР НА МВР
ГЕН.ЛЕЙТЕНАНТ:
/Д.Стоянов/

София, 16.06. 1980 г.

КРДОПБГДСРСБНА
ВЯРНО С ОРИГИНАЛА
Дата Богдан Експорт

П Р Е Д Л О Ж Е Н И Е

ОТНОСНО: Провеждане на среща с представители на *либийските* органи за сигурност.

ОВ "ХАКИМ" – [redacted] е роден през 1945 год. в гр. *Бенгази*, *Либия*, *либиец*, *либийски* гражданин, женен, владее слабо английски език.

Завършил е военна академия. След революцията от 1969 г. е бил адютант на *полк КАДАФИ* и началник на личната му охрана. Завеждал е военния отдел в ЦК на АСС и е бил един от заместниците на ген. *Абу Бакър Юнес*, бивш началник на ГЩ на *либийската* армия, понастоящем министър на отбраната.

Понастоящем се предполага, че ОВ "ХАКИМ" е зам.началник на *либийското* военно разузнаване и ръководител на провежданите от *либийските* специални органи задгранични АМ.

КРДОПБГДСРСБНА 1
ВЯРНО С ОРИГИНАЛА
Дата: 15.01.2010 експерт:

КРДОПБГДСРСБНА 1
ДЕКЛАСИФИЦИРАН
§ 17
от ЗДРДОПБГДСРСБНА

Контакт с него е установен от резидента в Триполи - полк Стоян Михайлов през м.октомври 1975 год. по линия на прикритието.

В процеса на изучаването на обекта се установи, че същият е с големи разузнавателни възможности, в следствие функциите, които изпълнява в ръководния либийски апарат и приятелските му отношения с полк. Кадафи и други отговорни либийски ръководители. Отношението му към СССР и нашата страна е положително.

В процеса на работа по "ХАКИМ", съгласувано със съветските другари, чрез него беше създаден канал за подаване на информация до полк. Кадафи.

Посещавал е страната ни, когато с него са проведени две срещи от зам.началника на ПГУ-ДС ген.майор Владо Тодоров.

Чрез "ХАКИМ" през 1979 год. бе подадена информация до полк. Кадафи за предстоящо нападение на ЕГИПЕТ над Либия и подготовка за преврат през м.февруари 1980 год. , които бяха доведени до знание.

На 16.2.1980 год. по искане на ОВ "ХАКИМ" е проведена среща с нашия резидент, на която е присъствувал и капитан Абдала, началник на личната охрана на полк. Кадафи. След изказана благодарност към българските органи и правителството за навременна информация, капитан АБДАЛА е предложил провеждането на среща между представители на нашите и либийски специални органи, за обсъждане въпроса по сигналите за подготвяното покушение над полк. Кадафи. Същото бе извършено в края на м.март т.г. в гр. Тобрук.

На 12.5.1980 год. по инициатива на ОВ "ХАКИМ" е проведена нова среща с резидента ни в Триполи в присъствието на капитан

КРДОПБГДСРСБНА
ДЕКЛАСИФИЦИРАНО
§ 17
от ЗДРДОПБГДСРСБНА

Ебдала началник на личната охрана на полковник Кадафи.

Двамата представители на либийските органи поискали нашето съдействие за снабдяването им с 2 бр. пистолети и съответно количество патрони, които да им бъдат предоставени на египетска територия за изпълнение на изключително важна и секретна по своя характер задача, поставена им от най-отговорно място. Дали са съгласието си да използуваме възможностите и на другите социалистически страни в тази насока, но при условие за тяхното искане да бъдат уведомени само съветските другари.

Отново е бил поставен въпроса за провеждане на среща между представители на органите за сигурност на Либия и НРБ.

Въз основа на горното,

П Р Е Д Л А Г А М:

1. Да се организира провеждането на среща между разузнавателните органи на НРБ и Либия, която да се състои в СОФИЯ между 25 и 30 юни 1980 год. целяща укрепване контактите и разширяване възможностите за подаване на информация на полковник Кадафи, чрез създадения от нас канал. За целта се подготви съвместно с отдел 08 такава информация, която ще се предаде по време на срещата, съгласувано със съветските другари.

2. Да се удовлетвори искането на либийските специални органи за предоставянето им на 2 броя пистолети със съответното количество патрони, чието предаване да стане чрез тайник.

КРДОПБГДСРСБНА
ВЯРНО С ОРИГИНАЛА
Дата: 15.08.2014 г. Експерт:

7. Conséquences de la mévente du pétrole libyen sur la politique militaire de la Libye, 1983

Fiche classée Confidentiel Défense rédigée le 27 avril 1983 par l’ambassade de France en Libye analysant la répartition de la manne pétrolière dans le budget de la Jamahiriya et évaluant les capacités de la Libye, nonobstant l’embargo « pétrolier » américain, de poursuivre ses achats d’armements auprès des pays de l’Est et de la France. Les « difficultés » budgétaires relatives sont susceptibles, en revanche, selon l’analyse de l’ambassade de France, de ralentir l’aide octroyée au Polisario ou aux Palestiniens. Source : Archives de l’auteur.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONFIDENTIEL DÉFENSE

AMBASSADE DE FRANCE
EN
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
POPULAIRE SOCIALISTE

LE DEUXIEME CONSEILLER

TRIPOLI, LE 27 avril 1983

F I C H E

LES CONSEQUENCES DE LA MEVENTE DU PETROLE LIBYEN SUR LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA LIBYE

Cette fiche propose d'étudier les conséquences possibles de la mévente du pétrole, unique source importante de revenus pour la Libye, sur le développement et l'action de son armée.

Dans un pays où tout ce quitouche de quelque manière que ce soit la chose militaire est secret, où n'existe même pas un Ministère de la Défense, une telle étude ne peut être qu'approximative et les hypothèses ne peuvent être étayées que su une logique qui peut être totalement à l'opposé des intuitions, des réactions politiques ou sentimentales du Colonel Kadhafi.

- Les revenus pétroliers de la Libye se sont élevés en 1981 à 23 Md $, le boycott américain, la chute des prix du pétrole, une mauvaise appréciation de la situation pétrolière par le Colonel Kadhafi, les ont fait chuter à 10 ou 11 Md $ en 1982. En 1983, la production libyenne est fixée dans le cadre de l'OPEP à 1 M de B/j

La Libye se soumet-elle à cette limitation ? Cette production concerne-t-elle la consommation intérieure (150.000 B/j) ? Des accords de troc, pétrole contre produits, peuvent-ils être exécutés hors de cette production "OPEP" ?

Depuis le début de 1983, la production libyenne s'établit autour de 1,1 M de B/j ce qui permet l'exportation maximum de 1 M B/j à 30 $ le baril, le pétrole pourrait rapporter à la Libye un maximum de 1 M x 30 x 365 = 11 Md $ environ.

- Côté dépenses, le congrès général du Peuple a décidé les budgets suivants

- Administration	5.1 Md $
- Développement	7,8 Md $
- Nouveaux projets	0,8 Md $
	13,7 Md $

Le budget affecté aux armées libyennes ainsi qu'au soutien des actions de politique extérieure du Colonel Kadhafi n'a pas été révelé (et certainement même pas discuté par le congrès).

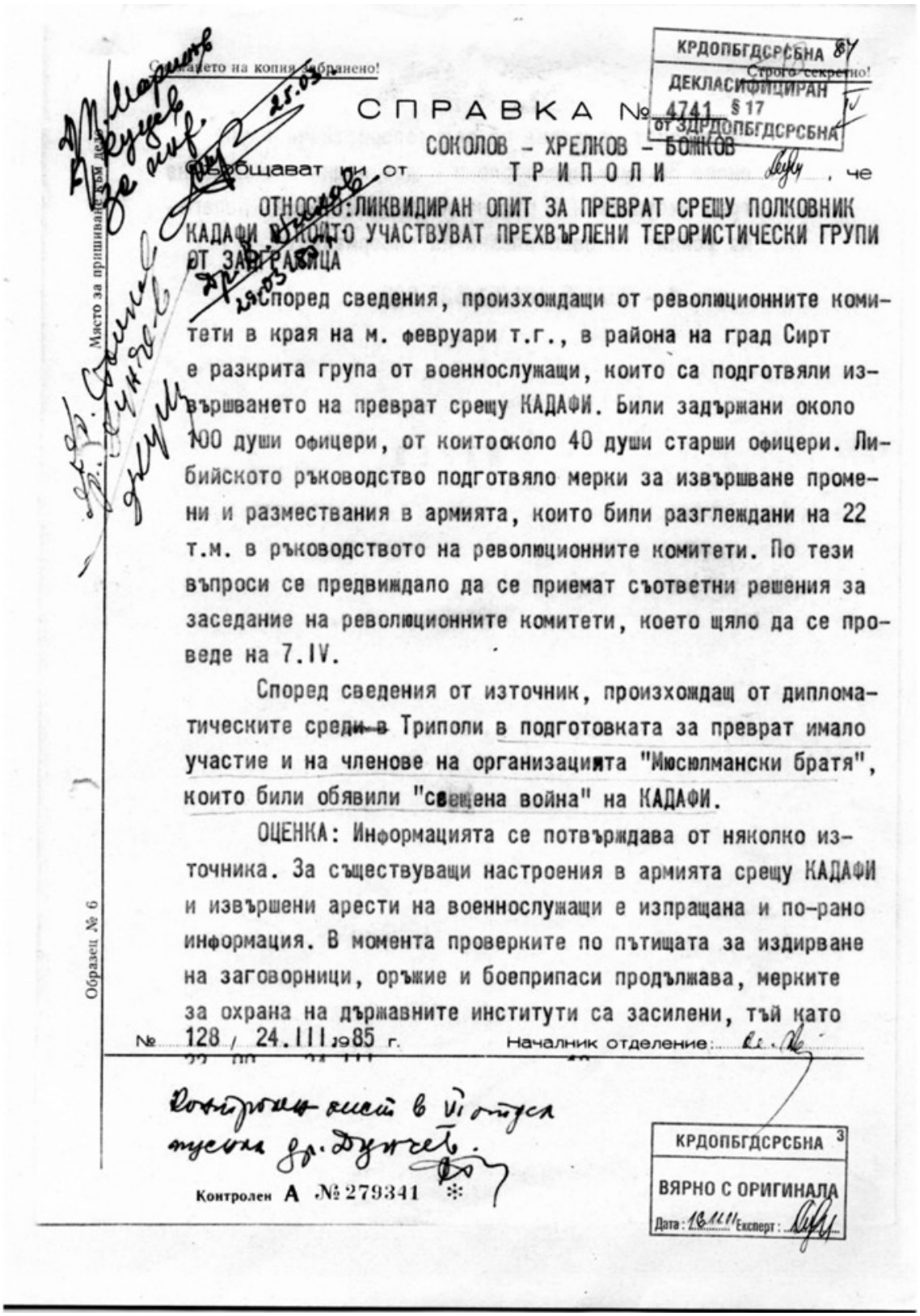
- Une incompatibilité entre dépenses "votées" et recettes possibles apparaît dès maintenant. En 1982, ce "trou" avait été plus ou moins occulté à l'aide des réserves de devises, en différant les paiements, en annulant des projets, en faisant des ponctions "volontaires" sur les salaires des fonctionnaires, etc...

.../...

CONFIDENTIEL DÉFENSE

8. Note de la résidence du PGU-DS à Tripoli concernant une tentative de coup d’État, 1985

Télégramme chiffré envoyé le 24 mars 1985 par l’agent « Marev » de la résidence du PGU-DS, renseignement bulgare, informant la centrale d’un coup d’État manqué contre le colonel Kadhafi, préparé fin février par des militaires dans la région de Syrte. La note fait état de l’interpellation de 100 officiers, dont 40 hauts gradés, ainsi que de mesures de sécurité accrues dans l’attente de l’arrivée de deux groupes « terroristes » par bateau dans les environs de Misrata et Sabratha. Source : Document déclassifié à la demande de l’auteur le 16 novembre 2011 par la Commission de déclassification bulgare.



Снемането на копия забранено!

КРДОПБГДСРСБНА 87
Строго секретно!
ДЕКЛАСИФИЦИРАН
от ЗДРДОПБГДСРСБНА § 17

Място за пришиване на документа

Образец № 6

СПРАВКА № 4741

СОКОЛОВ – ХРЕЛКОВ – БОЖКОВ

Съобщават ни от ТРИПОЛИ, че

ОТНОСНО: ЛИКВИДИРАН ОПИТ ЗА ПРЕВРАТ СРЕЩУ ПОЛКОВНИК КАДАФИ В КОЙТО УЧАСТВУВАТ ПРЕХВЪРЛЕНИ ТЕРОРИСТИЧЕСКИ ГРУПИ ОТ ЗАГРАНИЦА

Според сведения, произхождащи от революционните комитети в края на м. февруари т.г., в района на град Сирт е разкрита група от военнослужащи, които са подготвяли извършването на преврат срещу КАДАФИ. Били задържани около 100 души офицери, от които около 40 души старши офицери. Либийското ръководство подготвяло мерки за извършване промени и разместванията в армията, които били разглеждани на 22 т.м. в ръководството на революционните комитети. По тези въпроси се предвиждало да се приемат съответни решения за заседание на революционните комитети, което щяло да се проведе на 7.IV.

Според сведения от източник, произхождащ от дипломатическите среди в Триполи в подготовката за преврат имало участие и на членове на организацията "Мюсюлмански братя", които били обявили "свещена война" на КАДАФИ.

ОЦЕНКА: Информацията се потвърждава от няколко източника. За съществуващи настроения в армията срещу КАДАФИ и извършени арести на военнослужащи е изпращана и по-рано информация. В момента проверките по пътищата за издирване на заговорници, оръжие и боеприпаси продължава, мерките за охрана на държавните институти са засилени, тъй като

№ 128 / 24.III.1985 г. Началник отделение:

Контролен А № 279341

КРДОПБГДСРСБНА 3
ВЯРНО С ОРИГИНАЛА
Дата: 18.III.11 Експерт:

9. Les perspectives de survie de Kadhafi, 1985

Le 5 août 1985, la Direction du renseignement (DI) de la CIA, en charge du travail analytique, soupèse les chances de maintien au pouvoir de Mouammar Kadhafi en estimant que, si l'opposition et les forces militaires parviennent à joindre leurs efforts, les probabilités de renverser Kadhafi sont évaluées par l'Agence comme « meilleures que jamais ». Cette situation « force Kadhafi à s'aligner sur les *hardliners* », affirme la DI. Source : CIA – FOIA, *Freedom of Information Act*.

SECRET
~~NOFORN NOCONTRACT ORCON~~
Central Intelligence Agency

LIBYA.

Washington D C 20505

DIRECTORATE OF INTELLIGENCE

5 August 1985

LIBYA: Qadhafi's Prospects for Survival

Summary

Opposition to Qadhafi continues to grow. Signs of an erosion in Qadhafi's political base of support include renewed plotting by military officers and more widespread grumbling about deteriorating economic conditions. This increased malaise comes at a time when Libyan dissidents are enhancing their capability to conduct operations inside Libya. If the dissidents have supporters in the military willing to assist, we assess their chances of toppling Qadhafi at better than even. [redacted]

Qadhafi's response to these developments has been to align himself more closely with hardliners. Qadhafi shows no inclination to rein in the extremists, curtail costly foreign adventures, or backtrack on his unpopular economic socialization programs, all of which could broaden his base of support. A dramatic improvement in living standards also would allow Qadhafi to regroup his political fortunes, but such an option would require an unexpected turn around in the demand for Libyan oil. In the meantime, his refusal to compromise any aspect of his revolution or to make any effort to improve local economic conditions only enhances the prospect of his ouster, either by dissidents, the military, or by fellow tribesmen in a preemptive move to protect their own positions. [redacted]

* * * * * *

[redacted]

NESA M#85-10159
CL BY [redacted]
DECL OADR
DER FROM MULTIPLE

At the root of domestic discontent is unhappiness with the deteriorating standard of living. [redacted] most Libyans in Tripoli consider living conditions there worse than ever. [redacted] residents are particularly distressed over continuing shortages of food and consumer goods and repeated breakdowns in public services, including medical care. [redacted]

These grievances probably are aggravated by Qadhafi's continual exhortations to revolutionary activity, which further undermine the sense of security Libyans are seeking in their daily lives. In July, for example, Qadhafi ordered Western musical instruments in Libya destroyed as part of a new attack on symbols of Western culture. In addition, dissatisfied Libyan university students sent Qadhafi a memorandum in which they linked wasteful expenditures for misguided foreign adventures to the current economic difficulties. Many Libyans apparently are holding Qadhafi personally responsible for excesses committed by his loyalists in enforcing such dictums, [redacted]

Dissatisfaction with Qadhafi is finding expression in various ways. [redacted] anti-Qadhafi literature recently surfaced again in several Libyan cities and that graffiti has even appeared on walls near Qadhafi's headquarters in Tripoli. Security crackdowns following the Libyan exile attack on Qadhafi's headquarters in May 1984, previously had stifled such activity. [redacted]

[redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

Growing Support for the Opposition

Antiregime sentiment probably is facilitating attempts by Libyan exile organizations to build a network of support inside Libya. [redacted]

[redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

The exiles apparently have weathered the setback they suffered when Sudan withdrew its support for the National Front for the Salvation of Libya (NFSL), the largest and most active Libyan opposition group, following President Nimeiri's removal last April. Cairo and Baghdad have replaced Khartoum as broadcast sites for anti-Qadhafi propaganda, [redacted]

[redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

Several recent programs from Iraq indicate that Baghdad has broadened its contacts with Libyan opposition groups. [redacted]

[redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

Increasing concern over Qadhafi's aggressive regional activities is behind expanding Egyptian, Iraqi, [redacted] involvement with the dissidents. [redacted] Cairo is particularly worried about intensive covert Libyan efforts to create a network for subversion in Sudan. [redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

Meanwhile, [redacted] Tripoli's provision of Scud surface-to-surface missiles to Iran earlier this year and its announcement last June of a "strategic alliance" with Tehran have hardened Iraqi resolve to counter Qadhafi. [redacted]

Despite their opposition to Qadhafi, Egypt, Iraq, [redacted] have so far been unable to agree on a common program for unseating him. [redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

[redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

Regime Countermeasures

Qadhafi almost certainly perceives an increasing threat of a coup attempt against him. [redacted] the roundups and interrogations of suspected dissidents, including 96 university students last month, has grown. Security forces almost certainly are closely monitoring the activities of military officers, [redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

Qadhafi is proceeding with plans to strengthen his already tight personal security cordon. [redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

[redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

To eliminate antiregime activity overseas, Libyan intelligence agents continue to target suspected Libyan dissidents abroad for assassination. Tripoli continues to try to implement plans to kill a number of dissidents in the United States and West Germany and possibly to bomb kiosks selling anti-Qadhafi literature. Qadhafi reportedly also has ordered a review of the files of all Libyans abroad under government sponsorship. Those whose continued stay is not approved will be ordered home, or presumably will face death. [redacted]

Prospects

Qadhafi in the past has temporarily compromised some of his radical principles to ease discontent, but his increasing reliance on youthful extremists in the revolutionary committees now limits his room to maneuver. Indeed, his recent speeches and actions indicate that he remains personally determined to sustain his revolution and to support foreign radicals. [redacted]

[redacted] F(b)(1) F(b)(3) (S)

If Qadhafi continues to reject compromise, he will need at a minimum a hefty boost in oil revenues to reduce the current climate of discontent. We doubt that recent attempts by Qadhafi's supporters to blame shortages of consumer goods on hoarding and mismanagement by local "fat cats" will satisfy many Libyans. Some Libyans may even take to the streets in protest if economic conditions continue to worsen. [redacted]

By replacing seasoned professionals with young zealots, Qadhafi almost certainly has increased the pool of officers willing to plot against him. [redacted]

F(b)(
F(b)(
(S)

Libyan dissidents are wary of close involvement with any foreign backer, [redacted]

F(b)(1)
F(b)(3)
(S)

For the moment, the exiles alone probably have the capability to conduct successfully only isolated sabotage operations. Nevertheless, the dissidents probably hope to launch another attack on Qadhafi in the near future to capitalize on his unpopularity as well as on increased foreign support. If the dissidents have well-positioned supporters in the military willing to assist, we assess their chances of toppling Qadhafi at better than even. [redacted]

Fiche télégraphique chiffrée du 30 septembre 1985 de l’ambassade de France à Tripoli contenant l’analyse de l’ambassadeur Christian Graeff sur la situation intérieure, et notamment les « rumeurs de complots et de tentatives d’assassinats […] qui se sont amplifiées depuis le début de 1985 », traduisant le « malaise certain » que doit affronter le régime de Mouammar Kadhafi. La fiche se conclut par un paragraphe consacré à l’opposition extérieure et les événements de mai 1984 (attaque de Bab al-Azizia par le FNSL), qui ont prouvé la possibilité pour les exilés de « s’infiltrer en Libye et d’y disposer de complicités ». Source : Archives de l’auteur.

ARRIVÉE
CHIFFRÉ

CONFIDENTIEL

TD TRIPOLI 547

LE 30 SEPTEMBRE 1985
RECU AU SCT LE 1/10/85 A 10H18

ROUTINE
CHIFFRE CONFIDENTIEL
NB : FICHE TELEGRAPHIQUE
AD DIPLOMATIE 547
CQ BAGDAD 063
CQ BONN 016
CQ LE CAIRE 118
CQ MADRID 018
CQ RABAT 123
CQ ROME 056
CQ WASHINGTON 108
CQ RPAN BRUXELLES 002
CQ ALGER 119
CQ BEYROUTH 059
CQ DAMAS 082
CQ LONDRES 050
CQ MOSCOU 081
CQ RIYADH 028
CQ TUNIS 141
CQ DFRA NEW YORK 043
TXT
ANL - DAM -

OBJET : SITUATION POLITIQUE INTERIEURE. (1/3)

LES EVENEMENTS DU 8 MAI 1984 AVAIENT, IL Y A MAINTENANT PLUS D'UN AN, BRUTALEMENT MIS EN LUMIERE DES LEZARDES DANS L'EDIFICE DU POUVOIR. LA VAGUE DE REPRESSION QUI A SUIVI A CLAIREMENT MANIFESTE LE DANGER ENCOURU.

APRES UNE BREVE ACCALMIE, LES RUMEURS DE COMPLOTS ET DE TENTATIVES D'ASSASSINAT ONT REPRIS ET SE SONT AMPLIFIEES DEPUIS LE DEBUT DE 1985. EN FAIT, QUELQUE SOIT DANS CERTAINS CAS LEUR BIEN-FONDE, ELLES TRADUISENT UN MALAISE CERTAIN. CELUI-CI EST RENFORCE PAR L'AGGRAVATION DE LA CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE ET L'APPARITION DE PENURIE DE PRODUITS ESSENTIELS QUI TOUCHE NON SEULEMENT LES COUCHES POPULAIRES MAIS EGALEMENT LES CLASSES PRIVILEGIEES.

.../...

NNNNNNNN
UU XX

8 ===L'OPPOSITION EXTERIEURE===

IL EST TRES DIFFICILE, VU DE TRIPOLI, DE SE FAIRE UNE IDEE DE LA CONSISTANCE DE L'OPPOSITION EXTERIEURE ET ENCORE MOINS DE SES LIENS AVEC UNE EVENTUELLE OPPOSITION INTERIEURE. LES EVENEMENTS DE MAI 1984 ONT A TOUT LE MOINS PROUVE LA POSSIBILITE POUR DES OPPOSANTS DE L'EXTERIEUR DE S'INFILTRER EN LIBYE ET D'Y DISPOSER DE COMPLICITES. CETTE OPPOSITION DOIT ETRE IMPORTANTE A EN JUGER PAR LES APPELS REPETES DES INSTANCES DIRIGEANTES AU RETOUR DES OPPOSANTS A TRIPOLI ET AUX MENACES DE LIQUIDATION PHYSIDUE EN CAS DE REFUS (CF. DISCOURS DU COLONEL QADDAFI A SEBHA LE 1ER SEPTEMBRE 1985).

LES SEULS MOUVEMENTS CONNUS, NOTAMMENT PAR LA DIFFUSION DE BROCHURES A L'ETRANGER, SONT LE ''FRONT NATIONAL POUR LE SALUT DE LA LIBYE''(MM. MEGARIEF ET BACCOUCHE) ET LE ''COMITE LIBYEN POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME''(MM. BEN HALIM ET MAGHREBI). IL EST PAR AILLEURS CERTAIN QUE DES OPPOSANTS BAATHISTES RESIDENT EN IRAK (OMAR BOUROUIS) ET QUE DES FRERES MUSULMANS PEUVENT SE RETROUVER DANS LE ''FRONT NATIONAL POUR LE SALUT DE LA LIBYE''.

D'UNE MANIERE GENERALE LES OPPOSANTS LIBYENS A L'ETRANGER SE SACHANT POURCHASSES, EVITENT DE DEVOILER LEUR IDENTITE ET LEURS DEPLACEMENTS. LA ENCORE PREVALENT LES REFLEXES DE SOCIETES SECRETES ET DE CONFRERIES, TOURNEES VERS L'ORGANISATION D'ATTENTATS, TANT PAR AFFINITE TRADITIONNELLE POUR CE MODE D'ACTION QUE PAR CONSCIENCE DE L'IMPOSSIBILITE DE TROUVER D'AUTRES VOIES DE SUBVERSION.

../..

11. Liste des individus recherchés par Interpol à la demande de la Libye transmise par le KGB, 1987

En mars 1987 le KGB transmet au PGU-DS, le service de renseignement bulgare, la liste des individus recherchés par Interpol à la demande des autorités libyennes en attirant « encore une fois son attention ». Y figurent les noms de plusieurs membres du Front national de Salut de la Libye (FNSL), dont Mohamed Megarief, Ghaït Saïf al-Nasr, Ali Abouzaakouk… Source : Document déclassifié à la demande de l’auteur le 16 novembre 2011 par la Commission de déclassification bulgare.

-251

КРДОПБГДСРСБНА
193
ДЕКЛАСИФИЦИРАНО
§ 17
от ЗДРДОПБГДСРСБНА

Перевод с венгерского.

ЦИРКУЛЯР ИНТЕРПОЛА

/Копия направляется авиапочтой тем странам, которые не подключены к системе радиосвязи ИНТЕРПОЛ-а/

Выполняя просьбу Ливии, еще раз обращаем Ваше внимание на следующих лиц, находящихся под розыском, и выдачу которых ливийским властям просит Ливия:

1. AL-HAGAQNI HAZEM, MOHAMMAD ABDUL-GHANI,
/родился в Дамаске в 1952 году/. Номер разыскного листка с красной полоской /в дальнейшем приводятся только номера такого же листка/: 1582/81 A/434/12-1982.

2. EL-MOGHAREIF MOHAMMAD, YOUSSEF MOHAMMAD,
/Бенгази, 1940 г./, 13/83 A/178/5-1983.

3. BASHIR-MOHAMMAD MAS'OUD AL-RABTI,
/Триполи, 1937 г./, 22/83 A/78/3-1983; выправлен на имя AL-RABITI BACHIR, MAHAMMAD MAS'OUD, исправлено списке под номером 5/83.

4. MOUMMAR MOUHAMMAD, ALI YAHYA,
/Ливия, 1949 г./, 37/83 A-116/3-1983

5. SEIF EL NASR GHEITH, ABDUL MAGID,
/Чад, 1932 г./, 38/83 A-60/2-1983.

6. EL NAKOA MAHMOUD, MOHAMMAD ALI,
/Sidi Khalifa el Zantan, Libia - Ливия, 1937 г./,
355/83 A-157/4-1983.

7. ALBARKI MUSTAPHA, AMHAMMAD ALI,
/Omaines Benghazi - Ливия, 1938 г./,
330/83 A-203/5-1983.

8. AL-BAKUSH ABDUL HAMID, MOKHTAR BELIED,
/Триполи, 1936 г./, 206/83 A-158/4-1983.

КРДОПБГДСРСБНА 3
ВЯРНО С ОРИГИНАЛА
Дата: 16.11.11 Експерт:

-252

КРДОПБГДСРСБНА
ДЕКЛАСИФИЦИРАН
§ 17
от ЗДРДОПБГДСРСБНА

9. AHMED IBRAHIM, ABDULAZIZ IBRAHIM,
/Египет, 1948 г./, 208/83 А-54/2-1984.

10. ELAZABI AMMAR MOSTAFA SOLEIMAN,
/Zawra - Ливия, 1939 г./, 1308/83 А-448/11-1983.

11. AL-ZAWI, JAB-ALLAH HAMED,
/Ajdabiba - Ливия, 1937 г./, 1925/85 А-453/9-1986.

12. ATIQA JUM'A AHMAD ABDALLAH,
/Misratah - Ливия, 1950 г./, 1749/85 А-529/11-1985.

13. ABOU ZA'KOUK ALI RAMADAN,
/Бенгази, 1946 г./, 1748/85 А-530/11-1985.

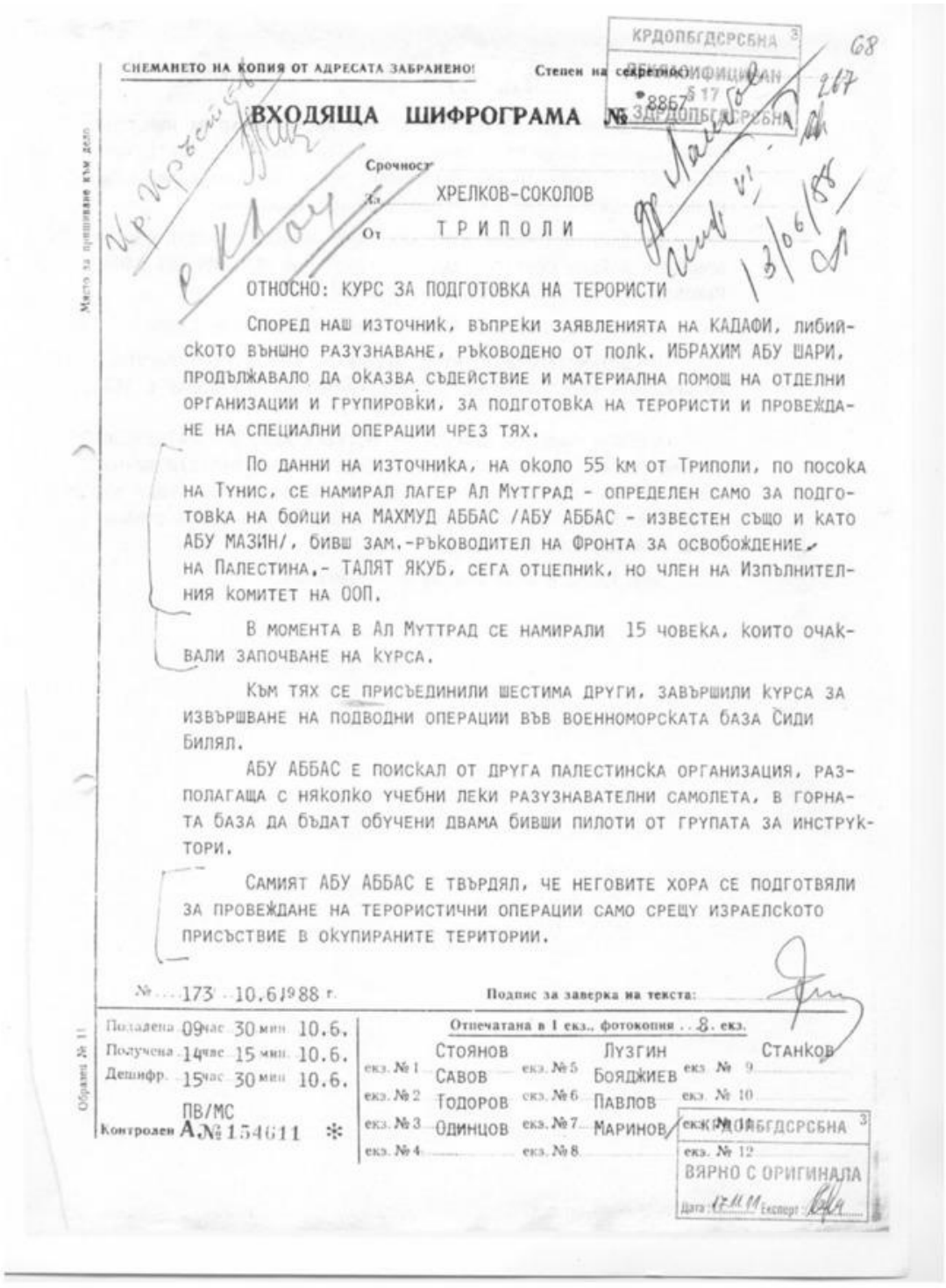
14. ZA'TOUT RAJAB ALMABROUK,
/ Darna - Ливия, 1942 г./, 1924/86 А-454/9-1986.

- x -

КРДОПБГДСРСБНА
ВЯРНО С ОРИГИНАЛА
Дата 16.11.11 Експерт:

12. Note de la résidence du PGU-DS à Tripoli concernant des « cours d'entraînement de terroristes », 1988

Télégramme chiffré du 10 juin 1988 signalant au Centre qu'« en dépit des déclarations de Kadhafi, le renseignement extérieur libyen, sous la présidence de Ibrahim al-Bechari, continue à soutenir matériellement certaines organisations et groupes en vue de réaliser des opérations terroristes et des opérations spéciales par leur intermédiaire ». L'agent « Filimonov » mentionne plus spécialement le camp d'Al-Moutrad, situé à 55 kilomètres de Tripoli, « dédié à l'entraînement des combattants de Mohamed Abbas/Abou Abbas, ancien dirigeant du Front de Libération de la Palestine ». « Abou Abbas aurait affirmé que ses hommes s'entraînent pour effectuer des opération terroristes uniquement contre la présence israélienne dans les zones occupées », précise « Filimonov ». (Le 7 octobre 1985, Abou Abbas avait organisé le détournement du paquebot italien *Achille Lauro.* Sa dernière opération connue est la tentative de débarquement d'un commando sur une plage proche de Tel-Aviv en 1990.) Source : Document déclassifié à la demande de l'auteur le 17 novembre 2011 par la Commission de déclassification bulgare.



СНЕМАНЕТО НА КОПИЯ ОТ АДРЕСАТА ЗАБРАНЕНО!

Степен на секретност

КРДОПБГДСРСБНА 3
ДЕКЛАСИФИЦИРАН
№ 8867 § 17
ЗАКОНА ЗА ЗДОПБГДСРСБНА

68

ВХОДЯЩА ШИФРОГРАМА №

Срочност

До ХРЕЛКОВ-СОКОЛОВ

От ТРИПОЛИ

ОТНОСНО: КУРС ЗА ПОДГОТОВКА НА ТЕРОРИСТИ

Според наш източник, въпреки заявленията на КАДАФИ, либийското външно разузнаване, ръководено от полк. ИБРАХИМ АБУ ШАРИ, продължавало да оказва съдействие и материална помощ на отделни организации и групировки, за подготовка на терористи и провеждане на специални операции чрез тях.

По данни на източника, на около 55 км от Триполи, по посока на Тунис, се намирал лагер Ал Мутград - определен само за подготовка на бойци на МАХМУД АББАС /АБУ АББАС - известен също и като АБУ МАЗИН/, бивш зам.-ръководител на Фронта за освобождение на Палестина,- ТАЛЯТ ЯКУБ, сега отцепник, но член на Изпълнителния комитет на ООП.

В момента в Ал Мутград се намирали 15 човека, които очакват започване на курса.

Към тях се присъединили шестима други, завършили курса за извършване на подводни операции във военноморската база Сиди Билял.

АБУ АББАС е поискал от друга палестинска организация, разполагаща с няколко учебни леки разузнавателни самолета, в горната база да бъдат обучени двама бивши пилоти от групата за инструктори.

Самият АБУ АББАС е твърдял, че неговите хора се подготвяли за провеждане на терористични операции само срещу израелското присъствие в окупираните територии.

№ 173 10.6.1988 г. Подпис за заверка на текста:

Образец № 11

Постъпена 09 час 30 мин 10.6.
Получена 14 час 15 мин 10.6.
Дешифр. 15 час 30 мин 10.6.
Контролен ПВ/МС А № 154611

Отпечатана в 1 екз., фотокопия ..8.. екз.

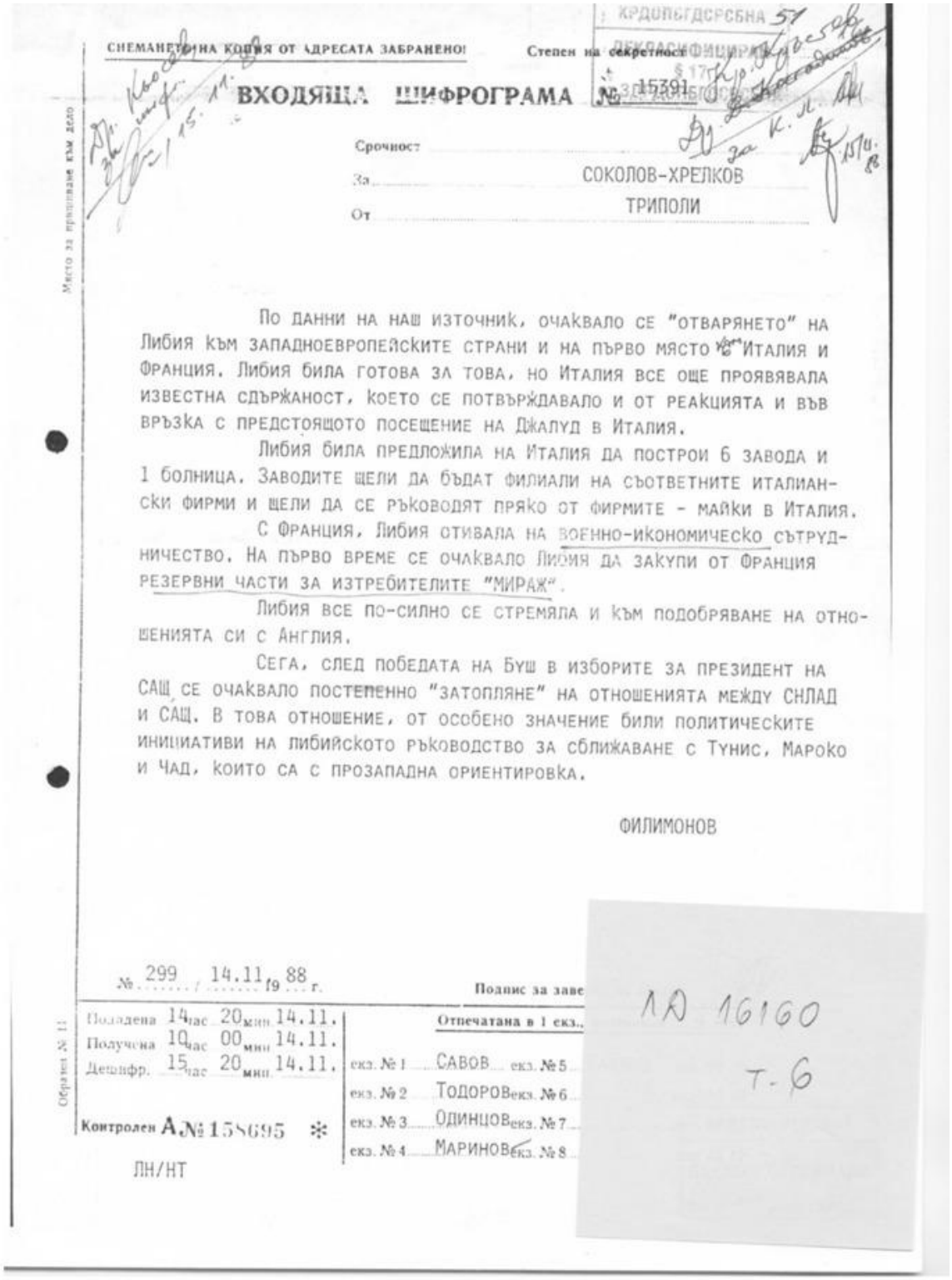
екз. № 1	Стоянов Савов	екз. № 5	Лузгин Бояджиев	екз. № 9	Станков
екз. № 2	Тодоров	екз. № 6	Павлов	екз. № 10	
екз. № 3	Одинцов	екз. № 7	Маринов	екз. № 11	
екз. № 4		екз. № 8		екз. № 12	

КРДОПБГДСРСБНА 3
ВЯРНО С ОРИГИНАЛА
Дата 17.11.11 Експерт

13. Note de la résidence du PGU-DS à Tripoli concernant l'« ouverture de la Libye à l'Occident », 1988

Télégramme chiffré datée du 14 novembre 1988 adressé

au centre du PGU-DS par la résidence du renseignement bulgare à Tripoli concernant l'« ouverture » imminente de la Libye aux pays d'Europe occidentale, avec « en premier l'Italie et la France ». L'agent « Filimonov », auteur de la note, signale un prochain accord de « coopération économico-militaire » entre la France et la Libye, avec dans un premier temps l'« achat de pièces détachées à la France pour les chasseurs Mirage ».
Source : Document déclassifié à la demande de l'auteur le 17 novembre 2011 par la Commission de déclassification bulgare.



СНЕМАНЕТО НА КОПИЯ ОТ АДРЕСАТА ЗАБРАНЕНО!

Степен на секретност

ВХОДЯЩА ШИФРОГРАМА № 15391

Срочност

За СОКОЛОВ-ХРЕЛКОВ

От ТРИПОЛИ

По данни на наш източник, очаквало се "отварянето" на Либия към западноевропейските страни и на първо място Италия и Франция. Либия била готова за това, но Италия все още проявявала известна сдържаност, което се потвърждавало и от реакцията и във връзка с предстоящото посещение на Джалуд в Италия.

Либия била предложила на Италия да построи 6 завода и 1 болница. Заводите щели да бъдат филиали на съответните италиански фирми и щели да се ръководят пряко от фирмите - майки в Италия.

С Франция, Либия отивала на военно-икономическо сътрудничество. На първо време се очаквало Либия да закупи от Франция резервни части за изтребителите "МИРАЖ".

Либия все по-силно се стремяла и към подобряване на отношенията си с Англия.

Сега, след победата на Буш в изборите за президент на САЩ се очаквало постепенно "затопляне" на отношенията между СНЛАД и САЩ. В това отношение, от особено значение били политическите инициативи на либийското ръководство за сближаване с Тунис, Мароко и Чад, които са с прозападна ориентировка.

ФИЛИМОНОВ

№ 299 / 14.11.19 88 г.

Подпис за заве

Получена 14 час 20 мин 14.11.
Получена 10 час 00 мин 14.11.
Дешифр. 15 час 20 мин 14.11.

Отпечатана в 1 екз.,
екз. № 1 САВОВ екз. № 5
екз. № 2 ТОДОРОВ екз. № 6
екз. № 3 ОДИНЦОВ екз. № 7
екз. № 4 МАРИНОВ екз. № 8

Контролен А № 158695

ЛН/НТ

ЛД 16160
т. 6

14. Tract de l’opposition, 1997

Tract du Libyan National Democratic Grouping (LNDG), (Rassemblement démocratique national libyen) dénonçant la destruction de l'héritage culturel et historique libyen par Mouammar Kadhafi envoyé en copie à l'UNESCO, l'Organisation islamique culturelle et scientifique (ISESCO) au Maroc, l'Organisation de la culture, science et éducation arabes (ALESCO) à Tunis et l'Organisation des cités arabes à Doha, Qatar. Source : Archives du LNDG.

The Libyan National
Democratic Grouping

بسم الله الرحمن الرحيم

التجمع الوطنى الديمقراطى الليبى

الـــى الـــرأى العـــام الليبـــى

جريمة محو واهلاك
المواريث الحضارية و التاريخية لليبيا

"النظام فى ليبيا" و الذى جاء الى الحكم بواسطة انقلاب عسكرى فجر يوم الأول من سبتمبر ١٩٦٩. كانت باكورة أعماله الغاء الدستور الذى أقرته الجمعية الوطنية الليبية بمدينة بنغازى يوم ٧ محرم ١٣٧١هـ الموافق ٧ أكتوبر ١٩٥١.

كان الكثيرون يعتقدون أن ذلك يدخل فى سياق اعادة البناء ،و لم يدركوا فى ذلك الوقت ان ذلك ليس سوى بداية الهدم و حكم الفرد و الاستبداد بالقرار فى جميع نواحى الحياة.
فالقذافى يعتبر الدستور و المؤسسات الدستورية عائقا فى سبيل تسلطه و تفرده بالقرار بعيدا عن أى رقابة دستورية أو أية مسؤولية تجاه الشعب، فالدستور فى نظره ليس أكثر من وجهة نظر لفرد أو لمجموعة أفراد، و فى هذا يقول القذافى فى ١٦ سبتمبر ١٩٧٢ :
"يرضو الدستور ؟ من وضع الدستور؟ الناس اللى وضعوا الدستور، اللجنة التى وضعت الدستور. هو الدستور جاء من السماء أو وضعه الناس؟ وضع بقرار. أى دستور فى أى دولة وضع بقرار من شخص مسؤول، يعنى فلان و فلان قاموا بصياغة الدستور، و يعرض على مجموعة أخرى، و تبدأ تناقش فيه. ممكن مرات ما تناقشش . عملوه ناس متأثرين بنظام معين، بنظرية معينة، فى ظروف معينة" و على هذا ، فوجهة نظر القذافى هى الساذدة، و هى الدستور الذى يحكم بواسطته الشعب الليبى.

الغى القوانين فيما أسماه" بالثورة الثقافية " !! - أبريل ١٩٧٣ - و قال فى خطاب زوارة " كافة الاجراءات التى تتخذ لا يمكن الرجوع فيها الى نصوص قوانين قد لا تتفق مع ما هو واقع. و انما تؤخذ الاجراءات حسب الحالة التى تقع تحقيقا للتحول الثورى" و أمر بحرق الكتب فى وسط الميادين العامة.

هدم نظم التعليم فى ١٩٧٦ - فيما عرف "بثورة الطلاب" - بجميع مراحله و جعل من الطلبة مسئولين عن رسم و تخطيط سياسة التعليم و ادارة مؤسساته. و أمر بالغاء الكثير من المواد و احلالها بمواد أخرى لدراسة الكتاب الأخضر- فكر معمر القذافى!! و دراسة ما أسماه " النظرية العالمية الثالثة"!! و حرض كتائبه الغوغائية داخل المدارس على تهشيم و حرق جميع الآلات الموسيقية المستعملة فى تدريس الموسيقى بحجة انها آلات لعزف الموسيقى الأجنبية.

فى ٢ مارس ١٩٧٧ أصدر القذافى وثيقة "اعلان قيام سلطة الشعب" و سلطة الشعب فى هذه الحالة و فى هذه الوثيقة المكونة من ديباجة و أربعة مواد تجد مصادرها فى شخص الحاكم نفسه، فى مزاجه، فى رغباته، و يؤكد هذا ما وصفه القذافى فى احدى خطبه أمام مؤتمر الشعب العام فى أن الخالق لا يفوض من أحد مهما علا شأنه فى ادارة شئون ما خلقه، و فى حالته فهو صانع انقلاب سبتمبر و هو المرجعية التى تدور فيها و حولها جميع نشاطات الشعب و تطلعاته و لا يقبل من أحد أن يحاسبه فهو الذى أمر باعلان "قيام سلطة الشعب " و بالتالى هو يحاسب هذه السلطة و هى لا تحاسبه فهو فوق مساءلتها له، و هو يأمرها بتبنى آرائه و تقنينها ، و بالتالى تطبيقها فهى ملزمة بالنسبة لهم. أما الشعب ممثلا فى " مؤتمر الشعب العام" فلا يملكون أن يلزموه بأى شىء مهما صغر.

The Libyan National
Democratic Grouping

بسم الله الرحمن الرحيم

التجمع الوطني الديمقراطي الليبي

THE CRIME OF OBLITERATING AND DESTROYING LIBYA'S CULTURAL AND HISTORICAL HERITAGE

The present Libyan regime came to power via a military coup d'etat at dawn on 1 September 1969. Its first act was to abolish the Constitution which had been adopted by the Libyan National Assembly in the city of Benghazi on 7 Muharram 1371 A.H., a date corresponding to 7 October 1951.

Many who believed that this act fell within the context of reconstruction did not realize at the time that it was only the beginning of a process of destructive autocracy and despotism that would affect all aspects of life.

Qaddafi regards the Constitution and constitutional institutions as obstacles to his autocratic rule. He exercises this tyranny without constitutional control or any accountability to the people, since, in his opinion, the Constitution merely represents the viewpoint of one individual or a group of individuals. In this regard, on 16 September 1972, Qaddafi said:

> What about the Constitution? Who wrote the Constitution? People wrote the Constitution! A committee wrote the Constitution! Was the Constitution revealed from heaven or manmade? It was promulgated by decree! Every

> Constitution in every State was promulgated by a responsible official! In other words, the Constitution is drafted by Mr. So-and-so and Mr. So-and-so who submit it to another group which begins to discuss it, although sometimes it is not even discussed. It is drafted by people who are influenced by a specific system, by a specific theory, in specific circumstances.

Hence, Qaddafi's viewpoint must predominate; his viewpoint acts as the surrogate, de facto constitution by which he rules the Libyan people.

All laws were abolished during the so-called "Cultural Revolution" in April 1973. In his Zuwarah address, he said: "No measures taken can be based on legal texts that might not suit the actual situation. Measures are taken only in accordance with the situation in order to achieve revolutionary change." He ordered that all books, including legal texts, be burnt in the middle of the public squares.

In 1976, he destroyed the educational systems, at all their levels, during the so-called "Students' Revolution" and made the students responsible for the formulation and planning of educational policy as well as the management of educational institutions. He ordered the abolition of many of the subjects, replaced them with other subjects such as the study of the "Green Book" (a text expostulating the ideology of Muammar al-Qaddafi) and the so-called "Third Universal Theory," and incited his squads of rabble-rousers in the schools to smash and burn the musical instruments used to teach music, on the pretext that they were instruments designed to play foreign music!

On 2 March 1977, Qaddafi issued the "Proclamation of the Establishment of the People's Authority." As far as he was concerned, as the architect of the September coup d'etat, he *was* the "people." In other words, he anointed himself as the person within and around which all the people's activities and aspirations revolved, and it was therefore unacceptable that anyone should call him to account. It was he who ordered the "Proclamation of the Establishment of the People's

Authority" and, consequently, he is the one who calls that authority to account. Conversely, it cannot call him to account since he is answerable to no one. He ordered this proclamation to adopt, codify and subsequently apply his views, which are binding on it. The people, represented by "The People's Congress," cannot compel him to do the slightest thing.

In the early 1980s, he began to demolish some landmarks in Benghazi, Tripoli and other Libyan cities and villages. In Benghazi, he demolished the old commercial center known as "Suq al-Zalam," and, in Tripoli, he demolished the Sidi Hammouda Mosque and the Awkaf Library. In the desert between Benghazi and Tripoli, he demolished the famous historic "Arch."

On 12 June 1988, he promulgated the "Great Green Document on Human Rights in the Age of Masses" following the release of several hundred detainees and prisoners, some of whom had been incarcerated without trial, while others had remained in prison for years after completing their sentences. However, it is paradoxical that, before the end of 1988, thousands of Libyans were detained and are still being held in Libyan prisons without trial. Qaddafi calls these prisons "hospitals" and regards these detainees as "sick persons." In the view of Libya's absolute ruler, any opposition to Qaddafi's manipulations of the people's destiny is a "sickness" necessitating treatment, even if this results in the death of the patient.

In pursuance of this policy, the September regime demolished the historic building occupied by the Council of Ministers on Baladlya Street, Tripoli, as well as the building housing the Chamber of Deputies (parliament) in Tripoli and some other buildings of historical and cultural value forming part of our heritage.

As already mentioned, before beginning the demolition of historic landmarks in Libya's cities, villages and deserts, the regime had endeavored to obliterate the individual identity of Libyans through a

continuum of interrelated processes. If there seem to be gaps in the historical process, these gaps are actually missing links in our knowledge of what has happened and is happening. The starting point of Libya's national tragedy was the abolition of the Constitution and the maxim "anyone who joins a party is a traitor." These events were followed by the Zuwarah address, the abolition of laws, the destruction of the educational system, the "Proclamation of the People's Authority," and the "Document on Human Rights," all of which confirm autocracy, consolidate repression, coercion and despotism, and impose a single opinion by force.

However, in spite of everything that has happened and is happening, and in spite of the magnitude of the disaster, the vanguard of our struggling people, who are aware of the seriousness of what is being planned for their future, will remain forbearance in the face of oppression and faith in the inevitability of emancipation. They are making every possible sacrifice in order to overcome the ordeal and restore the rule of freedom, democracy and human rights after all these lean years.

We are addressing this appeal to Libyan public opinion and calling upon Libyan intellectuals, who are its leaders, to recover their psychological equilibrium and oppose this collapse, this delusion, which Qaddafi calls a revolution. We are urging them to resist this mental castration that the regime is systematically practicing by every conceivable means. We are also appealing to the General People's Committee, whose headquarters were demolished by Qaddafi, to promptly resign en masse. This is the only response appropriate and consistent with its perspective as a powerless people's committee, and such an action would prove to Qaddafi that Libya still has men who are capable of halting this wanton manipulation of the country's heritage and memory.

We are likewise appealing to educational, scientific and cultural organizations to bring pressure to bear on Qaddafi in fulfillment of

their humanitarian responsibility to preserve the Arab, Islamic and human heritage. Qaddafi has accustomed us to attach no importance to the opinions of Libyans, whom he regards as backward and interested solely in filling their bellies and stealing public funds. He forgets, or disregards, the fact that these are the aptitudes and ethics of his profiteering henchmen. However, the great Libyan people, like other peoples, have given, and are still giving, lessons in self-sacrifice. We salute and esteem those noble and courageous persons who have been languishing behind the walls of prisons and detention camps for years due to their proud insistence on struggling heroically in glorious defense of the cause of freedom, democracy and human rights.

Eternal glory to our devoted martyrs.

Long live Libya!

The Libyan National Democratic Grouping
2 March 1997

The Libyan National Democratic Grouping

copy to: The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), Paris, France

The Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization (ISESCO), Rabat, Morocco

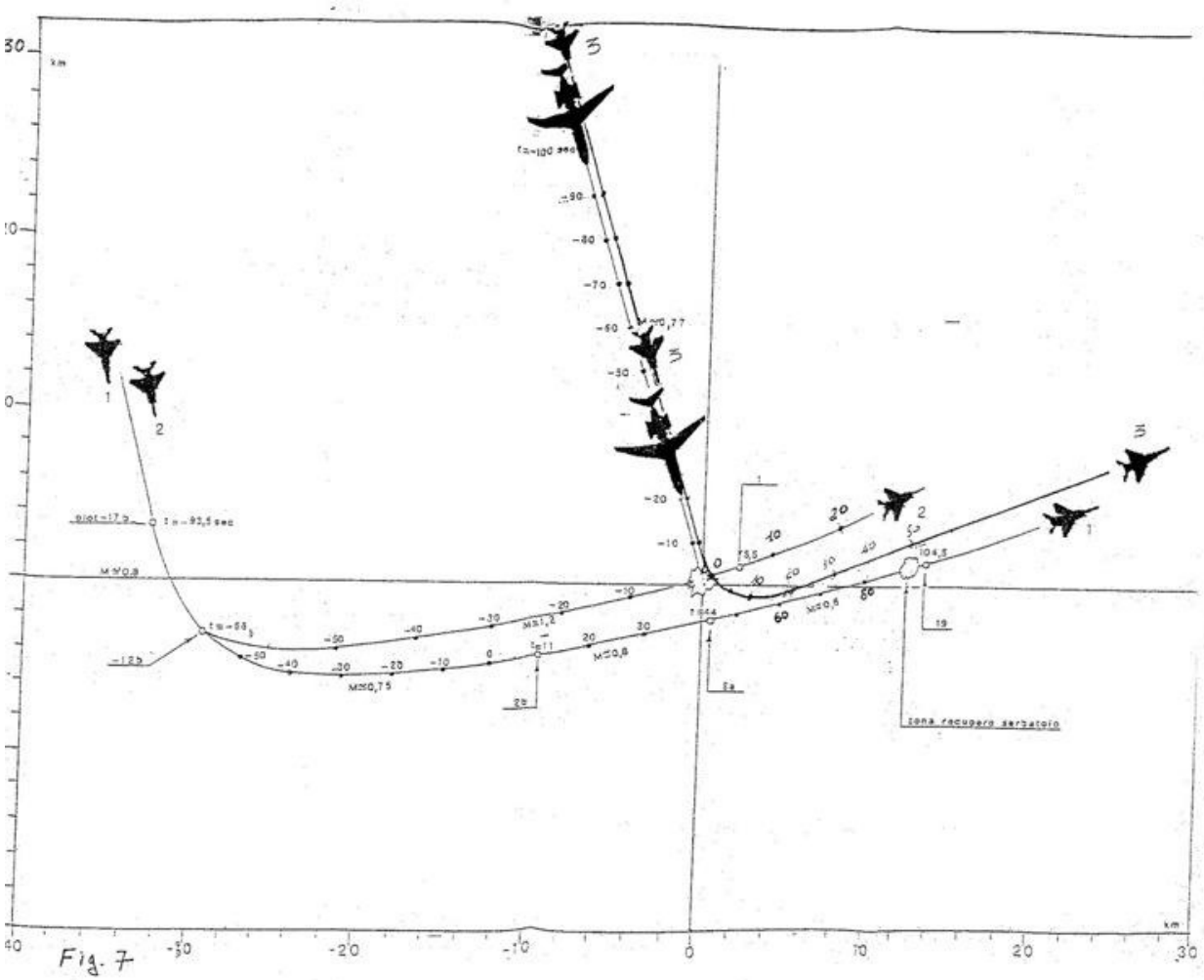
The Arab Educational, Cultural and Scientific Organization (ALESCO), Tunis, Tunisia

The Arab Towns Organization, Doha, Qatar

15. Schéma de reconstitution du vol DC9 d'Itavia descendu par un missile près de l'île d'Ustica, 1999

Synthèse du schéma de reconstitution des dernières

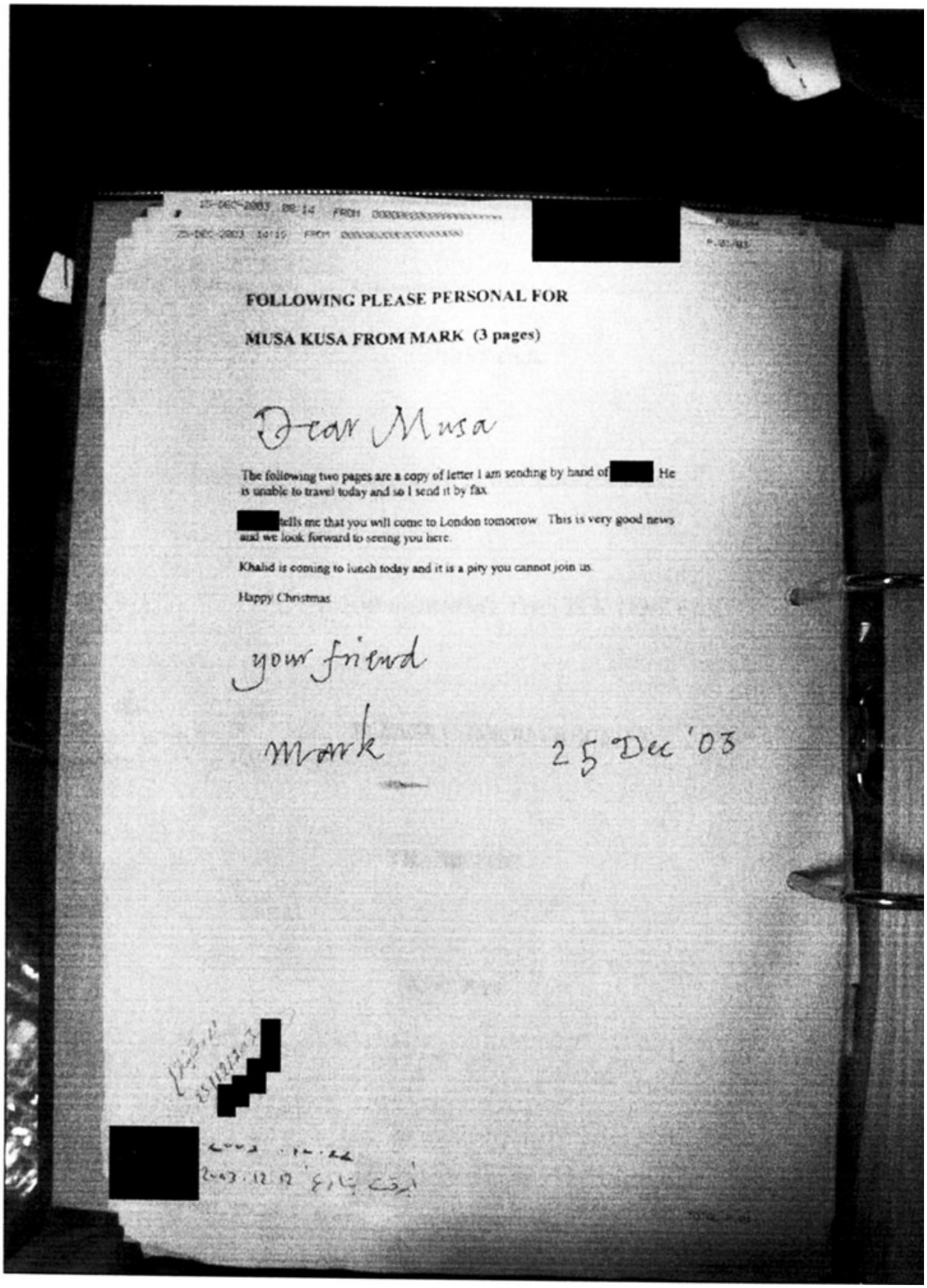
minutes du vol du DC9 d’Itavia, extraite de l’enquête du juge Rosario Priore, dont les conclusions ont été déposées le 31 août 1999. La reconstitution est basée principalement sur les données des radars enregistrées par différents sites de surveillance des forces aériennes italiennes, ainsi que sur les données obtenues par le juge auprès du Centre de programmation radar de l’OTAN de Glons, en Belgique. Les avions 1, 2 et 3 ont été identifiés sur la base de leurs vitesses comme des appareils militaires. Le n° 3, probablement libyen, est dans la trace du DC9 d’Itavia, avant de dévier en direction de la Calabre, où, dans les montagnes de Sila, sera retrouvée la carcasse d’un MIG libyen. Source : Tribunale di Roma, Ufficio Istruzione – Sezione 1a, 266/90A PM N.527/84A GI, Ordinanza di rinvia a giudizio, Sentenza istruttoria di proscioglimento, Il Giudice Istruttore Dott. Rosario Priore, 31 août 1999.



16. Extrait du message adressé par sir Mark Allen du MI6 à Moussa Koussa, 2003

« Cher Moussa, […] XXX me dit que vous venez à Londres demain. Ce sont de très bonnes nouvelles et nous espérons vous voir ici. Khalid vient déjeuner aujourd'hui, et il est dommage que vous ne puissiez vous joindre à nous. Joyeux Noël ! Votre ami, Mark »
Écrit par Mark Allen du MI6 à Moussa Koussa, chef des *moukhabarat*, le renseignement libyen, le 25 décembre 2003. Source : Document photographié par Human Rights Watch dans le bureau de Moussa Koussa lors de la

prise de Tripoli en août 2011.



25-DEC-2003 08:14 FROM [redacted]

25-DEC-2003 10:15 FROM [redacted]

FOLLOWING PLEASE PERSONAL FOR

MUSA KUSA FROM MARK (3 pages)

Dear Musa

The following two pages are a copy of letter I am sending by hand of [redacted] He is unable to travel today and so I send it by fax.

[redacted] tells me that you will come to London tomorrow. This is very good news and we look forward to seeing you here.

Khalid is coming to lunch today and it is a pity you cannot join us.

Happy Christmas

your friend

mark 25 Dec '03

[redacted]

17. Planning de capture d’Abdelhakim Belhadj, *alias* Abdallah al-Sadiq, par la CIA, 2004

L’un des messages, daté du 6 mars 2004, adressés par la CIA à Moussa Koussa, patron du Renseignement libyen, l’informant de l’avancement des opérations de capture et d’acheminement en Libye d’Abdelhakim Belhadj, *alias* Abdallah al-Sadiq, leader du Groupe islamique combattant libyen (GICL) et de son épouse, enceinte de 4 mois. Le document est référencé *Secret Release Libya only*. Source : Document photographié par Human Rights Watch dans le bureau de Moussa Koussa lors de la prise de Tripoli en août 2011.

6 MARCH 2004

MEMO NUMBER: WT/04-00031
SUBJECT: PLANNING FOR THE CAPTURE AND RENDITION OF ABDULLAH AL-SADIQ

THE MALAYSIAN GOVERNMENT HAS INFORMED US THAT THEY ARE PUTTING LIBYAN ISLAMIC FIGHTING GROUP (LIFG) LEADER ABDULLAH AL-SADIQ AND HIS PREGNANT (4 MONTHS) WIFE ON A COMMERCIAL FLIGHT FROM KUALA LUMPUR TO LONDON VIA BANGKOK ON THE EVENING OF 07 MARCH 2004, ALTHOUGH WE DO NOT YET HAVE SPECIFIC FLIGHT DATA. WE ARE PLANNING TO ARRANGE TO TAKE CONTROL OF THE PAIR IN BANGKOK AND PLACE THEM ON OUR AIRCRAFT FOR A FLIGHT TO YOUR COUNTRY. IT IS VITAL THAT ONE OF YOUR OFFICERS ACCOMPANY AL-SADIQ AND HIS WIFE ON OUR AIRCRAFT DURING THIS LEG OF THE JOURNEY (BANGKOK TO LIBYA) IN ORDER TO PROVIDE LEGAL CUSTODY OF AL-SADIQ'S SPOUSE.

TO EXPEDITE THE ABOVE SCENARIO AND MITIGATE POTENTIAL OBSTACLES TO A SUCCESSFUL RENDITION, WE REQUEST THAT YOUR OFFICERS IN KUALA LUMPUR AND BANGKOK REFRAIN FROM MAKING FURTHER REQUESTS OF THE MALAYSIANS OR THE THAI ON THIS MATTER. YOUR COOPERATION IS GREATLY APPRECIATED.

WE ALSO APPRECIATE YOUR ALLOWING OUR SERVICE DIRECT ACCESS TO AL-SADIQ FOR DEBRIEFING PURPOSES ONCE HE IS IN YOUR CUSTODY. PLEASE BE ADVISED THAT WE MUST BE ASSURED THAT AL-SADIQ WILL BE TREATED HUMANELY AND THAT HIS HUMAN RIGHTS WILL BE RESPECTED. WE MUST RECEIVE THESE ASSURANCES PRIOR TO ANY ASSISTANCE OUR SERVICE CAN PROVIDE TO YOUR SERVICE REGARDING HIS DEBRIEFINGS. IN ADDITION, IT IS OUR STANDARD PRACTICE THAT OUR OFFICERS CANNOT CONDONE ANY SIGNIFICANT PHYSICAL OR PHYSIOLOGICAL ASPECTS, SUCH AS DIRECT PHYSICAL CONTACTS, UNUSUAL MENTAL DURESS, UNUSUAL PHYSICAL RESTRAINTS, OR DELIBERATE ENVIRONMENTAL DEPRIVATIONS BEYOND THOSE REASONABLY REQUIRED TO ENSURE THE SECURITY AND SAFETY OF OUR OFFICERS AND TO PREVENT THE ESCAPE OF THE DETAINEES.

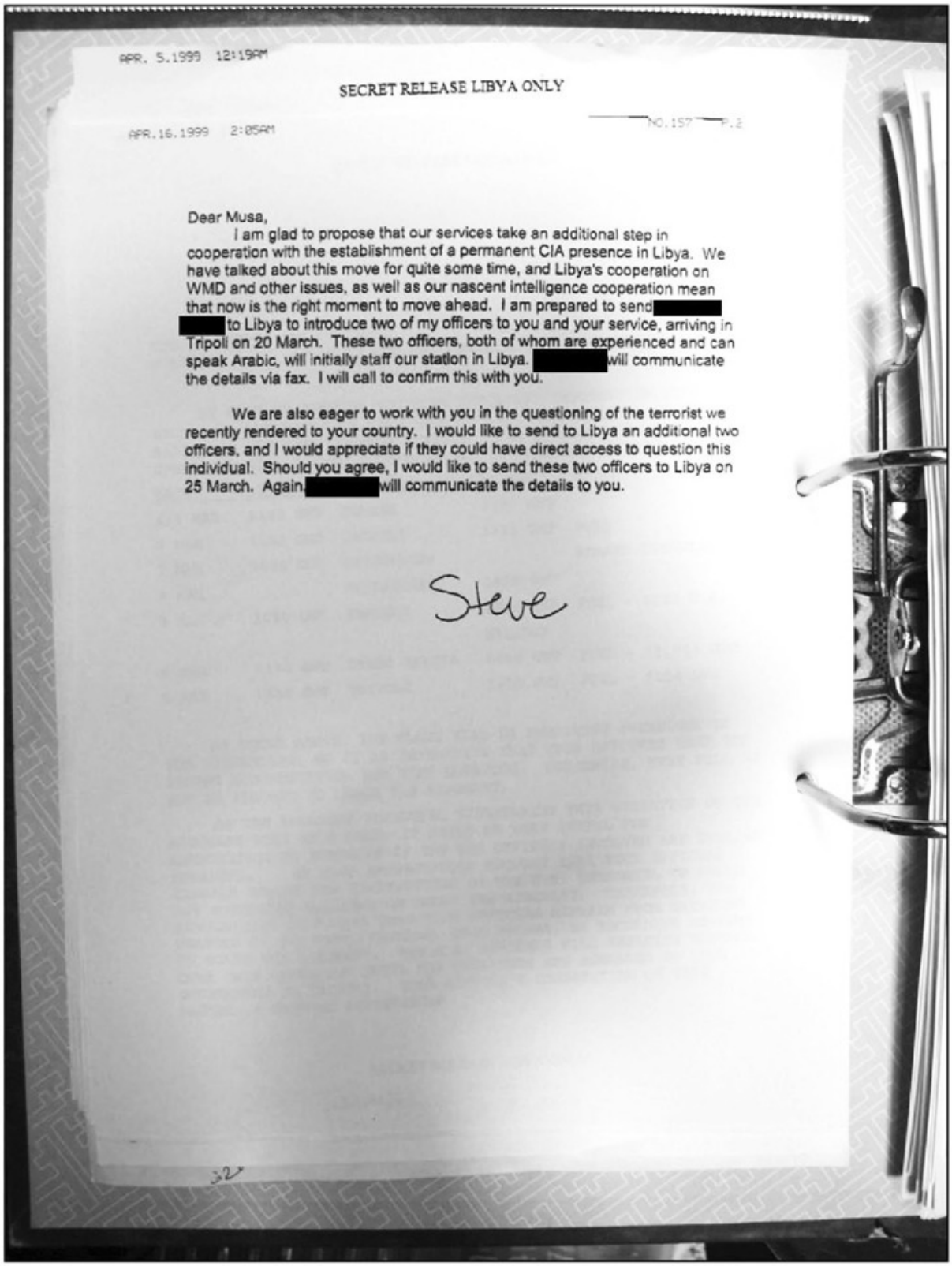
YOU CAN CONTACT MR. BEN MILLER IN HIS OFFICE AT [redacted] OR VIA HIS CELL PHONE [redacted]. REGARDS

SECRET RELEASE LIBYA ONLY

6-3-2004

18. Création d’une représentation permanente de la CIA à Tripoli, 2004

Message adressé par Steve Kappes à Moussa Koussa en mars 2004, annonçant à « *dear Moussa* » l’arrivée de deux agents de la CIA à Tripoli en vue d’y établir une représentation permanente. Cette création fait suite à la coopération de la Libye pour mettre fin au programme d’armes de destruction massive ainsi qu’à la « coopération naissante » en matière de renseignement. (Le 24 juin 2006, Stephen Kappes est nommé directeur-adjoint de la CIA, poste qu’il occupe jusqu’en mai 2010.)
Source : Document photographié par Human Rights Watch dans le bureau de Moussa Koussa lors de la prise de Tripoli en août 2011.



APR. 5.1999 12:19AM

SECRET RELEASE LIBYA ONLY

APR.16.1999 2:05AM NO.157 P.2

Dear Musa,

I am glad to propose that our services take an additional step in cooperation with the establishment of a permanent CIA presence in Libya. We have talked about this move for quite some time, and Libya's cooperation on WMD and other issues, as well as our nascent intelligence cooperation mean that now is the right moment to move ahead. I am prepared to send [redacted] to Libya to introduce two of my officers to you and your service, arriving in Tripoli on 20 March. These two officers, both of whom are experienced and can speak Arabic, will initially staff our station in Libya. [redacted] will communicate the details via fax. I will call to confirm this with you.

We are also eager to work with you in the questioning of the terrorist we recently rendered to your country. I would like to send to Libya an additional two officers, and I would appreciate if they could have direct access to question this individual. Should you agree, I would like to send these two officers to Libya on 25 March. Again, [redacted] will communicate the details to you.

Steve

32

19. Document du NED piraté par les services libyens dans les courriers électroniques des opposants,

Convention de subvention du National Endowment for Democracy (NED) avec le Libyan Human and Democratic Forum, dirigé par le dissident libyen Ali Abouzaakouk, ancien membre du FNSL. C’est l’un des nombreux documents piratés par les services libyens dans la correspondance des dissidents et opposants libyens entre 2006 et 2011, après l’acquisition par la Libye de la technologie d’espionnage des réseaux Internet auprès de la société française Amesys. Le NED est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis qui officiellement œuvre au renforcement et au progrès des institutions démocratiques à travers le monde. Source : Documents produits par l’équipe d’information et de propagande de la Jamahiriya en avril 2011.

NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY

Grant Agreement No. 2008-300.0
between

Grantor: National Endowment for Democracy
1025 F Street, NW, Suite 800
Washington, DC 20004

Grantee: Libya Human and Political Development Forum
54 Anson Road
PO Box 146
Harrow HA35ZJ
London NW2 6AD
United Kingdom

1. AUTHORITY

This Grant is awarded in accordance with the authority contained in Public Law 98-164, as amended (hereafter referred to as the "Act") and Grant No. S-LMAQM-08-GR-500 between the United States Department of State and the National Endowment for Democracy (hereafter referred to as "the Endowment").

2. PURPOSE

The purpose of this Grant is to enable the Grantee to carry out the project objectives shown in Attachment A, Program Description, which are consistent with the purposes stated in Section 502(b) of the Act.

3. GRANT AMOUNT AND BUDGET

The amount obligated under this Grant is **$63,400**, which is to be expended according to the Grant Budget shown in Attachment B.

The Grantee shall not use funds designated for Program Costs to pay Administrative Costs, nor vice versa, without prior written approval of the Endowment. The Grantee shall also obtain written approval from the Endowment prior to making an expenditure which would increase costs in a budget category by more than 15 percent **or** $5,000 (whichever amount is larger) above the amount budgeted for that category. Adjustments among budget categories shall not result in an increase in the total amount of the Grant. The Endowment will not fund costs in excess of the Grant amount.

4. GRANT PERIOD

The effective date of this Grant is **February 1, 2008**.
The expiration date of this Grant is **January 31, 2009**.

All expenditures from Grant funds must be either for authorized activities that take place or for authorized obligations that are incurred during this Grant Period, unless otherwise stated in the Grant. Expenditures for costs incurred prior to the effective date or after the expiration date will be disallowed. Payments made after the expiration date for expenses incurred within the Grant Period are allowable.

20. Réponse de la Cour pénale internationale à la plainte déposée contre Mouammar al-Kadhafi, novembre 2010

Le 5 novembre 2010, la Cour pénale internationale (CPI) adressait à l'opposant Jomode Elie Getty, fondateur du Conseil national toubou, une réponse à sa plainte déposée en 2009, devant la Cour pénale internationale (CPI) contre le colonel Kadhafi pour sa responsabilité dans la dissémination de mines antipersonnel dans le Sud libyen. Dans sa réponse, la CPI estime que les « allégations ne semblent pas relever de la compétence de la Cour » et que le « Procureur a confirmé qu'il n'existe actuellement aucune base justifiant une analyse plus poussée ». Six mois plus tard, le Procureur Luis Moreno-Ocampo avait demandé aux juges un mandat d'arrêt contre Kadhafi, l'accusant d'être responsable de persécutions et de meurtres commis par les forces de sécurité sur la population civile depuis l'éclatement de la révolte, mi-février, notamment à Tripoli, Benghazi et Misrata. Saisi par le Conseil de sécurité des Nations unies le 26 février, le procureur de la CPI avait ouvert son enquête le 3 mars. Source : Courrier de la Cour pénale internationale.

Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court

Le Bureau du Procureur

The Office of the Prosecutor

Our Reference: OTP-CR-791/09

The Hague, Friday, 05 November 2010

Dear Sir, Madam

On behalf of the Prosecutor, I thank you for your communication received on 14/09/2009, as well as any subsequent related information.

As you may know, the International Criminal Court ("the ICC" or "the Court") is governed by the Rome Statute, which entrusts the Court with a very specific and carefully defined jurisdiction and mandate. A fundamental feature of the Rome Statute (Articles 12 and 13) is that the Court may only exercise jurisdiction over international crimes if (*i*) its jurisdiction has been accepted by the State on the territory of which the crime was committed, (*ii*) its jurisdiction has been accepted by the Statute of which the person accused is a national, or (*iii*) the situation is referred to the Prosecutor by the Security Council acting under Chapter VII of the UN Charter.

Based on the information currently available, it appears that none of these preconditions are satisfied with respect to the conduct described. Accordingly, as the allegations appear to fall outside the jurisdiction of the Court, the Prosecutor has confirmed that there is not a basis at this time to proceed with further analysis. The information you have submitted will be maintained in our archives, and the decision not to proceed may be reconsidered if new facts or evidence provide a reasonable basis to believe that the allegations fall within the jurisdiction of the Court. The decision may also be reviewed if there is an acceptance of jurisdiction by the relevant States or a referral from the Security Council.

I hope you will appreciate that with the defined jurisdiction of the Court, many serious allegations will be beyond the reach of this institution to address. I note in this regard that the ICC is designed to complement, not replace national jurisdictions. Thus, if you wish to pursue this matter further, you may consider raising it with appropriate national or international authorities.

I am grateful for your interest in the ICC. If you would like to learn more about the work of the ICC, I invite you to visit our website at www.icc-cpi.int.

Yours sincerely,

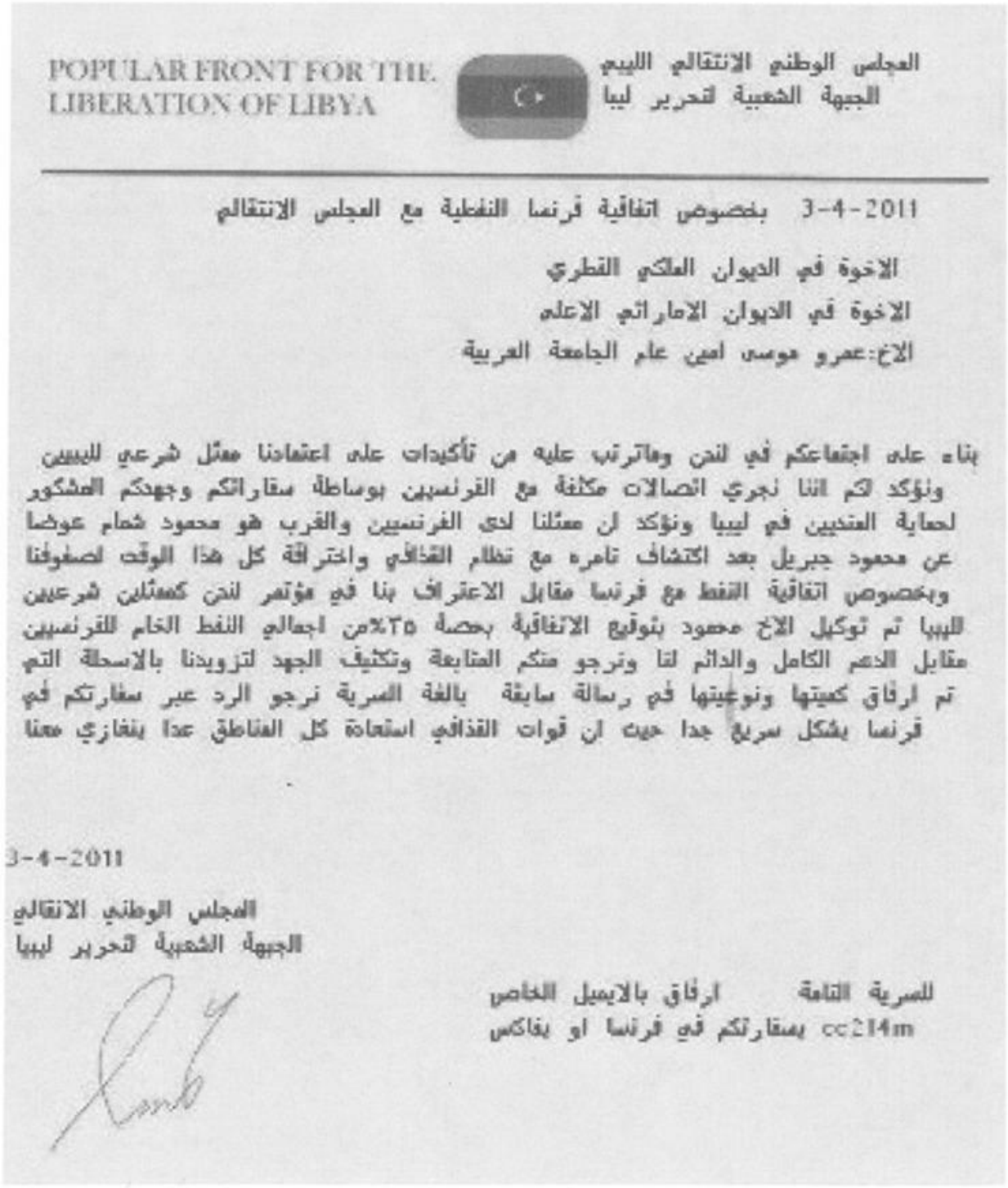
Prince Jomode Elie Getty Doby My
jomodeeliegetty@gmail.com

M.P. Dillon
Head of the Information & Evidence Unit
Office of the Prosecutor

21. Lettre attribuée aux rebelles promettant d'accorder 35 % du brut libyen aux Français, avril 2011

Lettre à en-tête du Front populaire de Libération de la Libye, annonçant, entre autres, l'attribution de 35 % des

futurs contrats pétroliers à la France. Datée du 3 avril 2011, cette lettre a d'abord été relayée par des blogs, la plupart des journalistes émettant de sérieux doutes quant à son authenticité. Publiée dans la presse algérienne, elle a été relayée en France dans une publication du journal *Libération* le 1er septembre 2011, avec une traduction non exhaustive, puisque la partie indiquant que Mahmoud Jibril serait un traître à la solde de Kadhafi, a été occultée. Selon plusieurs proches ou représentants du CNT, dont Mansour Saïf al-Nasr, cette lettre est un faux. Le Front populaire de Libération de la Libye n'a en tous cas jamais existé et rien ne peut lier ce petit PDF retransmis de mail en mail à un engagement ou texte produit par le CNT. De l'aveu même de l'équipe de « media monitoring » libyen basée à l'hôtel Rixos en avril 2011, ce PDF a été piraté et il n'existe aucun autre document avec les mêmes en-tête et signature. Source : Documents produits par l'équipe d'information et de propagande de la Jamahiriya en avril 2011.



POPULAR FRONT FOR THE LIBERATION OF LIBYA

العجلس الوطني الإنتقالي الليبي
الجبهة الشعبية لتحرير ليبا

بخصوص اتفاقية فرنسا النفطية مع العجلس الإنتقالي 3-4-2011

الإخوة في الديوان العلكي القطري
الإخوة في الديوان الإماراتي الإعلى
الإخ:عمرو موسى امين عام الجامعة العربية

بناء على اجتماعكم في لندن وماترتب عليه من تأكيدات على اعتمادنا ممثل شرعي لليبين ونؤكد لكم اننا نجري اتصالات مكثفة مع الفرنسيين بوساطة سفاراتكم وجهدكم المشكور لحماية المتحيين في ليبيا ونؤكد ان ممثلنا لدى الفرنسيين والغرب هو محمود شمام عوضا عن محمود جبريل بعد اكتشاف تامره مع نظام القذافي واختراقة كل هذا الوقت لصفوفنا وبخصوص اتفاقية النفط مع فرنسا مقابل الاعتراف بنا في مؤتمر لندن كممثلين شرعيين لليبيا تم توكيل الإخ محمود بتوقيع الاتفاقية بحصة ٣٥٪من اجمالي النفط الخام للفرنسيين مقابل الدعم الكامل والدائم لنا ونرجو منكم المتابعة وتكثيف الجهد لتزويدنا بالاسلحة التي تم ارفاق كميتها ونوعيتها في رسالة سابقة باللغة السرية نرجو الرد عبر سفارتكم في فرنسا بشكل سريع جدا حيث ان قوات القذافي استعادة كل المناطق عدا بنغازي معنا

3-4-2011

العجلس الوطني الانتقالي
الجبهة الشعبية لتحرير ليبيا

للسرية التامة ارفاق بالايميل الخاص
cc214m بسفارتكم في فرنسا او بفاكس

22. La dernière tentative de négociation menée par le gouvernement libyen, juillet 2011

Ce texte contient les dernières propositions du

gouvernement libyen dirigé par Baghdadi al-Mahmoudi début juillet 2011 dans la tentative de négociation menée avec la France, afin de permettre une sortie de crise avec un cessez-le-feu et la mise à l'écart de Mouammar Kadhafi, qui n'aurait pour rôle que d'encourager le dialogue national, laissant les Libyens « résoudre le problème entre eux sans qu'il soit partie prenante du dialogue ». Cette solution politique avait été reprise par le ministre de la Défense Gérard Longuet sur BFM-TV le 10 juillet 2011. Ce dernier avait alors déclaré que le départ de Kadhafi n'était plus une condition à l'arrêt des opérations militaires en déclarant notamment : « Il sera dans une autre pièce de son palais avec un autre titre. »
Source : Document traduit de l'arabe, élaboré par le Premier ministre Baghdadi al-Mahmoudi le 29 juin 2011.

Unofficial Translation from ARABIC Origin to English

Elements of the Initiative
To resolve the situation in Libya

Firstly: Cease-fire and cessation of hostilities:

– The cease-fire and cessation of the NATO and the Coalition countries air and sea bombardment on the entire Libyan territory, and to stop any hostile acts against the Libyan people, and final departure from the airspace and territorial waters of Libya.

– Libyan armed forces committed to the halt of all military actions after twenty-four hours of the cease-fire by the NATO, at the same time the rebel groups and civilian combatants are committed to halt from all hostile actions towards the Libyan armed forces, and civilians.

– Collecting weapons from civilian combatants and defected military rebels and hand them over to the state. The competent Libyan authority issues pardon and amnesty to who handed over his weapons, by jurisdiction Libyan, also the Supreme Council of Judicial institutions issues general amnesty through the appropriate instrument for all people who responded to hand over their weapons for the crimes committed in the period between 15/02/2011 and the date of the cease-fire.

– The need for all States and parties to abide by prohibition of the entry of arms to Libya in order to implement the Security Council resolutions 1970 and 1973 (2011), and not allow any means of transport on land, sea, or air from entering Libya except with the permission of the competent authorities.

- The armed forces shall remain in their positions at the entry into force of the cease-fire.

- Immediately after the cease-fire entry into force, The following steps shall take place: -
  - The police and the similar law enforcement bodies shall take the responsibility of maintaining security and law enforcement.
  - Enable state agencies to perform their duties in various parts of the country.
  - The return of those who left their places to their homes and their normal lives.
  - Compensate for injuries, murder, and other material damage to properties resulting from what happened after 15/02/2011.

– Lift all restrictions and end all of whatever nature that prevent or impede the free movement of citizens throughout the territory of Libya.

– Mobilizing and distributing of commodities in entire Libya, and may not to be subject to any prior restrictions.

– Cease-fire followed by a social reconciliation between the Libyans by the Social People's Leadership, and the Libyan tribes Conference.

Secondly: the political dialogue:

1. The social people's leadership, and tribal chieftains will establish the political dialogue that leads to the return of political situation to normality, and to develop the necessary mechanism for the formulation of constitutional reference, formulas and documents shall be presented to the people for approval as a decision-maker, the completion of the dialogue and the finalization of the Constitution within [6] months.

2. Dialogue will be held in Sirte.

3. The General People's Congress shall convene in order to select an executive administration includes members from the city of Benghazi, to conduct the state affairs until the completion of the provision in paragraph (1) above, this to be completed within a month.

4. The sanctions imposed by Security Council resolutions 1970 and 1973 (2011) shall be lifted upon the start of the political dialogue, with regard to: -
- Domestic and international flights
- Libyan assets
- Ban on travel of state officials
- Stopping the impeding the entry of goods not prohibited under Security Council resolutions
- Cancellation of Security Council resolution referring the situation in Libya to the International Criminal Court, and the consequent abolition of the Court of all actions undertaken by the ICC based on this referral.

5. Brother / Leader of the **Revolution Muammar Gaddafi** encourages the national dialogue, which aims to formulate a political solution based on his conviction that the Libyans should resolve their problems amongst themselves without him being part of the dialogue, unless He asked by interlocutors to participate.

Thirdly: the humanitarian assistance to the Libyan people and African workers

– Libyan Arab Jamahiriya shall ensure the flow of humanitarian assistance if needed from organizations with competence to the population in all areas through the Office for the Coordination of humanitarian assistance of the United Nations, based in the implementation of the Tripoli agreement signed on 17/04/2011.
Libyan authorities continue to make arrangements for the departure of foreign workers wishing to return to their countries.

23. Mail d’accompagnement du document de négociation du Premier ministre libyen sur la dernière tentative de négociation, juillet 2011

Mail adressé au cabinet du ministre de la Défense, Gérard Longuet, avec en pièce jointe le document de négociation élaboré par le Premier ministre Baghdadi al-Mahmoudi en vue d’une solution politique pour la Libye. Source : Mail en date du 8 juillet, transmis par un intermédiaire entre le Premier ministre libyen et le ministère français de la Défense.

Objet : Fwd: Initiative – CONFIDENTIEL

De : [redacted]

À : [redacted]

Date : Lundi 6 mai 2013 23h00

---------- Message transféré ----------
De : [redacted]@gmail.com>
Date : 8 juillet 2011 14:56
Objet : Initiative - CONFIDENTIEL
À : "[redacted]@defense.gouv.fr" <[redacted]@defense.gouv.fr>

Cher Monsieur,

Pour des raison de confidentialité, le bureau du PM nous demande de vous remettre ce document directement.

Bien cordialement,

[redacted]
Mob. [redacted]

Avancées et concessions par rapport au document de base

Le point numéro 5 du secondly, est une avancée par rapport aux positions maintenues par le père et le fils durant les dernières semaines, particulièrement celle annoncée par Seif dans sa dernière interview.

Cette concession obtenue par le PM pour diriger la négociation politique en dehors du père, du fils et de la famille en général, répond pleinement à ce qu'avait demandé [redacted] lors du rdv avec Mohamed Giloushi.

C'est le point clé de la feuille de route. Il faut le protéger et l'appuyer de part l'organisation très rapide d'une rencontre à 3, avec le sommet du CNT, sous parrainage français, ce qui scellera définitivement cet encrage et mettra le PM hors de portée de nuisance de la famille.

Tout le reste est négociable, particulièrement :
- le retour de l'armée dans ses casernes et non pas leur maintien dans leurs positions actuelles (position [redacted],
- remise des armes par les milices en même temps que les rebelles (position [redacted]), ceci permettra l'encrage définitif d'une solution politique (gouvernement actuel et CNT),
- existence de forces d'interposition sous l'égide de l'UA, avec participation d'autres pays, hormis ceux ayant participé à la coalition, pour le respect et le maintien du cessez-le-feu (position défendue par [redacted]),
- couloir humanitaire sous l'égide de l'ONU,
- désignation sous un mois d'un gouvernement de transition dirigé par le PM, avec participation du

CNT et autres figures de l'opposition ([redacted]),
- désignation d'une commission d'experts pour rédaction d'une Constitution sous 6 mois,
- referendum au bout de cette période pour décider du sort de la famille et du régime politique adopté.

Notes

1. Entretien avec Moussa Ibrahim, 3 avril 2011, Tripoli.

2. Entretien avec Youssef Chakir, 3 avril 2011, Tripoli.

3. Entretien avec Awad Hamza, 28 mars 2013, Tripoli. Toutes ses citations dans le chapitre 2 en sont issues.

4. Foreign Affairs Oral History Project, ambassadeur David L. Mack, interviewé par Charles Stuart Kennedy, 24 octobre 1995.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. Entretien avec Éric Desmarest, 25 mars 2012, Paris. Toutes ses citations dans le chapitre 2 en sont issues.

8. Oleg Gordievsky et Christopher Andrew, *KGB. The Inside Story of its Foreign Operations from Lenin to Gorbatchev*, Modder and Stoughton, 1990.

9. Entretien avec Salem al-Hassi, 19 décembre 2012, Tripoli. Toutes ses citations dans le chapitre 3 en sont issues.

10. Entretien avec Omar Shelhi, 27 juin 2013, Genève. Toutes ses citations du chapitre 3 en sont issues.

11. Entretien avev Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013, Paris.

12. Échange relaté dans le livre de Ted Gup, *The Book of Honor : The Secret Lives and Deaths of CIA Operatives*, Anchor, 2001, et complété par une correspondance avec Ted Twetten.

13. Ruth First, *Libya, the Elusive Revolution*, Penguin African Library, 1973.

14. Entretien avec Roberto Jucci, 22 mai 2012, Rome.

15. Entretien avec Benito Livigni, 23 mai 2012, Rome.

16. Entretien avec Rino Formica, 22 mai 2012, Rome.

17. In Tribunale di Roma, Ufficio Istruzione – Sezione 1ª, 266/90A PM N.527/84A GI, Ordinanza di rinvia a giudizio, Sentenza istruttoria di proscioglimento, Il Giudice Istruttore Dott. Rosario Priore.

18. Entretien avec Salahiden Swehli, 30 mars 2013, Tripoli. Toutes ses citations dans le chapitre 4 en sont issues.

19. Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, Flammarion, 1996.

20. Entretien avec Jean-François Probst, 13 mars 2012, Paris. Toutes ses citations dans le chapitre 4 en sont issues.

21. Rapport de fin de mission de Guy Georgy, ambassadeur de France en Libye, octobre 1975.

22. Entretien avec Awad Hamza, 28 mars 2013.

23. Entretien avec Salahiden Swehli, 8 avril 2013, Misrata.

24. « Muhaishi Arrival in Egypt – Secret », propos transmis par un câble de l'ambassade des États-Unis au Caire, 9 février 1976, déclassifié le 4 mai 2006, publié par Wikileaks.

25. Alexandre de Marenches, *Dans le secret des princes*, entretien avec Christine Ockrent, Stock, 1986.

26. *Ibid.*

27. « Qaddafi Besieged – Confidentiel », câble de l'ambassade des États-Unis au Caire, 15 mars 1976, déclassifié le 4 mai 2006, publié par Wikileaks.

28. Témoignage de Vladimir Markov *in* Андрей Почтарев, кандидат исторических наук « Красная звезда » – « Сыны Отечества », 28 décembre 2002, http://otvaga2004.ru/voyny/wars-africa/wars-afr-nort/safari-po-russki/

29. *Ibid.*

30. Entretien avec Sayyid Kadhafadam, 8 avril 2013, prison de Misrata, « Huda Foundation for Personal Development ».

31. Entretien avec Mohamed Megarief, 7 avril 2013, Tripoli. Toutes ses citations dans le chapitre 6 en sont issues.

32. Entretien avec Duane Clarridge, 7 février 2013.

33. Interrogatoire Duane Clarridge, commissione rogatoria verso gli USA, GI 20.01.92, in Tribunale di Roma, Ufficio Istruzione – Sezione 1ª, 266/90A PM N.527/84A GI, Ordinanza di rinvia a giudizio, Sentenza istruttoria di proscioglimento, Il Giudice Istruttore Dott. Rosario Priore.

34. *Ibid.*

35. Note du SISMI *in* Tribunale di Roma, Ufficio Istruzione – Sezione 1ª, 266/90A PM N.527/84A GI, Ordinanza di rinvia a giudizio, Sentenza istruttoria di proscioglimento, Il Giudice Istruttore Dott. Rosario Priore.

36. Procès-verbal interrogatoire d'Edoardo Seliciato, 5 octobre 1990, *in* Tribunale di Roma, Ufficio Istruzione – Sezione 1ª, 266/90A PM N.527/84A GI, Ordinanza di rinvia a giudizio, Sentenza istruttoria di proscioglimento, Il Giudice Istruttore Dott. Rosario Priore.

37. Enregistrements des conversations des radars, *in* Tribunale di Roma, Ufficio Istruzione – Sezione 1ª, 266/90A PM N.527/84A GI, Ordinanza di rinvia a giudizio, Sentenza istruttoria di proscioglimento, Il Giudice Istruttore Dott. Rosario Priore.

38. Alexandre de Marenches, *op. cit*.

39. Entretien avec Claude Silberzahn, 20 juin 2012, Paris.

40. Paul Kengor et Patricia Clark Doerner, *The Judge – William P. Clark, Ronald Reagan's Top Hand*, Ignatus, 2007.

41. Francesco Cossiga, interview dans l'émission « Baobab », radio RAI, 25 janvier 2007.

42. Francesco Cossiga, interview à SkyTG24, 25 février 2008.

43. Entretien avec Abdoul Rahman et Karima Gelali, 28 juin 2012, Tripoli.

44. Entretien avec Ibrahim Sahad, 7 avril 2013, Tripoli.

45. *Ibid.*

46. Entretien avec Mohamed Ali Abdallah, 22 décembre 2012, Tripoli.

47. Entretien avec Farid Gablawi, 28 juin 2012, Tripoli.

48. TD Tripoli 547, Routine, Chiffre Confidentiel, Fiche télégraphique, le 30 septembre 1985, Objet : Situation politique intérieure, Christian Graeff.

49. « CIA backed Qaddafi Assassination Try », Jack Andersen et Dale Van Atta, *The Washington Post*, 12 juin 1985.

50. David C. Martin et John Walcott, *Best Laid Plans – The Inside Story of American's War against*

Terrorism, Harper & Row Publishers, 1988.

51. Vincent Nouzille, *Dans le secret des présidents*, Fayard, 2010.

52. Bob Woodward, *CIA – Guerres secrètes 1981-1987*, Stock, 1987.

53. Entretien avec Christian Graeff, 3 août 2012, Aix-en-Provence.

54. David C. Martin & John Walcott, *op. cit.*

55. Entretien avec Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013.

56. Entretien avec Salem Gnam, 8 avril 2013, Tripoli.

57. Entretien avec Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013.

58. Entretien avec Salem Gnan, 8 avril 2013.

59. Entretien avec Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013.

60. Entretien avec Sayyid Kadhafadam, 8 avril 2013.

61. Entretien avec Roland Dumas, 12 juillet 2012, Paris.

62. *Ibid*.

63. Entretien avec Jean-Christophe Mitterrand, 11 mai 2012.

64. Entretien avec Christian Graeff, 4 août 2012.

65. Conversation relatée par Christian Graeff, *ibid*.

66. Propos de Roland Dumas rapportés par Christian Graeff, *ibid*.

67. *Ibid*.

68. *Ibid*.

69. Entretien avec Jean-Christophe Mitterrand, 11 mai 2012.

70. Conversation relatée par Jean-Christophe Mitterrand, *ibid*.

71. Entretien avec Éric Desmarest, 25 mars 2012.

72. Entretien avec Todor Boïadjiev, 6 mars 2012, Sofia.

73. Entretien avec Philip Ichpekov, 1er août 2012, Sofia.

74. Address to the Nation on the United States Air Strike Against Libya, 14 avril 1986, Ronald Reagan, Presidential library and museum, http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1986/41486g.htm

75. Entretien avec Khalifa Haftar, 2 avril 2013, Benghazi.

76. Entretien avec Roland Dumas, 12 juillet 2012.

77. Entretien avec Jean-Christophe Mitterrand, 11 mai 2012.

78. *Ibid.*

79. Entretien avec Salem Gnan, 8 avril 2013.

80. Entretien avec Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013.

81. *Ibid*.

82. Foreign Affairs Oral History Project, ambassadeur Richard W. Bogosian, interviewé par Vladimir Lehovich, 1er avril 1998.

83. Conversation relatée par Khalifa Haftar, 2 avril 2013.

84. Entretien avec Claude Silberzahn, 20 juin 2013.

85. Entretien avec Khalifa Haftar, 2 avril 2013.

86. Entretien avec Mohamed Megarief, 7 avril 2013.

87. Entretien avec Salem Gnan, 8 avril 2013.

88. Mohamed ben Ghalioun in *Libye. Chronique intérieure*, Moncef Djaziri (dir.), Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXXI, 1992, CNRS Éditions.

89. Abdelhamid Baccouche in *Libye. Chronique intérieure*, Moncef Djaziri (dir.), Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXXI, 1992, CNRS Éditions.

90. Entretien avec Mohamed Bachir, 22 décembre 2012, Tripoli.

91. Entretien avec Khalifa Haftar, 2 avril 2013.

92. Entretien avec Salem Gnan, 8 avril 2013.

93. « Le mystère Kikhia, dix ans après », Neijma Hamdaoui, Jeune Afrique, 5 décembre 2003.

94. Entretiens avec Abdelhakim Belhadj, 22 décembre 2012, 31 mars 2013, 3 avril 2013, Tripoli. Toutes ses citations dans le chapitre 12 en sont issues.

95. « Chronique libyenne », F. Burgat, Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXVIII, 1989, CNRS éditions.

96. « Quels changements en Libye ? », Louis Martinez, février 2002, CERI-Sciences Po.

97. Entretien avec Abdelhakim Belhadj, 5 avril 2013, Tripoli.

98. Entretien relaté par Abdelhakim Belhadj, *ibid.*

99. Tous les extraits de notes de la CIA et du MI6 inclus dans ce chapitre sont issus des documents trouvés par Human Rights Watch dans le bureau de Moussa Koussa, lors de la chute de Tripoli en août 2011.

100. *Ibid.*

101. Kristiana Valtchéva, *J'ai gardé la tête haute*, Oh ! éditions, 2007.

102. Subject : « Spain's views in advance of january 22 », GAERC, 19 juillet 2007, Embassy Madrid, Secret/Noforn, publié par Wikileaks.

103. Entretien avec Kirtcho Kirov, 7 décembre 2012, Sofia.

104. Entretien avec Ivaïlo Kalfin, 20 juin 2013 Bruxelles.

105. Entretien avec Kirtcho Kirov, 7 décembre 2012. Toutes ses citations dans le chapitre en sont issues.

106. Marc Pierini, *Le Prix de la liberté*, Actes Sud, 2008.

107. *Le Canard enchaîné*, 1er août 2007.

108. « Nos chers amis les Qatari », *Le Point*, 14 juin 2012.

109. « Infirmières bulgares : le grand marchandage », Temps Présents, RTS, 13 décembre 2007.

110. Reuters, 29 juin 2006.

111. Entretien avec Salem Gnan, 8 avril 2013.

112. Entretien avec Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013.

113. Entretien avec Mohamed Megarief, 7 avril 2013.

114. U.S. Rep. Tom Lantos visits Libya, 31 août 2006, Embassy Tripoli, Secret, publié par Wikileaks.

115. Tous les commentaires et échanges de l'ambassadeur Gene Cretz dans ce chapitre sont issus des câbles de l'ambassade de Tripoli de novembre 2009 à février 2010, publiés par Wikileaks. Voir sources.

116. Entretien avec Kirtcho Kirov, 7 décembre 2012.

117. Entretien avec Ali Tarhouni, 27 juin 2012, Tripoli.

118. Entretien avec Abdelhakim Belhadj, 5 avril 2013.

119. Entretien avec Ali Tarhouni, 27 juin 2012. Toutes ses citations dans le chapitre 16 en sont issues.

120. Entretien avec Abdelhakim Belhadj, 5 avril 2013. Toutes ses citations dans le chapitre en sont issues.

121. Entretien avec Mohamed Bachir, 22 décembre 2012.

122. Entretien avec Khalifa Haftar, 2 avril 2013.

123. Entretien avec Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013.

124. Entretien avec Sayyid Kadhafam, 8 avril 2013.

125. « Qaddafi : “He died an angry and disappointed man” », Katya Adler, 30 octobre 2011, BBC News, http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-15516678

Sources

Entretiens

Moussa Ibrahim, 3 avril 2011, Tripoli.
Youssef Chakir, 3 avril 2011, Tripoli.
Todor Boïadjiev, 6 mars 2012, Sofia.
Giontcho Giokov, 7 mars 2012, Sofia.
Ventsislav Kanev, 7 mars 2012, Sofia
Jean-François Probst, 13 mars 2012, Paris.
Éric Desmarest, 25 mars 2012, Paris.
Jean-Christophe Mitterrand, 11 mai 2012, Paris.
Gianni De Michelis, 21 mai 2012, Rome.
Roberto Jucci, 22 mai 2012, Rome.
Rino Formica, 22 mai 2012, Rome.
Benito Livigni, 23 mai 2012, Rome.
Luigi Guidobono Cavalchini 24 mai 2012, Rome.
Claude Silberzahn, 20 juin 2012, Paris.
Hamed el-Houderi, 27 juin 2012, Tripoli.
Ali Tarhouni, 27 juin 2012, Tripoli.
Abdoul Rahman et Karima Gelali, 28 juin 2012, Tripoli.
Farid Gablawi, 28 juin 2012, Tripoli.
Moftah Missouri, 28 juin 2012.
Abdelhakim Belhadj, 29 juin 2012, 22 décembre 2012, 31 mars 2013, 3 avril 2013, 4 avril 2013, 5 avril 2013, Tripoli.

Roland Dumas, 12 juillet 2012, Paris.
Philip Ichpekov, 1er août 2012, Sofia.
Christian Graeff, 4 août 2012, Aix-en-Provence.
Kirtcho Kirov, 7 décembre 2012, Sofia.
Ahmed el-Gatrani, 18 décembre 2012, Tripoli.
Salem al-Hassi, 19 décembre 2012, Tripoli.
Mohamed Bachir, 22 décembre 2012, Tripoli.
Mohamed Ali Abdallah, 22 décembre 2012, Tripoli.
Duane Clarridge, 7 février 2013.
Awad Hamza, 28 mars 2013, Tripoli.
Mohamed et Ghazi Meheichi, 29 mars 2013, Tripoli.
Salahiden Swehli, 30 mars 2013, Tripoli, 8 avril 2013, Misrata.
Khalifa Haftar, 2 avril 2013, Benghazi.
Ibrahim Sahad, 7 avril 2013, Tripoli.
Mohamed Megarief, 7 avril 2013, Tripoli.
Sayyid Kadhafadam, 8 avril 2013, prison de Misrata, « Huda Foundation for Personal Development ».
Muftah Lamlum, 8 avril 2013, Misrata.
Salem Gnam, 8 avril 2013, Tripoli.
Abdallah Naker, 10 avril 2013, Tripoli
Mansour Saïf al-Nasr, 16 juin 2013, Paris.
Ivaïlo Kalfin, 20 juin 2013, Bruxelles.
Omar Shelhi, 27 juin 2013, Genève.

Documents

Tribunale di Roma, Ufficio Istruzione – Sezione 1ª, 266/90A PM, N. 527/84A GI, Ordinanza di rinvia a giudizio, Sentenza istruttoria di proscioglimento, Il Giudice Istruttore Dott. Rosario Priore, 31 août 1999.
Archives du PGU-DS, renseignement extérieur bulgare 1964-1991, Commission de déclassification, Sofia.
Letter from the Ambassador to Libya (Newsom) to the Country Director for Northern African Affairs (Root), Tripoli, 27 mars 1969. Source : National Archives, RG 59, Central Files 1967-69, POL Libya-US. Secret.
Memorandum from Harold Saunders of the National Security Council Staff to the Special Assistant to the President's Assistant for National Security Affairs (Lake) for the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger), Washington, 2 septembre 1969. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Box 1239, Saunders Files, Libya, 1969. Secret.
Memorandum from the Assistant Secretary of State for African Affairs (Newsom) to the Acting Secretary of State (Richardson), Washington, 4 septembre 1969. Source : National Archives, RG 59, Central Files 1967-69, POL 23-9 Libya. Secret.
Central Intelligence Agency Memorandum, Washington, 16 septembre 1969. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Box 1239, Saunders Files, Libya, 1969. Secret.
Memorandum from Robert Behr and Harold Saunders of

the National Security Council Staff to the President’s Assistant for National Security Affairs (Kissinger), Washington, 20 novembre 1969. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, NSC Institutional Files (H-Files), Box H-71, WSAG Meeting, Libya and Lebanon, 11/24/69. Top Secret.
Minutes of the Washington Special Actions Group Meeting, Washington, 24 novembre 1969, 3 : 03-5 : 18 p.m. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, NSC Institutional Files (H-Files), Box H-114, WSAG Meeting, Libya and Lebanon, 11/24/69. Top Secret ; Sensitive.
Telegram 3684 from the Embassy in Libya to the Department of State, 11 décembre 1969, 1010Z. Subject : Abortive Coup against New Libyan Military Regime. Source : National Archives, RG 59, Central Files 1967-69, POL 23-9 Libya. Secret ; Immediate.
Memorandum from Harold Saunders of the National Security Council Staff to the President’s Assistant for National Security Affairs (Kissinger), Washington, 11 décembre 1969. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Box 738, Country Files, Africa, Libya, Vol. I. Secret.
Telegram 3711 from the Embassy in Libya to the Department of State, 13 décembre 1969, 1355Z. Subject : Contingency Statement re Hawwaaz Approach to USG for Assistance. Source : National Archives, RG 59,

Central Files 1967-69, POL 23-9 Libya. Secret ; Immediate.
National Intelligence Estimate 36.5-69, Washington, 30 décembre 1969. Short-Term Prospects For Libya. Source : Central Intelligence Agency, NIC Files, Job 79-R01012A, Box 369. Secret ; Controlled Dissemination.
Intelligence Memorandum 490/70, Washington, 13 février 1970. An Intelligence Assessment of Libya. Source : Central Intelligence Agency, DI/OCI Files, Job 79-T00830A, Box 2. Secret ; Noforn.
Intelligence Memorandum 531/70, Washington, 31 juillet 1970. Libyan Arms Supplies since the 1969 Revolution. Source : Central Intelligence Agency, DI/OCI Files, Job 79-T00830A, Box 6. Secret ; Noforn.
Memorandum from Secretary of State Rogers to President Nixon, Washington, 5 août 1970. Subject : Soviet Military Deliveries to Libya. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Box 739, Country Files, Africa, Libya, Vol. II. Secret.
Memorandum from Samuel Hoskinson of the National Security Council Staff tothe President’s Assistant for National Security Affairs (Kissinger), Washington, 28 août 1970, Plot against Libyan Government. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Box 739, Country Files, Africa, Libya, Vol. II. Top Secret.
National Intelligence Estimate 36.5-71, Washington, 30

avril 1971, Libya. Source : Central Intelligence Agency, NIC Files, Job 79-R01012A, Box 418. Secret.
Memorandum from Harold Saunders of the National Security Council Staff to the President’s Assistant for National Security Affairs (Kissinger), Washington, Plot Against the Libyan Government. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Box 739, Country Files, Africa, Libya, Vol. II. Secret ; Sensitive.
Memorandum, Washington, 17 mai 1971. Subject : Status Report on [text not declassified], Libya [text not declassified] has directed that Libyan developments be reviewed periodically. Consequently, outlined below is a review of the significant changes in the Libyan situation since the June 1970 Report [text not declassified] an examination of United States Government (USG) objectives within the framework of these new conditions, an assessment of current anti-regime activities, and recommendations. Source : National Security Council Files, Nixon Intelligence Files, Libya. Secret ; Eyes Only.
Memorandum from Counsel to President Richard Nixon (John Dean) to the Deputy Assistant to the President for National Security Affairs (Haig), Washington, 3 février 1972, Possible Libyan Funding of the Nation of Islam. Source : National Archives, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Box 739, Country Files, Africa, Libya, Vol. II. Secret.

Memorandum from the Assistant Secretary of State for African Affairs (Newsom) to Acting Secretary of State Richardson, Washington, 31 mai 1972. Reduction of U.S. mission in Libya. Source : National Archives, RG 59, Central Files 1970-73, DEF 19-8 US-Libya. Confidential.
« Annual Policy assesment for Libya », juin 1975. From Embassy Tripoli to SecState WashDC. Confidential. Déclassifié le 6 juillet 2006, publié par Wikileaks.
Rapport de fin de mission de Guy Georgy, ambassadeur de France en Libye, octobre 1975.
« Muhaishi Arrival in Egypt », Secret, câble de l'ambassade des États-Unis au Caire, 9 février 1976, déclassifié le 4 mai 2006, publié par Wikileaks.
« Qaddafi interview in *Le Monde* », 11 février 1976. From Paris. Public Library of US Diplomacy, publié par Wikileaks.
« Background to Jalloud Visit to France », 12 février 1976, Confidential. From Libya, Tripoli embassy. Public Library of US Diplomacy, publié par Wikileaks.
« Ahram promises inteview with Muhayshi », 13 février 1976, Limited official use. From Egypt, Cairo embassy. Public Library of US Diplomacy, publié par Wikileaks.
« Muhayshi on Qaddafi » (Part II and III), 16 mars 1976. Limited official use. From Egypt, Cairo embassy. Public Library of US diplomacy, publié par Wikileaks.
« Reports GOE determination to "finish Qaddafi off" », 12 avril 1976, Secret, Exdis. From Libya, Tripoli

embassy. Public Library of US Diplomacy, publié par Wikileaks.
« Impressions of Muhayshi », 12 avril 1976, Confidential. From Libya, Tripoli embassy. Public Library of US Diplomacy, publié par Wikileaks.
« Muhayshi says Qaddafi made payments to african leaders », 12 avril 1976, Limited official use. From Libya, Tripoli embassy. Public Library of US Diplomacy, publié par Wikileaks.
« Les conséquences de la mévente du pétrole libyen sur la politique militaire de la Libye », 27 avril 1983, Confidentiel défense. Fiche. Ambassade de France en Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste.
« La présence américaine en Libye », 22 octobre 1983. Christian Graeff, ambassadeur de France en Libye à son excellence Monsieur Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.
TD Tripoli 547, Routine, Chiffre Confidentiel, Fiche télégraphique, Objet : Situation politique intérieure, Christian Graeff, 30 septembre 1985.
The Libyan Nuclear Program. A Technical Perspective. An Intelligence Assessment. Directorate of Intelligence, 1985, Central Intelligence Agency.
Address to the Nation on the United States Air Strike Against Libya, 14 avril 1986, Ronald Reagan, Presidential library and museum,

http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1986/414
« Libyan Officials indicted for bombing Pan 103 », 14 novembre 1991, Secret. From SecState WashDC, publié par Wikileaks.
Foreign Affairs Oral History Project, ambassadeur David L. Mack, interviewé par Charles Stuart Kennedy, 24 octobre 1995.
« Libya : plans to overthrow Qaddafi in early 1996 are well- advanced », décembre 1995, UK Secret/Delicate source/UK Eyes ALPHA.
Foreign Affairs Oral History Project, ambassadeur Richard W. Bogosian, interviewé par Vladimir Lehovich, 1er avril 1998.
United States of America v. Abdurahman M. Allamoudi, District Court for the Eastern district of Virginia, Indictment October 2003 Term at Alexandria.
« Implementation of the NPT Safeguards Agreement of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya », Report by the Director General, 30 août 2004, déclassifié le 18 septembre 2004, International Atomic Energy Agency.
« Qaddafi Besieged », Confidentiel, câble de l'ambassade des États-Unis au Caire, 15 mars 1976, déclassifié le 4 mai 2006, publié par Wikileaks.
« Congressman Lantos stressed bilateral achievements and regional challengies with libyan officials », 31 août 2006, Secret. From Libya, Tripoli embassy, publié par Wikileaks.

« Bulgarian Mfa Transmits Request for Transfer of Medics to embassy in Tripoli : Ball in Libya's Court (again) », 19 juillet 2007, Sensitive. From Sofia embassy, publié par Wikileaks.
Conférence de presse de Nicolas Sarkozy, président de la République, 24 juillet 2007, Palais de l'Elysée, Paris.
« Spain views in advance of january 22 », 19 juillet 2007, Secret/Noforn. From Madrid embassy, publié par Wikileaks.
Der Fall « Albovina », Bericht über die Entsorgung von Beweismitteln, von Min.-Rat Dr. Johann Kurz, BMG, Abt. III/A/2 Bereich Blut, Gewebe und Arzneimittelinspektion, 2008.
« Libyan atomic energy establishment confirms desire to sell uranium yellowcake », 15 janvier 2009, Confidential. From Tripoli embassy, pubilé par Wikileaks.
« Libya halts highly enriched uranium fuel transfer », 25 novembre 2009, Secret/Noforn. From Tripoli embassy, publié par Wikileaks.
« Libyans seek renewed commitment from US in return for progress on HEU shipment », 30 novembre 2009, Secret/Noforn. From Tripoli embassy, publié par Wikileaks.
« Libyan MFA briefed on HEU security concerns », 1er décembre, 2009, Secret/Noforn. From Tripoli embassy, publié par Wikileaks.
« Saïf al-Islam's staff reaches out on Pol-Mil issues »,

14 décembre 2009, Secret/Noforn. From Tripoli embassy, publié par Wikileaks.
« Final HEU shipment departs Libya », 21 décembre 2009, Secret/Noforn. From Tripoli embassy, publié par Wikileaks.
« Libya insists ball in US court on Scud-B alternative », 11 février 2010, Secret/Noforn. From Tripoli embassy, publié par Wikileaks.

Documents audiovisuels

« Quella Maledetta Estate », Giovanni Minoli et Piero A. Corsinsi, RAI Educationnal, « La Storia siamo noi », 2006.
« Infirmières bulgares : le grand marchandage », 13 décembre 2007, RTS, Temps Présents.
« Baobab », Radio RAI, 25 janvier 2007.
SkyTG24, 25 février 2008.
Libye : la prise de Tripoli et la chute annoncée du régime de Kadhafi à suivre en direct, lundi 22 août 2011, France Info, http://www.franceinfo.fr
« Qaddafi : “He died an angry and disappointed man” », Katya Adler, 30 octobre 2011, BBC News, http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-15516678

Web

Libya : News and views, http://www.libya-watanona.com

« 2011-02-18 The Abu Salim Massacre : Cables on Libya's Continued Impunity for 1996 Killings », http://wlcentral.org/node/1324
« Nouvelle Libye ? », Luis Martinez, Outre-terre, mars 2007, n° 20, http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2007-3-page-253.htm
« Report : Libya Imported Infected Blood, Bulgarian Medics Innocent », 17 février 2004, Sofia News Agency, www.novinite.com
« Муамар Кадафи : Международният фонд за подпомагане на заразените деца е празен », 4 janvier 2007, *Business Post*, http://news.bpost.bg
« Libya puts hope for LNG exports on new finds », Tamsin Carlisle, 1er juillet 2010, The National UAE, http://www.thenational.ae
« Can Deradicalisation bring an End to Violence. A Round-Table Seminar, organised in London on 11 July 2010 by Akhbar Libya », http://www.akhbar-libyaonline.com
« Al-Maskari Holding in $3bn Libya energy plan », Tamsin Carlisle, 27 décembre 2010, The National UAE, http://www.thenational.ae
« February 17 A Day of Rage to protest against "The Revolution" », 9 février 2011, http://wlcentral.org/node/1249
Libya : « Day of Rage » announced for 17 February, Qaddafi adopts unprecedentedly harsh rhetoric, regime

change remains unlikely, 11 février 2011, http://worldreports.csarn.org
Libyan Leaks : Secret Document reveals Al-Qaeda « brother » put in control of U.S. Embassy in Tripoli, Shoebat Foundation, 31 octobre 2012, http://shoebat.com
Libya : Recent incident highlights need for investigations into Abu Salim Prison killings, http://www.ikhwanweb.com
Terrorist Organization Profile : Harakat al-Shuhada'a al-Islamiyah, National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism – START, http://www.start.umd.edu
« Libye – Le document de Barrani Ichkal qui a causé la chute de Tripoli », 1er février 2012, Algeria ISP, http://www.algeria-isp.com/

Publications

« Libya Crushes Plot, links CIA », *Sunday Examiner & Chronicle*, 26 juillet 1970.
« Le pétrole libyen au service de l'unité arabe ? », Hubert Breton, *Revue française de science politique*, 22e année, n° 6, 1972.
« Armed Intervention over Oileyed », Jack Andersen, *The Washington Post*, 8 novembre 1974.
« Soviets Agents Double as Reporters », Jack Andersen et Lee Whitten, *The Washington Post*, 1er juillet 1975.

« CIA backed Qaddafi Assassination Try », Jack Andersen et Dale Van Atta, *The Washington Post*, 12 juin 1985.
« Despite U.S. Embargo, Work on Libya Water Project to Begin », Eileen Alt Powell, 13 février 1986, Associated Press.
« Chronique libyenne », F. Burgat, Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXVIII, 1989, CNRS éditions.
« Kadhafy Regime being set up for a Contra-style Bushwhacking », Diana Johnstone, *In These Times*, 15-21 février 1989.
« Libye : Chronique intérieure », Moncef Djaziri (dir.), Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXX, 1991, CNRS éditions.
« Libye : Chronique intérieure », Moncef Djaziri (dir.), Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXXI, 1992, CNRS éditions.
« Libye : Chronique intérieure », Moncef Djaziri (dir.), Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXXII, 1993, CNRS éditions.
« Libye : Chronique intérieure », Éric Gobe (dir.), Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXXV, 1996, CNRS éditions.
« Troubles dans le triangle Dirna-Ajdabia-Benghazi », Maghreb confidentiel, 28 mars 1996.
« A Bloody Mess », *The Hindustan Times*, 12 novembre 2000.

« Либия-СПИН-Българи-Съд » agence de presse БТА, 16 mars 2001.
« Кадафи произнесе смъртни присъди на българите », Дневник, 1er mai 2001.
« Адвокат Владимир Шейтанов огласи сериозни просессулни нарушения », Дневник, 17 juin 2001.
Андрей Почтарев, кандидат исторических наук, « Красная звезда » – « Сыны Отечества », 28 décembre 2002, http://otvaga2004.ru/voyny/wars-africa/wars-afr-nort/safari-po-russki/
« Le mystère Kikhia, dix ans après », Neijma Hamdaoui, *Jeune Afrique*, 5 décembre 2003.
« Turmoil Mars Arab League Summit », Alissa Rubin, *The Age*, 3 mars 2003.
« Trente milliards de dollars d'investissements aux enchères », Babette Stern, *Le Monde*, 24 novembre 2004.
« Jacques Chirac se rend en Libye après vingt ans de relations difficiles », Claire Tréan, *Le Monde*, 24 novembre 2004.
« Monsieur Chirac propose au colonel Kadhafi un "partenariat politique régulier" », Claire Tréan, *Le Monde*, 25 novembre 2004.
« Saudi Detail alleged Libyan Murder Plot », Craig Whitlock, *The Washington Post*, 12 mars 2005.
« Political Islam in Libya », Alison Pargeter, 5 mai 2005, *Terrorism Monitor*, Volume 3, nº 6, Jamestown Foundation.

« How Gaddafi lost his Groove », Judith Miller, *The Wall Street Journal*, 16 mai 2006.
« Gaddafi's Leap of Faith », Judith Miller, *The Wall Street Journal*, 17 mai 2006.
« The Tyrant who came in from the Cold », Ron Suskind, *The Washington Monthly*, octobre 2006.
« Мръсна кръв », Магдалена Ташева, Монитор, 12 mars 2007.
« L'UE négocie la libération des infirmières bulgares à Tripoli », Philippe Bernard et Thomas Ferenczi, *Le Monde*, 13 juin 2007.
« Infirmière bulgares : vers une solution diplomatique ? », AFP, 20 juin 2007.
« Le Libyen condamné pour l'attentat de Lockerbie autorisé à refaire appel », AFP, 28 juin 2007.
« Défense : de possibles contrats en Libye », *Le Journal du Dimanche*, 23 juillet 2007.
« Les deux accords secrets Sarkozy-Kadhafi », Claude Angeli, *Le Canard enchaîné*, 29 août 2007.
« Qatar : Libya's Kadhafi bashes Saudi King at Doha Summit », Noha El-Hennawy, *The Guardian*, 30 mars 2009.
« Libye/Tchad : au-delà d'une politique d'influence », Briefing Afrique, n° 71, International Crises Group, 23 mars 2010.
« La Libye priée de mener une enquête rigoureuse sur un massacre ayant eu lieu en 1996 dans une prison »,

Amnesty International, 29 juin 2010.
Libya : Background and U.S. Relations, Christopher M. Blanchard, Congressional Research Service, 16 juillet 2010.
Fethi Terbil (Libye), Prix International des droits de l'homme, Ludovic Trarieux, 2011, http://www.ludovictrarieux.org
« Tribal Ties, Long Qaddafi's Strength, May Be His Undoing », David D. Kirkpatrick, *The New York Times*, 14 mars 2011.
« The Good Bad Son », James Verini, *The New York Magazine*, 22 mai 2011.
« Gaddafi Wanted Dead or Alive, Says Rebel Leader », Lizzy Davies et Richard Norton Taylor, *The Guardian*, 24 août 2011.
« L'OTAN aide à la traque de Kadhafi », *Le Figaro*, 25 août 2011.
« Behind Closed Doors : The Bewildering Dance between Gaddafi and MI6 », Gordon Corera, *The Independent*, 25 août 2011.
« Firms Aided Libyan Spies », Paul Sonnea et Margaret Coker, *The Wall Street Journal* , 30 août 2011.
« Abu Salim : Walls that Talk », Stuart Franklin, *The Guardian*, 30 septembre 2011.
« Libye : quand Paris suivait Kadhafi », Vincent Hugeux, *L'Express*, 27 octobre 2011.
« Timeline of the Arab Revolt : December 2010 – June

2011 », Bogdan Szajlowski, *Alternative Politics*, volume 3, nº 3, 256-419, novembre 2011.
« Doing Business in Qatar », Ecovis, novembre 2011.
« Former MI6 Officer Sir Mark Allen sued over Rendition », Dominic Casciani, BBC News, 31 janvier 2012.
« Libyana Islamists Unpacked : Rise, Transformation and Future », Omar Ashour, Foreign policy and Brookings, Brookings Doha Center, mai 2012.
« Nos chers amis les Qatari », Christophe Labbé et Mélanie Delattre, *Le Point*, 14 juin 2012.
« Delivered Into Enemy Hands : US-Led Abuse and Rendition of Opponents to Gaddafi's Libya », Human Rights Watch, septembre 2012.
« Death of a Dictator – Bloody Vengeance in Sirte », Human Rights Watch, octobre 2012.
« L'enquête impossible sur l'agonie de Kadhafi », Christophe Ayad, *Le Monde*, 25 octobre 2012.

Ouvrages

Ruth First, *Libya, the Elusive Revolution*, Penguin African Library, 1973.
Patrick Seale et Maureen McConville, *The Hilton Assignment*, Fontana/Collins, 1974.
John K. Cooley, *Libyan Sandstorm*, Holt Rinehart and Winston, 1982.

Hervé Bleuchot, *Chronique et documents libyens 1969-1980*, CNRS éditions, 1983.
Roger Faligot et Pascal Krop, *La Piscine*, Seuil, 1985.
Jacques-Marie Bourget et Yvan Stefanovitch, *Des affaires très spéciales*, Plon, 1986.
René Otayek, *La politique africaine de la Libye*, Éditions Karthala, 1986.
Alexandre de Marenches, *Dans le secret des princes*, entretien avec Christine Ockrent, Stock, 1986.
John Davis, « Society and Culture in the Modern Middle East », *Libyan Politics, tribe and revolution*, Michael Gilsenan (ed.), I.B. Tauris Publishers, 1987.
Général Ion Pacepa, *Horizons rouges*, Presses de la Cité, 1987.
Bob Woodward, *CIA – Guerres secrètes, 1981-1987*, Stock, 1987.
Jacques Chravin et Jacques Vignet-Zurz, *Le syndrome Kadhafi*, Albatros, 1987.
Peter Maas, *Manhunt*, Jove edition, 1987.
David C. Martin et John Walcott, *Best Laid Plans – The Inside Story of America's War against Terrorism*, Harper & Row Publishers, 1988.
Oleg Gordievsky et Christopher Andrew, *KGB. The Inside Story of its Foreign Operations from Lenin to Gorbatchev*, Modder and Stoughton, 1990.
Joel Bainerman, *The crimes of a President*, SPI Books, 1992.

Pierre Péan, *Vol UT 772, contre-enquête sur un attentat attribué à Kadhafi*, Stock, 1992.
Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les maîtres espions*, tome 2, Robert Laffont, 1994.
Guy Georgy, *Kadhafi, le berger des Syrtes*, Flammarion, 1996.
Patrick Rougelet, *R.G. La machine à scandales,* Albin Michel, 1997.
Duane R. Clarridge avec Digby Diehl, *A Spy for all Seasons – My Life in the CIA*, Scribner, 1997.
Francesco Pazienza, *Il Disubbidiente*, Longanesi, 1999.
Patrick Pesnot, *Mémoires secrètes*, tome 2, Denoël, 1999.
Bill Fawcett, *Mercs : True Stories of Mercenaries in Action*, HarperCollins Publications, 1999.
Géraldine Faes et Stephen Smith, *Bokassa I^er^, un empereur français*, Calman-Lévy, 2000.
Pierre Darcourt, *Le Tchad, 15 ans après*, Grancher, 2001.
Ted Gup, *The Book of Honor : The Secret Lives and Deaths of CIA Operatives*, Anchor, 2001.
Kenneth M. Pollack, *Arabs at War*, The University of Nebraska Press, 2002.
Joseph T. Stanik, *El Dorado Canyon*, Naval Institute Press, 2003.
David C. Wills, *The First War on Terrorism*, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.
Joseph J. Trento, *Prelude to Terror*, Carrol & Graf Publishers, 2005.

Anni Machon, *Spies, Lies and Whistleblowers*, The Book Guild Ltd, 2005.
Giovanni Minoli avec Piero A. Corsini, *Quella Maledete Estate, Ustica 1980 : una strage italiana*, Rai Eri Rizzoli, 2007.
Paul Kengor & Patricia Clark Doerner, *The Judge – William P. Clark, Ronald Reagan's Top Hand*, Ignatus, 2007.
Kristiana Valtchéva, *J'ai gardé la tête haute*, Oh ! éditions, 2007.
Григор Лилов, Либийска връзка, Кайлас ЕООД, 2008.
Marc Pierini, *Le Prix de la liberté*, Actes Sud, 2008.
Arnaud Dingammadji, *Ngarta Tombalbaye : Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, L'Harmattan, 2008.
Arturo Varvelli, *L'Italia et l'ascesa di Gheddafi*, Baldini Castoldi Dalai Editore, 2009.
Patrick Pesnot, *Les dessous de la Françafrique*, Nouveau Monde éditions, 2010.
Vincent Nouzille, *Dans le secret des présidents*, Fayard, 2010.
Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran, Mouammar Kadhafi*, Actes Sud, 2011.
Roland Dumas, *Coups et blessures*, Le Cherche Midi, 2011.
Mohamed al-Bichari, *Le cauchemar libyen*, Favre, 2011.
Florent Sené, *Raids dans le Sahara central*, L'Harmattan,

2011.
Jean Guisnel, *Armes de corruption massive. Secrets et combines des marchands de canons*, La Découverte, 2011.
Jean-Christophe Notin, *La vérité sur notre guerre en Libye*, Fayard, 2012.
Mark Curtis, *Secret Affairs*, Serpent’s Tail, 2012.

Remerciements

Ce livre n’aurait pas pu voir le jour sans l’affection et le soutien de Bojidar, les encouragements de ma famille et de mes proches et amis ; l’aide précieuse de Fayçal Dakhlia et de mon fidèle interprète et accompagnateur Nir al-Azabi, de mon cher confrère Jim Hougan, mais aussi de Sami, Abakar, Jamal, Ali… et tous ceux dont je ne peux citer les noms, afin de préserver leur anonymat. Je voudrais rendre aussi un hommage particulier à monsieur Nasr Elmalleh qui, avec patience, tact et discrétion, m’a introduite auprès de bien des acteurs et témoins dans ce livre, a ouvert des portes, facilité des démarches, avec cette infinie gentillesse tout orientale qui caractérise les Libyens.

Table des annexes

Annexe 1 : Le coup d'État de décembre 1969

Annexe 2 : Complot contre le gouvernement libyen, 1970

Annexe 3 : Complot contre le gouvernement libyen, 1971

Annexe 4 : Possible financement de Nation of Islam par la Libye, 1972

Annexe 5 : Liste des officiers impliqués dans le coup d'État de 1975

Annexe 6 : Note du PGU-DS, concernant l'agent libyen « Hakim » recruté par les Bulgares, 1980

Annexe 7 : Conséquences de la mévente du pétrole libyen sur la politique militaire de la Libye, 1983

Annexe 8 : Note de la résidence du PGU-DS à Tripoli concernant une tentative de coup d'État, 1985

Annexe 9 : Les perspectives de survie de Kadhafi, 1985

Annexe 10 : Situation politique intérieure de la Libye, 1985

Annexe 11 : Liste des individus recherchés par Interpol à la demande de la Libye transmise par le KGB, 1987

Annexe 12 : Note de la résidence du PGU-DS à Tripoli concernant des « cours d'entraînement de terroristes », 1988

Annexe 13 : Note de la résidence du PGU-DS à Tripoli concernant l'« ouverture de la Libye à l'Occident », 1988

Annexe 14 : Tract de l'opposition, 1997

Annexe 15 : Schéma de reconstitution du vol DC9 d'Itavia descendu par un missile près de l'île d'Ustica, 1999

Annexe 16 : Extrait du message adressé par sir Mark Allen du MI6 à Moussa Koussa, 2003

Annexe 17 : Planning de capture d'Abdelhakim Belhadj, *alias* Abdallah al-Sadiq, par la CIA, 2004

Annexe 18 : Création d'une représentation permanente de la CIA à Tripoli, 2004

Annexe 19 : Document du NED piraté par les services libyens dans les courriers électroniques des opposants, 2008

Annexe 20 : Réponse de la Cour pénale internationale à la plainte déposée contre Mouammar al-Kadhafi, novembre 2010

Annexe 21 : Lettre attribuée aux rebelles promettant d’accorder 35 % du brut libyen aux Français, avril 2011

Annexe 22 : La dernière tentative de négociation menée par le gouvernement libyen, juillet 2011

Annexe 23 : Mail d’accompagnement du document de négociation du Premier ministre libyen sur la dernière tentative de négociation, juillet 2011